

UNIVERSITE DE NICE

**AMENAGEMENT INDUSTRIEL
DU TERRITOIRE
ET POLITIQUES D'AIDE**
LES EXPERIENCES ITALIENNE DU MIDI
& FRANÇAISE DE L'OUEST)

Dino GASTALDI

1977



UNIVERSITE DE NICE

**AMENAGEMENT INDUSTRIEL
DU TERRITOIRE
ET POLITIQUES D'AIDE
LES EXPERIENCES ITALIENNE DU MIDI
& FRANÇAISE DE L'OUEST)**



Dino GASTALDI

Thèse pour le Doctorat d'Etat ès Sciences Economiques
présentée et soutenue publiquement en juillet 1977
sous la présidence de M. le Professeur X. BOISSELIER

UNIVERSITE DE PARIS

AMENAGEMENT INDUSTRIEL
DU TERRITOIRE
ET POLITIQUES D'AIDE
LES EXPERIENCES ITALIENNE DU NORD
& FRANCAISE DE LOIREST



DR. CASTALDI

Il est permis de reproduire les extraits de ce document
à condition qu'ils soient accompagnés de la mention
"Reproduit de la thèse de M. Castaldi, Université de Liège"

L'Université n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans cette thèse. Ces opinions doivent être con-
sidérées comme propres à leur auteur.

— AVERTISSEMENT —

Le présent document est une reproduction faite en réduction (33 %) d'un document original fourni par l'auteur

Le Service de Reproduction des Thèses de l'Université des Sciences Sociales (Grenoble II) ne peut être tenu pour responsable de la mauvaise qualité de certaines parties. Seul l'auteur qui n'a pas eu le loisir ou la possibilité de fournir des originaux correspondant aux normes fixées par l'Atelier peut être incriminé

I N T R O D U C T I O N

L'aménagement du territoire représente une préoccupation relativement récente dans les politiques économiques suivies dans la plupart des Etats à régime capitaliste. L'objectif est commun : l'harmonisation du développement économique et social dans l'ensemble des régions. Il traduit le refus d'accepter une certaine forme de croissance qui a trop longtemps privilégié certaines zones de l'espace national.

L'aménagement du territoire est une meilleure répartition sur le plan national des activités en fonction des ressources naturelles humaines. Il exige une nouvelle manière de penser, de préparer et d'organiser la production et la vie de la collectivité, dans le cadre d'une perspective d'avenir. Cela pour éviter les excès du libéralisme classique peu propice à faire prendre en considération aux entrepreneurs les conséquences indirectes de leurs réalisations. Libéralisme qui peut-être par ces motifs considéré comme dépassé.

La restructuration de l'espace est motivé par la recherche dans les différentes régions d'un mode de vie plus équitable, condition d'une véritable intégration nationale. Elle répond à des aspirations et à des revendications régionales plus ou moins latentes, qui risquent, en l'absence d'une satisfaction suffisante, de prendre la relève des antagonismes de classe et de remettre en question l'organisation administrative et politique de la nation ou son unité.

Le volontarisme spatial qui se dégage des diverses mesures interventionnistes n'a pour but l'obtention d'une égalité stricte, qui serait d'ailleurs peu propice à la dynamisation du système économique. Il essaye surtout d'améliorer la situation des espaces qui n'ont pu attirer des industries, ou encore, étant industrialisés ne se sont pas adaptés à temps à l'évolution des techniques et des consommations.

Le changement recherché va de pair avec l'adaptation de la population active à de nouveaux emplois, car l'importance de celle

qui travaille dans le secteur primaire diminue constamment à cause des progrès réalisés dans ce domaine par les méthodes de production. Si des conditions de vie plus justes nécessitent pour les habitants de chaque région la mise en place et l'adaptation d'équipements de tous ordres, en particulier ceux qui permettent de satisfaire les besoins collectifs, elles impliquent en même temps un ajustement propice sur le plan de l'emploi. C'est lui en effet qui, par le biais des revenus perçus permet d'obtenir une meilleure situation d'ensemble.

Sur le plan pratique, l'intervention s'est esquissée la plupart du temps à partir de situations régionales particulièrement déséquilibrées. Et certaines politiques de développement régional suivies pour les atténuer, représentent la forme d'aménagement qui retiendra notre attention.

La thérapeutique de base mise en oeuvre est souvent axée sur la promotion d'activités appartenant au secteur secondaire pour lesquelles diverses mesures incitatives sont prévues dans les régions ou les zones critiques.

Développer à partir de l'industrie repose sur un postulat élevé au rang d'un mythe surtout à partir des années 50 : le mythe de l'industrialisation.

Il s'inscrit dans la logique de l'expérience et de l'observation des faits. Car, souvent, les indicateurs individuels et collectifs du niveau de vie non seulement des pays, mais aussi des régions, sont en relation étroite avec l'importance des activités de transformation. A un stade élevé de conditions d'existence correspond une structure du secondaire relativement forte et compacte inversement lorsque cette structure est faible, le niveau de vie a de fortes chances d'être comparativement insuffisant.

Si l'impact du secteur secondaire n'explique pas à lui tout seul l'origine de ces concordances, il en est la plupart du temps le principal responsable. En y concentrant les efforts productifs on a pensé obtenir des progrès plus grands que s'ils étaient dirigés vers d'autres activités.

Ce postulat, reflet de l'histoire économique des pays et des régions riches est devenu un impératif : l'impératif industriel. Le pays voulant obtenir un progrès économique satisfaisant se doit de stimuler et d'intensifier la transformation des produits dans les diverses zones de son espace avec un redéploiement adéquat. C'est à ses fins que l'on s'est orienté vers des politiques de développement régional avec l'industrie pour support.

Malgré des intentions louables on peut se demander si les diverses mesures prises spécialement à cet égard ont suscité réellement les changements escomptés.

Les mouvements revendicatifs qui réapparaissent ou se propagent dans plusieurs nations européennes, par exemple, en Ecosse, en Irlande du Nord, dans le Pays Basque espagnol, le Jura Suisse, et pour la France, en Corse, en Alsace, dans les régions occitanes et à un degré moindre en Bretagne (les développements ultérieurs permettront de comprendre l'atténuation des revendications dans ce dernier territoire) semblent prouver le contraire.

Certes, on dénote une volonté de conserver les particularismes culturels , voire religieux, synonymes de cohésion et d'identification des groupes. Ce sont des éléments sociologiques de toute époque, analogue, par ailleurs, dans la plupart des régions? Néanmoins, le fait de les retrouver d'une manière plus accentuée paraît symptomatique.

Les prises de conscience régionales qui s'observent actuellement semblent dépasser le cadre des données folkloriques ou traditionnelles et exprimer un profond malaise que l'on veut faire connaître pour qu'il y soit remédié grâce à des réflexes d'auto-défense.

En considérant les données économiques des territoires signalés, l'on constate généralement des conditions de vie moins satisfaisantes par rapport à celle des autres territoires de la même nation ou bien par rapport à des espaces étrangers limitrophes.

Cette concordance est inquiétante et on peut penser que ce sont peut être des raisons économiques qui représentent le support véritable de ces mouvements.

A la suite d'une longue période d'unification qui s'est traduite par une organisation globale, souvent d'esprit jacobin, où la nation a été traitée comme si elle formait un tout homogène, diverses aspirations régionales tendent à obtenir une certaine autonomie, surtout pour ce qui concerne les décisions économiques (l'intérêt local étant de plus en plus mis en avant par les autochtones) il convient de se demander s'il n'y a pas eu de la part des gouvernants une appréciation sociologique insuffisante de cette évolution, sur laquelle est parfois venue se greffer une adaptation plus ou moins réussie des mesures interventionnistes choisies pour le développement régional.

Il semble, que dans un certain sens, l'attachement des populations à leur terroir d'origine a fait l'objet d'une prise en compte plutôt limitée dans la politique économique. Or, cet attachement est particulièrement vivace à cette époque. Il va à l'encontre de cette mobilité géographique des individus qui d'une manière indirecte a permis pendant longtemps de débloquer des situations préoccupantes de l'emploi local.

Aussi le problème du développement régional reste d'actualité. Il ne se pose plus dans les mêmes termes qu'antérieurement mais présente des aspects de blocage plus aigus qui tiennent aux changements des contextes économiques et sociaux. Dès lors, il serait opportun que les politiques d'aménagement suivent de près les données citées pour obtenir une intégration effective des territoires dans la nation.

Intéressés par un sujet de recherche relatif à l'aménagement du territoire et notamment aux politiques de développement régional, nous avons effectué des investigations préalables sur les oeuvres consacrées à ce domaine.

Nous avons trouvé de nombreuses études relatant uniquement les dispositions prises par les Etats. Si, en grande partie elles se réfèrent à la nation, des comparaisons internationales sont aussi abordées. Toutefois, les travaux spécifiques décrivant sur le plan pratique les expériences tentées sont limités. Plus précisément, parmi ces travaux, nous avons constaté :

- 1 - de rares comparaisons internationales,
- 2 - des périodes d'analyse réduites,
- 3 - des présentations d'ensemble sur les résultats acquis,
- 4 - pratiquement pas de développements sur l'aspect critique de l'application des politiques et du caractère opératoire des outils utilisés (l'aide à l'initiative privée).

Nous avons essayé de tenir compte de ces points en décrivant les expériences tentées en Italie et en France pour industrialiser les zones les moins développées de leurs territoires.

En effet, inspirés par l'obtention d'une meilleure cohésion économique et sociale qui fait la force d'un véritable pays moderne, les responsables italiens et français se sont intéressés vers 1950 à la restructuration de l'espace national. Progressivement des politiques sont appliquées pour atténuer les disparités régionales.

Il nous a paru intéressant de les analyser jusqu'en 1971, c'est à dire sur une période de temps suffisamment longue ; d'une part pour comparer et apprécier en fonction des résultats obtenus les politiques entreprises, et, plus particulièrement, pour comprendre les raisons des succès ou bien des échecs ; d'autre part, pour dégager certains enseignements des expériences tentées pour toute action d'organisation industrielle du territoire. Bien que les déductions que nous serons amenés à faire proviennent de l'analyse de situations particulières à ces deux pays, il nous semble que les principes directeurs mis en évidence pourront guider une action d'aménagement conçue dans un cadre libéral (mais plus rigoureux sur certains points particuliers) dans un pays où la formation de l'espace se présente d'une manière analogue au cours du développement économique.

Tout diagnostic fait en 1950 dans la Péninsule et l'Hexagone sur la position de certaines régions comparativement à d'autres

dans les territoires respectifs, révèle des disparités aussi bien sur le plan de l'équipement, des revenus, de la consommation, et de l'instruction pour ne citer que les indicateurs les plus communs.

Ces différences ne se limitent pas uniquement à une simple dichotomie régions riches-régions pauvres, car, à l'intérieur des premières se trouvent des zones que l'on pourrait qualifier de déprimées et, où déclinent diverses industries traditionnelles ayant provoqué initialement la prospérité.

La phase de la reconstruction étant achevée, cette situation est devenue plus perceptible et a provoqué chez les responsables politiques une véritable prise de conscience, traduite à partir de 1950 par une législation interventionniste faisant passer son amélioration au rang des priorités.

Certes, d'un point de vue général, les données relatives à la nation française étaient meilleures que celles concernant le territoire italien puisque à cette époque, leurs systèmes économiques se différencient par un niveau de développement nettement plus élevé dans le premier que dans le second. D'ailleurs, l'importance des moyens financiers mis en oeuvre par le gouvernement italien dans le cadre d'interventions qualifiées " d'extraordinaires " prouvera l'acuité du problème méridional. Mais, les déséquilibres existant en France entre l'Ouest et l'Est et ceux concernant le Nord et le Mezzogiorno en Italie présentaient des grandeurs relatives analogues bien que l'on pût distinguer en outre une spécificité de la situation française par l'importance de la Région Parisienne dans l'économie nationale, liée à une forme d'urbanisation et d'industrialisation exceptionnelle .

Les régions du Mezzogiorno et de l'Ouest qui nous serviront de référence dans cette étude, ont connu et connaissent encore bien qu'avec des proportions moindres des flux d'émigration importants, notamment dans les premières où le chômage a longtemps sévi d'une manière aiguë.

Ces mouvements sont provoqués par une exploitation plus ou moins intéressante des activités du secteur primaire, qui dominait leur économie, et en même temps, à cause des difficultés pour la population d'obtenir sur place des emplois mieux rémunérés offerts en quantité insuffisante par d'autres secteurs.

De ce fait, une création de postes de travail s'imposait afin d'adapter l'offre à la demande, permettant simultanément de retenir les habitants et d'éviter le prolongement de tendances de dépeuplement dans les zones de départ et arrêter l'urbanisation croissante dans celles d'appel.

Cette modification était aussi une condition nécessaire pour sortir certaines régions d'une situation de dépendance et d'assistance à laquelle les régions riches contribuaient au compte

de la solidarité nationale ; situation peu propice aux changements mais plutôt favorable à une cristallisation des positions, c'est à dire, plaçant les régions moins nanties dans les assistées chroniques.

Aussi les politiques interventionnistes ont essayé d'infléchir certains mécanismes. Elles se sont orientées vers des dispositions favorisant essentiellement les initiatives industrielles pour créer dans les zones retardées les conditions d'un développement cumulatif assurant l'élévation du niveau de vie.

Les dispositions ayant été élaborées dans un contexte libéral avec la volonté de respecter la liberté d'établissement qui fait partie des principes idéologiques de leurs systèmes économiques les responsables ont voulu améliorer la réceptivité de ces régions vis à vis des localisations industrielles. Une conciliation étant recherchée entre l'intérêt collectif et l'intérêt privé car, finalement, c'est par ces choix que dépendait la réussite de l'action menée.

Parallèlement à un effort d'adaptation infrastructurelle considérable pour le Midi italien, à cause de son sous-développement plus important (mais aussi notable en France), qui reste la condition de base pour favoriser les initiatives, un ensemble d'aides, de facilités financières et fiscales ont servi essentiellement de support à l'intervention.

S'il convenait de stimuler l'esprit d'entreprise des autochtones, il fallait surtout attirer des investissements qui, se dirigeaient habituellement vers les zones plus développées car, les possibilités d'approvisionnements et de débouchés qu'elles comportent rendent d'une manière générale plus sûres les conditions d'exploitation. Elles permettent souvent d'y obtenir une meilleure rentabilité.

Les aides prévues sous la forme de subventions, de primes d'équipement, de réduction de charges d'emprunt et de diverses exemptions fiscales plus ou moins limitées dans le temps, ont alors pour but de compenser le manque à gagner d'une localisation jugée trop souvent moins intéressante par l'investisseur privé. On a voulu de la sorte agir sur la décision de localisation par le biais de la réduction de certains coûts de production.

L'orientation dirigiste repose sur deux idées principales dont il convient de vérifier d'une part, si elles sont justifiées et d'autre part si l'application qui en a été faite est conforme à leur esprit.

La première s'identifie avec l'objectif final : elle assimile l'amélioration de la situation générale à la réalisation d'un effort financier que doit consentir la collectivité en faveur des régions moins dotées.

La seconde qui sert de support à l'industrialisation, se constate dans les dispositions envisagées : elle exprime la prise en compte des convenances pour les micro-unités d'envisager et d'effectuer un certain nombre d'opérations définitives dans ces mêmes régions.

Cette manière d'atténuer les déséquilibres implique pour les mesures utilisées un ensemble de conditions d'adaptabilité alors que parallèlement elles doivent s'intégrer dans une politique cohérente.

En d'autres termes, il y a lieu de rechercher quelle peut être pratiquement leur efficacité réelle pour se rendre compte si un but de cette importance mérite encore une approche semblable, ou exige des modifications.

Nos développements se situent volontairement dans un contexte libéral car nous avons voulu écarter toute forme d'aménagement qui serait imposée avec des procédés autoritaires ; non que cette dernière possibilité soit considérée à priori comme moins efficace, mais pour des raisons de compatibilité avec les systèmes économiques des pays étudiés.

Certes, son cadre se différencie du libéralisme classique : si l'entreprise est encore maîtresse de ses choix, en particulier pour la localisation de ses activités, l'Etat doit aussi les arbitrer en les orientant pour servir l'intérêt collectif.

Notre approche tiendra compte à la fois des aspects pratiques et théoriques pour déboucher sur les critères d'orientation d'une politique de développement régional. Si nous avons pu disposer de statistiques détaillées pour l'expérience italienne, dont l'étude est facilitée par la formation administrative particulière du territoire d'intervention, les statistiques françaises sont plus limitées. L'insuffisance de comparabilité de certains moyens d'action mais aussi des résultats acquis ne permet pas de déboucher sur des conclusions très précises.

L'analyse des déséquilibres économiques, manifestation d'une discontinuité générale de l'espace (ch. I) nous amènera à définir le sous-développement régional dans un pays avancé, à le délimiter en Italie et en France. Les conséquences des déséquilibres permettront de justifier la nécessité d'une intervention étatique, de présenter des formes d'aménagement spatial susceptibles de provoquer dans le territoire national, des conditions d'existence plus équitables.

Dans les dispositions pour le développement régional (ch. II), nous mettrons en évidence, d'une part, la manière dont les interventions ont été conçues et, d'autre part, les aides à l'initiative privée selon que leurs effets agissent directement ou indirectement sur l'entreprise qui choisit, soit de se localiser, soit de s'agrandir dans les zones moins développées.

Si l'Etat a pris l'initiative d'une restructuration spatiale, la réalisation reste confiée en grande partie aux opérations du secteur privé. Dans ces conditions, l'octroi d'avantages est indispensable pour stimuler les activités industrielles dans les régions sous-développées et pour multiplier les offres d'emplois. Cela suppose des conditions d'adaptabilité pour l'aménagement et l'entreprise. Nous le vérifierons en étudiant l'application des politiques d'aides et les incidences sur la gestion de la firme (ch. III).

L'expansion des régions défavorisées s'est trouvée confrontée à deux séries d'obstacles. La première est en relation avec une certaine reticence des entrepreneurs à délaisser des localisations dans les zones plus industrialisées au profit des espaces sous-développés. Des anomalies, des effets plus ou moins prévisibles de l'intervention sont à l'origine de la seconde série d'obstacles. Aussi, des processus ont été entravés. Ils éclairent en grande partie les résultats obtenus (ch. IV).

Les résultats font ressortir des améliorations (parfois importantes dans quelques zones) mais les déséquilibres subsistent avec une intensité encore marquée. Le problème du sous-développement régional reste posé pour l'avenir. L'Etat doit poursuivre l'effort entrepris.

Sur quelles bases ? Les succès et les échecs des expériences tentées peuvent servir pour améliorer l'efficacité de l'intervention. La réussite de l'industrialisation passe par des choix appropriés, concernant les activités à retenir, mais, surtout pour la politique d'aide à adopter.

Pour stimuler l'initiative privée dans les régions sous-développées, la politique d'aide doit coller aux facteurs de localisation des activités. L'analyse théorique et pratique du processus de localisation des activités industrielles (ch. V) donneront des indications sur l'impact des différents facteurs sur lesquels devra s'appuyer l'aide de l'Etat .

Enfin, sera présenté le cadre d'une politique de développement régional permettant d'atténuer les disparités spatiales de développement. Elle tiendra compte d'une part, des leçons des expériences étudiées et, d'autre part, des constatations sur la localisation des activités industrielles (ch. VI). Nous insisterons particulièrement sur la politique d'aide à adopter.

Le plan adopté est le suivant :

1ère Partie : Vers l'harmonisation spatiale du développement : l'intervention de l'Etat pour l'industrialisation des régions sous-développées.

Chapitre I : La discontinuité économique de l'espace.

Chapitre II : Les dispositions relatives au développement régional.

2ème Partie : L'efficacité des politiques de développement régional.

Chapitre III: Effets globaux des aides .

Chapitre IV : Effets des politiques d'industrialisation sur les mutations spatiales.

3ème Partie : Critères de réduction des disparités spatiales de développement.

Chapitre V : Les processus de la localisation des activités industrielles.

Chapitre VI : Les conditions permissives du développement des régions sous-développées.

IIème PARTIE : VERS L'HARMONISATION SPATIALE DU DEVELOPPEMENT :
L'INTERVENTION DE L'ETAT POUR L'INDUSTRIALISATION
DES REGIONS SOUS-DEVELOPPEES.

Mises à part quelques expériences ponctuelles d'aménagement, les responsables des économies modernes occidentales ont, jusqu'à une période récente, entériné une formation spontanée de l'espace économique.

Le système de localisation des activités basé uniquement sur l'intérêt privé et une liberté totale d'établissement explique cette formation. Il est critiquable.

D'une part, les agents ne connaissent pas, ou, ne peuvent déterminer toutes les conséquences inhérentes aux choix effectués.

L'implantation ou l'extension d'une activité dans une zone qui a atteint un certain seuil de saturation concourt à l'engorgement général. Elle occasionne un surplus de dépenses que le décideur ignore pour la plus grande partie. Certes, l'entreprise va contribuer au financement par les impôts locaux ou nationaux. Mais, la participation ne sera pas en rapport avec les coûts suscités. D'autre part, ce système mésestime le jeu d'influences qu'exercent les activités entre elles, ignore des mécanismes de migrations, de population, d'urbanisation. Il favorise les disparités de développement dans le territoire national source de coûts, de tensions économiques et sociales.

L'intervention de l'Etat pour industrialiser les régions sous-développées représente une correction des effets dus à ces mécanismes. En se proposant de les infléchir dans le futur, l'Etat prend l'initiative d'une nouvelle formation de l'espace où l'intérêt commun est aussi pris en considération.

Après avoir étudié la discontinuité de l'espace et montré la nécessité d'une intervention étatique nous présenterons avec les dispositions en faveur du développement régional les solutions envisagées pour remodeler le territoire national.

CHAPITRE I - LA DISCONTINUITÉ ECONOMIQUE DE L'ESPACE.

Le climat, le relief, la fertilité des terres, la dotation de ressources expliquent la différenciation de l'espace économique. Lié, en partie aux données physiques, l'emplacement géographique est souvent déterminant pour le milieu économique. La concentration des hommes et des productions se trouve facilitée près des ports (I), des axes de communication (II). Les progrès dans les transports atténuent les délais d'approvisionnement et l'incidence de son coût dans le prix de revient des produits. Ils suscitent la naissance de forces d'agglomération notamment dans les points de confluence.

La discontinuité économique de l'espace peut résulter d'éléments autres que naturels.

Des choix tenant de la politique ou de la politique économique qui privilégient une aire donnée sont susceptibles de favoriser son expansion. Nouveau pôle d'attraction, l'aire ainsi préférée réunit parfois les conditions d'une prépondérance ultérieure sur son environnement.

La croissance et les mécanismes qui l'accompagnent sont les éléments déterminants dans l'irrégularité économique des territoires. M. PERROUX le met en évidence : " la croissance est déséquilibrée, le développement est déséquilibré " (III). Les centres d'expansion sont à l'origine des mutations profondes dans l'environnement plus ou moins proche. C'est la résultante de forces de sens contraires que M. MYRDAL synthétise par " l'effet d'entraînement " et " l'effet d'appauvrissement " (IV).

Dans un pays évolué, la discontinuité économique de l'espace ressort en particulier de l'opposition entre les régions développées et celles qui sont sous-développées. Néanmoins, la notion de sous-développement que l'on peut utiliser pour identifier les différenciations spatiales des sous-ensembles est particulière.

Notre première section, consacrée à l'analyse des déséquilibres sera donc axée sur la définition théorique du concept de sous-développement régional et ses applications dans les territoires de l'Italie et de la France.

L'objectif final de l'aménagement du territoire est la recherche d'une forme plus équilibrée de la croissance. L'action consistant à favoriser l'expansion industrielle dans les espaces sous-développés y répond.

Permettant une meilleure intégration de la collectivité nationale, l'aménagement répond en même temps à un certain idéal de justice et de progrès social. Ce point a été souligné par M.C. PETIT qui, en France, est à l'origine de l'ère de l'aménagement créateur. En effet, Il définit l'aménagement du territoire comme " la recherche dans le cadre géographique de la France d'une meilleure répartition des hommes en fonction des ressources naturelles et des activités économiques, mais plus que des fins strictement économiques, il doit promouvoir le bien être de la population"(V).

L'aménagement du territoire est aussi une prise en compte des effets directs ou indirects imputables aux déséquilibres qui concernent en même temps les zones de départ et les centres d'appel. Ces conséquences permettent de vérifier la nécessité d'un aménagement, objet de notre seconde section.

Section I : Analyse des déséquilibres économiques

La distribution des localisations industrielles, des concentrations humaines, les modes de communications représentent l'espace géographique visible. Il constitue la face concrète de l'espace économique.

M. PERROUX oppose à l'espace comme donnée naturelle (qu'il qualifie d'espace banal) une conception abstraite (VI). L'espace abstrait se définit par des types de relations économiques. C'est une représentation sur différents plans analytiques de la face concrète (VII). Pour l'auteur, l'espace économique peut se délimiter selon trois conceptions : l'espace en tant qu'ensemble homogène de structures, l'espace en tant que champ de forces (centrifuges et centripètes) et l'espace en tant que contenu d'un plan.

La conception suivante de l'espace : ensemble homogène de structures va orienter notre analyse. Les déséquilibres résulteront d'une comparaison d'ensembles présentant des caractéristiques économiques assez proches. Pour des raisons statistiques, les espaces de référence en Italie et en France sont délimités par l'administration, leur nombre est réduit. Cette simplification masque la situation parfois diverse de certaines zones comprises dans l'espace de référence que nous serons amenés à préciser.

§ 1 - Le constat : le sous-développement régional.

Nous entendons par sous-développement régional la situation d'infériorité d'un sous-ensemble qui résulte de la comparaison du niveau de vie de ses habitants et de son développement avec un espace de référence hypothétique présentant des caractéristiques moyennes de niveau de vie et de développement de l'économie nationale. Ce phénomène se distingue du sous-développement national. Nous présenterons d'une part, l'adaptation du concept de sous développement dans un pays avancé, (en montrant les principales différences entre les deux formes de sous-développement) et d'autre part, les divers critères que l'on peut utiliser pour délimiter les régions sous-développées.

A - L'adaptation du concept de sous-développement dans un pays avancé.

Pour divers auteurs (notamment M.M. MARRAMA et MYRDAL), le sous-développement dans les espaces des pays avancés s'apparente au sous-développement national (VIII). D'autres (M. LAJUGIE) précisent qu'il existe entre les deux formes de sous-développement des différences de degré (IX), de nature (M. BAUCHET) (X), ou de nature et de degré (Mme CARTELIER) (XI).

Les analyses de ce dernier groupe d'auteurs nous permettront de montrer la spécificité du sous-développement régional.

I°- Les interprétations

M. LAJUGIE assimile l'état de sous-développement à l'utilisation insuffisante des ressources d'un espace (richesses naturelles, main-d'œuvre et capital) connues à un moment donné et susceptibles d'être effectivement utilisées compte tenu des techniques existantes.

La nature du sous-développement national et du sous-développement régional est identique. En effet, dans les deux cas, il s'agit de remédier à l'exploitation insuffisante des ressources.

Le sous-développement régional représente, pour l'auteur, un retard sur le développement des autres régions. Il est dû à l'accélération du rythme du progrès économique. Mais bien que déphasé dans l'espace il y a dans ce cas processus de développement.

Dans un pays sous-développé ce processus est absent. Il explique la différence de degré.

Aussi, le sous-développement national exige une politique de démarrage de la croissance. Par contre, dans une situation de sous-développement régional il s'agira de la rééquilibrer dans l'espace national. Le rééquilibrage spatial de la croissance est une seconde phase du développement économique (XII).

La différence de nature entre les deux formes de sous-développement soulignée par M. BAUCHET résulte d'une conception analogue de l'état de sous-développement. Il est aussi défini par la non exploitation des ressources naturelles. Mais, le sous-développement régional est différencié du sous-développement national plutôt

par la mauvaise utilisation de la main-d'oeuvre ou le sous-emploi que par l'existence de ressources naturelles non exploitées.

Pour Mme CARTELIER, les relations économiques, commerciales, financières et humaines plus ou moins facilitées au sein des espaces expliquent la différence de nature entre les deux formes de sous-développement. Cet auteur démontre l'inadaptation au sous-développement régional des critères fréquemment utilisés pour définir le sous-développement national.

Dans un pays évolué, le sous-développement de divers sous-ensembles est relativement limité. Par contre, dans une nation sous-développée c'est le développement qui connaît des limites.

Les relations d'interdépendance qui existent entre la région sous-développée et l'espace national ne s'apparentent pas à celles que l'on peut observer, soit entre le pays sous-développé et les autres nations, soit à l'intérieur du territoire sous-développé. Ces relations dénotent une certaine articulation dans le cadre de l'ensemble plus vaste qu'est la nation. Dans une économie sous-développée, les relations d'interdépendance sont limitées. C'est le résultat de ses structures dualistes.

Certes des productions avec des techniques modernes peuvent se superposer à un secteur primaire arriéré et à des productions artisanales peu efficaces. Néanmoins, la juxtaposition qui s'opère n'est pas la résultante du processus historique connu par les économies développées. La structure spécifique de l'économie sous-développée semble faire obstacle à son développement.

" Le sous développement national est un phénomène structurel, en ce sens que l'inarticulation de l'économie reste l'obstacle majeur à surmonter ... Le sous-développement régional, quant à lui, n'est pas de même nature, car les économies développées sont des économies articulées où chaque point est vivifié ou du moins vivifiable " (XIII).

Le sous-développement national peut se définir à partir de trois critères : le critère de l'exploitation insuffisante des ressources, le critère du "nécessaire" et le critère du revenu par tête.

Selon l'espace de référence, l'adoption de ces critères n'est pas toujours satisfaisant (cas en particulier pour des territoires d'un pays avancé). C'est aussi en se basant sur cette argumentation que l'auteur montre les caractéristiques particulières du sous-développement régional. En effet, le critère de l'exploitation insuffisante des ressources suppose une connaissance exacte des potentialités d'un territoire. Il exclut toute possibilité de changements futurs provoqués par l'évolution de la science et des techniques.

Appliqué au niveau national il paraît plus adapté car les régions d'un même pays présentent plus de similitudes que les nations.

Néanmoins, ce critère ne semble pas suffisant. En effet, il est difficile de considérer fixe l'inventaire des richesses d'un espace. Le critère du " nécessaire " n'est pas approprié pour ses composantes et pour l'espace d'application.

Pris au sens large, il réunit de nombreuses données liées à des besoins variables difficiles à évaluer objectivement et subjectivement.

Interprété d'une manière restrictive (minimum vital) il sert au niveau des nations pour constater le sous-développement. Mais, il ne peut s'utiliser dans le cas du sous-développement régional puisqu'à l'intérieur des territoires des pays évolués, le nécessaire est largement atteint. Enfin, le critère du revenu par tête permet seulement de situer les pays. Il ne donne pas d'indications précises sur l'état de sous-développement.

2°- La spécificité du sous-développement régional.

Ces interprétations du sous-développement régional sont elles acceptables ?

L'interprétation de M. LAJUGIE nous paraît contestable. D'une part, il utilise le critère de l'exploitation insuffisante des ressources pour définir l'état du sous-développement. Pour les raisons sus-dites, ce critère n'est pas satisfaisant. D'une part, toutes les régions sous-développées n'ont pas forcément connu une première phase de développement. La distinction entre la première et la seconde phase de développement ne peut s'admettre que pour les régions à reconvertir. En effet, elles ont connu une première phase de développement.

La différence de nature mise en relief par M. BAUCHET est intéressante. On peut déceler dans le sous-développement régional des traits typiques qui les distinguent de la forme nationale (existence d'un minimum d'infrastructures, d'une main-d'oeuvre rapidement opérationnelle par le degré de formation plus élevé, d'une certaine quantité de capital). Néanmoins, cette approche néglige le cas de zones longtemps prospères qui, pour diverses raisons ont connu un processus de déclin. En outre, dans le même pays, peuvent coexister des zones dont le sous-développement se différencie à la fois par le degré et la nature du sous-développement national. M. PARENTAU le constate dans les territoires du Canada (XIV).

Les notions d'articulation ou d'inarticulation utilisées par Mme CARTELIER permettent, effectivement, de distinguer les deux phénomènes.

Comme l'a fait remarquer M. LEDUC, contrairement au pays sous-développé, la région ne constitue pas un système clos de facteurs (XV). Toutefois, nous préférons utiliser les concepts d'intégration ou de désintégration plus adaptés dans l'analyse du sous-développement (XVI).

Pour M. PERROUX, " l'intégration paraît désigner l'acte de donner cohésion à une société humaine ou à quelques unes de ses activités, celles par exemple qui ont rapport à la production, à l'échange ou à la consommation des services utiles aux hommes. L'acte d'intégration assemble des éléments pour former un tout ou bien il augmente la cohésion d'un tout déjà existant" (XVII).

L'intégration ressort des interdépendances qui lient un espace avec les autres.

La désintégration se caractérise par une absence de cohésion économique et sociale, par des transferts insuffisants de produits et de facteurs dans les diverses zones d'un territoire. Dans leur ensemble les structures économiques d'un pays évolué sont plus homogènes que les structures d'un pays sous-développé. La cohésion entre les divers centres d'activité y est plus grande. L'Etat peut l'accentuer avec des moyens et dans des délais de temps relativement réduits. Aussi, l'intégration de la région sous-développée avec la nation est plus facile. Il s'agit de stimuler les transmissions sur un terrain déjà propice. La superposition de structures modernes et arriérées ne permet donc pas dans les pays sous-développés une cohésion satisfaisante (XVIII). Entre les régions et les pays sous-développés, les différences entre le niveau d'instruction des populations, le niveau de qualification de la main-d'oeuvre sont notables (XIX). Mais ce qui nous paraît aussi important est la volonté et la possibilité de développement nettement plus ancrée chez les habitants des régions sous-développées. Le pays sous-développé doit se libérer de certaines formes de mentalités et de comportements qui constituent des obstacles à un progrès cumulatif (XX).

Par rapport au sous-développement national, le sous-développement de certains espaces d'un pays évolué constitue un phénomène spécifique. On peut trouver des différences de degré entre les deux situations. La différence de nature provient de l'intégration, ou d'une possibilité d'intégration de la région sous-développée à sa nation, plus grande que celle des sous-ensembles d'un pays sous-développé à ce pays. La croissance existe dans un pays évolué, par ses interdépendances elle favorise l'évolution de toutes les régions, même si elle est minime dans certaines. C'est surtout le sur-développement des zones privilégiées qui met en lumière le sous-développement d'autres sous-ensembles. C'est le non-développement qui caractérise essentiellement une nation sous-développée.

B - Critères d'individualisation des aires sous-développées.

La détermination des régions sous-développées nécessite préalablement l'étude géographique des types de déséquilibres existant dans la nation. Ils se manifestent sous de multiples aspects, quantitatifs et surtout qualitatifs. Pour M. LABASSE, on peut les ramener à trois types dominants : les déséquilibres de peuplement et d'emploi, les déséquilibres de niveaux et de condition de vie, les déséquilibres d'équipements (XXI).

Les déséquilibres de peuplement et d'emplois sont la plupart du temps potentiels. Ils s'éclairent mutuellement. L'étude de la démographie de certaines régions portant sur une longue période permet de vérifier un accroissement de leur population inférieur à l'accroissement moyen de la population nationale (XXII).

Leur dépeuplement (en valeur relative ou absolue) est imputable au marché du travail. En dehors d'un besoin naturel d'emploi lié directement à l'accroissement de la population il existe un besoin artificiel dû à l'évolution technologique. Le besoin artificiel est d'autant plus grand que la structure économique est basée sur le primaire ou sur des activités industrielles en déclin (cas des régions à reconvertir).

Les déséquilibres de niveaux et de conditions de vie sont mis en évidence par divers indicateurs (consommations de produits témoins, revenu par habitant).

Le revenu par tête est plus approprié. Il exprime l'inégale répartition des fruits de la croissance économique dans l'espace. La connaissance des écarts régionaux (en valeur absolue et en valeur relative), est essentielle pour déterminer les espaces où un effort particulier de développement doit être envisagé.

Les déséquilibres d'équipements sont faciles à vérifier. Les rubriques en sont classiques : adductions d'eau, énergie, moyens de communications, enseignement, santé, etc

Ces déséquilibres permettent de repérer les régions critiques d'une nation. Toutefois, il convient d'affiner l'analyse pour connaître leur situation réelle. Deux étapes sont nécessaires. La première correspond à la sélection d'un ou de plusieurs critères appropriés. La seconde consiste à mener de front la comparaison spatiale avec les critères choisis pour définir l'état de développement de la région.

Le revenu par tête, le niveau de la production par habitant, la part de la région dans le total national de tel ou telle autre production, des indices de consommation et d'équipement sont des critères fréquemment utilisés (XXIII). Mais pris séparément ils ont des limites.

La comparaison faite entre les régions d'une nation à partir du revenu par tête est plus réaliste que celle effectuée entre nations. En effet, des structures économiques sont plus homogènes dans l'espace national que dans l'espace international. Néanmoins, elle peut masquer des disparités sociales importantes ; une partie restreinte de la population pouvant disposer d'un montant élevé du revenu régional. Un fort revenu par tête n'est pas forcément en rapport avec la situation économique réelle de la région (XXIV).

Le niveau de production par habitant est un critère plus intéressant que le précédent à condition d'être ajusté correctement.

La contribution par personne active à la valeur ajoutée (déterminée globalement ou par secteur) constitue un indicateur mieux adapté. Des écarts régionaux dans les valeurs ainsi trouvées dénotent bien des niveaux de développement différents. Un montant peu élevé est le signe d'une productivité insuffisante, d'un chômage déguisé. Pratiquement, on peut recenser immédiatement les sous-ensembles où la production n'est pas conforme aux effectifs employés

en rapprochant les rapports suivants (exprimés en pourcentage) :

Population active de la région dans le secteur S

Population active de la nation dans la région S

et

Production régionale dans le secteur S

Production nationale dans le secteur S

Dans ces cas, on met en évidence la contribution régionale réelle dans l'optique de la production. Néanmoins, la connaissance des revenus, du niveau de vie est indispensable pour vérifier la situation sociale des habitants.

Les niveaux de consommations permettent de situer les conditions de vie. Mais toutes les consommations ne reflètent pas forcément les conditions économiques et sociales effectives des habitants de la région. Certaines sont à exclure (en général cas des biens dont la propension moyenne à consommer est d'autant plus grande que le revenu est bas) ainsi que les consommations qui correspondent parfois à des achats ostensatoires (appareils de radio-diffusion, voitures) par exemple.

Par contre, la consommation d'énergie par habitant (en thermie ou en kw/h) approche plus la réalité. Elle fait intervenir automatiquement l'équipement des ménages et de la région.

Il en est de même pour les indicateurs relatifs au degré d'instruction ou de formation.

L'utilisation conjointe de ces critères évite des erreurs d'interprétation que peuvent causer leurs lacunes respectives.

La situation économique-sociale d'une région peut se définir à partir d'une comparaison entre des valeurs moyennes observées au niveau national et régional.

Ainsi M. DAMEFFE distingue le sous-développement généralisé du sous-développement économique en utilisant :

- le niveau de production par habitant,
- le revenu par tête,
- le niveau de la production par rapport à la superficie (compte tenu d'une correction pour les zones du territoire national ou il est particulièrement élevé),
- le rapport agriculture/industrie (part de la région dans le total agricole national, part de la région dans le total industriel national) (XXV).

Pour l'auteur, le sous-développement dans une région est généralisé lorsque les écarts pour tous ces critères sont de 25 % et plus en dessous de la moyenne nationale.

Un revenu moyen proche du revenu moyen national, un faible niveau de la production par rapport à la population et à son territoire dénote dans la région un état de sous-développement économique.

S'il peut exister entre les sous ensembles d'une nation des situations diverses de développement, nous préférons les montrer en complétant l'analyse précédente.

L'évolution de la population (totale et active), les comparaisons du revenu par tête, de la contribution des régions aux différentes productions de la nation, en fonction des employés, de la répartition de la population active dans les secteurs, du niveau général de la dépense et de certaines consommations permettent de mieux définir la situation d'un espace.

Ainsi, dans une nation évoluée on peut définir comme sous-développés les territoires où :

- la contribution à la production nationale n'est pas en rapport avec les actifs,
- les indicateurs mentionnés se situent au dessous de la moyenne nationale (XXVI).

Lorsque les indicateurs ont des écarts par rapport à la moyenne nationale supérieurs à 25-30 % la situation de l'espace est effectivement critique ; on peut considérer que le sous-développement y est généralisé.

La définition donnée par M. VITO pour les aires déprimées pouvant s'appliquer aux territoires où :

- la contribution à la production nationale est en rapport avec les actifs

- les autres indicateurs (proches ou supérieurs à la moyenne nationale) sont tels qu'une analyse à long terme dénote une dégradation par rapport à d'autres espaces riches ou par rapport à l'ensemble national (XXVII).

Cette démarche sera appliquée pour étudier les déséquilibres en Italie et en France avec pour références respectives les régions du Midi et de l'Ouest.

§ 2 - Les disparités en Italie et en France.

Au début des années 1950 les déséquilibres économiques en Italie et en France sont notables.

Dans la Péninsule on parle des " deux Italies " pour marquer la séparation économique entre le Nord et le Sud.

Malgré un développement supérieur, M. MILHAU estime qu'en France,

"..... les différences de région à région, en matière de niveau économique sont plus accusées que dans les autres pays de l'Europe Occidentale " (XXVIII).

Cette appréciation nous semble exagérée. Car, on trouve en Italie des différences régionales parfois plus accentuées.

Mais, les écarts que l'on peut observer dans les deux pays dénotent pour certaines zones une similitude de situation.

A - L'importance.

Nous la montrerons en opposant d'une manière globale quelques zones territoriales. Si dans l'espace italien, il ressort un simple déséquilibre, dans le cas de la France, il est double.

1°) L'Italie : le sous-développement du Mezzogiorno.

Géographiquement, le Mezzogiorno (Midi italien ou Italie du Sud) comprend l'Italie méridionale et insulaire.

Pour la législation interventionniste, il a une étendue légèrement supérieure (XXIX). Le Mezzogiorno désigne les territoires situés au dessous d'une ligne Rome-Ancone (XXX).

L'espace situé au-dessus (Nord) avait atteint en 1950 un niveau de développement proche de ceux que l'on pouvait observer pour les économies de la France, du Royaume-Uni, ou de l'Allemagne.

Par contre, il en était différemment pour le Mezzogiorno. Par ce vocable les Pouvoirs Publics ont voulu qualifier un espace présentant par rapport au Nord des retards notables.

L'étude du système économique de l'Italie permet effectivement de les constater.

La répartition de la population entre les deux zones est apparemment équilibrée. Tout au plus, la concentration est légèrement supérieure au Nord (59,5 % du territoire italien, 63 % de la population de l'Italie) (XXXI).

A cette époque on ne décèle pas encore de véritables déséquilibres de dépeuplement dans le Midi (entre 1936 et 1951 l'accroissement naturel de la population s'est élevé à 3 150 000 personnes). Néanmoins, ces déséquilibres commencent à apparaître dès 1946. De 1936 à 1951, 934 000 personnes ont émigré dont les 3/4 de 1946 à 1951. Cette tendance s'accélère rapidement. Ainsi, en 1951, par rapport à l'accroissement naturel, le taux d'émigration du Midi est de - 31 % contre - 18 % pour l'Italie.

Les déséquilibres de niveau de vie et d'équipements sont plus importants. Le tableau suivant les met en évidence :

Déséquilibres de niveau de vie et d'équipements dans l'espace italien.

	NORD	MIDI	ITALIE
Revenu par tête en liras (1951)	193 241	103 283	159 758
Consommation d'électricité kw/h par habitant (1953-1954)	859,7	206,1	635,9
Routes principales en km par 1 000 km ² (1951)	720	349	568
Taux d'analphabétisation (1951)	6,4	24,4	13,4

Source : D'après " Un secolo di statistiche italiane : Nord e Sud 1861-1961 " Svimez Roma.

L'économie du Midi repose essentiellement sur le primaire (XXXII). Par rapport à ses actifs, elle ne contribue pas suffisamment à la production nationale : globalement et par secteur. Sa valeur ajoutée représente 22,4 % du total italien. Elle est obtenue avec 32 % de la population active nationale (XXXIII). La différence de contribution est particulièrement accentuée dans le primaire (34 % de la valeur ajoutée, 48,5 % des actifs) et dans le secondaire (14,6 % de la valeur ajoutée, 26 % des actifs).

Ces chiffres sont révélateurs d'un chômage déguisé à intégrer au chômage officiel déjà important (13,2 % de la population active contre 9,5 % dans le Nord et 10,7 % en Italie) et de la faible production de l'économie méridionale.

L'abondance de la main-d'oeuvre, les rendements insuffisants dus aux carences en équipements des entreprises du Midi ne permettent pas de fixer l'offre de travail à un niveau de rémunération satisfaisant. En outre, l'investissement est limité (XXXIV).

Par rapport au Nord, le Mezzogiorno présente les symptômes d'un sous développement généralisé. Néanmoins, une correction doit s'opérer car dans quelques espaces (Sardaigne, Pouilles, Province de Naples) les déséquilibres des niveaux de vie et d'équipement ne se situent pas dans tous les cas, au dessous de 30 % de la moyenne nationale. Les autres territoires, par contre, connaissent une situation particulièrement critique. Les déséquilibres sus-dits sont souvent de 60 % à 70 % et plus au dessous.

Situation des régions critiques du Midi (en 1950).

	Revenu par tête en lires	taux d'alphabétisation	Consommation d'électricité (kw/h par habitant)	Routes principales en km par 1000 km2
Abruzzes et Molise	99 463	19,4	191,6	446
Basilicate	85 042	29,1	49,6	279
Calabre	85 379	31,8	285,1	362
Sicile	99 401	24,6	118	335
Moyenne Italie	159 758	12,9	635,9	568

Source : D'après " Un secolo di statistiche " SVIMEZ .

L'importance de la population des régions critiques (près de 40 % du total) ainsi que leur étendue se répercute considérablement sur divers indicateurs utilisés pour montrer l'état de retrait du Mezzogiorno. Cela explique, en partie, les valeurs faibles des niveau de vie de tout l'espace méridional.

A l'exception des Abruzzes-Molise, et des aires citées, le sous-développement généralisé se situe bien au Sud d'Eboli. On suit plus facilement M. LEVI qui, décrivant le mode de vie dans la Basilicate écrivait :

" Le Christ n'est jamais arrivé ici, ni le temps, ni l'âme individuelle, ni l'espérance, ni le lien entre les causes et les effets, la raison et l'histoire (XXXV).

2°) La France : un double déséquilibre.

Le premier déséquilibre est relatif à la prépondérance (humaine, industrielle et commerciale) de la Région Parisienne (XXXVI).

Par certains aspects, le second ressemble au déséquilibre qui a été vérifié dans la Péninsule.

a) La prépondérance de la Région Parisienne.

Plus qu'une image, " Paris et le désert français " est une réalité (XXXVII).

En 1954, la population de la Région Parisienne représente 17,11 % de la population française. La densité est particulièrement importante 7 317 000 personnes vivent dans 2,2 % du territoire national.

Cet espace a connu les plus forts accroissements de sa population à partir du XIXième siècle (XXXVIII).

" Il y a 100 ans, au début du second Empire, cette région ne comptait que 2 240 000 habitants, c'est à dire, 6,2 % de la population de l'époque. En un siècle, la Région Parisienne a multiplié sa masse humaine par 3,3 pendant que l'ensemble de la France n'augmentait, que de 18 % ; le gain démographique parisien s'établit à 5,1 millions d'habitants et celui du reste de la France à 1,3 millions seulement " (IXL).

L'afflux de la population ne s'est pas ralenti entre 1954 et 1959 : le taux de croissance démographique a été de 4,6 % en France et de 10,8 % dans la Région Parisienne (XL).

L'évolution est unique par rapport à d'autres agglomérations importantes comme l'agglomération de Londres ou celle de New-York. En effet, entre 1940 et 1950, la population des Etats-Unis s'est accrue de 14,5 % mais dans la " Metropolitan area " de New-York, la population n'a augmenté que de 10,7 %. Cette tendance a encore fléchi de 1950 à 1957 avec 9 % contre 13,6 % dans le pays entier.

De même, de 1930 à 1950 la population britannique augmente de 9,1 % mais le " Greater London " connaît une croissance démographique faible (de 1,6 %). Entre 1951 et 1958, elle est négative (l'agglomération de Londres s'est dépeuplée de 126 000 personnes, parallèlement la population du Royaume-Uni augmentait de 1 280 000 habitants).

La situation économique de la Région Parisienne n'est pas moins significative que la situation démographique. En 1954, la population active employée dans le secondaire représente 23,4 % du total national, celle employée dans le tertiaire 27,6 %. La contribution de la Région Parisienne à la valeur ajoutée nationale, est plus que proportionnelle à ses actifs (26,5 % de la valeur ajoutée pour le secondaire, 36,41 % pour le tertiaire) (XLI).

Le niveau de vie est élevé. La population dispose près de 25 % du revenu national, sa dépense atteint 30 % de la dépense nationale.

En 1954, 18,7 % des établissements industriels français y sont localisés. Près de 30 % des établissements industriels et commerciaux de France ont leur siège dans la Région Parisienne. Les impôts payés par ses entreprises et ses habitants révèlent bien son impact économique. Par rapport au total national, la Région Parisienne a versé :

- 66,4 % du produit de l'impôt sur les sociétés,
- 39,6 % de l'impôt sur le revenu des personnes physiques,
- 52,9 % de la taxe d'apprentissage,
- 42,4 % des taxes sur la valeur ajoutée,
- 42,4 % des taxes sur les prestations de services,
- 29,2 % du produit total des taxes locales (XLII).

La concentration des pouvoirs dans cette région ne se limite pas aux politiques.

b) Le sous-développement de l'Ouest .

M. JEANNENEY (XLIII) fait état de déséquilibres démographiques et de niveau de vie importants en séparant le territoire français par une ligne allant du Mont-St-Michel à Saint-Veran (XLIV). Au nord (un tiers du territoire national) vit plus de la moitié de la population française (55,5 %). Le revenu par tête y est de 220 000 F par an. Au sud, les habitants disposent d'un revenu moyen de 110 000 F par an.

On peut montrer aussi des déséquilibres semblables avec un ligne reliant Le Havre à Marseille. Néanmoins, pour des raisons de commodité statistique, nous préférons les mettre en évidence par une séparation, sans doute criticable, (XLV), et plus sinieuse, en tenant compte des territoires situés à l'Est et à l'Ouest des limites de certaines circonscriptions d'action régionale (XLVI).

Par rapport à l'Est, on dénote dans l'Ouest des déséquilibres de peuplement, de niveau de vie, de production.

Les dix régions de l'Ouest représentent 60 % du territoire national et 39 % de la population (XLVII). Leur économie est à prépondérance agricole (la population active dans ce secteur atteint 64,5 % du total de la France). Les structures inter-circonscription de la population active dans les secteurs d'activité le dénotent bien (XLVIII). Proportionnellement à ses actifs, l'Ouest ne contribue pas à la valeur ajoutée nationale. Le tableau suivant dénote, comme pour le Midi, des rendements insuffisants pour ses productions.

Contribution de la population active de l'Ouest à la valeur ajoutée nationale en 1954 (France = 100).

	Population active	Valeur ajoutée
Primaire	64,5	54,3
Secondaire	27	21,6
Tertiaire	33	26,1
Total OUEST	33,2	26,3

Sources : D'après " L'espace économique français " n° spécial d'Etude et Conjoncture, INSEE, 1955.

La dimension des firmes localisées dans l'Ouest est réduite ; ce caractère explique, en partie, les différences de productivité, de chiffre d'affaires (II).

Si 39 % des français vivent dans l'Ouest, ils disposent de 30,2 % des revenus de la nation. Leur dépense représente 27,8 % de la dépense nationale. Bien que globalisé, ce chiffre révèle des consommations nettement inférieures dans l'Ouest que dans l'Est.

" La prépondérance trop exclusive des activités primaires coïncide de façon remarquable avec le niveau de vie réduit et une forte tendance à l'émigration qui entraîne souvent une dévitalisation grave " (L).

La mécanisation progressive dans l'agriculture, l'insuffisance de l'offre du travail et le niveau plus bas des salaires accentuent l'émigration (II). Mise à part la Bretagne, les structures de la population dans divers espaces sont vieillissantes(LII).

Les déséquilibres de peuplement, de production, de niveau de vie, montrent bien l'état de sous-développement de l'Ouest (LIII).

Néanmoins, dans quelques zones le niveau d'industrialisation est comparable à celui de l'Est (Nantes, Saint-Nazaire, Bordeaux, Toulouse). Certaines aires sont déprimées (Nantes, Saint-Nazaire ainsi que les anciens bassins houillers du Midi) ; les problèmes que pose leur reconversion industrielle sont semblables à ceux de la région du Nord. Le sous-développement est généralisé dans l'Extrême-Ouest, le Bassin de la Garonne, l'Ouest du Massif Central. En effet, par rapport à la moyenne nationale, les indicateurs de niveau de vie et de la production y sont inférieurs de 30 %. Il existe toutefois, des diversités de situation (particulièrement critique en Bretagne) (LIV). Le niveau des forces productives par rapport à la superficie s'y trouve deux fois plus élevé que dans la Garonnaise. Aussi, peut-on considérer que l'Extrême-Ouest est au début du processus de sous-développement généralisé, alors que, l'Ouest du Massif Central et le bassin de la Garonne arrivent au coeur de ce processus (LV).

B - Les causes .

Divers facteurs financiers, commerciaux, politiques liés à un facteur principal d'ordre industriel sont à l'origine des retards du Midi et de l'Ouest. Le déclin relatif de ces zones est en effet, imputable à la localisation des activités industrielles modernes à la fin du XIXe siècle (localisation effectuée essentiellement dans les autres parties du territoire des pays respectifs). Par rapport aux situations nationales, la dépression du Midi, plus récente, présente des traits plus marqués de sous-développement que l'Ouest.

I°) La dépression du Mezzogiorno .

Dans une étude dont l'écho a été important auprès des économistes de la Péninsule, Mme LUTZ attribue la cause des déséquilibres au mauvais fonctionnement du marché du travail (LVI). Pour cet auteur, les distorsions du marché ont provoqué un dualisme économique spécifique (LVII). Malgré la pertinence des arguments avancés, la dépression du Midi est le reflet d'une économie dominée, résultat de l'unification du territoire italien en 1860.

a) Les distorsions du marché de l'emploi .

Mme LUTZ, recense en Italie deux secteurs qui, s'opposent par les techniques de production utilisées. L'un est fortement capitalistique. Sa productivité élevée permet aux salariés de bénéficier d'une rémunération correcte. Par contre, l'autre est formé de petites entreprises artisanales. Leur rendement est insuffisant et les salaires offerts sont faibles. Le premier correspond aux firmes situées essentiellement dans le Nord, le second aux entreprises localisées dans le Midi.

Cette distribution de fait n'explique pas à elle seule, les écarts de développement et de niveau de vie. Il faut tenir compte des aspects sectoriels. Dans le Nord, les secteurs lourds (métallurgie, mécanique lourde, chimie, pétrochimie) sont prépondérants, dans le Sud se sont les secteurs légers (textile, habillement, bois, activités du cuir et industries alimentaires). Toutefois, les déséquilibres trouvent une origine dans l'action des syndicats pour la détermination des salaires. Par les grilles salariales, les travailleurs employés dans la même branche peuvent être rétribués à deux niveaux différents.

Mme LUTZ, qui adhère à la théorie classique de la combinaison des facteurs de production, considère que le niveau des salaires influence les rapports entre le capital et le travail utilisés (LVIII).

Les syndicats sont seulement actifs dans les grandes firmes (appartenant au premier secteur). Ils obtiennent des augmentations supérieures à celles compatibles avec une situation de plein emploi.

Si la détermination des salaires résultait d'une confrontation de l'offre et de la demande, leur niveau serait inférieur à celui établi dans les contrats collectifs.

Cela permettrait d'utiliser une main-d'oeuvre plus nombreuse et d'atténuer le chômage.

Or, il existe deux groupes de travailleurs. L'un bénéficie de salaires élevés, établis sur la base des tarifs syndicaux. L'autre perçoit des salaires faibles car, ses salariés ne sont pas soumis au contrôle des syndicats.

Cette distinction, correspond grosso modo à celle entre travailleurs pleinement employés et travailleurs sous-employés, dans la mesure où, ces derniers, voudraient bien se déplacer dans le groupe de forts salaires s'il y avait des places disponibles (LIX).

Les chômeurs, par contre, sont disposés à s'intégrer dans l'une de ces catégories.

La distorsion résulte du fait que les contrats collectifs précisent l'application continue de l'échelle mobile. Les salaires contractuels sont rapidement adaptés au coût de la vie. Le salaire fixé est le salaire réel et non monétaire . Les rémunérations étant établies à un niveau trop haut, les entrepreneurs ne sont plus en mesure d'employer toute la population active. Une partie importante reste au chômage ou se dirige vers des postes pécuniairement moins intéressants (textile, habillement, cuirs, industries alimentaires). Elle accepte des salaires inférieurs aux contractuels, renonce aux bénéfices de la législation sociale et s'adapte à des postes instables auprès des petites et moyennes entreprises.

L'importance du chômage en Italie dans les années 1950, les structures particulières de la production du Nord et du Sud, les disparités de revenus semblent apporter des preuves solides à cette thèse.

Cette analyse est réfutée par divers auteurs italiens pour qui le dualisme italien n'est pas spécifique. C'est un déséquilibre

de croissance que connaît toute économie pendant le développement (LX). Ainsi, M. GRAZIANI, démontre qu'un salaire supérieur à celui d'équilibre n'entraîne pas automatiquement le chômage. M. VITO cite de nombreux exemples de pratique dans le Nord de salaires inférieurs au minimum contractuel (LXI).

L'explication de Mme LUTZ peut s'admettre si le coût de la main-d'oeuvre détermine le choix de la localisation. Pratiquement, la disparité des rémunérations résultante des grilles salariales (supprimées en 1968) n'a pas exercé un rôle suffisamment attractif pour des installations dans le Midi (LXII). La différence des salaires peut être la cause et non la conséquence d'une structure industrielle existant à un moment donné (LXIII). Certes, le mauvais fonctionnement du marché du travail contribue, par l'intermédiaire des mécanismes du revenu, à la continuité des disparités régionales. Mais, les causes en sont multiples. Elles dépendent du processus de formation de l'espace économique national.

b) L'échec de l'unification .

La persistance de valeurs traditionnelles dans les zones agricoles longtemps prépondérantes, la rigidité des structures sociales, la nature de structures politiques irrégulièrement démocratiques, l'absence d'une réelle conscience sociale, le conformisme de la pensée et du comportement, expliquent pour M. NICHOLLS les déséquilibres Nord-Sud (LXIV).

La rigidité des structures mentales, l'absence d'une volonté de développement n'ont pas favorisé l'expansion du Midi. Les déséquilibres sont le résultat de l'unification du territoire italien en 1860 ; l'Italie du Sud n'ayant pas connu le processus moderne d'industrialisation. En effet, à cette époque, il n'existait pratiquement pas de différences de développement entre les deux parties de l'Italie. Tout au plus, on pouvait déceler une différence de mentalité et d'esprit d'initiative à l'avantage du haut de la botte, ce qui le prédisposait à l'industrialisation ultérieure (LXV).

Dépouillant une enquête de la SVIMEZ, M. CASTELLANO ne trouve pas en 1861 de différences dans le développement industriel des deux parties du territoire (LXVI). La situation socio-économique du Midi étant même meilleure que celle du Nord. En affinant son analyse, on peut constater une industrialisation supérieure du Mezzogiorno.

En 1861, 27,6 % de sa population active travaillait dans le secteur secondaire (20,9 % dans le Nord) (LXVII).

Le Midi a un avantage industriel jusqu'à la fin du XIX^e siècle, époque à partir de laquelle commence sa régression industrielle (26,6 % des actifs sont employés dans le secondaire au Nord et 23,1 % au Sud en 1907) (LXVIII).

Le niveau d'équipement des entreprises montre le gap technologique déjà déclenché (LXXIX).

Malgré l'atténuation des droits de douane, le protectionnisme du début de l'unification a favorisé le Nord, seul à aborder un processus d'industrialisation moderne (LXX). Le Midi, avantage par des monopoles naturels (soufre, agrumes) s'est tourné vers l'exportation. Initialement complémentaire, les relations commerciales sont devenues coloniales.

La différence de mentalité, l'augmentation du coût des équipements des matières premières, l'apparition d'une concurrence dans le secteur minier et agricole (Etats-Unis notamment) ont mis en difficulté l'économie du Sud. La première guerre mondiale a eu pour effet d'accélérer l'expansion du Nord. Le déclin du Midi s'est encore accentué par le protectionisme pratiqué en 1921 et à cause de la politique autarcique du fascisme.

2°) Les retards de l'Ouest.

La prépondérance de la Région Parisienne a été facilitée par la concentration séculaire des pouvoirs et le processus d'industrialisation. Ce processus explique aussi les déséquilibres Est-Ouest (LXXI).

La concentration de l'industrie dans les régions de l'Est date de la fin du XIX^e siècle, époque de l'épanouissement de la Révolution Industrielle (LXXII). Apparue vers la fin du XVIII^e siècle et la première moitié du XIX^e siècle en Angleterre et en Allemagne, elle s'est propagée plus tard en France (LXXIII). Le retard est imputable à l'état de guerre quasi permanent pendant la période comprise entre la première République et la Restauration, à la politique protectionniste pratiquée jusqu'en 1860.

Avant le premier quart du XIX^e siècle, la localisation des productions industrielles était commandée par les sources d'énergie (bois, eau), par la proximité de ports et par les axes de communication . Les ateliers se sont multipliés essentiellement près des sites forestiers (Thiérache, Haute-Marne, Jura, Vosges, Haute Saône, Morvan). Autour des ports de Marseille, Bordeaux, Nantes, Rouen, se développait une industrie basée sur des produits objet d'un échange international (savon, semoules, sucres, bois de charpentes).

A l'exception des zones portuaires, les territoires ayant connu les premiers germes de développement sont différents des aires les plus industrialisées dans les années 1950. La distribution spatiale des activités était plus équilibrée. Ainsi, en 1789, sur mille usines métallurgiques (forges, martinets, hauts fourneaux), 138 se situaient dans la Nièvre, 75 dans l'Isère, 72

dans la Haute-Marne, 67 en Dordogne, 55 en Côte d'Or, 53 en Ariège, 50 en Haute-Savoie, 44 en Haute-Vienne, 33 dans les Vosges, 24 dans les Landes (LXXIV).

L'emploi progressif de la machine à vapeur, la métallurgie basée sur le coke oriente les industries vers les puits de charbon. Les pôles d'attraction sont les bassins houilliers du Centre et du Midi.

Les nouvelles techniques de production commencent à s'utiliser dans les zones où le minerai est facilement transportable (Seine, Loire, Haut-Rhin) et dans le textile.

Jusqu'au milieu du XIX^e siècle l'industrie est basée sur la métallurgie au charbon de bois, le textile, les implantations portuaires.

L'énergie à base de houille est fournie pour plus des 2/3 par les bassins du Centre et du Midi et les activités y sont florissantes (LXXV).

Successivement sont mis en valeur les bassins miniers du Nord et Nord-Est avantagés par des rendements plus élevés. Cet avantage naturel a assuré l'expansion de l'industrie dans ces nouveaux pôles facilement reliés par des voies navigables. En même temps, le développement du réseau ferré à partir de Paris y stimulait des activités bien approvisionnées en matières premières. Cette nouvelle tendance d'industrialisation a donné naissance aux premiers grands mouvements migratoires et provoqué des déséquilibres démographiques durables.

Ainsi, la population active a diminué de 300 000 personnes dans le Centre, de 317 000 dans le Sud de la Loire, de 176 000 en Bretagne entre 1896 et 1936. En même temps elle augmente de plus de 100 000 de personnes dans la Région Parisienne et dans le Nord (LXXVI).

Les investissements, ont en très grande partie, continué à se concentrer dans les atmosphères propices du Nord-Est et de la Région Parisienne (privilégiées en outre d'une manière volontaire ou involontaire par les décisions des Pouvoirs Publics). Aussi, ne pouvait-t'on aboutir qu'aux déséquilibres étudiés.

La similitude, de la situation du Midi et de l'Ouest par rapport aux nations respectives, ressort des tableaux suivants. Ces zones à prépondérance agricole ne contribuent pas proportionnellement à leurs actifs à la valeur ajoutée nationale. Le revenu moyen

des habitants représente à peu près la moitié du revenu moyen national.

Situation des territoires sous-développés en Italie et en France au début des années 1950.

1 - Structure de la population active (en %).

	P	S	T
ITALIE	38,4	34	27,6
MIDI	48,5	26	25,5
OUEST	46	28,2	25,8
FRANCE	28	41	31

2 - Structure de la population active et de la valeur ajoutée (total national = 100).

	MIDI	OUEST
Population active dans le secteur primaire	48,5	64,5
Contribution à la valeur ajoutée dans le primaire	34	54,3
Population active dans le secteur secondaire	26	27
Contribution à la valeur ajoutée du secondaire	14,6	21,6

3 - Importance de la population par rapport au total national (en %) et du revenu par habitant.

	MIDI	OUEST
Superficie	40,5	58
Population	37	39
Indice du revenu (moyenne nationale = 100)	50	55
Densité (habitants par km2)	154	56,5

Source : d'après " Un secolo di statistiche italiane ..." et " L'espace économique français ... ".

Les déséquilibres de l'espace italien ne peuvent pas être entièrement ramenés à ceux existants dans l'espace français bien qu'il s'agisse dans les deux cas de déséquilibres de croissance. En effet, le niveau de développement de la France est supérieur au niveau italien. Si l'on trouve dans ces territoires des aires déprimées, c'est en France, que par l'importance des effectifs les problèmes posés par la conversion sont les plus délicats (LXXVII). D'autre part, la Péninsule ne connaît pas de zones aussi prépondérantes que la Région Parisienne. Enfin, dans l'Ouest les déséquilibres de peuplement sont plus marqués et anciens, le sous-développement généralisé y est moins important que dans le Midi.

Section II - Les nécessités d'un aménagement.

Nous avons constaté dans les territoires italiens et français des déséquilibres en comparant les niveaux de développement dans quelques espaces.

Une autre manifestation des disparités concerne diverses concentrations industrielles et urbaines. La Région Parisienne représente à cet égard un exemple extrême.

L'urbanisation croissante fait partie des processus qui accompagnent le développement. Phénomène général, il est en particulier accentué dans les régions riches car les possibilités d'emplois y sont meilleures.

Or, à partir d'un certain seuil, le sous-développement et l'agglomération poussée se traduisent par des coûts économiques, financiers, et sociaux spécifiques aux déséquilibres.

L'aménagement du territoire et notamment le développement des régions défavorisées représente dans un certain sens une action préventive contre les inconvénients sus-dits.

Le choix industriel permet une structure solide de l'emploi et répond en même temps à un besoin de justice économique. En effet, les individus souhaitent de plus en plus une modification du courant traditionnel qui conduit la main-d'oeuvre vers le capital et le voir renversé. Les nécessités de l'aménagement sont économiques et sociales (meilleure répartition de la croissance et de ses fruits dans les régions). Nous le montrerons en analysant les coûts des déséquilibres.

L'intervention sera alors justifiée et nous présenterons les modèles d'aménagement qu'elle peut retenir.

§ I - Les coûts des déséquilibres.

Les déséquilibres économiques sont générateurs de deux types de coûts : les coûts directs et les coûts indirects. Les coûts directs résultent d'une certaine irrationalité dans l'utilisation des ressources et des équipements collectifs. Ils se traduisent par des manques à gagner, des suppléments de charges pour les habitants de la nation.

Les coûts indirects sont plus difficiles à évaluer. Nous les assimilons, d'une manière simplifiée, aux inégalités du niveau de vie dans les régions et aux éventuelles conséquences politiques.

A - Les coûts directs.

Les coûts directs dépendent des impacts économiques et humain des territoires sous-développés, et, du degré de concentration urbaine.

I°) Les coûts du sous-développement.

Le sous-développement est le facteur de coûts économiques et financiers.

Les coûts économiques résultent de la contribution insuffisante de certains territoires à l'activité nationale. La réduction du produit national imputable à leur faible productivité en constitue une approche.

Les équipements sont peu adaptés aux méthodes modernes de production notamment dans l'agriculture (LXXVIII). Dans ces conditions, les produits élaborés par des entreprises souvent marginales et une agriculture aux rendements limités ne répondent aux nouvelles exigences du marché qu'en intégrant du travail mal rémunéré (LXXIX). La faiblesse des revenus se répercute sur la demande de biens et de services fournis par toute la nation.

Cette situation peut limiter l'expansion. Les régions sous-développées représentent des marchés insuffisants pour les territoires industrialisés. D'autre part, les différences de niveau de vie conduisent une partie de la population vers les points favorisés de l'espace national. L'exode régulier et progressif qui s'observe dans les zones d'appel peut y provoquer des blocages de croissance (LXXX). Les effets cumulatifs de l'abandon dans les zones de départ risquent de compromettre leur développement ultérieur.

" Le départ appelle le départ ; le maçon s'en va parce qu'il n'a pas assez de travail, et ensuite les maisons tombent parce qu'il n'y a plus de maçons dans le village " (LXXXI).

Cette image reflète bien la situation des régions pauvres. Elles se dévitalisent et leur patrimoine s'amointrit. On y trouve des structures de population vieillissantes, plus marquées en France qu'en Italie à cause d'un taux brut de natalité inférieur. Il est symptomatique de constater que dans l'espace français le pourcentage de personnes âgées de plus de 65 ans est plus faible dans les départements riches que dans les départements pauvres (LXXXII). Le dynamisme, la capacité d'entreprise s'en ressent.

L'approche initiale des coûts économiques du sous-développement, (réduction du produit national imputable à la faible

productivité de certains territoires) est peut-être satisfaisante dans une optique statique. Néanmoins, elle doit dans une perspective dynamique se compléter par la prise en considération d'effets spécifiques dus aux structures économiques et mentales.

Les investissements réalisés dans les territoires défavorisés ne leur profitent que partiellement (LXXXIII). Par rapport aux zones développées, les améliorations qu'ils y provoquent sont inférieures. Cela est dû à l'effet d'un "multiplicateur structurel" que M. PENOUIL a mis en évidence (LXXIV). Une amélioration dans la structure d'un espace sous-développé occasionne dans son sillage des améliorations ultérieures par la naissance et l'expansion d'un " processus cumulatif de mutation structurelle ". Les nouveaux investissements améliorent la structure de l'espace et le font progresser. Le progrès économique final est le produit du progrès initial par le multiplicateur structurel.

Le développement de certaines activités industrielles peut stimuler le développement de la production agricole et l'accroissement des services. L'augmentation des revenus et de la demande permet des progrès induits qui à leur tour provoquent des progrès généralisés. Toutefois, à partir d'un certain stade ces mécanismes s'atténuent considérablement et bloquent les améliorations ultérieures. Pour M. PENOUIL, les caractéristiques de l'espace sous-développé (caractéristiques économiques et humains) limitent le multiplicateur structurel. En effet, l'espace sous développé est plus rapidement confrontée à diverses contraintes locales (inadaptation de facteurs de production, insuffisance des financements, réceptivité du milieu réduite par les liens plus ou moins denses de l'activité qui a reçu l'impulsion initiale avec les autres activités). Le plus, l'esprit d'entreprise et le dynamisme commercial sont insuffisants de même que l'insertion des autochtones dans les divers processus.

Sur le plan financier, la contribution des régions défavorisées aux charges de la collectivité nationale est faible. L'apport est fait par les habitants des régions riches ; le supplément de charges qui leur incombe constitue le coût financier du sous-développement.

Ainsi, en 1951, la population du Midi (47 % de la population italienne) a contribué pour 13,8 % aux recettes fiscales du pays (LXXXV). Dans l'Ouest français (40 % de la population nationale) la charge fiscale atteint 27 % de la moyenne nationale en 1954. L'impôt par habitant est de 115 000 F dans la Seine Maritime, 105 000 F dans le Rhône, 12 100 F dans le Gers, 10 540 en Corse, alors que la moyenne de la France s'établit à 77 000 F (LXXXVI).

Les différences d'imposition sont liées aux revenus. Il est normal que la solidarité nationale s'effectue de la sorte. En effet, les riches régions bénéficient d'un transfert de richesse provenant des zones déshéritées par l'émigration de leur population.

A partir du coût de la formation physique et intellectuelle d'un jeune de 17 ans, M. PENOUÏL estime qu'une émigration à Paris de 16 000 bretons représente un transfert équivalent à 5,9 milliards d'anciens francs (LXXXVII).

Néanmoins, l'émigration présente aussi un aspect négatif. Elle augmente le nombre des agglomérations humaines en deçà d'un minimum de population qui nécessite le maintien de services publics coûteux pour la collectivité. Ce chiffre minimum semble obéir à une loi non proportionnelle : ne se divisant plus suffisamment, il pèse sur chacun d'une manière plus lourde. Le morcellement administratif qui en résulte est désavantageux, notamment pour la France qui comptait 37 600 communes en 1968, soit autant qu'il y en avait en Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg et Suisse réunis (LXXXVIII).

2°) Les coûts de la concentration.

Ils s'observent lorsque la taille de l'agglomération prend des proportions trop importantes. D'une manière identique aux coûts du sous-développement, leur approche peut être faite sur le plan financier et économique.

a) Les coûts de l'urbanisation.

A partir d'un certain seuil d'urbanisation, les dépenses pour les équipements collectifs et les services publics se traduisent par un supplément de charges plus que proportionnel à l'augmentation de la population. Ce phénomène est prouvé par des études différentes.

Des recherches faites en Grande Bretagne dans 83 " Country Boroughs " ou Bourgs Comtés du Pays de Galles et de l'Angleterre ont permis de vérifier une administration plus coûteuse pour une population supérieure à 300 000 habitants (IXC).

En Italie, la SVIMEZ a obtenu des résultats semblables. Le coût d'urbanisation par habitant s'est élevé à 123 000 Lires dans les communes où la population était inférieure à 30 000 habitants, à 194 000 Lires dans les communes peuplées de 30 000 à 200 000 habitants, à 357 000 Lires dans les communes où la population dépassait 200 000 habitants (XC).

En France, les données de la comptabilité publique font ressortir, en 1964, des dépenses par habitant supérieures de 70 % dans la Région Parisienne par rapport aux villes de Province (XCI). Pour 1968, les dépenses de fonctionnement par habitant dans les communes de plus de 5 000 habitants ont évolué de 245 F (population des communes comprises entre 5 000 et 10 000 habitants) à 388 F (population supérieure à 300 000 habitants). Ces charges augmentent en même temps que la taille de la commune. L'augmentation la plus forte se situe entre 10 000 et 50 000 habitants (XCII).

L'évolution des dépenses d'équipement est différente. Une étude du C.E.R.A.U. (XCIII) sur les dépenses annuelles en investissements d'infrastructures de 79 agglomérations de Province entre 1960 et 1967 permet de constater une variation de la charge par habitant de 63 F (population inférieure à 10 000 habitants) à 135 F (population supérieure à 200 000 habitants). Utilisant les résultats de cette étude précédente M. LAJUGIE met en relief l'influence de la taille des villes sur les dépenses d'équipement collectifs par habitant supplémentaire. Elles évoluent de la manière suivante :

Coût des équipements collectifs par habitant supplémentaire.

Catégorie d'agglomération (habitants)	Dépenses en Francs 1970
- de 10 000	17 300
de 10 000 à 20 000	24 100
de 20 000 à 50 000	24 400
de 50 000 à 100 000	33 400
de 100 000 à 200 000	36 700
+ de 200 000	37 000

Source : J. LAJUGIE " Le coût de la croissance urbaine " p. 12.

Ces valeurs confortent le résultat d'une étude plus générale portant sur un échantillon de 19 villes. Les dépenses d'urbanisation par habitant connaissent des taux de croissance supérieurs dans les villes plus peuplées (XCIV). Les coûts d'urbanisation, tout au moins ceux intégrant les dépenses d'équipement, de fonctionnement des services publics évoluent avec l'accroissement démographique en se rapprochant d'une courbe en U.

Enfin, au supplément des charges collectives s'ajoutent pour les ménages l'augmentation du coût des logements, effets directs de l'urbanisation croissante (favorisé par l'inadaptation de l'offre, l'élévation du prix des terrains et la spéculation) (XCV).

b) Les coûts de la congestion.

Dans les coûts de la congestion nous intégrons les distorsions typiques d'un développement urbain trop important, (encombrement, pollutions diverses).

Ces coûts ont la particularité de s'élever plus vite que la population de la ville. Pour M. BAUMOL, ils varient proportionnellement au carré de la population.

" Si chaque habitant d'une agglomération impose des coûts de congestion aux autres habitants et si, le montant des coûts supportés par chaque individu est grossièrement proportionnel à la densité de la population, de ce fait, puisque l'ensemble des coûts sont supportés par les n habitants de la zone, la somme des coûts de congestion (déséconomie externe) variera non pas proportionnellement à n , mais proportionnellement à n^2 " (XCVI). Ainsi les pertes de temps pour les déplacements en voiture varient avec le nombre des automobilistes :

$$D = a P$$

Le nombre des usagers s'élèvent avec la population totale,

$$N = b P$$

Le coût de la congestion C en heures est donné par le produit des équations précédentes :

$$C = D N$$

$$C = f (P^2)$$

D'une manière identique, les coûts de maintien des immeubles en état de propreté varient avec la pollution de l'air :

$$T = x P$$

Le nombre des immeubles

$$N = p P$$

Le coût total de leur maintien C étant le produit des équations précédentes :

$$C = T N$$

$$C = f (P^2) .$$

La congestion fait subir des déséconomies externes aux entreprises et des pertes à la collectivité (XCVII). Il semblerait que, dans diverses villes américaines, les économies externes marginales bénéficiant aux activités nouvelles qui s'y localisent sont inférieures aux déséconomies provenant de la saturation (XCVIII).

Pour les pertes subies par la collectivité on a, par exemple, estimé que le produit national de la France se trouverait accru de 1 % si tous les travailleurs de la Région Parisienne consacraient à la production le temps perdu en déplacements (IC). Utilisé pour les loisirs ou pour la promotion culturelle ce temps serait un facteur non négligeable du progrès économique et social.

L'analyse des coûts de la concentration fait apparaître l'existence d'une taille optimale des villes. Pour M. GRAVIER, 350 000 habitants est le seuil au delà duquel une cité peut difficilement connaître la plénitude de la vie urbaine. Il estime que les symptômes de saturation apparaissent à partir de 200 000 habitants. Une ville devient " un monstre urbain coûteux " si la population dépasse 3 000 000 d'habitants (C).

Pour des auteurs américains (MM. BERRY et NAILS) le minimum souhaitable est compris entre 250 000 et 500 000 habitants, tandis que des auteurs soviétiques (MM. KHOREV et PEREVEDENTEV) considèrent qu'il s'agit d'un maximum tolérable (CI). Ces différences montrent la difficulté d'appréhender la dimension optimale. Elle ne peut être connue d'une manière satisfaisante mais seulement approchée en fonction des coûts de la croissance urbaine, approche au demeurant incomplète car elle néglige les coûts sociaux.

B - Les coûts indirects .

Les coûts sociaux sont liés aux conditions de vie dans les grandes concentrations urbaines aux différences de revenus entre les habitants des régions riches et des régions pauvres. La pérennisation des inégalités dans les niveaux de vie pouvant se traduire par des coûts politiques.

1°) Les coûts sociaux .

Lorsque l'urbanisation est importante, la qualité de la vie laisse à désirer. Les déplacements, les encombrements, les nuisances de tout type, l'insuffisance d'espaces verts pèsent d'une manière plus ou moins forte sur les habitants. La majorité des travailleurs a deux cadres de vie : l'un où se déroule la vie active, l'autre, une habitation sorte de caserne ouvrière. Souvent, ce sont deux cadres sans charmes. Le temps qui pourrait être consacré aux loisirs est réduit. Aussi, dès que l'occasion pour des congés se présente, on assiste à une évasion massive. L'abandon de la ville répond à une aspiration inéluctable de trouver un environnement différent. Le fait que les hommes ne puissent profiter de leurs loisirs que dans un endroit où ils sont étrangers, est incontestablement une grave déficience sociale.

Le coût élevé du logement aboutit à une ségrégation nouvelle. Le centre de la ville est habité par les classes riches, les personnes disposant de revenus moyens ou faibles sont confinées en banlieue où la distance les expose à des coûts et des fatigues supplémentaires.

Dans de nombreux cas, l'insuffisance des logements condamne une partie de la population à vivre des habitations où les normes de confort et d'hygiène laissent à désirer. Un habitat dégradé ou simplement défectueux favorise la maladie, la surmortalité, la surmorbidity, la criminalité. Un habitat défectueux ayant les chances suivantes d'intervenir dans la détermination et l'évolution de certaines affections : cardiologie (58 %), pédiatrie (50 %), oto-rhino-laryngologie (44 %), pneumo-phthisiologie (43 %) (CII). La cohabitation dans les grands ensembles suscite la recrudescence de l'alcoolisme et la délinquance juvénile. Les liens traditionnels de solidarité, de participation à la gestion des affaires publiques

tendent à disparaître.

Lorsque la croissance de la population est notable, les derniers arrivés dont on déprécie facilement la valeur, sont rejetés par les résidents anciens et parqués dans des sortes de ghettos. Leur intégration devient plus difficile (CIII).

Les différences de revenus entre les habitants des régions riches et des régions pauvres a une incidence sur les chances de promotion sociale (CIV).

À ceci s'ajoute une certaine exploitation de l'individu. L'inadaptation locale de l'emploi (offre, salaires) favorise la création d'un prolétariat régional attiré par les salaires offerts dans les espaces industrialisés.

Certes, par rapport à la situation de départ l'amélioration est satisfaisante. Mais la qualification sommaire le dirige vers des emplois moins rémunérateurs. Comparé à la situation des habitants des zones d'appel, l'avantage est limité car ce prolétariat régional va supporter en grande partie les coûts de la croissance urbaine.

2°) Les coûts politiques.

Les coûts politiques peuvent résulter de l'intégration insuffisante des sous-ensembles pauvres dans la nation.

La solidarité nationale sera d'autant plus forte que les diverses régions seront entre elles intégrées par différentes relations économiques et sociales. Or, la situation des régions pauvres est telle que parfois leur survie dépend de l'aide des zones riches. Les liens qui existent dénotent une grande dépendance des premières vis à vis des secondes. Le rapport de forces, défavorables aux régions déshéritées, empêche leur adaptation au sous-ensemble riche et ralentit l'intégration du pays.

Le renforcement des liens de solidarité nationale est indispensable. La concentration des pouvoirs et des décisions qui ont permis aux Etats de connaître leur configuration géographique actuelle est remise en cause d'une manière latente ou ouverte. C'est surtout dans les régions sous-développées que la remise en cause est ouverte. Leurs habitants exigent une meilleure équité sociale et une véritable justice économique (droit au travail dans les régions natales, droit à l'obtention d'un minimum de ressources, droit à la santé, à l'instruction, aux loisirs) (CV).

Comme le remarque M. DI NARDI, les individus sont de plus en plus attachés à leur terroir qu'ils voudraient plus développé afin d'éviter les migrations forcées (CVI). Il serait beaucoup plus juste que le déplacement de la main-d'oeuvre vers le capital soit remplacé par le déplacement du capital vers la main-d'oeuvre. Cette opinion est largement partagée en France. Il résulte d'un sondage effectué par l'IFOP en 1963 que 76 % des personnes interrogées préféreraient voir réalisées les implantations industrielles à proximité des excédents de la main d'oeuvre, 15 % seulement préconisant le déplacement des travailleurs vers l'usine.

D'autre part, 69 % des personnes interrogées ont émis le vœu de demeurer sur place, 14 % seulement acceptent d'émigrer (CVII). Des enquêtes faites en 1967 et 1971 dans le milieu rural français confirment ces opérations : 87 % des personnes interrogées souhaitent rester sur place, 61 % veulent y demeurer quel que soit l'évènement favorable ou défavorable qui surgirait dans leur vie (CVIII). Si l'exode reste néanmoins marqué dans la classe des jeunes, la moitié des personnes de 16 à 20 ans ne désirent pas changer de région. Par exemple, dans le Poitou-Charentes, 25 % seulement des jeunes souhaitent partir, 61 % voulant rester dans leurs départements d'origine.

Aussi, on conçoit mieux que, pour 85 % des ruraux enquêtés, la mesure la plus importante à prendre en leur faveur est de créer des emplois sur place (CVIX).

Attitude des ruraux vis à vis de leur milieu (enquête SOPRES).

En % pour chaque tranche d'âge	Age (années)					Moyenne
	15-24	25-34	35-49	50-64	+ 64	
Pensent passer toute leur vie à la campagne	56	89	94	100	92	87
Ne passeront pas leur vie à la campagne	18	1	2			4
Aucun événement ne leur ferait quitter la campagne	26	33	55	73	93	61

Source : D'après une enquête SOPRES citée dans " l'industrie en milieu rural " LDF 1975 p. 34.

L'Etat doit véritablement tenir compte de ces aspirations. Seule l'atténuation des inégalités régionales peut éviter l'apparition de mouvements autonomistes et la remise en cause de l'unité nationale.

Un sous-développement régional, des concentrations urbaines importantes, risquent d'entraver les progrès économiques et social de la collectivité nationale. Dans les grandes concentrations, les pertes de temps dues aux déplacements constituent un manque à gagner. La cherté du logement, les coûts du transport, les charges fiscales inhérentes à l'urbanisation

croissante augmentent le coût de la vie, suscitent l'ajustement des salaires et l'inflation s'en trouve alimentée. Des déséquilibres territoriaux notables provoquent sur le plan social des effets négatifs. Par rapport aux personnes vivant dans les zones riches, les revenus des habitants des régions défavorisées sont trop faibles. Les chances de promotion sociale de ces derniers sont de ce fait atténuées ; cela constitue une double injustice. Dans les villes sur-urbanisées, c'est la qualité de la vie qui est déficiente. Les diverses agressions (encombrements, pollutions, nuisances) ne permettent pas une vie agréable. La correction des déséquilibres est imposée par une nécessité économique (meilleure utilisation des ressources), une nécessité sociale (prise en compte des aspirations nouvelles des individus) et une nécessité politique (pour éviter les risques d'une désintégration de l'unité nationale).

§ 2 - Les modèles d'aménagement industriel.

Deux conceptions qui diffèrent par les processus de diffusion spatiale de la croissance, peuvent inspirer une politique d'aménagement du territoire.

La première s'assimile à l'application des théories de la croissance équilibrée ou balancée. L'Etat doit favoriser une équi-répartition des activités dans les régions en y stimulant un grand nombre de projets qui se soutiennent et se complètent mutuellement. La seconde s'identifie aux thèses de la croissance déséquilibrée. Dans ce cas, le choix doit se porter sur quelques projets importants qui entraînent l'économie des régions.

A - L'équi-répartition des activités.

Les partisans de la croissance harmonisée préconisent la réalisation d'un certain équilibre dans les secteurs pendant le développement (C X). Les analyses effectuées au niveau du secteur peuvent se transposer à la région. Dans l'optique de la croissance sectoriellement balancée, on peut concevoir pour les régions, un mode de croissance équi-réparti ou régionalement balancé (CXI). Il s'agira, dans ce cas, d'assurer aux sous-ensembles d'une nation des taux d'expansion à peu près identiques.

1°) Schématisation de la croissance balancée.

Les analyses sont axées sur les nombreuses interdépendances de l'économie, l'importance de la complémentarité entre les secteurs et la réalisation d'économies externes (CXII).

a) Les processus de transmission.

Du côté de la demande M. LIPTON souligne trois formulations du mode balancé de croissance (CXIII).

L'égalité dans tous les secteurs du taux de croissance de l'investissement représente une forme extrême. Néanmoins, l'expansion simultanée des secteurs avec des taux de croissance identiques est difficilement réalisable. Il est plus réaliste d'envisager la croissance balancée à partir d'une différenciation des taux de croissance. M. LEWIS le préconise par le maintien d'un "juste équilibre" entre les divers secteurs (CXIV). La troisième forme s'appuie sur la loi des débouchés de J.B. SAY : l'offre devant créer sa propre demande, il s'agit de susciter dans les secteurs des taux de croissance favorisant l'absorption des nouvelles productions par l'accroissement des revenus.

Du côté de l'offre, les auteurs estiment qu'une expansion simultanée permet de rationaliser l'utilisation des facteurs disponibles et d'éviter l'apparition de goulots d'étranglement. Les secteurs étant liés par des besoins d'approvisionnements, la dépendance stimule la production. En même temps, la complémentarité qui existe entre les activités crée des économies externes bénéfiques à tout le système.

La croissance balancée implique des investissements diversifiés (aspect déjà souligné par M. NURSKE dans le cas des pays sous-développés). L'investissement dans une branche donnée ne peut, à lui seul, provoquer une croissance continue. En effet, on se heurte rapidement à l'insuffisance du pouvoir d'achat de la population. Cela fait obstacle à l'augmentation de l'offre. Un projet isolé n'est pas intéressant, il crée difficilement sa propre demande (CXV). Ces limites résultant de l'exemple suivant : si un projet entraîne un accroissement de 1 % d'une production (représentant en moyenne 5 % de la dépense des consommateurs), le placement du surplus du produit exige une augmentation de 20 % de la dépense collective. Cette modification dans la consommation est peu probable. Par contre, on les recule par un ensemble de projets complémentaires se servant réciproquement de supports et de débouchés. Autrement dit, la productivité marginale d'un investissement peut être faible, là où appliquée à toute l'industrie elle serait élevée grâce à l'élargissement du marché que suppose la vague d'investissements.

L'analyse des matrices de production et de consommation par secteur précise les interdépendances. Elles permettent de déterminer ce que le développement de chacun d'eux exige des autres. Les processus de transmission peuvent se dérouler d'une manière verticale ou horizontale. Dans le premier cas, l'augmentation de la production d'un secteur provoque par les dépendances de complémentarité et les relations techniques, l'accroissement des ventes d'un autre secteur situé à un autre stade de production ou une baisse des coûts (rendements croissants). La transmission horizontale se réalise entre des firmes situées au même stade du processus de production. Les revenus distribués par certaines servant de débouchés pour les activités des autres.

Pour l'entreprise, les investissements et le profit ne dépendent pas uniquement de la décision de l'entrepreneur mais aussi du développement simultané d'autres activités.

Sur le plan macro-économique une distinction est opérée : entre la somme des bénéfices privés et le bénéfice social, entre la somme des produits privés et le produit social (CXVI). A l'instar de M. ROSENSTEIN-RODAN est mise en relief la nécessité d'une planification des investissements des firmes pour maximiser le produit social de l'ensemble. Il en résulterait une croissance plus forte que celle obtenue si chacune d'elles recherchait la maximisation de son produit privé (CXVII).

Cette planification doit être l'oeuvre d'une autorité centrale, à cause de l'impossibilité pour l'entrepreneur de déterminer le produit social. Elle s'avère indispensable pour assurer l'expansion conjointe des activités et de la demande et éviter les goulots d'étranglement.

Promouvoir ce type de développement implique de la part de l'Etat la fixation de priorités. Elles seront établies en fonction des problèmes qui se posent dans les différents secteurs de l'économie nationale (problèmes de structures, de meilleures utilisations de facteurs, de stabilisation du revenu et des prix des marchés) (CXVIII).

b) La croissance régionalement balancée.

Une croissance équi-répartie consiste à maximiser les interdépendances régionales pour faire progresser les sous-ensembles à des rythmes d'expansion semblables.

Si les diverses régions ont un caractère prépondérant agricole, la réussite des actions dépend de l'amélioration préalable des structures productives du primaire. En effet, l'augmentation quantitative et des progrès qualitatifs du produit dans ce secteur sont indispensables afin de dégager des ressources financières et humaines (CXVIX).

La croissance régionalement balancée peut s'envisager dans une optique de complémentarité ou de concurrence.

La première modalité revient à considérer complémentaires les sous-ensembles de la nation.

En fonction de critères essentiellement régionaux, il s'agira d'effectuer des investissements multiples qui se servent mutuellement de support en formant de nombreux pôles d'expansion. A la limite, on pourrait envisager que chaque sous-ensemble dispose d'un pôle sans pour autant considérer que l'entraînement s'effectue par polarisation.

La technique du " saupoudrage " (réalisation simultanée dans les régions sous-développées d'investissements mettant en relation les diverses potentialités de l'espace national) s'identifie, dans ses grandes lignes, à cette forme d'aménagement.

La seconde modalité consiste à développer dans les régions une industrialisation complexe telle à les rendre auto-suffisantes. Dans ce cas, la concurrence interne est importante dans la nation. Néanmoins, les besoins financiers considérables à cause d'un nombre d'investissements encore plus nombreux que précédemment, rendent sur le plan pratique, ce choix irréalisable. De plus, il n'est pas économiquement satisfaisant dans la mesure où des spécialisations avantageuses seront freinées.

2°) Les limites de la croissance équi-répartie.

Cette forme d'aménagement se heurte tout d'abord à un obstacle pratique. La réalisation d'un grand nombre de projets rend les études difficiles.

D'autres obstacles peuvent provenir de la formation des économies d'échelle, de l'insuffisance des ressources et du maintien (peu probable) de diverses conditions d'élasticité.

La diminution des coûts moyens de production est liée à la taille des entreprises. Dans un monde balancé de croissance, le nombre plus élevé de projets limite leur dimension, donc les économies d'échelles.

Lorsque le sous-développement régional concerne des espaces importants (par leur étendue et leur population), la multitude et la dispersion des projets exigent de vastes capacités de financement. La pénurie de capital, ressource rare, peut conduire à l'élimination de certaines opérations, à les étaler dans le temps ou bien, à des investissements inférieurs aux prévisions initiales. Or, par le jeu de complémentarité, les opérations doivent souvent être instantanées, si les projets n'atteignent pas un certain seuil les inductions seront insuffisantes. Les risques de gaspiller des ressources sont loin d'être négligeables.

L'approvisionnement du marché n'est pas assuré correctement lorsque certaines conditions d'élasticité dans l'offre de facteurs de production ne sont pas remplies. M. LIPTON le souligne (CXX).

Si l'offre de travail ou de capital est peu élastique, l'effet stimulant du revenu additionnel dû aux nouveaux investissements ne pourra pas se manifester dans tous les autres secteurs. Des tensions peuvent apparaître. Elles risquent de provoquer une concurrence entre les activités pour l'obtention des facteurs rares et des hausses de coûts, sources de " déséconomies ". M. ISLAM nuance cette thèse (CXXI). La pression sur le prix des facteurs rares est forte si les coefficients techniques de productions sont fixes. Par contre, si les activités tolèrent des combinaisons variables de capital et de travail, la pression est réduite. Dans ce cas, l'augmentation de la demande du facteur rare provenant de l'accroissement du nombre des opérations, peut se compenser par une substitution des facteurs différents dans les autres secteurs

ou régions. Néanmoins, malgré cette possibilité de substitution, la concurrence entre les branches joue comme un facteur de déséconomies.

Ainsi, la quantité insuffisante d'un ou de plusieurs facteurs de production peut bloquer la transmission horizontale et atténuer les inductions.

Le schéma de propagation risque d'être le suivant :

L'augmentation des ventes d'une région entraîne l'augmentation de sa demande aux autres régions. La pénurie de capital ou du travail (quantitative et qualitative) se traduit par la hausse des taux de l'intérêt, des salaires, des coûts de production et des prix. La demande sera découragée et diminuera.

Sur le plan pratique, ce mode de croissance conduit à privilégier les industries élaborant à grande échelle, des produits de consommation massive.

Dans ces domaines, la concurrence internationale est vive. Si l'adaptation du système économique à la concurrence étrangère n'est pas constante et immédiate, il risque de se retrouver avec des surcapacités de production génératrices de distorsions.

La transmission peut s'effectuer plus facilement d'une manière verticale par l'un des procédés suivants :

- 1 - L'interdépendance hors marché,
- 2 - Le profit que peut induire chez une firme A l'action d'une firme B qui achète des produits de A,
- 3 - Qui fournit des matières premières à A,
- 4 - Dont le produit est un substitut de celui de A,
- 5 - Dont le produit est lié techniquement à celui de A (CXXII).

Ce processus sert de support à la polarisation. Ses théoriciens utilisent aussi les notions d'interdépendance et de complémentarité multiples mais ils n'admettent pas le principe de l'attaque frontale. Par rapport à la transmission horizontale, la transmission verticale est jugée plus efficace car elle réduit la part de l'investissement autonome (CXXIII).

B - L'aménagement par polarisation.

Les partisans de cette thèse préconisent la concentration des investissements dans quelques points de l'espace qui formeraient des pôles de croissance (CXXIV).

" Constitue un pôle de croissance, une industrie qui, par les flux des produits et des revenus qu'elle engendre, conditionne le développement et la croissance d'industries techniquement liées à elle, détermine la prospérité du secteur tertiaire par les revenus qu'elle entraîne et produit une croissance du revenu régional grâce à la concentration de nouvelles activités dans une zone donnée " (CXXIV).

Les théories de la polarisation sont centrées sur la force d'entraînement d'une industrie particulière qualifiée de motrice (CXIV). Dans un premier temps, le développement dans le pôle est suscité par l'activité motrice, dans un second temps, le pôle diffuse le développement dans son environnement.

Nous présenterons brièvement les mécanismes de la polarisation et ses limites. Seront aussi résumés succinctement les principes du complexe industriel (CXVII) car, ils sont à l'origine d'une forme d'aménagement spatial étudié ultérieurement (CXVIII).

1°) Les mécanismes de la polarisation.

Les mécanismes de la polarisation reposent sur des liaisons en amont (fournisseurs), en aval (clients), et des liaisons entremêlées de l'industrie qui donne l'impulsion initiale (CXVIX). L'industrie motrice est à l'origine d'un effet d'agglomération qui se constate dans le court et moyen terme, d'un effet d'entraînement apparaissant dans le long terme.

a) L'effet d'agglomération.

L'effet d'agglomération a surtout pour origine l'interdépendance industrielle.

MM. CHENERY et WATANABE ont montré que certains secteurs, par leur liaison amont-aval transmettent plus d'impulsions (CXXX). La triangulation de la matrice d'input-output permet de classer les activités selon leur effet multiplicateur sur l'économie et fait apparaître des industries clefs. Leur connaissance est importante pour déterminer les secteurs qui peuvent promouvoir efficacement le développement. Mais, pour l'industrialisation des régions sous-développées, une sélection doit s'opérer en même temps en fonction de l'aptitude d'une industrie à susciter dans sa proximité la création d'autres industries. En effet, la force de polarisation est différente selon les activités.

M. HIRSCHMAN évalue la force de polarisation d'une industrie en fonction de la probabilité d'apparition dans son sillage d'autres industries (CXXXI). Si une industrie W par ses effets de liaison peut entraîner n industries supplémentaires dont les produits nets sont égaux à x_i ($i = 1, 2, \dots, n$), si la probabilité pour que chacune de ces industries soit effectivement mise en place après la création de W est égale à p_i ($i = 1, 2, \dots, n$), l'effet de liaison total de l'industrie W est :

$$W = \sum_{i=1}^n x_i p_i .$$

La probabilité d'apparition des industries entraînées en amont (p_i) est déterminée par le rapport : $\frac{Y_i}{a_i}$.

Le numérateur représente les inputs nécessaires à W et le dénominateur les entreprises les fournissant, ayant une dimension minimum (CXXXII).

La probabilité d'apparition des industries situées en aval est fonction de la part prise par les produits de W dans la production de l'industrie liée. Elle sera d'autant plus forte que les articles de W nécessiteront des transformations ultérieures.

Ainsi, après W, diverses activités satellites dans la mesure où elles utilisent une part plus ou moins grande de ses outputs, vont trouver intérêt à s'établir dans son environnement. De plus, on peut constater aussi des liaisons non satellites. Ceci n'est possible que par la création de l'activité motrice.

L'auteur prend aussi en considération les effets combinés de deux industries (point qui sera repris par M. ISARD pour le complexe industriel). Il constate que la somme des effets isolés est inférieure aux effets combinés.

Le caractère cumulatif du développement est dû à la combinaison des effets des diverses industries.

Pour promouvoir le développement il préconise de maximiser les effets de liaison en utilisant un tableau d'échanges interindustriels.

Les calculs effectués à partir de la matrice d'input-output ne donnent qu'un multiplicateur simplifié pour chaque industrie. Si x représente la production de l'industrie W, d la demande finale l'effet de multiplication m, dit effet LEONTIEF se déduit de la relation suivante :

$$f(x) = m f(d)$$

Pour obtenir une mesure plus précise des répercussions en amont, M. RASMUSSEN se réfère à l'inverse de la matrice (CXXXIII). Si A représente la matrice des coefficients techniques, l'étude doit se porter sur :

$$x = [1-A]^{-1} d$$

pour cerner d'une part, les conséquences directes de l'accroissement de la demande finale et d'autre part, les effets indirects qui n'apparaissent pas dans l'unique étude du rapport des achats d'une industrie sur la valeur totale de sa production.

Cet auteur analyse la dispersion des achats d'une industrie autour de la moyenne ou la concentration de ses achats auprès d'un fournisseur.

Il dégage les coefficients appelés " puissance de dispersion " qui mesurent le degré de dispersion ou de concentration des achats (inverse du premier). Ce coefficient de concentration permet de vérifier le moment où des activités dotées d'une taille minimum pour fonctionner correctement seront entraînées. L'effet multiplicateur est d'autant plus probable que le coefficient est élevé.

M. KLAASSEN réalise une synthèse intéressante des forces d'agglomération car, elle tient compte des liaisons amont-aval, d'effets latéraux (notamment de l'influence sur les structures de

la région par l'installation d'une industrie) (CXXXIV).
 Pour cet auteur, la localisation des activités dépend de l'action de deux forces d'attraction, la demande ou marché et l'existence de l'offre ou de fournisseurs.
 Il détermine pour chaque industrie un coefficient d'attraction pour la demande λ_d et pour l'offre λ_o .
 Le multiplicateur intersectoriel d'une industrie W revêt la forme suivante :

$$g = [1 - (\lambda A + L)]^{-1} \lambda_d$$

production = multiplicateur x demande finale

où g est le vecteur de la production de W ;
 d la demande de ses produits ;
 A la matrice des coefficients techniques ;
 L une matrice d'attraction par l'offre ;
 λ le vecteur des coefficients d'attraction par la demande.

Ce multiplicateur combine l'effet amont (A) et aval (L).

Il indique le développement le plus probable de la structure d'une économie régionale à partir de l'augmentation de la demande finale, tout en considérant les attractions des secteurs situés dans la région sur les autres secteurs (C XXXV).

b) L'effet d'entraînement.

A long terme, le pôle provoque un effet d'entraînement sur l'investissement par le mécanisme d'accélération mis en relief par APTALION.
 Toutefois, l'importance de l'investissement, due à l'action de l'accélérateur est variable. Elle dépend du taux d'utilisation des équipements et des variations de la demande.

En réalité, certains investissements apparaissent après l'investissement initial, non par induction mais par complémentarité. L'effet qui résulte de la complémentarité semble plus important que l'effet de l'induction. Ainsi, pour M. YOUNGSON la complémentarité qui existe entre les investissements désignée par l'effet d'association, explique, en grande partie, l'effet de l'entraînement (CXXXVI).

M. PERROUX souligne la dynamisation de l'entraînement par l'innovation.

À son origine se trouve l'action de deux coefficients liés : un coefficient de dynamisation de l'industries moderne (développement technique qu'elle permet d'obtenir en longue période), un coefficient de dynamisation de l'industrie entièrement nouvelle (il traduit le renouvellement imposé à l'industrie moderne par les découvertes et les applications technologiques de l'industrie entièrement nouvelle).
 L'innovation suscite des inductions, stimule l'esprit d'innovation. Elle permet de réaliser des " effets de jonction entre les techniques " et des " effets de jonction entre les lieux ".

Les investissements provoqués par l'innovation s'effectuent par " blocs techniques ". Ce sont des investissements unis par des liens de complémentarité technique et économique.

Enfin M. PAELINCK considère l'aspect psychologique de la polarisation (CXXXVII).
Le succès de pôle modifie le comportement des entrepreneurs qui seront amenés à se localiser plus facilement dans sa proximité.

2°) Le complexe industriel.

" Le complexe peut englober plusieurs matières premières et procédés de bases, qui peuvent ou non entrer dans la production d'autres biens intermédiaires, l'ensemble pouvant contribuer à l'élaboration de produits finis " (CXXXVIII).
Il s'identifie à des branches qui, dans un tableau d'échanges inter industriels ont entre elles des coefficients de transformation plus forts que ceux les reliant aux autres branches.
En d'autres termes, le complexe représente un ensemble d'activités caractérisées par des inter-relations de production et de commercialisation importantes.

La notion d'interdépendance directe immédiate (technique, commerciale, géographique, séquentielle) se trouve à sa base.
Dans cette optique, il s'agit de recenser des groupes d'activités pour lesquels un stade de production représente un marché pour le stade précédent et inversement chaque stade précédent forme une source de matières premières ou d'approvisionnement pour le suivant.
Par exemple, un groupement constitué par des gisements de bauxite, usines de fabrication de l'aluminium, d'ateliers de constructions mécaniques utilisant ce métal à l'état pur ou sous forme d'alliages, d'entreprises élaborant des articles et ustensiles divers avec ce métal répond aux critères mentionnés.

Afin que les activités liées obtiennent un avantage réel leur localisation doit être " bloquée ". Il faut traiter l'ensemble des activités comme formant un tout inséparable. A la différence du pôle où les industries apparaissent à la suite de l'industrie motrice, ici leur création est simultanée.

Les caractéristiques propres à la région, les besoins nécessaires sur le plan national ou bien ces deux critères simultanés permettent de déterminer le choix du complexe.

Pour M. ISARD, ce mode d'industrialisation favorise considérablement les économies d'échelle et la création d'économies de juxtaposition spatiale.

Ces derniers types d'économies s'obtiennent quand des établissements différents concentrent dans la même zone leurs activités en étant intimement liés au processus de développement régional.
Ainsi, les économies de chaleur permises par l'intégration d'unités pour la production de l'acier en constituent un exemple. La chaleur

nécessaire dans les hauts fourneaux pour produire la fonte peut servir en grande partie dans les autres phases de transformation du métal.

Toutefois, les activités bénéficient d'autres avantages. Si leur évaluation est délicate, l'importance pour l'industrialisation est notable (économies d'administration, gains de bien-être collectif par l'augmentation de la productivité, des revenus, et des comportements vis à vis du travail) (CXXXIX).

2°) Les limites de l'aménagement polarisé.

La réussite d'un aménagement par polarisation dépend d'un choix d'industries véritablement industrialisantes.

Les activités du secteur des biens de production paraissent les plus aptes à susciter des effets d'entraînement amont-aval. C'est notamment le cas de la sidérurgie, des centres modernes d'énergie, des secteurs de la chimie, de l'électronique.

Le taux d'accroissement de la production, de la productivité du travail, s'y trouve particulièrement élevé par l'incorporation rapide du progrès technique.

Ces activités très hautement, ou hautement capitalistiques ont un effet réduit sur l'emploi. Si dans la région d'implantation du pôle la main-d'oeuvre disponible (ou pouvant le devenir par suite d'une mécanisation poussée de l'agriculture) est importante, ce choix d'aménagement ne paraît pas satisfaisant.

En admettant que la matrice d'input-output de l'espace d'influence du pôle permette de déterminer la dimension minimale de l'industrie motrice telle à provoquer théoriquement son meilleur noircissement (moins aisé pour la région que pour la nation à cause de l'absence d'une comptabilité régionale) le noircissement reste subordonné, sur le plan pratique, à diverses conditions.

Ainsi, M. BOUDEVILLE fait observer que des économies externes doivent être automatiquement créées, des séquences d'investissement respectées, des courants migratoires réalisés et des mutations psychologique favorisées (CXL).

Des retards d'exécution risquent de bloquer le processus de développement et de mettre en mauvaise posture des entreprises qui, pendant un temps plus ou moins long se trouvent délocalisées.

D'autre part, les inductions doivent se répandre réellement dans la région. La condition nécessaire est la multiplication des liens commerciaux à l'échelle locale.

Une intégration insuffisante du pôle avec la zone d'accueil provoque des distorsions.

Si l'activité motrice et les activités liées ne font pas appel aux possibilités locales, le pôle devient " extra-verti ". Il fait profiter à d'autres espaces ses effets industrialisants (CXLI).

Les mécanismes d'entraînement suscités pendant sa réalisation sous la forme de flux de revenus cessent en grande partie, une fois cette phase achevée. L'emploi s'en ressent dans les productions qui avaient reçu la première impulsion.

Ne pouvant se former qu'en attirant à lui, au détriment de l'environnement plus ou moins proche la plupart des facteurs disponibles, le

pôle peut paralyser certaines activités locales. Par ce rôle destructeur, il contribue à l'accentuation dans l'espace des déséquilibres (CXLII).

Dans certains cas, les effets du pôle sont neutres. M. AYDALOT le fait remarquer pour le complexe de Lacq. En effet, sa création a favorisé la formation d'un dualisme régional dans le Sud-Ouest (les structures neuves se sont uniquement superposées sur les anciennes) (CXLIII).

L'action d'entraînement du pôle dépend de sa dimension. Si elle ne franchit pas un certain seuil, les inductions sont insuffisantes. Cela implique des investissements massifs.

L'importance de l'investissement joue comme facteur d'inertie lorsque la technologie évolue rapidement. Néanmoins, ce qui paraît plus important est la vulnérabilité du pôle conséquence directe de la spécialisation. Une diminution dans la demande de ses productions est considérablement ressentie dans son espace d'influence. A cet égard, M. PAELINCK parle de la dialectique de la polarisation (CXLIV).

Si, pratiquement, le complexe présente des inconvénients soulignés précédemment pour la polarisation, certains sont majeurs. C'est notamment le cas des investissements à effectuer (plus massifs et plus rapprochés dans le temps). Mais, cette forme d'aménagement paraît plus efficace car elle assure un minimum d'agglomération industrielle.

Toutefois, l'obtention de résultats probants exige :

- 1 - un choix de productions suffisamment homogènes dans leurs relations de productions et marchés,
- 2 - des perspectives de ventes intéressantes,
- 3 - l'expansion d'activités plus ou moins liées à la principale par la création et la multiplication de liens commerciaux locaux.

*

*

*

*

Un sous-développement régional et des concentrations urbaines importantes peuvent limiter le progrès national. Nous avons souligné l'insuffisance comparative du niveau de vie dans les espaces défavorisés. Dans les grandes agglomérations un mode de vie pour certaines catégories d'habitants laisse à désirer.

Certes, il n'est pas assuré que l'efficacité du système économique soit atténuée par de fortes concentrations.

Confrontant le produit et le coût de congestion par habitant des grandes villes des Etats-Unis et de la République Fédérale d'Allemagne, M. ALONSO met en évidence l'évolution parallèle entre les rendements et les tailles des concentrations. L'indice de la valeur ajoutée, par travailleur, évolue de 0,970 dans les villes de 250 000 à 500 000 habitants, de 1,053 dans les villes où la population dépasse 5 millions d'habitants. Pour cet auteur, il n'existe aucun fondement logique permettant de retenir qu'une concentration progressive des activités dans quelques centres urbains irait à l'encontre de l'efficacité de l'économie du pays. Il écrit notamment :

" ... même si les coûts augmentent à partir d'un certain seuil, comme la productivité croît plus vite (conséquence des économies d'échelle et des économies externes) les grandes villes auront un rendement par habitant supérieur au rendement obtenu dans les cités plus petites ... " (CXLV).

Plus que de stimuler la naissance d'activités dans les régions sous-développées pour obtenir une distribution plus harmonieuse des activités et de la population, il est peut être plus adéquat, de concentrer les efforts dans les foyers développés en pratiquant les investissements nécessaires pour éliminer tout goulot d'étranglement.

Mais, peut on considérer que l'intérêt collectif serait mieux servi par une politique " people to jobs " que par une politique " jobs to people " ?

Si l'intérêt collectif est assimilé à l'efficacité du système économique national, il est préférable de choisir la première politique. Tant que le rendement marginal net par travailleur dans les grands centres urbains et dans les zones développées reste supérieur au rendement marginal net du travailleur situé dans une ville moins importante ou dans une région défavorisée, il est plus intéressant d'investir dans les grands centres urbains et dans les zones développées. Ce choix néglige les coûts sociaux des déséquilibres et ne considère qu'un aspect du progrès : celui " économique ". Il ne débouche pas sur une véritable intégration nationale. La seconde politique est préférable. Il importe de supprimer les exodes massifs de population à sens unique et de tenir compte des nouvelles aspirations des individus. Par la multiplication des emplois, l'industrialisation des régions sous-développées répond à ces exigences.

Le choix du modèle d'aménagement doit tenir compte du niveau de développement d'une nation, de la nature, de l'importance des déséquilibres régionaux, des caractéristiques structurelles de l'espace économique. Le rôle des responsables est de concilier le social avec l'économique, l'équité avec l'efficacité.

*

*

*

REFERENCES CHAPITRE I

- I : Le rôle du port est considérable pour l'espace avoisinant. Il constitue un marché important où se trouvent tous les intermédiaires du commerce. Souvent il dispose de réseaux de communications, de courants commerciaux dépassant le cadre régional ou national. Ces éléments facilitent la vente des produits qui y sont élaborés et suscitent la concentration humaine, commerciale, industrielle.
- II : Les axes ne représentent pas seulement des lignes de transport mais des zones mettant en communication des parties importantes d'un territoire. Voir F. POTTIER " Axes de communication et théorie du développement " R.E. 1963 p. 58 à 132.
- III : F. PERROUX " L'économie du XXIème siècle " P.U.F. 1961 op. cit. p. 169
- IV : Voir G. MYRDAL " Théorie économique et pays sous-développés " Ed. Présence Africaine 1959, 191 p.
- V : " Pour un plan d'aménagement du territoire " Ministère de la Construction et de l'Urbanisme février 1950 p. 2.
- VI : Voir F. PERROUX " Les espaces économiques " E.A. n° I, 1950, p. 225 à 244 et " Techniques quantitatives de la planification " P.U.F. 1965, 315 p.
- VII : Voir R. ERBES " Espaces économiques et théorie de l'intégration " E.A. 1966 p. 649.
- VIII : G. MYRDAL " Théorie économique et pays sous-développés " V. MARRAMA " Saggio sullo sviluppo economico dei paesi arretrati " Einaudi 1958, 392 p.
- IX : J. LAJUGIE " Les conditions d'une politique du développement régional pour les pays du marché commun " R.E.P. 1959.
- X : P. BAUCHET " Les tableaux économiques : Analyse de la région lorraine " Ed. Genin 1955 p. 7 à 10 ; " sous-développement-notion équivoque ? Pays et régions " Revue de l'action populaire, janvier 1956, p. 27 à 37.
- XI : L. CARTELIER " Intégration Européenne et aménagements de l'espace. Fondements d'une politique commune " Thèse Paris 1968, p. 135 à 148.

- XII : Voir J. LAJUGIE " Les conditions d'une politique ... " p. 266.
- XIII : L. CARTELIER " Intégration Européenne ... " op. cit. p. 142.
- XIV : R. PARENTEAU " Les problèmes du développement régional dans un Etat fédératif, l'expérience du Canada " R.E.P. n° 2, 1963.
- XV : G. LEDUC " Les pays sous-développés et leurs problèmes " Les Cours du Droit, Paris 1960-1961 p. 76.
- XVI : Voir en particulier J. FREYSSINET " Le concept de sous développement " Ed. Mouton 1966, p. 245 à 250.
- XVII : F. PERROUX " L'Europe sans rivages " P.U.F. 1954 op. cit. p. 419.
- XVIII : Voir sur ce point R. GENDARME " La pauvreté des nations " 2e ed. Cujas 1973 p. 405 à 410.
- XIX : L'analyse du sous-développement national le montre bien Voir en particulier : J. FREYSSINET " le concept du sous-développement ", J. AUSTRUY " Le scandale du développement " Ed. Rivière 1964, 535 p., Y. LACOSTE " Les pays sous-développés " Coll. QSJ. 1959, 125 p. R. GENDARME " La pauvreté des nations ".
- XX : M. MYRDAL " Théorie économique et pays sous-développés " Les Editions Ouvrières 1959 p. 34 à 64.
- XXI : J. LABASSE " L'organisation de l'espace. Eléments de géographie volontaire " Hermann, 1966, p. 383 à 388.
- XXII : Cette tendance s'observe souvent malgré des taux bruts de natalité plus forts que dans le restant du territoire national. L'émigration réduit le nombre des résidents.
- XXIII : Voir en Particulier J. LABASSE " L'organisation de l'espace ", F. DAMETTE " Le territoire français, son aménagement " Ed. Sociales 1969, 146 p.
- XXIV : C'est le cas des territoires où le climat particulièrement clément attire des retraités et des personnes fortunées (zones méditerranéennes de la France du Sud-Est).
- XXV : Voir F. DAMETTE " Le territoire français, son aménagement " p. 45 à 49.
- XXVI : Dans nos développements les régions sous-développées sont indifféremment qualifiées de défavorisées, déshéritées, pauvres, retardées.

- XXVII : F. VITO " La théorie économique spatiale et les principes de la politique régionale " REP 1959, p. 855 et suiv.
- XXVIII : J. MILHAU " Les objectifs et les principes d'une politique des économies régionales " Rapport présenté au Conseil Economique J.O. A et R.C.E. I-2 1957, op. cit. p. 54.
- XXIX : Le Mezzogiorno comprend les provinces de Frosinone, Latina, les Abruzzes, le Molise, la Campanie, les Pouilles, la Basilicate, la Sicile, la Sardaigne et quelques îles de la mer Tyrrhénienne (administrativement la province correspond au département français). Voir annexe carte I-f.
- XXX : Dans nos développements ultérieurs nous assimilerons le Mezzogiorno au Midi ou au Sud de l'Italie ; par opposition, le Nord représentant les autres territoires italiens.
- XXXI : Voir annexe tableau I-1.
- XXXII : Voir annexe tableau I-2.
- XXXIII : Voir annexe tableau I-3 et I-4.
- XXXIV : Voir annexe tableaux I-5 et I-6.
- XXXV : C. LEVI " Cristo si è fermato a Eboli " Einaudi Ed. 1963 op. trad. p. II.
- XXXVI : C'est l'ensemble formé par l'ancien département de la Seine, la Seine et Oise, la Seine et Marne.
- XXXVII : J.F. GRAVIER " Paris et le désert français " Flammarion, 2^e Ed. 1948, 317 p.
- XXXVIII : De 1801 à 1962 la population française a augmenté de 70 % (de 27 350 000 à 46 520 000 personnes) ; la population de la Région Parisienne a été multipliée par six, passant de 1 500 000 à 8 600 000 habitants.
- IXL : J.F. GRAVIER " Problèmes de la Région Parisienne " R.E. 1956 op. cit. p. 971.

- XL : On estime en moyenne que 60 % de l'accroissement résulte de la venue de provinciaux et, à un degré marginal d'étrangers. Les rythmes d'évolution de la population de la Région Parisienne et de la France étant, en % :

	Population région Parisienne	Population de la France
I85I-I872	+ 40	+ 3,4
I872-I891	+ 31	+ 6,1
I89I-I9II	+ 29,3	+ 3,8
I9II-I93I	+ 25,7	+ 0,3
I93I-I954	+ 9,1	+ 2,8

Source : J.F. GRAVIER " Problèmes de la Région Parisienne ".

- XLII : Voir annexe tableau I-7.
- XLIII : Ces statistiques concernent l'année 1959.
- XLIII : J.M. JEANNENEY " Les économies régionales et l'aménagement du territoire " Cours de doctorat, les Cours du Droit, Paris 1955 p. 24.
- XLIV : Plus haute commune de France, située dans le Queyras.
- XLV : En effet, des départements critiques sont écartés (cas de la Corse, des Hautes Alpes, des Alpes de Haute Provence).
- XLVI : La frontière est formée par la ligne continue des régions suivantes : Basse-Normandie, Centre, Auvergne, Languedoc (voir annexe carte I-g).
- XLVII : Basse-Normandie, Bretagne, Pays de la Loire, Centre, Poitou-Charentes, Limousin, Auvergne, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc.
- XLVIII : Voir annexe tableau I-8.
- IL : Voir annexe carte I-b .
- L : J.F. GRAVIER " L'action économique régionale " Revue des travaux de l'Académie des Sciences Morales et Politiques 41ème Série, 1956, op. cit. p. 35.
- LI : Voir annexe cartes I-a, I-c, I-d.

- LII : De 1911 à 1954, 6 % de la population a émigré dans le Midi-Pyrénées et le Poitou-Charentes. Le record régional est atteint en Bretagne (154 876 personnes de 1946 à 1954 soit en moyenne 17 208 par an). Le record départemental est détenu par la Lozère (dépeuplement rural de 32 % entre 1896 et 1954) et l'Ariège (- 36 %). Alors qu'en 1954 la population française âgée de plus de 65 ans représentait 12 % du total, elle atteignait 14 % en Languedoc, 14,5 % en Auvergne, 14,8 % dans le Midi-Pyrénées. Voir notamment : J.O " Programmes d'action régionale " Région Poitou Charentes n° 1093, 1957 ; Région Midi-Pyrénées n° 1128, 1959 ; région Languedoc n° 1136, 1959 et Auvergne n° 1195, 1961.
- LIII : Voir annexe tableau I-9 et carte I-e.
- LIV : Voir M. PHILIPPONNEAU " Le problème Breton et le programme d'action régionale. Un problème type de la politique de développement des économies régionales " A. Colin, 1957 179 p.
- LV : Voir sur ce point F. DANETTE " Le territoire français, son aménagement " p. 47 et 48.
- LVI : V. LUTZ " Il processo di sviluppo in un sistema economico dualistico " M. et C. 1958 p. 459 à 506.
- LVII : C'est J.H. BOEKE (" Economics and economic policy of dual societies ") qui a adapté le concept de dualisme à l'analyse du sous-développement. L'étude du concept et ses applications est retracée notamment par J. GARELLO " diffusion du développement et demande effective " Thèse Aix-en-Provence 1964, p. 284 et suiv.
- LVIII : La combinaison capital-travail dépend des prix relatifs de ces deux facteurs. La proportion qui s'établit est fonction du niveau des salaires et du taux de l'intérêt. Des variations dans la rémunération du travail du capital entraînent la modification des structures de production.
- LIX : Les notions de travailleurs pleinement employés et de travailleurs sous-employés sont liées pour l'auteur à la productivité, forte chez les premiers, faible chez les seconds.
- LX : Voir notamment : A. CALOIA " Struttura industriale e dualismo salariale nelle aree sottosviluppate " R.I.S.S. janv. avril 1963 p. 462 à 484.

A. GRAZIANI " Dualismo e sviluppo economico " Rassegna Economica n° 2, 1963, p. 332-348.
 G. FRISELLA-VELLA " Vocazioni regionali ed economie duali e dualistiche " E. et C. n° 2, 1965 et " Origines de la dépression en Italie Méridionale " E.A. 1971, p. 175 à 186.
 G. SCHACHTER-F.N. SCHACHTER " Politiche per lo sviluppo regionale nelle economie aperte : il caso italiano " G.E.A.E. n° 9-10, 1968 p.
 F. PARILLO " Lo sviluppo economico italiano " Giuffrè Ed. 1970 p. 54 à 60.
 C. CASTELLANO " Dualité et dualisme : le cas italien " E.A. 1971 p. 123-158.

- LXI : F. VITO " La théorie économique spatiale ... " p. 868.
- LXII : L'action d'industrialisation entreprise par l'Etat aurait dans cette hypothèse abouti à des résultats plus probants, voir infra chap. IV.
- LXIII : Voir A. CALOIA " Struttura industriale ... " p. 475.
- LXIV : NICHOLLS " Southern tradition and regional progress " University of North Carolina Press. Cité par F. PARILLO " Lo sviluppo economico italiano " p. 61.
- LXV : Voir F. VITO " Le disparità economiche regionali alla luce del pensiero e dell'esperienza meridionalistici " Atti del Convegno di Studio voltosi a Torino e a Saint-Vincent dal 3 al 7 settembre 1961. Lerici ed. 1961 p. 33 à 65.
- LXVI : Voir C. CASTELLANO " Dualité et dualisme ...".
- LXVII : Voir annexe tableau I-IO.
- LXVIII : Voir annexe tableau I-II.
- LXIX : Voir annexe tableau I-I2.
- LXX : "Le protectionnisme a été d'autant plus néfaste pour le Midi qu'il n'avait pas pour objet de garantir la nécessité et la diffusion de l'activité productrice dans tout le territoire national.... mais voulait du privilège d'une production aux coûts importants et incapable comme telle d'entrer en compétition avec celle du reste du monde " G. FRISELLA VELLA " origines de la dépression en Italie Méridionale " cit. p. 183.
- LXXI : Pour M. GRAVIER " Si le divorce économique entre Paris et la Province n'est apparu qu'au cours du XIXième siècle, le divorce psychologique s'est manifesté dès le

XVIII^{ème} siècle, exactement lorsque Louis XIV a entrepris de rassembler autour de lui tout ce qui comptait dans la nation " J. F. GRAVIER " Economie et organisation régionale " Masson, 1971 op. cit. p. 78. Un facteur technique, la construction d'un réseau ferré à l'image d'une toile d'araignée, rayonnant à partir de la capitale a largement favorisé l'essor de la Région Parisienne.

- LXXII : Voir notamment J. CHARDONNET " L'économie française " chap. X, La localisation géographique de l'industrie p. 389 à 410. Dalloz 1970, Tome I, 549 p.
- LXXIII : Voir W. ROSTOW " Les étapes de la croissance économique " Seuil, 1963, 207 p.
- LXXIV : P. LAMOUR " Note relative à l'évolution des implantations industrielles en France " Commissariat général au Plan, CNAT/742 p. 2.
- LXXV : P. LAMOUR " Note relative ... " p. 3.
- LXXVI : Voir en particulier " Etudes sur la situation économique de l'Europe en 1954 " Nations-Unies, Genève 1955, p. 84 à 89.
- LXXVII : Voir en particulier : R. GENDARME " La région du Nord, essai d'analyse économique " A. Colin 1954, 305 p. et P. DURAND " Industrie et régions L.D.F. 1972, 124 p. De 1947 à 1971, les effectifs dans les charbonnages sont passés en France de 354 848 à III 427.
- LXXVIII : Le démenbrement des parcelles, la faible étendue des exploitations, l'insuffisance du parc matériel, d'utilisation d'engrais en sont l'origine. Par rapport au total italien, le Midi a consommé en 1953, 20 % des engrais azotés et 16 % des engrais phosphatés, on y recensait la même année 14,7 % du parc national des tracteurs et 21,8 % du parc national des moissonneuses batteuses. Voir table I60 et I61 " Un secolo di statistica italiana ... ".
- LXXIX : On peut les mettre en évidence par une comparaison internationale et nationale. En prenant pour base 100 la production par hectare de la France, elle s'établit à 170 pour l'Allemagne Occidentale, à 200 pour le Danemark, à 85 pour le Sud-Ouest français, à 130 pour Nord de la France, à 55 pour le Midi italien. En France, les indices extrêmes étaient de 133 pour la Seine et 33 pour la Lozère en 1955. Voir " L'espace économique français en 1955 " p. 86 et 87 et table 76, et, " Un secolo di statistica italiana ... ".

- LXXX : Voir J.C. DISCHAMPS " Rôles et moyens d'action des pouvoirs publics, semi-publics, des institutions privées dans l'aménagement du territoire ". R.E.P. n° 3 1972.
- LXXXI : J. MILHAU " Les objectifs et les principes d'une politique des économies régionales " Rapport présenté au C.E. J.O.C.E. 21-8-1957, op. cit. p. 56.
- LXXXII : L'exemple des départements suivants caractérise la situation générale en 1955 : Moselle 8,1 %, Pas de Calais 9,1 %, Meurthe et Moselle 9,6 %, Nièvre 17,3 %, Ariège 18,6 %, Creuse 19 %.
- LXXXIII : Voir infra ch. IV, sect. I.
- LXXXIV : Il résulte de l'application de la théorie du multiplicateur aux problèmes posés par l'aménagement du territoire. Voir M. PENOUIL " Note sur quelques aspects de la politique d'aménagement du territoire " CISEA série L, n° 4, 1958.
- LXXXV : Voir " un secolo di statistiche ... " tableau 464.
- LXXXVI : Voir J.M. JEANNENEY " Forces et faiblesses de l'économie française " A. Colin. 1956, 344 p. et " Tableaux et statistiques relatifs à l'économie mondiale " A. Colin 1957, p. 175 et 176.
- LXXXVII : Voir M. PENOUIL " Note sur quelques aspects ... ".
- LXXXVIII : En 1974 le nombre des communes est proche de 36 000. Voir " L'industrie en milieu rural " Etudes de Politique industrielle L.D.F. 1975 p. 75.
- IXC : Voir en particulier W.K. THOMAS. " Le coût des concentrations urbaines et le financement des grandes villes et des zones urbaines " Rapport sur la situation du Royaume Uni. Conférence Européenne des Pouvoirs Locaux. Conseil de l'Europe, Strasbourg 26-4-1867, C.P.L. p.6 73, 158 p.
- XC : Cité par F. VOCHTING " Considerazioni sull'industrializzazione del Mezzogiorno " n° 42, 1958, p. 227.
- XCI : Voir P. DE CASTELBAJAC et M. RAMBAUD " Entre deux politiques de décentralisation " R.J.E.S.O. n° 1, 1968 p. 95.
- XCII : Est exclu de l'étude le cas de Paris, voir J. LAJUGIE " Le coût de la croissance urbaine " P.E. Janvier 1974 p. 11.
- XCIII : C.E.R.A.U " Le coût des infrastructures urbaines en France, Région Parisienne exclue 1960-1967 " Rapport définitif 1970 cité par J. LAJUGIE " Le coût de la croissance urbaine ".

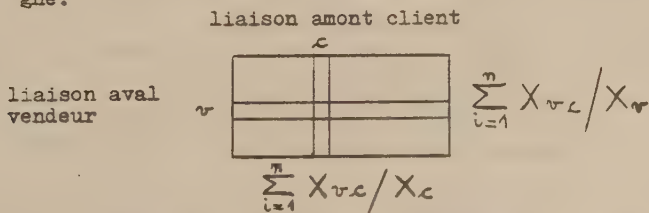
- XCIV : L'augmentation de 1 % de la population a entraîné l'accroissement suivant des dépenses :
- 2,34 % dans les communes de 50 000 à 100 000 habitants
- 3,39 % " " de 100 000 habitants
- 4,51 % " " de plus de 200 000 habitants
- Voir A. MAXIMIN " Problèmes méthodologique sur les coûts de la croissance urbaine " R.E.S.O. n° 4, 1973, p. 638.
- XCX : Voir J.J. GRANELLE " Espace Urbain et prix du sol " Sirey 1970, 296 p.
- G. MERCADAL " Peut on tirer un enseignement des essais français de modélisation du développement spatial urbain ? " R.E. 1972 p. 952 à 991 et P.J. BERNARD " structure urbaine et prix des sols " R.E. 1972 p. 86 à 105.
- XCXI : W. BAUMOL " Macroeconomics of unbalanced growth : the anatomy of urban crisis " A.E.R. Juin 1967 op. cit. p. 424.
- XCXII : Les conditions de travail en sont à l'origine. Ainsi dans les grandes agglomérations françaises le bruit est responsable dans 12 % des cas, des accidents de travail. Voir notamment : P.H. DERYCKE " L'économie urbaine " Coll. Sup. P.U.F. 1970, p. 219 et suiv.
- XCXIII : Voir notamment G. RAPKIN " Some effects of economic growth on the character of cities " A.E.R. papers and proceeding mai 1956 et G.C. KOTTIS et A. KOTTIS " New towns and maximum city size : a dissenting view " R.I.S.E.C. n° 3, mars 1974 p. 230 à 245.
- IC : P.H. DERYCKE " La prévision de la croissance urbaine française 1970 " R.E. 1972 n° 6, p. 28.
- C : J.F. GRAVIER " Paris et le désert français " Flammarion 2ème édition 1948, p. 196 et 197.
- CI : Cités par J. LAJUGIE " Les coûts de la croissance urbaine " p. 99.
- CII : J. LAJUGIE " Les coûts de la croissance urbaine " cit. p. 18.
- CIII : Les baraquements offerts aux émigrants du Midi par les communes de Milan et de Turin à la suite de la demande formulée par les résidents locaux afin de préserver la tranquillité ainsi que l'aspect bourgeois de leurs quartiers constitue un exemple caractéristique. L'intégration est d'autant plus difficile que les nouveaux venus sont employés dans des travaux salissants (bâtiment, travaux publics, voirie) dépréciés par les habitants des centres d'attraction. Cela aboutit à créer un complexe de supériorité facilement perceptible

lorsque un habitant du Nord de l'Italie parle d'une personne du Sud en la qualifiant " della bassa " amalgamant ainsi le bas de la botte italienne et, dans un esprit, un bas niveau culturel et un état d'esprit arriéré.

- CIV : Il est symptomatique de constater dans les régions sous-développées des taux de scolarisation relativement plus faible. Voir en particulier " Un secolo di statistica ... " et " L'espace économique français en 1955 ".
- CV : Voir P. COSTA " Il sottosviluppo del Mezzogiorno tra efficienza aggreolata ed equita regionale " R.I.S.E.C. n° II, 1972, p.II05 à III6.
- CVI : Voir G.DI NARDI " Action régionale dans le cadre du développement économique général " E.A. 1966, p. 607 à 625.
 Cet attachement s'exprime aussi par la volonté, le désir de mettre en valeur sur place les ressources locales. L'auteur cite comme exemple, la protestation d'un comité de la commune de Larino (Molise) pour empêcher la construction d'un gazoduc du puits de cette ville jusqu'à Termoli (parcours de 20 kms), ville choisie par la FIAT pour un important centre d'assemblage, la protestation similaire de Vasto pour la construction d'un autre gazoduc. Dans les deux cas les habitants considéraient que le transport de l'énergie vers d'autres zones aurait empêché l'installation d'industries sur leurs communes. Il en a été de même pour la construction du grand aqueduc de Campanie : la longue controverse entre les autorités de cette région et celles des Molise à propos de l'utilisation des eaux Biferne pour l'alimentation de l'aqueduc a considérablement retardé la construction. En effet, le Conseil régional du Molise demandait que les eaux fussent utilisées d'abord pour l'irrigation de leurs zones agricoles avant d'être destinées à l'alimentation en eau potable de la Campanie. De plus, les collectivités locales sont convaincues que les ressources de tout type leur appartiennent en propre " en raison d'un droit non codifié, qu'on fait valoir et qu'on essaie de faire accepter comme une forme de propriété collective se superposant à la propriété privée, réglementée par le droit positif ".
- CVII : Voir Y. DURRIEU " Régionaliser la France. Capitalisme ou socialisme " Mercure de France, 1969, p. 2Q-2I.
- CVIII : Cf. l'enquête SOFRES " Les français et l'espace rural " 197I et l'enquête de la confédération nationale de la famille rurale faite auprès de 45 000 ruraux en 1967, cités dans " l'industrie en milieu rural. Etudes de politique industrielle " LDF 1975, p. 33.

- CIX : Voir " L'industrie en milieu rural " p. 34 et 35.
- CX : Voir notamment M. FLEMING " External economie and balanced growth " E.J. juin 1955 ; J. SHEAHAN " International specilization and the concept of balanced growth " Q.J.E. mai 1958 ; T. SCITOVSKY " Croissance balancée ou non balancée " E.A. 1959 n° I-2 ; M. LIPTON " Balanced and unbalanced growth in underdevelopped countries " E.J. sept. 1962 ; R.B. SUTCLIFFE " Balanced and unbalanced growth " Q.J.E. nov. 1964.
- CXI : Voir L. CARTELIER " Intégration européenne et aménagement de l'espace ... " p. 317 à 327.
- CXII : M. BOURGUINAT définit ainsi les économies externes : Un individu, un groupe ou une firme bénéficient d'économies externes chaque fois que leur production, leur profit ou leur satisfaction s'accroît plus vite qu'ils ne le feraient si seuls les éléments qui leur sont propres intervenaient. " Economies et déséconomies externes " R.E. 1964, p. 522.
- CXIII : M. LIPTON " Balanced and unbalanced growth ...".
- CXIV : A. LEWIS " La théorie de la croissance économique " Payot 1963, 288 p.
- CXV : R. NURKSE " Balanced growth on static assuptions " E.J. juin 1956.
- CXVI : Voir T. SCITOVSKY " Two concepts of external economies " J.P.E. avril 1954.
- CXVII : Voir P. ROSENSTEIN-RODAN " Problems of Eastern and South Eastern Europe " E.J. juin 1943 reproduit in A. ARGAWALA et P. SINGH " The economics of Underdevelopment " Oxford University Press 1958.
- CXVIII : G.U. PAPI " Quale pianificazione è necessaria per promuovere lo sviluppo equilibrato di un paese . " R.F.E. novembre 1963.
- CXIX : G.U. PAPI " Les problèmes de l'agriculture dans la croissance économique " CISEA série B.A. n° I, 1962.
- CXX : M. LIPTON " Balanced and unbalanced growth ".
- CXXI : N. ISLAM " External economies and the doctrine of balanced growth " cité par A. GARRIGOU-LAGRANGE et R. PASSET " Systèmes et structures politiques du développement " Dalloz 1965, p. 673.
- CXXII : P. AYDALOT " Note sur les économies externes et quelques notions connexes " R.E. 1963, p. 948.

- CXXIII : Voir en particulier A.O. HIRSCHMAN " La stratégie du développement économique " Ed. ouvrières 1968, 246 p.
- CXXIV : Voir sur ce point F. PERROUX " Note sur la notion de pôle de croissance " E.A. n° 1-2, 1955.
" L'économie du XXe siècle " PUF 1961, 598 p.
" Les techniques quantitatives de la planification " PUF 1965, 315 p.
A.O. HIRSCHMAN " La stratégie du développement économique ".
- CXXV : J. PAELINCK " La théorie du développement régional polarisé " CISEA série L 15, n° 159, 1965, op. cit. p. 12.
- CXXVI : Pour l'analyse de l'activité motrice voir :
F. PERROUX " La firme motrice dans une région et la région motrice " CISEA série AD n° 1 1961, p. 11-17.
J.R. BOUDEVILLE " Note sur l'implantation des industries clés dans la région Rhône-Alpes (esquisse d'une méthode d'études) " Annales de l'Université de Lyon, 3ième série fascicule 19, 1959.
- CXXVII : Voir W. ISARD " Méthodes d'analyse régionale et introduction à la science régionale " Tome II "Optimisation" Dunod 1972, VIII, 213 p.
- CXXVIII : Voir infra ch. 3, sect. I, § 2.
- CXXIX : Dans la matrice de LEONTIEF les liaisons en amont se trouvent sur la colonne et les liaisons en aval en ligne.



- CXXX : H.B. CHENERY et T. WATANABE " International comparisons of the structure of production " cités par
A.O. HIRSCHMAN " La stratégie ... " p. 120.
- CXXXI : A.O. HIRSCHMAN " La stratégie du ... " p. 120.
- CXXXII : Cette dimension doit permettre aux entreprises d'obtenir des bénéfices et de rester compétitives.
- CXXXIII : Cité par J.R. BOUDEVILLE " Aménagement du territoire et polarisation " Ed. Genin 1972, p. 129.

- CXXXIV : Cité par J.R. BOUDEVILLE " Aménagement du territoire .. " p. 133.
- CXXXV : L'étude de la localisation des industries dans onze provinces hollandaises à partir de la matrice d'input-output permet à M. KLAASSEN de distinguer par leur force d'entraînement trois groupes :
 1 - des secteurs locaux et primaires ayant un processus de production simple, des inter-relations négligeables, des multiplicateurs faibles (agriculture, forêt, poterie, verre, pierre) ;
 2 - des manufactures secondaires créant des activités dans le premier secteur, les multiplicateurs régionaux sont dans ce cas plus élevés (habillement, textile, cuir, caoutchouc) ;
 3 - des manufactures terminales (inter-dépendances importantes, avec les groupes précédents) dont les multiplicateurs sont les plus élevés.
- CXXXVI : A.J. YOUNGSON " The disaggregation of investment in the economic growth " E.J. juin 1956.
- CXXXVII : J. PAELINCK " La théorie du développement ... ".
- CXXXVIII : W. ISARD " Méthodes d'analyse régionale et introduction à la sciences régionale " Dunod 1972, tome II, op. cit. p. 3.
- CIXL : Voir W. ISARD " Méthodes d'analyse régionale ... " Dunod 1972, tome II, p. 25.
- CXL : Voir J.R. BOUDEVILLE " L'aménagement du territoire " p. 155.
- CXLI : Voir G. DESTANNE de BERNIS " Industries industrialisantes et le contenu d'une politique d'intégration régionale " E.A. 1966 p. 415 à 473.
- CXLII : Voir R. FRUIT " Les effets de la croissance d'un pôle sur l'environnement. Analyse du développement du Centre et du Sud du département du Nord " R.E. mai 1960.
- CXLIII : Voir P. AYDALOT " Etude sur le processus de polarisation et sur les réactions des industries à la lumière de l'expérience de Lacq " CISEA série L 15 n° 159 1965, p. III à I64.
- CXLIV : Voir J. PAELINCK " La théorie du développement régional polarisé " CISEA n° 159, 1965, p. 34 à 37.
- CXLV : W. ALONSO " Urban and Regional Unbalanced in Economic development " Economic Development and Cultural Change Vol. 17, 1968-1969, p. 4. Cité par P. COSTA " Il sottosviluppo del Mezzogiorno ... " p. 144.

CHAPITRE II : LES DISPOSITIONS RELATIVES AU DEVELOPPEMENT REGIONAL.

Les objectifs de l'aménagement en Italie et en France sont identiques. L'un, est économique : le développement des régions sous-développées et la conversion des zones déprimées. L'autre, qui en dépend étroitement, est social. En favorisant la multiplication des activités ou leur conversion, l'Etat crée les conditions d'un équilibre interrégional plus satisfaisant. Ainsi, le niveau de vie s'améliore dans les espaces défavorisés et, dans tout le territoire national.

Pour atteindre ces objectifs, les Gouvernants ont abordé l'expansion régionale d'une manière semblable. Dans les deux pays un mode de développement basé sur l'industrie est retenu. Mises à part quelques contraintes (concernant un nombre réduit d'aires), le libre choix de la localisation est conservé. Si l'Etat devient le maître d'oeuvre d'une nouvelle politique spatiale, les réalisations sont en grande partie confiées à l'initiative privée.

Afin d'orienter et stimuler les industries dans les régions sous-développées, l'Etat a essayé d'y faire naître un milieu plus propice à l'expansion. Les carences de ces territoires en équipements collectifs ont donc entraîné de sa part une préparation infrastructurelle qui s'est traduite par des investissements publics importants. En même temps, il accordait des aides aux entreprises modulées selon les aires de localisations choisies.

Sur le plan concret, des ressemblances apparaissent quant à la forme des aides concédées. Il en est ainsi pour les aides financières, fiscales et pour les aides à la formation de la main-d'oeuvre.

A côté de l'identité d'objectifs et de moyens, les interventions se caractérisent par une identité d'évolution. Les politiques suivies sont initialement concentrées sur des problèmes de chômage et de reconversion. L'industrialisation des régions

sous-développées est ensuite abordée dans le cadre des relations réciproques, entre ces régions et l'ensemble du territoire national, avec une préoccupation particulière pour décongestionner quelques aires.

Ce changement dans la conception de l'intervention s'est accompagné de tâtonnements sinon d'erreurs (I). D'une part, des tâtonnements étaient inévitables. Il est difficile de modifier des comportements à court ou moyen termes. D'autre part, les résultats des mesures destinées à favoriser l'industrialisation ne sont pas toujours conformes aux résultats escomptés. Aussi il a fallu adapter continuellement les dispositions à l'évolution des données économiques et sociales des territoires nationaux. La modification des systèmes d'aides, l'introduction de stimulants nouveaux ou plus incitatifs que les stimulants utilisés auparavant en constituent l'illustration.

Section I : L'interventionnisme spatial italien.

La création de zones industrielles, est la première forme d'intervention industrielle qu'a connue l'économie italienne (II). Des textes s'inspirant d'une loi de 1904, qui avait créé la zone industrielle de Naples, permettent d'accorder des avantages essentiellement fiscaux aux entreprises choisissant de s'y localiser (III).

L'interventionnisme industriel est envisagé d'une manière plus complète après 1945.

Il fallait mettre à nouveau en état l'appareil productif détérioré pendant les hostilités, susciter la reprise des grands secteurs de production pour éloigner le spectre d'une crise économique. Aussi des aides financières et des facilités fiscales sont prévues pour les industries opérant dans certaines aires. L'objet des diverses mesures était surtout de remédier à des situations locales, économiquement et socialement alarmantes. Elles ne visaient pas seulement le territoire méridional mais aussi le Centre-Nord (IV).

C'est à partir de 1950 avec le Plan Vanoni, qui constitue la première amorce d'une planification de l'économie italienne, qu'une intervention extraordinaire dans le Midi est décidée. Par le vocable extraordinaire et les moyens mis en oeuvre, les Pouvoirs Publics ont voulu marquer leur détermination de développer un espace particulièrement handicapé. De ce fait, le tournant industriel n'a pas été pris immédiatement.

Après avoir retracé la manière dont l'intervention s'est échelonnée, nous préciserons les types d'aides en faveur des initiatives nouvelles sur lesquelles s'est appuyée la politique d'industrialisation.

§ 1 - Les étapes de l'intervention.

Au nombre de quatre, les étapes de l'intervention sont liées aux modifications des aides en faveur des investissements industriels.

Toutefois, ce n'est qu'à partir de la troisième étape que l'industrialisation est mieux préparée, tant par les instruments utilisés que par l'attribution des compétences et l'optique de l'aménagement.

L'unité de vue dans la conception de l'intervention nous conduit, de ce fait, à distinguer deux phases.

A - L'intervention dissociée.

I°) La préparation du développement (1947-1957).

Les premières dispositions législatives importantes pour favoriser l'industrialisation remontent à la fin de l'année 1947. Elles permettaient aux sections de crédit industriel des banques méridionales de financer les investissements qui se localisaient dans le Midi. Le taux d'intérêt pratiqué étant inférieur à celui du marché, l'Etat prenait à sa charge leur différence.

L'industrialisation représentait toutefois un objectif mineur. Les autorités avaient choisi de porter les efforts sur l'agriculture. Il fallait sortir ce secteur de sa stagnation, créer les infrastructures indispensables (barrages, adductions d'eau, bassins d'irrigation, réseaux routiers, équipements électriques, écoles etc ...).

Cet objectif a été assigné à la Caisse du Midi, créée par la loi n° 646 du 10-8-1950. L'intervention prévue dans les textes est qualifiée d'extraordinaire (V). En effet, elle se différenciait des plans d'intervention, appliqués précédemment, d'une part, à cause de son caractère intersectoriel (évaluation globale des investissements à effectuer) et, par son application territoriale (portant sur un espace qui n'est plus défini administrativement mais, qui est défini à partir de caractéristiques semblables de sous-développement) d'autre part.

La durée de l'intervention étant fixée à dix années, on dota la Caisse (organisme d'Etat doté de la personnalité morale) d'un budget initial de 1 000 milliards de livres. La répartition d'après les destinations et les types d'interventions des fonds de la Caisse montre que le plan extraordinaire est basé sur l'agriculture et les travaux publics (VI). C'est un vaste programme de préindustrialisation qui s'appuie sur la réalisation des infrastructures nécessaires pour permettre dans une phase ultérieure le processus d'industrialisation.

Rapidement il est apparu qu'il fallait aussi englober dans l'intervention les problèmes du secteur secondaire. Dans ce sens, la loi n° 166 du 2-3-1952 autorise la Caisse à concéder aux nouvelles initiatives des financements à taux d'intérêt réduit, en même temps, que les sections de crédit industriel, des banques de Naples, de Sicile et de Sardaigne. Le programme d'action est porté à 12 ans par la loi n° 949 du 25-7-1952 et la dotation initiale de la Caisse augmentée (2 048,5 milliards de liras à la fin de l'année 1957) (VII).

En même temps, des disponibilités monétaires sont dégagées pour le financement des investissements industriels, et les structures de crédit modifiées. Ainsi, des instituts spécialisés pour l'affectation des crédits industriels en Italie du Sud sont créés ISVEIMER (Institut pour le développement économique de l'Italie Méridionale) IRFIS (Institut régional pour le financement des industries en Sicile), CIS (crédit industriel de Sardaigne) (VIII).

2°) La priorité industrielle_(1957-1965_).

La remise en cause de la formulation initiale de l'intervention se renforça nettement à la suite d'une série d'études donnant naissance à la loi n° 634 du 29-7-1957. L'industrialisation devient le véritable support pour le développement du Midi.

Les organismes et les entreprises soumis à la surveillance et au contrôle direct du Ministère des participations de l'Etat, sont tenus d'investir dans la zone méridionale une somme égale au moins à 60 % du total annuel des investissements. De plus, les investissements réalisés dans le territoire où opère la Caisse doivent représenter au moins 40 % des investissements totaux effectués dans toute la nation.

Afin de soulager la trésorerie des petites et moyennes entreprises se localisant ou s'agrandissant dans le Midi, on a prévu, à côté des financements à taux d'intérêt réduit, la possibilité de concéder des contributions à "fonds perdus". Le montant n'est pas fixé par le législateur d'une façon rigide, les autorités exécutives ayant la possibilité de les graduer en fonction de la branche d'activité industrielle où la nouvelle initiative va s'intégrer, mais aussi en tenant compte de leur taille et de leur localisation.

On précise de la sorte, dans la législation pour le Midi, un principe étendu aux financements à taux réduit par les textes de la loi n° 623 du 30-7-1959. Cette échelle de crédits, en étroite relation avec les directives de politique industrielle, a progressivement permis une intervention majeure de l'Etat dans la direction de l'économie. En effet, tout le système bancaire a été mobilisé pour assurer les investissements industriels.

Une décision du Conseil des Ministres pour le Midi prise en 1962 (IX) s'appliquant à partir du 1-6-1963, précise que le pourcentage de la contribution (en relation avec le montant de l'implantation), sera fixé en prenant la moyenne arithmétique des points attribués par ordre d'importance décroissante à ces critères :

- secteur (branche) industriel et dimension,
- montant de l'investissement par emploi créé,
- localisation.

Des organismes locaux comme les " consorzi " aidés par la Caisse peuvent en vertu de la loi n° 634 équiper les terrains qui formeront les zones et les noyaux de développement industriel (X).

Enfin, le train des avantages fiscaux accordés aux établissements industriels, se localisant dans le Midi avant le 30 juin 1965 (XI) anoblit l'outil fiscal comme instrument de l'interventionnisme.

La vie de l'entreprise s'en trouve facilitée depuis sa naissance (XII).

Nous retenons à cet effet, les mesures suivantes :

- l'exonération des droits de douane pour le matériel importé, utilisé dans l'installation, l'extension, la transformation ou la reconstruction de l'établissement.
- la réduction de 3 à 1,65 % de l'IGE (impôt général sur les transactions) pour le matériel et les machines nécessaires à la mise en route de l'activité (XIII).
- l'exonération pendant 10 ans de l'impôt sur la fortune mobilière pour les revenus industriels des entreprises nouvelles et, pour les transformations, modernisations, extensions, l'exonération de la plus-value résultante de ces opérations.
- l'exonération pour une période de 10 ans de l'impôt mobilier de catégorie B pour une fraction ne dépassant pas 50 % des bénéfices déclarés (à la condition qu'ils soient réinvestis dans la construction; l'extension, la transformation d'installations industrielles).
- l'exonération pouvant représenter 50 % du coût des travaux sus-indiqués (XIV).
- La possibilité pour les communes de concéder pendant 10 ans des exonérations totales ou partielles sur les impôts locaux (en particulier, impôt sur les firmes industrielles et impôt sur la consommation).
- l'amortissement anticipé des 2/5e pour les nouvelles immobilisations pendant les quatre premières années d'utilisation effectuées par les entreprises industrielles (XV).

Les premières phases de l'intervention se caractérisent

surtout par la préparation des structures. C'est le cas des structures d'accueil (programme de travaux de la Caisse), des structures de crédit. S'il ne ressort pas de politique précise de l'industrialisation, le système d'aides se complète. D'une politique de crédit à moyen terme, on passe à une politique spécifique utilisant le levier du crédit comme instrument du développement industriel. L'Etat donne l'exemple de l'orientation des investissements par l'obligation d'investir dans le Midi, imposée aux entreprises sous son contrôle.

B - L'intervention coordonnée .

A partir de 1965, l'aménagement industriel du Midi est intégré dans la planification nationale. Cette intégration s'est traduite par une centralisation des compétences attribuées jusqu'alors à diverses institutions. L'Etat cherche à coordonner toutes les initiatives (publiques et privées) en les disciplinant par sa politique d'aides.

1°) L'action concertée avec le programme national de développement (1965-1970).

Un comité interministériel pour la programmation économique (CIPE) est créé.

Ce comité approuve les " plans de coordination des interventions " élaborés par le Conseil des Ministres pour le Midi (XVI). L'intervention extraordinaire est coordonnée par le Conseil des Ministres.

Le Plan de coordination des interventions publiques caractérise une nouvelle stratégie du pouvoir exécutif. La procédure dite de la " Programmation contractuelle " est utilisée. Les projets d'investissements des grandes entreprises privées et publiques sont examinés. On essaye de les diriger vers des localisations du Midi jugées plus conformes aux intérêts généraux de l'aménagement par l'utilisation graduelle des aides.

La législation sur les stimulants est modifiée. Le plan de coordination approuvé le 1-8-1966 devient le document de base, pour le choix des secteurs d'intervention, de la localisation, et de la dimension des initiatives à provoquer.

Le Ministre, pour les interventions dans le Midi (XVII), est chargé d'approuver les programmes annuels de la Caisse, de donner les directives d'application après consultation du Conseil des Ministres pour le Midi, de les présenter au Parlement, et, de coordonner l'intervention publique avec les services du gouvernement central, les administrations régionales, et la Caisse.

Le pouvoir exécutif, au lieu de n'indiquer que les lignes essentielles pour la concession des financements, agit d'une manière préventive et directe en donnant un avis de conformité pour chaque initiative (XVIII).

Ainsi, pour le financement des investissements allant jusqu'à six milliards de livres, on appliquera un taux d'intérêt de 4 % élevé à 5 voire à 6 % pour des investissements supérieurs. La décision définitive est en relation avec les priorités qui résultent de l'enquête de conformité et du secteur où l'investissement est fait (XIX).

Le financement maximum que l'entreprise peut obtenir est de 70 % du montant total de l'investissement.

Ce pourcentage est déterminé par les valeurs attribuées aux paramètres suivants :

- localisation (maximum 25 %),
- secteur industriel (maximum 25 %),
- dimension (maximum 20 %) (XX).

Les critères qui permettent de fixer l'importance du taux pour chaque paramètre ne sont pas rigides.

Les initiatives sont dirigées vers les zones et les noyaux d'industrialisation (XXI).

Afin de ne pas instaurer, par cette concentration des activités, des déséquilibres importants, le décret ministériel du 17-12-1969, a assimilé aux zones et noyaux d'industrialisation, les territoires caractérisés par un revenu per capita inférieur à la moyenne du Midi et, par un taux de chômage ainsi qu'un taux d'émigration, supérieurs aux taux moyens du Midi.

Pour le paramètre secteur industriel, le décret ministériel a indiqué les activités pouvant obtenir le maximum (25 %).

Enfin, le paramètre dimension est surtout gradué en fonction de l'évolution technologique et du processus de production.

Les petites et moyennes entreprises se trouvent favorisées par ces mesures. Toutefois, le décret ministériel du 23-3-1968 augmente le montant du financement et de la contribution pour les firmes plus importantes si l'investissement dépasse 12 milliards de livres. Les majorations des aides sont liées d'une part au nombre d'emplois créés et d'autre part à la diversification des structures productives (XXII).

Les organes de la programmation économique se réservant la possibilité de décider d'une manière autonome le train des facilités dont peut bénéficier la nouvelle localisation dans le Sud (XXIII).

2°) La relance de l'industrialisation.

L'année 1970 représente un nouveau tournant dans la politique d'industrialisation, "c'est l'année où l'on a redécouvert le Midi " (XXIV).

La loi sur le " financement de la Caisse pour le Midi pour la période 1971-1975 " le prouve (XXV).

Le Conseil des Ministres pour le Midi et les Plans de coordination sont supprimés. Les compétences sont transférées au CIPE (XXVI) à qui il appartient de donner les directives. Il a aussi pour rôle d'approuver les projets élaborés par le Ministre des interventions dans le Midi ou par les régions méridionales, (en vertu de l'article 4 de la loi, elles deviennent compétentes pour toutes les questions relatives d'un part aux "consorzi" et d'autre part aux zones et noyaux d'industrialisation).

Sur proposition du Ministre des interventions dont les pouvoirs sont accrus, le CIPE détermine :

- les lignes directrices prioritaires permettant de contribuer à une meilleure pénétration du processus d'industrialisation dans les territoires extérieurs aux zones de concentrations traditionnelles,
- les stimulants pour favoriser la localisation d'industries dans les zones caractérisées par un fort pourcentage d'émigration et un dépeuplement important,
- l'intervention de l'IASM et de la FORMEZ (organismes de formation professionnelle) en faveur des petites et moyennes entreprises,
- les nouveaux paramètres de graduation servant de base à la concession des financements pour les initiatives moyennes (définies par un investissement compris entre 1,5 et 5 milliards de liras).

Les principales modifications concernent :

- 1 - la fixation du pourcentage du financement et de la contribution,
- 2 - une augmentation de l'exemption de l'impôt de R.M. catégorie B,
- 3 - la réduction des charges sociales,
- 4 - l'élévation du quota des nouveaux investissements à réaliser dans le Midi pour les firmes à participation étatique,
- 5 - la pénalisation de certaines localisations,
- 6 - la prolongation jusqu'en 1980 de la réduction de 25 % des tarifs d'électricité pour la consommation industrielle (XXVII).

Le tableau suivant résume la fixation du pourcentage de financement et de la contribution selon le montant de l'investissement fixé :

	Financement	Contribution
Petites entreprises, investissement de 0,1 à 1,5 milliards de liras	35 %	35 ou 45 % (c)
Moyennes entreprises, investissement de 1,5 à 5 milliards de liras	35 à 50 % (a)	15 à 20 %
Grandes entreprises, investissement de plus de 5 milliards de liras	30 à 50 % (b)	7 à 12 %

a) d'après la décision du CIPE

b) les pourcentages sont établis dans le cadre de la programmation contractuelle, sur la base du capital investi par emploi créé

c) en fonction de la localisation dans une zone plus ou moins dépeuplée.

D'autre part, l'article 10 alinéa 5 de la loi n°853 du 6-10-1971 donne la graduation des financements pour les investissements fixes compris entre 1,5 et 5 milliards.

Si le projet doit toujours obtenir un avis de conformité le financement concédé n'est plus établi sur la base des paramètres " localisation ", " secteur " et " dimension ", mais en fonction du classement de l'initiative dans une des catégories (A), (B), (C) ou (D).

La catégorie (A) concerne les initiatives prioritaires (secteur extractif ou manufacturier) qui doivent répondre à l'une des conditions suivantes :

- être induites par des investissements importants,
- produire avec une technologie de pointe,
- permettre la réalisation de certains objectifs de développement sectoriel.

La seconde catégorie (B) regroupe toutes les initiatives n'appartenant pas aux autres, c'est à dire, ni à (A), ni à (C) et ni à (D).

La troisième catégorie (C) réunit les investissements dans le secteur extractif ou manufacturier à forte intensité de capital énoncés dans la classification de l'ISTAT (extraction de minéraux ferreux et de combustibles, production de fonte, d'acier, de produits chimiques primaires, du ciment, d'agglomérés etc ...).

La catégorie (D) est formée par les initiatives confrontées à des problèmes de restructuration (meuneries, industries de transformation des fruits et primeurs, industries textiles, production de matériaux de construction, de pâte à papier).

La graduation du financement dépend aussi de la nature de l'investissement (initiative nouvelle, extension, remise en activité et reconversion).

Le tableau suivant résume les dispositions.

Taux des aides financières (financement et contribution) accordés pour les investissements compris entre 1.5 et 5 milliards de lires en fonction de leur classement.

Catégorie d'appartenance de l'initiative	Nouvelle im-plantation		Extension et rénovation		Remises en activité et reconversion	
	Locali-sation priori-taire	Autres locali-sations				
	(a) (b)	(a) (b)	(a) (b)	(a) (b)	(a) (b)	(a) (b)
A (prioritaire)	50 20	45 20	50 20	50 20	50 20	50 20
B	45 20	40 20	45 20	45 20	50 20	50 20
C (a forte in-tensité de capi-tal)	35 15	35 15	45 15	45 15	50 20	50 20
D (en diffi-culté)	35 15	35 15	35 15	35 15	35 15	35 15

a) taux du financement

b) taux de la contribution.

Par ailleurs, la loi n° 853 oblige la communication au Ministère du Bilan et de la Programmation économique de tout projet industriel comportant un investissement total supérieur à 7 milliards de lires. Le CIPE est chargé d'étudier sa conformité avec la politique d'aménagement du territoire. Une autorisation doit être obtenue pour les im-plantations dans des zones de congestion définies selon les critères suivants :

- solde des immigrations entre 1965 et 1969 supérieurs aux moyennes constatées dans le Centre et dans le Nord.

- rapport entre l'emploi non agricole et l'emploi total supérieur de 50 % aux moyennes observées dans le Centre et dans le Nord.

L'absence d'autorisation expose toute entreprise ou société réalisant l'investissement à une amende égale à 25 % du montant de l'investisse-ment.

En matière fiscale, l'exemption de l'impôt mobilier, ca-tégorie B, est portée à 70 % des bénéfices réinvestis dans les initia-tives en Italie Méridionale jusqu'à concurrence du coût de l'opéra-tion (XXXVIII).

La réduction des charges salariales est accordée à toutes les industries méridionales pour le personnel embauché après le pre-mier janvier 1971 (XXIX). Le pourcentage retenu de 30 % est appli-cable jusqu'à la fin de l'année 1980 (XXX). Cela modifie considéra-blement le dégrèvement de 10 % introduit par la loi n° 1089 du 28.10.1968, pour les firmes qui se seraient installées dans le Midi entre le 1.8.1968 et le 31.12.1972 (XXXI).

Plus récemment, la loi n° 138 du 2.5.1976, a défini le nouveau cadre de l'intervention extraordinaire entre 1976 et 1980.

Les responsables régionaux sont associés d'une manière directe ou indirecte aux décisions du CIPE. Une Commission Parlementaire pour le Midi réunit 15 députés et 15 sénateurs (pris proportionnellement à l'importance des groupes politiques au Parlement). Elle contrôle et donne des avis sur les programmes. Un Comité d'Elus Régionaux (formé par les Présidents des Conseils Régionaux et de 2 Conseillers par région) contrôle en particulier la coordination des actions menées en faveur du développement régional par l'intervention extraordinaire, les différents Ministères et les régions. Les régions disposent d'une autonomie financière pour le financement des opérations du domaine de leur compétence (elles disposent d'un financement global spécifique de 2 000 milliards de livres).

La récession qui sévit dans la Péninsule et la dégradation du marché de l'emploi en particulier dans le Midi a entraîné une surenchère des aides.

Un fonds National pour le Crédit Industriel habilité à accorder des prêts bonifiés est créé. Les financements sont répartis entre le Midi (65 %) et le Nord (35 %). Le taux d'intérêt est égal à près du tiers du taux pratiqué sur le marché financier. Les subventions (pour création ou extension) varient de 40 % (investissement compris entre 200 millions de livres et 2 milliards de livres) à 15 % (investissements supérieurs à 15 milliards de livres). Les entreprises artisanales peuvent bénéficier du taux maximum.

Certains investissements, destinés à la création ou à l'extension de services administratifs, commerciaux, techniques, de centres de recherche sont assimilés à des investissements industriels. Ils sont subventionnés d'une manière analogue si la création ou l'extension des services entraîne une augmentation des effectifs supérieure à 50 (25 pour les centres de recherche).

Enfin, un dégrèvement total des charges salariales est prévu pour les entreprises artisanales et de secteurs industriels qui seront précisés par le CIPE. Il porte sur l'accroissement de l'effectif des firmes localisées dans le Midi entre le 1.7.1976 et le 31.12.1980. Le dégrèvement s'appliquera sur les rémunérations correspondantes jusqu'au 31.12.1986.

Depuis 1965, l'intervention est menée d'une manière coordonnée. Par l'association des élus régionaux aux décisions qui concernent le développement du Midi, les réalités locales seront plus facilement prises en compte. La seconde phase de l'intervention se caractérise par la surenchère et par l'orientation sélective des aides.

Il semble que l'on ait, tout au moins au début, sous-estimé les difficultés du problème méridional. En effet, l'intervention extraordinaire devait se dérouler sur une période de dix années ; elle a été depuis prolongée plusieurs fois.

§ 2 - Typologie des aides.

Préalablement à l'étude de la typologie des aides, nous tenons à rappeler le cadre de notre analyse. Celle-ci porte sur les politiques d'industrialisation pratiquées jusqu'en 1971 et les résultats obtenus. Par rapport aux dispositions les plus récentes, nous ne disposons pas d'assez de recul pour juger objectivement de leur impact effectif sur le terrain. Pour cette raison nous les écarterons.

Deux séries de mesures caractérisent l'interventionnisme industriel. La première, regroupe des aides directes (qui ont un impact mesurable sur les coûts de production) en faveur des entreprises. C'est essentiellement le cas des financements à taux d'intérêt réduit, des contributions (ou subventions), des facilités fiscales.

La seconde, concerne des aides que nous qualifions d'indirectes car, elles modifient, améliorent l'environnement et le rendent plus propice à l'industrialisation.

La création de zones industrielles, de noyaux d'industrialisation (XXXII), la formation, l'aide à la recherche en font partie (XXXIII).

A - Les aides directes.

Nous distinguerons les aides au financement des facilités fiscales afin de déterminer plus loin, l'incidence de l'instrument du crédit et, celui du fisc, d'une part.

Nous indiquerons d'une manière succincte les modalités d'attribution et ce qu'elles représentent pour l'initiative nouvelle se localisant dans le Midi, d'autre part.

I°) Les aides financières.

Elles sont représentées par des subventions (contributions à fonds perdus) (XXXIV), d'une bonification d'intérêt pour les prêts de prises de participations de la part de l'IMI (Istituto Mobiliare Italiano), de l'INSUD (Istituto per il Sud), de l'ESPI (Ente Siciliano per la promozione industriale), de la SFIRS (Società Industriale Rinascita Sardegna) et de la Finanziaria Centro Italia.

La subvention représente un pourcentage de l'investissement fixe. Les dépenses de l'entreprise prises en considération concernent :

- le coût des constructions,
- les frais de raccordement aux routes, aux voies ferrées, aux réseaux, d'égouts, d'oléoducs, de pipe-lines,
- les branchements aux lignes électriques et la construction de cabines de transformation,
- les sommes consacrées à l'équipement de l'usine (à condition que le matériel acheté soit neuf) et à l'outillage.

Le montant de la subvention peut atteindre 20 % des dépenses sus-dites. Il peut être majoré de 10 % si les machines et l'outillage achetés sont fabriqués par des industries localisées dans le Midi.

Plus précisément, l'aide concédée dépend de l'ampleur de l'investissement. Un seuil minimum d'investissement obligatoire est fixé (XXXV).

Les prêts avec bonification d'intérêts peuvent être octroyés aux entreprises qui réunissent les conditions pour obtenir la contribution. Ils sont accordés par l'ISVEIMER, l'IRFIS, le CIS et les autres établissements de crédit à moyen terme habilités à opérer dans le Midi.

Pour les nouvelles initiatives, la durée du prêt ne peut dépasser 15 années. Il est tenu compte d'une période de deux années pour l'utilisation du prêt (ne donnant pas lieu au paiement des intérêts) et d'une période de trois ans dite de préamortissement (pendant laquelle le capital n'est pas encore remboursé).

Pour les extensions, rénovations, reconversions d'entreprises, la durée du prêt est réduite à 10 années.

Les garanties demandées sont classiques : hypothèque, nantissement sur le matériel.

Comme pour la contribution le pourcentage de financement est fonction du montant de l'investissement (avec un maximum de 50 %).

Globalement, le financement concerne les immobilisations et les stocks. Pour les stocks, le financement est déterminé en fonction des caractéristiques du cycle de production de l'activité. Toutefois, il ne peut dépasser 40 % de la valeur des immobilisations.

Le taux d'intérêt de ces prêts est en moyenne inférieur de trois points au taux pratiqué dans le cadre des procédures classiques de financement (XXXVI).

L'entreprise qui demande la contribution et un prêt avec bonification d'intérêts doit financer elle-même 30 % des immobilisations projetées.

Les petites et moyennes entreprises peuvent obtenir en même temps que la contribution et le prêt avec bonification d'intérêts, ou séparément, des crédits pour financer leurs stocks et pour l'achat du matériel et de l'outillage (XXXVII). Dans le premier cas (financement des stocks), le prêt est en relation avec la valeur des matières premières et des produits divers nécessaires au cycle de la production. La durée ne dépasse pas cinq années. Le taux d'intérêt est fixé annuellement par le Comité Interministériel pour le Crédit et l'Épargne ; en général il varie entre 3 et 6 %. Dans le second cas (financement du matériel et de l'outillage), le prêt peut être consenti pour des achats ne dépassant pas 100 Millions de livres.

Dans la meilleure des hypothèses, l'entreprise qui investit dans le Midi peut obtenir un financement total de 70 % du montant de l'investissement.

2°) Les facilités fiscales.

L'initiative nouvelle qui se localise dans le Midi, peut bénéficier d'exonérations d'impôts limitées dans le temps et de divers dégrèvements (XXXVIII).

Les droits de constitution de sociétés ayant pour objet des productions dans le territoire d'intervention et dont le siège y est fixé sont considérablement réduits.

La nouvelle société est exemptée pendant dix années à partir de la date de sa formation de l'impôt sur les sociétés.

L'impôt général sur les transactions (IGE) relatif à l'achat en Italie ou à l'étranger du matériel de construction et des machines pour les nouvelles implantations, les modernisations, les extensions, reconstructions, est réduit de 50 %.

Les revenus industriels des nouvelles implantations sont exemptés de l'impôt mobilier, catégorie B, pendant 10 années. Pour les autres projets, seul le surplus du revenu provoqué par l'extension ou la modernisation bénéficie de l'exemption (IXL).

Un dégrèvement de 50 % de l'impôt sur le bénéfice est accordé si le bénéfice est investi ou réinvesti dans le Midi.

L'impôt de consommation sur l'énergie électrique (utilisée comme force motrice par les établissements industriels) est réduit de 50 %.

Enfin, les entreprises peuvent utiliser la procédure de l'amortissement accéléré et obtenir des communes pendant dix années des exonérations totales ou partielles (notamment de l'impôt sur les établissements industriels et de l'impôt sur la consommation).

B - Les aides indirectes.

Les principales aides indirectes sont représentées par la création de zones et de noyaux d'industrialisation et par diverses aides d'accompagnement (en particulier, aides à la formation, assistance technique aux entreprises).

1°) Le " zoning industriel " .

La politique italienne de " zoning industriel " est envisagée d'une façon binaire.

La zone industrielle (XL) doit permettre de diriger les initiatives nouvelles dans des points délimités du territoire (considérés comme représentant une urbanisation optimale), et faciliter la création d'entreprises dans des pôles optimaux de développement économique (XLI).

Le zoning industriel est un instrument de base de la politique économique. En effet, il fait face aux problèmes rencontrés par :

- les aires de forte densité industrielle (coût important des infrastructures accompagnant les nouvelles installations, coûts sociaux),
- les centres industriels bloqués dans leur croissance par un manque de main-d'oeuvre,
- les zones déprimées ou de marasme situées dans le Nord, insuffisamment industrialisées,
- des régions entières comme le Mezzogiorno caractérisées par un niveau de développement faible.

Autrement dit, les objectifs du " zoning industriel " sont de décongestionner les régions surindustrialisées, de réorganiser les centres qui rencontrent des difficultés particulières, de développer la concentration industrielle dans le Midi.

La loi n° 634 complétée par la loi n° 555 du 18 juillet 1959 autorise les organismes locaux à se constituer sous la forme de " Consorzi " ayant pour objet l'équipement en infrastructure des terrains susceptibles d'accueillir des entreprises. En particulier, les Consorzi sont tenus de rationaliser sur le plan financier et technico-économique la création et l'utilisation d'un réseau adéquat d'infrastructures dans un cadre géographique plus vaste, dans lequel est prévue la concentration : la zone de développement industriel.

D'étendue suffisamment vaste et homogène, la zone doit disposer d'une réserve de main-d'oeuvre, d'un équipement collectif de base, et connaître un processus de développement déjà amorcé.

Elle doit servir à susciter et à opérer toutes les transformations du milieu propres à accroître et à développer la force d'attraction de l'endroit vis à vis de la population méridionale et des entrepreneurs (XLII).

Des processus, de concentration industrielle de portée plus limitée, peuvent faire naître des "noyaux d'industrialisation" dans lesquels le principal objectif est la création d'un nombre de petites et de moyennes entreprises exploitant des marchés restreints et des matières premières locales.

Les équipements réalisés par les " Consorzi " sont financés pour un montant de 85 % par une contribution versée par la Caisse. La contribution pour la construction d'HLM destinées aux travailleurs employés dans les firmes localisées dans les zones et les noyaux est comprise entre 35 et 40 %.

L'étendue et la population, des zones et noyaux d'industrialisation, sont importants. En 1963 les zones et noyaux d'industrialisation approuvés couvrent 23,6 % de la superficie du Midi pour 47,1 % de la population résidente.

Caractéristiques des zones et noyaux de développement industriel.

	Superficie		Population résidente d'après recensement de 1961		Habitants par km2
	Total en milliers	%	Total en milliers	%	
Zones	I 243,2	9,7	6 363,1	32,9	512
Noyaux	I 786,5	13,9	2 752,0	14,2	154
Au total	3 029,7	23,6	9 115,1	47,1	301
Reste du Midi	9 823,2	76,4	10 214,2	52,9	104
Total du Midi	12 852,9	100	19 329,3	100	150

Source : CECA " Localisation et aménagement de terrains industriels en Italie " Cahiers de Reconversion industrielle, n° 12, 1966, p. 63.

Au 15 avril 1971, 46 aires avaient été délimitées ; 18 zones de développement industriel et 28 noyaux d'industrialisation. A la configuration précédente se sont ajoutées les zones de la Vallée du Crati, de Reggio de Calabre, de Foggia, de Lecce, de Rome Latine, et les noyaux de l'Aquila, de la Sardaigne centrale, de Sulmona, de Termoli, de Bénévent (XLIII). De plus, sur 543 projets d'équipements présentés à la Caisse, 285 ont été approuvés : Le financement accordé étant proche de 120 milliards de lires (XLIV).

Cette augmentation de la superficie ne modifie guère les caractéristiques sus-dites (étendue des zones et importance de leur population).

Au 31 décembre 1970, 543 projets ont été présentés à la Caisse du midi portant sur 263 milliards de lires de travaux.

2°) Les aides d'accompagnement.

Elles concernent des aides à la construction de logements pour les travailleurs, la formation générale et professionnelle, les aides à la recherche scientifique et l'assistance technique.

Dès 1952, une loi pour la région autonome de la Sardaigne (XLV) permettait à l'administration régionale, d'accorder une contribution de 30 % portée à 50 % en 1953 aux projets de construction de logements ouvriers liés à la réalisation de projets industriels. Des dispositions analogues se trouvent dans la loi pour la Sicile de 1957 (loi n° 51 du 5.8.1957) et dans la loi n° 1462 du 29.9.62. qui étend une contribution comprise entre 35 et 40 % à toutes les constructions de logements ouvriers dans les zones et noyaux d'industrialisation du Midi.

La formation générale est encouragée par des directives globales.

Un certain nombre de facultés sont prévues ainsi que des instituts spécialisés (XLVI).

La carence du Sud, est à cet égard, significative. En 1968, le poids du système universitaire méridional par rapport au national, n'était que de 27,6 % alors que, la population méridionale, représentait 38 % de la population italienne (XLVII).

La loi n° 1349 du 28.12.1957 a autorisé le Trésor à verser à la Caisse 8,5 milliards de lires pour l'octroi de contributions destinées à développer l'enseignement professionnel en Italie Méridionale.

Des centres de formation professionnelle ont été créés (CIAPI ou Centri Interaziendali et CAP ou Centri di Addestramento), permettant une formation accélérée, en fonction des priorités urgentes mais aussi, en relation avec les exigences de la C.E.E.

En matière d'aide à la recherche scientifique, la législation pour la Sardaigne ouvrait la voie. Une loi de 1953 permettait à l'administration régionale de concéder une participation à la recherche ayant pour but de mettre en valeur les ressources de l'île. La participation a été ensuite étendue aux instituts de recherche établis dans le Midi. Les contributions étant accordées par la Caisse.

De plus, par l'intermédiaire de la Caisse, une aide technique pour le recyclage des cadres supérieurs et moyens est assurée. L'IASM est chargé de conseiller, en matière de choix d'équipement, les firmes désirant s'agrandir ou s'installer dans les territoires du Midi.

Seuls ont été présentés les critères de base de l'intervention pour développer le Midi. Nous n'avons pas abordé les mesures spécifiques aux régions autonomes (Sicile, Sardaigne,) ainsi que les dispositions relatives au plan de " renaissance " de la Calabre. En effet, les instruments utilisés sont identiques et, les aides majorées, pour prendre en considération les particularités de ces territoires du Sud de l'Italie.

Bien que l'orientation fondamentale de la politique économique, qui résulte des textes, ait consisté à donner la priorité à la localisation intensive, la politique d'industrialisation s'est aussi proposée pour objectif une localisation diffusive (pour favoriser la diffusion de petites et moyennes entreprises dans les communes dépourvues d'activités industrielles).

La coordination des investissements publics et privés représente une étape importante dans la conception de l'aménagement industriel. Il en est de même pour l'intégration de l'intervention extraordinaire dans le cadre de la planification nationale.

Pour stimuler les initiatives industrielles l'Etat s'est appuyé sur un système d'aide progressivement complété. Toutefois, certains stimulants n'ont pas été l'apanage exclusif du territoire méridional (XLVIII).

Les aides directes (financières et fiscales) sont complétées par des aides d'accompagnement. Les Autorités ont immédiatement pris conscience de la nécessité de préparer les structures propices à l'industrialisation. Elles ont voulu assurer pour les firmes méridionales un minimum de demande et pour le Midi un minimum d'investissements industriels. L'effort réalisé dans le domaine de l'équipement, de la création de zones et de noyaux d'industrialisation, de la formation, les dispositions obligeant certaines administrations de passer de préférence leurs marchés de fournitures à des entreprises localisées dans le Sud de l'Italie (IL), l'obligation semblable pour les investissements des entreprises à participation étatique, en constituent les exemples.

Section II : L'interventionnisme spatial français

En France, deux principes d'action de sens contraire ont, dès le départ, guidé l'intervention.

Le premier, dans un certain sens négatif, consiste à freiner certains processus de concentration (essentiellement dans la Région Parisienne et, à un degré nettement inférieur dans l'agglomération lyonnaise).

Le second, recherche l'expansion industrielle dans les espaces défavorisés.

A la différence de l'Italie, où les autorités ont traité spécifiquement le sous-développement d'une partie importante de leur territoire, en France, l'intervention a concerné à la fois l'Ouest et diverse aires déprimées de l'Est.

Les particularités des déséquilibres dans l'espace français : potentiels (Est-Ouest ; Région Parisienne ; reste du pays), latents (dans des zones du Nord-Est connaissant une récession de leurs activités), expliquent une approche différente de l'aménagement.

Une adaptation des structures a préparé l'expansion régionale (L). D'importants aménagements ont été effectués ou sont en cours d'exécution, dans le domaine agricole, touristique et industriel.

Parmi les diverses réalisations importantes on peut faire figurer celles de la Compagnie Nationale d'aménagement du Bas-Rhône Languedoc dans le cadre de l'irrigation et de la participation au développement régional, celles de la Compagnie Nationale du Rhône (aménagement hydro-électrique de 20 barrages), l'opération du Golfe de Fos (près de 15 000 emplois créés dans la zone à la fin de l'année 1975), la mise en valeur de la côte Languedoc Roussillon, l'aménagement de la côte Aquitaine.

Cette adaptation des structures, conjuguée d'une part, à l'équipement de zones industrielles, et, d'autre part, à un système d'aides basé surtout sur l'octroi de primes, des interdictions ou des pénalisations, devait inciter la naissance d'initiatives dans le domaine des activités de transformation notamment dans l'Ouest.

§ I : Les étapes de l'intervention.

Diverses étapes caractérisent l'intervention. Comme en Italie, elles sont liées aux modifications des régimes d'aides. D'une manière identique, nous pouvons distinguer en fonction de son déroulement deux phases.

La création de la DATAR en 1963 et les attributions données à cet organisme pour déterminer les orientations et coordonner les réalisations marque le début d'une conception nouvelle de l'aménagement du territoire.

A - L'intervention dissociée.

Pendant cette période, l'interventionnisme est axé sur la décentralisation. Ce n'est qu'à partir de 1957-1958 que l'atténuation des déséquilibres est recherchée par une politique plus globale d'expansion régionale.

1°)- De l'aménagement créateur à la décentralisation .

Du Plan proposé en 1950 par M. PETIT se dégagent quatre principes :

- l'industrialisation décentralisée,
- la rénovation de l'agriculture,
- l'amélioration de l'équipement touristique,
- la décentralisation culturelle.

La revitalisation des territoires défavorisés, est recherchée dans le cadre d'une action intégrant des objectifs complémentaires.

L'industrialisation, clef de voûte de l'ensemble, constitue l'objectif principal.

La rénovation de l'agriculture devait se traduire par l'amélioration des structures productives. Il fallait, en effet, augmenter le niveau de vie pour retenir la population dans l'Ouest. Cela aurait permis de mieux contrôler les mouvements d'urbanisation croissants, notamment à Paris.

Le développement de l'équipement touristique répondait aussi à ces espérances.

Quant à la décentralisation culturelle, elle devait fixer, en Province, les cadres et les travailleurs qualifiés. En développant les activités de l'esprit, on évitait, que l'effort entrepris pour revivifier les espaces défavorisés, ne fut pas stérile.

La création du Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNAT, loi du 8 août 1950) représente, dans un certain sens, la concrétisation des principes susdits.

Par l'intermédiaire de cet organisme, l'Etat peut venir en aide aux collectivités locales pour la création et l'aménagement de zones industrielles et d'habitations destinées aussi bien aux industries locales qu'à celles s'y décentralisant (II).

Plus généralement, son action s'exerce :

- dans l'octroi d'avances aux collectivités locales, établissements publics, sociétés d'économie mixte et autres organismes publics et privés qui entreprennent des opérations d'aménagement du territoire et d'urbanisme,
- dans la réalisation directe d'opérations immobilières, comportant l'achat, l'aménagement et la revente de terrains ou d'immeubles bâtis,
- dans l'octroi de bonifications d'intérêts, en faveur des emprunts contractés pour le financement de travaux d'équipements urbains.

La promulgation, en 1953, de dispositions en faveur des entreprises désirant se décentraliser ou se localiser dans certaines

zones, souligne la politique de décentralisation dont l'essor s'effectuera en 1954-1955.

Ainsi, la Loi des Finances du 7-2-1953 prévoit des allègements fiscaux (réduction des droits de mutation, exonération partielle de la patente) et des bonifications d'intérêts en faveur des firmes se décentralisant à partir de la Région Parisienne.

Un Fonds d'Adaptation et de Développement, créé dans le cadre du Fonds de Modernisation et d'Equipement, est chargé de concéder les aides.

Dans son article 35, la loi du 7-2-1953 prévoit une réduction des droits de mutation de 13,20 % à 1,40 % pour les achats d'immeubles réalisés en vue d'une opération de regroupement ou de reconversion d'entreprises industrielles en Province, sous condition préalable d'agrément par la Direction d'Aménagement du Territoire du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme.

Le même article, permet aux collectivités locales d'accorder une réduction de la patente, dans une limite maximum de 50 %, aux firmes ayant réalisé des transferts ou créé des établissements en Province, bénéficiant soit d'un prêt du Fonds de Modernisation et d'Equipement, soit de la réduction des droits de mutation.

Enfin, les entreprises contractant des emprunts pour le financement d'installations industrielles décentralisées, agréées par le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, peuvent obtenir pour leurs emprunts, un concours financier de l'Etat, sous forme de participation aux annuités. La charge réelle supportée par l'emprunteur ne pouvant, toutefois, être inférieur à 5 %.

Les objectifs du second plan élaboré en 1953-1954 (expansion agricole, développement des industries de transformation) sont conformes aux préoccupations de l'aménagement du territoire. Avec le concours de la Direction d'Aménagement du Territoire et l'aide de divers Fonds, créés en 1953 (LII) ce plan prévoit, pour l'industrie, deux types d'actions.

L'une, sur les secteurs en régression, où la conversion de certaines entreprises s'avérerait nécessaire, pour éviter le chômage et la décadence de nombreux centres industriels. L'autre, sur les secteurs en expansion, pour lesquels, la création d'établissements nouveaux et la construction de logements, devient favorisées dans les zones déprimées et dans les régions disposant d'une main-d'œuvre abondante.

La situation économique de 1950 à 1955, caractérisée par la récession prolongée de certaines branches localisées en Province (textile, cuir, chaussures), des problèmes de reconversion des zones minières, l'expansion d'industries dynamiques localisées en majorité dans la région de Paris (électronique, mécanique, industries chimiques et pharmaceutiques) aggravait les distorsions Province-Région Parisienne.

Une série de dispositions prises entre 1954 et 1955 va donner un nouvel élan à l'aménagement du territoire.

2°) L'expansion décentralisée (1957 - 1960).

Au Ministère de la Reconstruction, pionnier de la politique d'aménagement, vont être associés tous les ministères à caractères économique et social.

L'optique de l'intervention est différente. La politique de décentralisation n'est plus envisagée isolément mais intégrée dans la politique d'expansion économique. L'accent est mis sur l'expansion décentralisée plutôt que sur la promotion de la décentralisation industrielle.

La reconversion des entreprises inadaptées, la mise en valeur des régions sous-développées représentent les objectifs. A cet effet, trois catégories de mesures sont prises.

La première est destinée à bloquer la croissance industrielle dans la Région Parisienne.

La seconde catégorie, prévoit d'une part, la création d'organismes susceptibles de favoriser la politique d'expansion décentralisée (LVIII) et d'autre part, l'aide que l'Etat et les collectivités peuvent accorder conformément à l'élaboration de programmes régionaux de développement.

La dernière, concerne la décentralisation technique et scientifique (LIV).

Plus précisément, le décret du 5-I-1955 devait dissuader les localisations ou les extensions d'entreprises dans la Région Parisienne. Les projets d'installations industrielles sont subordonnés à l'agrément préalable du Ministère de la Construction, après avis d'une commission ministérielle, cela dans les cas suivants : nombre d'emplois envisagés supérieur à 50, surface des planchers supérieure à 500 m².

Le I4-9-1954 est créé un Fonds de Reclassement de la Main d'Oeuvre pour faciliter la réadaptation professionnelle. Bien que n'étant pas directement visée, la décentralisation n'est pas exclue des prérogatives du Fonds (LV).

Pour la première fois, la reconversion et la décentralisation sont encouragées au moyen de prêts spécifiques, de bonifications d'intérêts et de garanties accordées par l'Etat. La multiplication des organismes habilités à concéder les aides (LVI) déroutant souvent l'utilisateur (qui n'arrivait pas toujours à trouver l'organisme compétent) a suscité la mise en place du Fonds de Développement Economique et Social et la création de 25 Sociétés de Développement Régional couvrant l'ensemble du territoire (exception faite de la Région Parisienne), ayant pour objet d'inciter l'expansion régionale à l'aide de leurs ressources financières (LVII).

Le F.D.E.S. et les S.D.R. doivent assurer le financement des projets prévus au plan de modernisation et d'équipement et dans les programmes d'action régionale. Font partie de leurs attributions la concession des aides pour la formation professionnelle, des prêts, de la prime spéciale d'équipement (LVIII).

Les financements (couvrant de 30 % à 40 % des besoins) sont accordés par le Ministre des Finances après avis du comité spécialisé du F.D.E.S. Ils ne peuvent aller de pair avec les prêts à long terme.

La prime spéciale d'équipement peut atteindre 20 % de l'investissement. Le décret n° 55-878 du 30-6-1955 instituant cette prime visait l'expansion industrielle " dans certaines zones ou localités souffrant de sous-emploi grave et permanent ou d'un développement économique insuffisant ". Les dispositions du décret s'appliquent aussi pour la décentralisation dans les " zones critiques " (LIX).

Sont pris en considération les investissements concernant :

- la création d'installations industrielles nouvelles,
- la remise en marche d'installations désaffectées,
- l'extension ou l'adaptation d'installations existantes (relatives au lancement de nouvelles productions ou à un développement important de la capacité de production).

Un arrêté ministériel du 20-1-1956 fixe les zones primables. Leur nombre s'est accru lors de l'approbation des programmes d'action régionale.

Pour les opérations de décentralisation dans les zones critiques l'octroi de la prime n'est pas automatique. Il dépend de l'intérêt que présente l'opération pour le développement régional.

Le bénéfice de la prime spéciale d'équipement était réservé à des zones critiques, fixées dans les arrêtés. Les cas critiques, pouvant évoluer rapidement, exigent une intervention à la fois souple et rapide. Les procédures administratives n'ont pas observé ces conditions. D'autres zones pouvaient connaître cette situation sans être inscrites comme critiques. Malgré des modulations, il en est résulté une inadaptation des primes.

Des modifications furent donc apportées. Un arrêté du 27-3-1958 définit des " zones spéciales de conversion " (LX), prévoit l'accélération des procédures et un renforcement de l'aide. Les taux calculés sur les charges d'investissement étant fixés à 15 % pour l'extension, la concentration ou la spécialisation d'installations industrielles existantes dans la zone, à 20 % pour la création d'établissements industriels ou la reconversion d'entreprises.

3°) La politique du coup par coup (1960 - 1964).

Les expériences des zones critiques, des zones spéciales de reconversion ont montré la nécessité d'une intervention plus cohérente, et plus souple. La politique du " coup par coup " c'est à dire un aménagement surtout dicté par les circonstances, devait permettre de faire face immédiatement aux accidents conjoncturels. Le décret du 15-4-1960 refondait le régime de la prime spéciale d'équipement qui devient un instrument plus malléable.

La prime pouvait être accordée, en plus des zones de conversion, aux départements de la moitié ouest du pays, aux zones agricoles particulièrement déprimées mais aussi à toutes les localités où un problème d'emploi réellement grave se posait ou risquait de se poser. La réglementation établissait un régime général remplaçant les régimes spécifiques des zones de conversion et d'action rurale. Théoriquement, le taux de la prime pouvait aller jusqu'à 20 % du montant de l'investissement. En fait, son montant était limité. En effet, pour chaque création d'emploi liée à l'extension ou la reconversion partielle d'un établissement existant, le montant de la prime était plafonné à 5 000 F. Il était limité à 7 500 F par emploi créé pour la création d'un nouvel établissement ou pour la reconversion totale d'un établissement existant (LXI). Les critères retenus pour l'attribution sont, d'une part, la localisation dans les zones présentant les mêmes caractères que les anciennes zones critiques et, d'autre part, la création d'au moins 20 emplois. Une différence de traitement est instaurée selon que l'opération est effectuée dans une zone spéciale de conversion ou dans une zone d'action rurale.

Dans les zones de conversion, le taux de la prime reste fixé forfaitairement à 15 % ou 20 % du montant de l'investissement, quatre dans le Nord et l'Est étant supprimées en 1961 à cause de l'amélioration de leur situation. Aux zones initiales se sont ajoutées la zone de Bordeaux et, en 1962, celles de Brest et de Lorient.

Dans les zones d'action rurale c'est la création de petites et moyennes entreprises qui est facilitée. En effet, la prime spéciale d'équipement était accordée même dans le cas où l'opération n'aboutissait pas à la création de 20 emplois (LXII). Deux régions ont bénéficié immédiatement de ce régime, l'une, formée par le département de la Lozère et une partie des départements de l'Ardèche et de l'Aveyron, l'autre, intégrant le Morbihan, certains cantons du Finistère, de l'Ille et Vilaine, de la Loire Atlantique (LXIII).

Du point de vue fiscal, l'exonération partielle des droits de mutation et la réduction de la patente peuvent bénéficier aux opérations de reconversion, de regroupement et de décentralisation. La loi du 31-7-1962 a permis, sous certaines conditions, aux entreprises construisant ou faisant construire des immeubles à usage industriel ou commercial (à l'occasion notamment d'une décentralisation) de pratiquer un amortissement exceptionnel de 25 % sur le prix de revient des constructions. Enfin, un décret de 1964 prévoit parmi les biens dont l'acquisition peut constituer un réemploi des plus-values de cession réalisées par une entreprise sur des terrains lui appartenant, certains investissements immobiliers effectués notamment dans le cadre d'une opération de décentralisation (LXIV).

Il ressort des premières phases de l'intervention, une volonté de lutter contre les crises conjoncturelles, d'asseoir l'industrie sur des bases plus solides et plus compétitives. La prime d'équipement est le pivot du système d'aides. Elle devait encourager la décentralisation, développer l'industrie dans les zones rurales et remédier au déclin de certaines activités traditionnelles.

B - La coordination de l'aménagement.

L'optique de l'aménagement s'est modifiée depuis 1963-1964. D'une part, à partir des objectifs généraux définis dans le Plan, la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (DATAR) assure, au stade de la conception, l'unité de l'intervention et au niveau de l'exécution, la coordination des actions, menées séparément par les divers ministères. L'idée directrice, qui justifie son rôle, est que le développement régional dépend, d'abord, des impulsions données par les administrations classiques.

Le moyen, par lequel s'effectue la coordination interministérielle est représenté, par la régionalisation du budget de l'Etat. Cette opération qui ne vise que les crédits d'équipement, consiste à répartir chaque année, région par région, les dépenses, qui, par nature, sont destinées à une localisation précise. Cela permet à la DATAR d'obtenir une certaine cohésion dans les investissements publics au regard des objectifs de l'aménagement. D'autre part, cet organisme participe aux décisions d'attribution des aides financières du F.D.E.S. (ce qui lui permet en même temps de coordonner les investissements privés avec ceux publics). Il dispose pour financer des opérations complémentaires d'un Fonds spécial d'intervention (FIAT) et d'un Fonds d'Aide à la Décentralisation (FAD) (LXV).

Aussi, par ses attributions, la DATAR est devenue le maître d'oeuvre de la politique d'aménagement du territoire.

I°) - La réadaptation des régimes d'aides (1964 - 1971).

Le régime des aides instauré en 1964, devait s'appliquer jusqu'à la fin de l'année 1971.

Dans un discours du 26-II-1963 devant l'Assemblée Nationale, M. GUICHARD, Ministre délégué à l'Aménagement du Territoire, développait les buts de la réforme.

Les entrepreneurs devaient connaître d'une manière plus précise les aides pour chaque localisation. Cela impliquait l'adoption d'un système forfaitaire de taux des primes et l'affichage des zones prioritaires.

En outre, il convenait d'adapter les primes à l'expansion industrielle de la Province.

En effet, l'économie française était confrontée à deux problèmes distincts : le sous-développement de l'Ouest (qui nécessitait la création d'un nombre important d'emplois donc, de primes plus substantielles) et, le déclin de certaines activités situées dans des régions prospères.

Le rapport au Premier Ministre, condamne le " saupoudrage ". Il conseille de concentrer l'aide de l'Etat sur les régions où compte tenu de l'évolution démographique et du niveau du développement économique, risquent d'apparaître les déséquilibres les plus graves entre les disponibilités de main-d'oeuvre et les emplois offerts. Les décrets du 21-5-1964 s'inspirent de ces principes.

Pour faire contre poids à Paris, mieux répartir l'expansion régionale et structurer davantage de larges fractions du territoire caractérisées par une faible densité de la population, des choix d'urbanisation de la Province sont définis. Le développement des métropoles d'équilibre (LXVI), de centres régionaux (LXVII), de villes relais (LXVIII), de villes moyennes, et de centres ruraux est favorisé.

Les métropoles d'équilibre ont pour vocation de devenir des centres de décision, de conception, et, des centres de services rares. Pour leur faire jouer ce rôle, une politique d'équipement de base (zones d'habitations, zones industrielles) et stratégiques (aéroports, autoroutes, zones portuaires,) est ordonnée.

L'industrialisation se trouve favorisée en Province, par un système d'aides où les facilités fiscales des anciens régimes peuvent se combiner soit, avec une prime de développement industriel dans les espaces sous-développés, soit, avec une prime d'adaptation industrielle dans les zones de conversion. De nouvelles restrictions sont apportées au développement de Paris. La pénalisation succède à la dissuasion.

a) La prime de développement industriel.

Elle est accordée pour les créations et extensions d'activités dans une large partie de l'Ouest (zone I de l'intervention) et en Corse (LXIX).

Dans le cas d'une création, ne sont retenus que les programmes d'investissements d'une valeur hors taxe au moins égale à 300 000 F, exécutés sur une période de 3 ans et portant création d'au moins 30 emplois permanents.

Dans le cas d'une extension, le montant de l'investissement minimum est de 300 000 F hors taxes. Le programme doit s'exécuter en 30 mois, permettre la création de 30 emplois permanents, augmenter les effectifs d'au moins 30 % du total ou de 100 emplois (LXX). Les établissements de recherche scientifique et technique peuvent être dispensés de remplir ces conditions et obtenir la prime en cas de création ou d'extension.

Le montant de la prime résulte de l'application de taux forfaitaires aux dépenses d'investissements. Le décret du 21-5-64 distingue :

- des zones de développement (Bretagne, Ouest de la Basse-Normandie, Pays de la Loire, Poitou, Aquitaine, Limousin, Midi-Pyrénées,

une partie de l'Auvergne, du Languedoc, de la région Rhône-Alpes) où le taux forfaitaire est en cas de création de 12 % ;

- des agglomérations qui par leur situation géographique ont une vocation particulière à devenir des centres de développement industriel où le taux forfaitaire est de 25 % (LXXI).

Le décret du 21-3-1969 devait fixer les taux suivants :

- dans les agglomérations de Bordeaux, Brest, Brive, Cherbourg, La Rochelle, Rochefort, Limoges, Lorient, Nantes, Saint-Nazaire, Toulouse, 25 % pour une création, 15 % pour une extension.

- dans les départements de l'extrême ouest, Côtes du Nord, Finistère, Ile et Vilaine, Loire Atlantique, Manche, Morbihan, Vendée, respectivement 15 % et 6 %.

- à l'extérieur des territoires précédents, compris dans la zone I de l'intervention, 12 % pour une création, 6 % pour une extension avec une majoration dans les aires à économie rurale dominante et montagnarde.

Toutefois, pour les projets comportant au moins 10 000 000 F d'investissements, le montant de la prime peut être fixé indépendamment des barèmes forfaitaires sans pouvoir dépasser 25 % de l'investissement.

Des plafonds sont fixés pour la prime. En règle générale les limites s'établissent à 11 000 F par nouvel emploi en cas de création (porté plus tard à 13 000 F) et à 6 000 F par nouvel emploi en cas d'extension (porté à 7 000 F).

b) La prime d'adaptation industrielle.

La prime d'adaptation industrielle est accordée " ... à l'intérieur de certaines zones où le déclin des activités industrielles ou extractives traditionnelles posent des problèmes d'une exceptionnelle gravité pour le reclassement de la main-d'oeuvre ... " (LXXII).

Certaines de ces zones qui forment la zone II de l'intervention, sont situées dans l'Ouest. Mise à part la zone du Boucau, la même opération ne peut obtenir à la fois la prime de développement et la prime d'adaptation.

D'après les textes, sont retenus les programmes qui :

- atteignent un montant d'investissement au moins égal à 300 000 F hors taxes,

- entraînent le reclassement ou le maintien en activité d'un certain nombre de personnes (fixé initialement à 20, puis, en 1969, à 30) (LXXIII),

- sont exécutés soit dans un délai de trois ans, (création ou conversion totale), soit dans un délai de 30 mois (extension, conversion partielle).

L'octroi de la prime d'adaptation, ne présente pas le même caractère automatique que celle de développement industriel. En effet,

lorsque la situation de l'emploi le justifie, la décision d'attribution est assortie de conditions, portant sur le reclassement de la main-d'œuvre, fixées par convention avec les services départementaux de la main-d'œuvre.

Le montant de la prime est déterminé par l'application à l'investissement d'un taux en relation avec l'intérêt de l'opération (20 % porté ensuite à 25 % pour une création ou une conversion totale d'établissement ; 12 % porté ensuite à 15 % pour une extension ou une conversion partielle). La prime d'adaptation est plafonnée d'une manière analogue à la prime de développement industriel (LXXIV).

c) Le traitement de la Région Parisienne.

Une prime (indemnité de décentralisation) a pour objet de décongestionner la Région Parisienne (LXXV). L'indemnité de décentralisation est accordée aux entreprises qui transfèrent du matériel industriel à partir d'installations existantes dans cette région, pour créer des activités nouvelles ou étendre leurs activités en dehors du Bassin Parisien (LXXVI). Pouvant se cumuler avec les avantages déjà présentés, l'indemnité est subordonnée à la libération de locaux industriels d'une superficie au moins égale à 500 m². Elle représente un pourcentage forfaitaire des frais de transfert (60 % des frais de démontage et de transport des matériels industriels, 60 % des frais de remontage, fixés forfaitairement à la moitié des dépenses de démontage).

Pour ralentir l'expansion industrielle de la Région Parisienne, un contrôle des constructions industrielles est réalisé par le Ministère de l'Équipement et du Logement. Des redevances (jusqu'à 500 F par mètre carré) sont prévues pour toute construction d'ateliers et de bureaux dépassant une certaine surface de planchers (LXXVII). Enfin, une taxe sur les transports, calculée en fonction du nombre de personnes employées par toute entreprise localisée dans la Région Parisienne (2 % au maximum du montant du salaire de base) est prévue.

2°) - La nouvelle orientation : le support industriel et tertiaire.

Depuis 1971, l'expansion régionale est favorisée par la création d'emplois industriels, d'emplois tertiaires et d'activités de recherche.

Un dialogue plus étroit est établi entre les responsables de l'aménagement et les chefs des grandes entreprises du secteur secondaire et tertiaire pour leur faire souscrire des contrats de développement ou de décentralisation. Ces contrats ont pour objet de traiter à la fois, les problèmes spécifiques à la Région Parisienne, et les problèmes relatifs aux localisations en Province.

Sans apporter de grandes modifications aux priorités géographiques de l'aménagement du territoire, le régime d'aides, appliqué le I-I-1972 est censé mieux s'adapter aux réalités économiques (LXXVIII).

Une prime de développement régional est accordée, dans presque toutes les anciennes zones de développement industriel et d'adaptation industrielle. La prime est augmentée dans l'ensemble des zones primables, notamment pour les extensions. Les plafonds par emploi passent de 13 000 F à 15 000 F en cas de création et de 7 000 F à 12 000 F en cas d'extension. Si les taux forfaitaires varient de 12 % à 25 %, l'octroi des primes est plus souple. En effet, pour les programmes qui, dépassent soit 5, soit 10 millions de F, le taux peut être modulé selon les zones et l'intérêt local. Ces possibilités ont pour but de faciliter les implantations dans les villes moyennes. Une certaine déconcentration des décisions est prévue puisque les projets d'investissements ne dépassant pas 5 millions de F sont traités au niveau régional.

Les avantages fiscaux figurant dans les dispositions précédentes sont conservés. Les textes précisent les régions où ils sont accordés (LXXIX).

S'inspirant de la décentralisation industrielle, le régime d'aides à la décentralisation des activités tertiaires et de recherche, institué en 1967 est renforcé en 1972 par des incitations nouvelles (LXXX).

Une prime de localisation peut être accordée aux entreprises qui désirent créer ou décentraliser dans toutes les zones où des aides industrielles sont prévues, leurs services généraux, de direction, d'administration, d'études et de recherche (LXXXI). La prime représente un pourcentage forfaitaire des investissements (10 % s'il s'agit de services d'administration et de gestion, 15 % s'il s'agit de services de direction ou d'études et de recherche, 20 % s'il s'agit de sièges sociaux transférés de la Région Parisienne).

Les conditions relatives à la création d'emplois sont assouplies. Le bénéfice de la prime peut-être étendue aux opérations réalisées sous forme de location vente ou de crédit bail.

Dans le régime d'aides mis en place en 1976 (LXXXII), les Autorités ont voulu tenir compte d'une part, de l'engagement européen pour l'harmonisation des aides européennes (LXXXIII) et d'autre part, de la dégradation importante du marché de l'emploi. Le nombre d'emplois à créer pour l'obtention des primes de développement régional et de localisation de certaines activités tertiaires est considérablement réduit. Les primes sont plus facilement accordées, notamment dans les agglomérations de moins de 15 000 habitants et dans les zones de montagne et de rénovation rurale (LXXXIV). Enfin, une prime de développement artisanal est instituée en faveur des entreprises artisanales de production créant dans le Massif Central au moins 3 emplois supplémentaires.

Avec la coordination des projets, la politique d'aménagement du territoire réunit les conditions d'une meilleure efficacité. Les modifications des régimes d'aides résultent de la volonté d'adapter les instruments dirigistes aux réalités économiques. Les aides pour la création d'emplois tertiaires, et d'emplois liés aux activités d'étude et de recherche, ouvrent de nouvelles perspectives à l'expansion régionale.

§ 2 - Typologie des aides .

D'une manière identique à l'Italie, nous distinguerons dans l'interventionnisme français deux catégories d'aides. Elles seront recensées plus succinctement. La première catégorie (les aides directes), regroupe des instruments dont l'entrepreneur peut en déterminer, d'une manière plus précise, les incidences sur les coûts de production. La seconde catégorie (les aides indirectes), comprend les mesures qui améliorent les structures d'accueil de la Province, en la rendant plus réceptive aux initiatives industrielles. Si les aides à la formation et au déplacement de la main-d'œuvre peuvent faire l'objet d'une évaluation, nous les ferons figurer, par leur caractère d'aides d'accompagnement, dans cette seconde catégorie.

A - Les aides directes .

Il existe une ressemblance dans la nature des aides directes utilisées en France et en Italie. En effet, le dirigisme industriel français s'est aussi appuyé sur des aides financières et des facilités fiscales. Toutefois, par rapport au système incitatif italien (qui a dès le début, mis l'accent sur les prêts bonifiés), le système français a surtout opté pour l'octroi des primes.

I°) Les aides financières .

Le financement des nouvelles opérations industrielles a été facilité, dans les divers régimes d'aides, par l'octroi de primes et de prêts.

Sans détailler leurs modalités d'attribution, les diverses primes qui se sont succédées (prime d'équipement, prime de développement industriel, prime d'adaptation industrielle, prime de développement régional) présentent des caractéristiques communes.

D'une manière générale, l'entreprise qui désire bénéficier de la prime doit satisfaire deux conditions. Effectuer un montant minimum d'investissement et créer un certain nombre d'emplois (LXXXV). L'assiette de la prime est formée par la valeur hors taxes de l'investissement. Elle est calculée en appliquant à l'assiette un pourcentage forfaitaire variable (jusqu'à 20 % pour la prime d'équipement, jusqu'à 25 % pour les autres primes. Le taux dépend des priorités du développement des territoires de la Province (plus élevé dans les aires de l'Ouest et les zones critiques de l'Est) et de la nature de l'opération (plus important pour une création que pour une extension).

A cette prime s'est ajoutée l'indemnité de décentralisation.

Les prêts sont accordés par le Crédit National, la Caisse Centrale du Crédit Hôtelier, Industriel et Commercial (organismes orientés vers le crédit à moyen et à long terme dont la vocation est de favoriser le développement des entreprises), le FDES et les Sociétés de Développement Régional.

Ce n'est qu'à titre exceptionnel que le FDES contribue au financement d'une opération industrielle. En effet, seules les entreprises proposant un programme présentant un intérêt particulier pour l'aménagement du territoire et, l'adaptation des structures industrielles (créations ou décentralisations importantes dans les aires les plus prioritaires, restructurations et conversions difficiles à mettre en œuvre par des solutions ordinaires) peuvent en bénéficier.

Le montant du financement peut s'élever à 40 % des dépenses d'investissement et se combiner avec la prime. Le taux d'intérêt est inférieur d'un peu plus de deux points au taux pratiqué par les grands établissements de crédit.

Le financement par le FDES s'accompagne d'avantages accessoires (différés des remboursements, hypothèques sans frais).

Les prêts des Sociétés de Développement Régional, prennent la forme de prises de participations. Ces sociétés aident les entreprises dont la création, la survie, la croissance servent la politique d'aménagement du territoire, lorsque leurs projets sont considérés par le système bancaire classique comme entraînant une rentabilité insuffisante.

2°) Les facilités fiscales.

Les facilités fiscales accordées dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire concernent la patente, la réduction des droits de mutation, l'amortissement exceptionnel et la réduction d'impôt sur les plus-values foncières. Leur octroi n'est pas automatique. Il est soumis à un agrément (LXXXVI) et dépend de la localisation de l'opération industrielle.

L'exonération de la patente est du ressort des collectivités locales. La durée de l'allègement fiscal ne peut dépasser cinq ans. L'exonération peut être partielle ou totale.

La réduction des droits de mutation s'applique aux achats de fonds de commerce et d'usines construites depuis plus de cinq ans. Elle représente près de 12 %.

L'amortissement exceptionnel concerne les nouvelles constructions. Dès leur achèvement, l'entreprise peut appliquer un amortissement égal à 25 % du prix de revient. La valeur résiduelle s'amortit sur la durée normale d'utilisation des immeubles. La première annuité s'ajoute à l'amortissement exceptionnel.

La réduction d'impôt sur les plus-values permet la décongestion des centres surindustrialisés comme Paris. La portée de cet allègement est appréciable pour l'entreprise propriétaire de terrains et de bâtiments situés dans une zone à forte densité constructible. En effet, à cause de la spéculation connue par le marché de l'immobilier, les plus-values sont élevées. L'octroi de cet avantage est subordonné au réinvestissement des plus-values dans des opérations conformes aux priorités du développement régional.

B - Les aides indirectes .

1°) Le zoning industriel.

Le zoning industriel constitue en France l'un des facteurs déterminants d'une politique de localisation conçue en fonction des impératifs de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

La notion de zone industrielle apparaît en 1946 dans les plans de reconstruction des villes sinistrées. Il s'agissait de mieux localiser les grands équipements collectifs et de regrouper d'une manière rationnelle les activités les plus importantes.

Les dispositions de la loi foncière du 6-8-1953 facilitent aux communes l'expropriation pour l'acquisition de terrains destinés à des zones d'habitation et à des zones industrielles.

Un décret du 10-II-1954 confie à un établissement public ou à une société d'économie mixte les réalisations.

En 1955, sous l'égide de la Caisse des Dépôts et Consignations, est créée la Société Centrale pour l'Équipement du Territoire (SCET). Cette société facilite, sur le plan technique, administratif, financier l'action des sociétés d'économie mixte et va jouer, un rôle important, dans l'aménagement des zones industrielles.

Bien qu'à l'origine, aucune zone n'ait été financée sur fonds publics, un changement s'observe à partir de la création du Fonds National d'Aménagement Foncier et d'Urbanisme (FNAFU). Depuis 1964, le FNAFU concède des crédits par l'intermédiaire de la SCET qui crée les sociétés d'économie mixte. La SCET procède par participations financières de l'ordre de 30 % du capital investi, le reste est détenu par les collectivités locales et des organismes comme les Caisses d'Épargne.

Pour attirer coûte que coûte les industries, des collectivités locales ayant pris pour habitude de vendre les terrains équipés à une valeur vénale insignifiante (de 2 F à 5 F le m²) une réglementation allait intervenir. A partir de 1964, la vente des terrains situés dans certaines zones industrielles pouvait faire l'objet d'une bonification au profit des acquéreurs. Dans le courant de l'année 1971, près de cinquante

zones industrielles sont concernées par la bonification octroyée par la DATAR, le Fonds d'Intervention pour l'Aménagement du Territoire ou par les préfets de région, selon l'importance des programmes d'investissements.

En même temps que la réduction du prix de vente (accordée par les collectivités locales), les facilités concernent les bâtiments.

Dans les zones où les primes sont accordées au taux maximum, des formules de location-vente pour une durée maximum de 15 ans ou des ventes pour une durée de 15 ans soulagent les coûts d'installation.

Le bilan du zoning industriel est ambigu. En effet, il n'existe pas de définition précise de la zone industrielle. Tout terrain voué par les plans d'urbanisme à recevoir une ou plusieurs usines pourrait revêtir cette appellation. Dans un rapport présenté en 1968 au Conseil Economique et Social, M. de MAUD'HUY fait état d'un chiffre variable entre 250 et 1 000 zones industrielles. Le premier chiffre est plus proche de la réalité (LXXXVII). Aussi cet auteur se réfère aux surfaces vendues par la Société Centrale d'Equipeement du Territoire et aménagées par son intervention (LXXXVIII). Les résultats montrent que seulement 44,5 % des ventes (soit 3 048 hectares) ont concerné les zones de l'Ouest. Les zones industrielles programmées pendant le cinquième plan (1965-1970) ont représenté près de 8 500 hectares pour toute la France.

2°) Les aides d'accompagnement.

Les principales aides d'accompagnement concernent la main-d'oeuvre et des réductions des coûts de l'énergie.

Les aides en faveur de la main-d'oeuvre apparaissent dès 1954 avec la création du Fonds de Reclassement de la Main d'Oeuvre habilitée à accorder des indemnités de transfert, de déménagement et d'installation. Depuis 1964, deux catégories d'aides sont prévues : l'aide à la formation et à la réadaptation professionnelle, l'aide au déplacement de la main-d'oeuvre.

Le Fonds National de l'Emploi spécialement adapté aux opérations de décentralisation et de création d'établissements en Province est habilitée à accorder l'aide à la formation et à la réadaptation professionnelle.

L'entreprise peut solliciter l'aide pour la formation du personnel dépourvu de qualification, la formation de membres du personnel appelés à de nouvelles tâches, la réadaptation de salariés licenciés par d'autres firmes. L'entreprise doit assurer directement la formation. Sont prises en compte intégralement les dépenses de formation des moniteurs lors du stage de préparation, le coût des contrôles techniques, des examens psychotechniques. Sont couverts partiellement,

les rémunérations des moniteurs et des stagiaires, les dépenses de matériel (amortissement sur cinq ans) et les frais des matières premières. En outre, la loi du 16-7-1972 organisant la formation professionnelle permet d'attribuer une aide pour le financement de l'équipement, le fonctionnement des stages. Les critères d'octroi sont en grande partie liés aux priorités de l'aménagement du territoire.

La mobilité de la main-d'oeuvre est facilitée par une aide à son déplacement. Les salariés peuvent obtenir le remboursement des frais de transport de leur famille, recevoir une prime de déménagement et une indemnité de réinstallation (qui est un multiple du salaire minimum).

Un effort soutenu dans la formation a été réalisé pendant le cinquième plan. Les aides ont permis de former et de réadapter plus de 150 000 ouvriers. Par contre, les aides à la mobilité géographique restent faibles. A titre indicatif, entre 1969 et 1970, seulement 33 700 personnes ont pu bénéficier de l'aide au déplacement. Or, chaque année près de 300 000 personnes actives changent de région et 500 000 de département (IXC).

Enfin, dans certains cas, des bonifications du coût de l'énergie (électricité en Bretagne, gaz naturel dans le Sud-Ouest) sont accordées aux entreprises industrielles.

La politique de développement industriel régional, n'a pas visé que les régions défavorisées de l'Ouest. Pendant les premières étapes, l'intervention s'est axée sur la décentralisation et la conversion. A partir de 1964, elle est mieux coordonnée et repose davantage sur la création d'emplois. Cela a conduit, selon les régions, à une action diversifiée. Les divers régimes d'aides qui se sont succédés la retracent.

Les activités industrielles sont surtout favorisées dans les espaces les plus sensibles de la Province par l'octroi de primes, d'allègements fiscaux, de prêts exceptionnels, et, d'une manière générale par un ensemble d'opérations d'équipements. Ainsi, l'Ouest a vu ses relations avec Paris améliorées; les zones de conversion stratégiquement bien placées vis à vis du Marché Commun ont bénéficié d'un effort important en matière d'infrastructures.

Plus récemment, la décentralisation du tertiaire a complété la décentralisation industrielle. Elle permet d'une part, une plus grande diversification des emplois créés en Province, et d'autre part, de freiner l'attrait important qu'exerce Paris dans ce domaine (XC).

*

*

*

*

C'est un choix industriel qui a été retenu par l'Italie et par la France pour favoriser l'expansion des régions sous-développées. Par rapport au premier pays où, dès le début, le Midi, a représenté la cible de l'intervention extraordinaire, il n'y a pas eu, dans le second pays, une politique spécifique pour l'Ouest. Les différences de niveau de développement, de structures, de problèmes nationaux à résoudre, l'expliquent.

Après des tâtonnements, l'aménagement de l'espace se caractérise dans les deux nations par la coordination des projets du secteur public et privé. Des pôles de développement sont choisis en fonction de leur peuplement (Italie) ou de leur peuplement et de leur situation (France), et deviennent prioritaires.

La comparaison des systèmes d'aides est délicate à établir. En effet, si nous pouvons rapprocher notamment des aides directes comme les primes et les contributions à fonds perdus (qui représentent des aides au démarrage de l'activité), il est moins aisé de faire un parallèle entre les allègements fiscaux.

D'une manière générale, les aides sont d'autant plus élevées que la situation géographique des zones bénéficiaires est plus excentrée vis à vis des foyers d'industrialisation.

Le système d'aides italien ne fait pas de différence entre une création et une extension. La base de l'aide de démarrage est tablée sur l'investissement. En France, elle est liée à l'investissement et, à une création minimale d'emplois ; la fiscalisation de la prime atténue l'aide. Le tableau suivant résume les principales aides à l'industrialisation.

Comparaison des principales aides au développement régional.

ITALIE	FRANCE
<u>I - Aides générales</u>	
- primes de I5 à 35 %	- primes de I2 à 25 %
- prêts pouvant couvrir 30 à 50% de l'investissement pendant I5 ans portant un taux d'intérêt de 3 à 6 %	- prêts exceptionnels pouvant couvrir au maximum 30 % de l'investissement d'une durée de I0 à I5 ans, taux d'intérêt de 6,75%
- exonération décennale de l'impôt sur le revenu catégorie B	- amortissement accéléré (25 % la première année)
- réduction des charges sociales variables de I0 à 30 %	
- préférence pour les marchés publics aux firmes du Midi	

II - Aides locales

- ventes de terrains équipés
au prix variant de 4 à 9 F le
m²

- exonération totale ou partiel-
le de la patente pendant 5 ans

- vente de terrains équipés au
prix de 6 à 10 F le m² dans cer-
taines zones (15 à 25 F en de-
hors).

Il apparaît nettement que le système des aides italien est plus incitatif que le système français. De plus, l'aide publique consacrée au développement régional est en Italie près de 5 fois supérieure à celle octroyée par la France (5 365 millions de F pour le premier pays, 1 078 millions de F pour le second en 1972) (XCI).

Cela est confirmé par une étude comparative sur les régimes d'aides dans le Marché Commun. Son auteur, M. DE CASTELBAJAC conclut :

" ...Si l'on tient compte du fait que, par leur étendue, leur situation excentrée, l'importance de la main-d'oeuvre en excédent, les régions de l'Ouest français soulèvent un des problèmes de l'emploi le plus aigus de ceux qui se posent actuellement en Europe, proches de leur nature de ceux du Mezzogiorno, on peut estimer que le régime d'aides français se situe vers le bas de l'échelle des régimes d'aides européens ... l'Italie et la Grande-Bretagne pratiquant de loin les aides les plus importantes (XCII).

La référence aux dispositions les plus récentes (depuis 1971) montre, que la différence d'incitation des systèmes d'aides, s'est encore accentuée entre les deux pays. Avec le dégrèvement des charges salariales, on observe, en Italie, une véritable surenchère des aides. Il s'agit d'un cas unique dans les politiques de développement régional, appliquées dans les pays européens.

Imitant la France dans ce domaine, l'Italie, a étendu les aides, aux secteurs tertiaire et quaternaire. Ainsi, tous les secteurs sont mobilisés pour contribuer au développement des régions défavorisées.

Enfin, en reconnaissant aux régions certains pouvoirs économiques, en leur accordant l'autonomie financière correspondante et, en associant les populations du Midi à l'élaboration et au contrôle des programmes (par le biais d'organismes spécifiques représentatifs des populations de chaque région), l'Italie s'engage vers la régionalisation de la décision économique.

*

*

*

*

REFERENCES CHAPITRE II

- I : Voir sur ce point infra ch. IV, sect. I, § I.
- II : La zone industrielle est délimitée par le législateur. Elle est formée par les territoires d'une ou de plusieurs provinces.
- III : Exemption de l'impôt sur les revenus industriels pendant 10 années, exemption des droits de douane sur le matériel importé, réduction de l'impôt foncier, des droits d'enregistrement.
- IV : Cf. Décret Législatif du Chef provisoire de l'Etat, n° I598 du I4-I2-I947 pour l'industrialisation de l'Italie Méridionale et le Décret n° I4I9 du I5-I2-47 relatif aux crédits en faveur des petites et moyennes industries.
- V : La loi confie aux Ministres de l'Agriculture et des Forêts, du Trésor, du Commerce et de l'Industrie, des Travaux Publics, du Travail et de la Sécurité Sociale, des Transports, sous la présidence du Premier Ministre désigné par le Conseil des Ministres, le soin d'établir un plan général pour réaliser de 1950 à 1960 des opérations extraordinaires pour développer l'Italie du sud. Il s'agit d'un comité spécialisé.
- VI : Voir annexe tableau II-1 et graphique.
- VII : Fonds octroyés à la Caisse en milliards de liras :
- | | |
|---------------------------|--------|
| loi n° 646 du 10-8 -1950 | I 000, |
| loi n° 949 du 25-7 -1952 | 280, |
| loi n° 634 du 29-7 -1957 | 760, |
| loi n° 1349 du 28-12-1957 | 8,5 |
- Source : Cassa per il Mezzogiorno " Bilancio 1966 " p. 102.
- VIII : Loi n° 763 du 30-6-1952.
- IX : Au Comité institué par la loi n° 646 de 1950 se sont ajoutés les autorités suivantes :
- Le Ministre des participations de l'Etat (loi n° 1589)
Le Ministre de l'Education nationale pour les interventions partielles en matière de formation professionnelle (loi n° 1349 du 28-12-1957)
Le Ministre du Tourisme (loi n° 617 du 31-7-1959.

- X : Les " Consorzi per le aree di sviluppo industriale del Mezzogiorno e per i nuclei di industrializzazione " ou " Consorzi pour les zones industrielles de développement du Midi et pour les noyaux d'industrialisation " peuvent être formées par des communes, des provinces, des Chambres de Commerce.
- XI : Reconnus par la suite.
- XII : Si elle prend la forme d'une société, les actes constitutifs, les augmentations de capital, les transformations, fusions, concentrations de sociétés (à condition que leur siège ou leur activité soient dans le Midi) sont enregistrés au droit fixe de 200 liras.
- XIII : Ultérieurement fixée à 1,5 %.
- XIV : Cette mesure est limitée aux organismes imposables sur la base de leur bilan et aux contribuables qui ont demandé que leur revenu imposable soit établi sur la base de leur comptabilité (équivalent à notre imposition au réel).
- XV : Admise par la loi du 12-I-1951 article II, et l'article 98 du texte unique de la loi sur les impôts directs approuvé par décret du Président de la République n° 645 du 29-I-1958, l'amortissement accéléré ne peut dépasser pendant chacune des années de la période anticipée 15 % de la valeur des nouvelles immobilisations résultantes aussi des agrandissements, transformations, et reconstructions d'installations existantes.
- XVI : Les " Plans de coordination " définissent les programmes d'intervention des services du gouvernement, des administrations régionales et de la Caisse. Ils établissent la répartition des ressources financières de la Caisse en fonction des secteurs, définissent les zones de développement spécial, donnent les directives et les critères de son action.
- XVII : Ministre sans portefeuille, qui préside le " Comité des Ministres pour le Midi " Il doit s'assurer que l'activité de la Caisse et des organisations associées (I.A.S.M. Istituto per l'Assistenza allo Sviluppo del Mezzogiorno constitué en 1962).
- XVIII : L'avis de conformité est aussi demandé pour l'octroi des contributions à fonds perdus qui ne sont plus attribués par le système bancaire mais par la " Caisse ".
- XIX : Le taux peut être réduit à 3 % pour les investissements inférieurs à six milliards dans les cas indiqués par la loi du 30-7-1959 et ses modifications ultérieures.

- XX : Il est intéressant de constater que par rapport à 1962 le choix de la localisation a plus d'importance : on veut par là favoriser la concentration territoriale.
- XXI : L'entreprise qui désire investir en dehors des zones de concentrations industrielles peut néanmoins dans des cas exceptionnels obtenir le taux maximum pour le paramètre localisation (25 %).
- XXII : Les majorations devant permettre par les grandes firmes publiques et privées la réalisation de " blocs d'investissements ".
- XXIII : Essentiellement le C.I.P.E..
- XXIV : M. CANINO " Mezzogiorno alla ribalta " Studio Sud n° I 1971, op. cit. p. 16.
- XXV : Si la loi a été votée le 29-9-1971, le projet datait de 1970. Pour cette dernière raison 1970 a été retenue comme date d'une nouvelle orientation de la politique économique.
- XXVI : Il réunit les ministres du Budget, du Travail et de l'Industrie.
- XXVII : La réforme du système fiscal notamment par l'introduction de la TVA à compter du 1-1-1973 s'est traduite pour les aides fiscales par des modifications mineures.
- XXVIII : L'exemption était de 50 % et ne s'appliquait que jusqu'à l'occurrence de 50 % du coût de l'investissement.
- XXIX : Loi n° 429 du 5-7-1971. Elle a été votée pour faire face aux conséquences de la suppression à partir de 1968 des grilles salariales.
- XXX : Les petites industries pouvant bénéficier d'une réduction supplémentaire de 5 % (mesure d'application limitée dans le temps mais concernant tout le territoire national).
- XXXI : Le dégrèvement est porté à 10 % pour le personnel employé avant le 1-8-1968, à 20 % pour le personnel employé entre le 1-1-1968 et le 31-12-1970.
- XXXII : Seules les firmes qui s'y localisent bénéficient d'avantages particuliers (notamment cession de terrains équipés à bas prix).
- XXXIII : La création d'infrastructures par la Caisse et les obligations faites aux entreprises contrôlées par l'Etat ainsi que les commandes gouvernementales font aussi partie des aides indirectes.

- XXXIV : Elle a été instaurée par la loi n° 634 de 1957. La subvention est ensuite appelée dans les textes " contribution en compte capital ". On peut l'assimiler à une prime.
- XXXV : Le décret ministériel du 8-2-1967 avait exclu les investissements inférieurs à 30 millions pour une création et à 15 millions dans les autres cas.
- XXXVI : Initialement le taux d'intérêt a été fixé à 4 %, réduit à 3 % si la contribution était accordée.
- XXXVII : Cet avantage a été initialement prévu dans la loi n° 298 du 11 avril 1953. Les lois n° 623 du 30-7-1959 et n° 649 du 25-7-1961 ont élargi au Centre Nord les prêts avec bonification d'intérêts aux petites et moyennes entreprises (définies comme disposant d'un capital fixe et un fonds de roulement ne dépassant pas 1 500 millions et employant 500 salariés au maximum) à l'exclusion des firmes artisanales.
- XXXVIII : Sur ce point voir P. FONTANEAU " Fiscalité européenne ".
- IXL : Voir pour leur traitement fiscal P. FONTANEAU " Fiscalité Européenne ".
- XL : On distingue :
- les zones industrielles calquées sur le modèle de la première zone créée à Naples en 1904,
 - Les zones de développement et les noyaux d'industrialisation établis par la loi n° 634 du 27-7-1957.
- XLI : Ces zones sont indiquées par la législation nationale ayant trait à l'urbanisme et dans les plans régulateurs généraux (prévus dans la planification) et dans les plans intercommunaux.
- XLII : Cf. directive du Conseil des Ministres du Midi pour l'application de la loi n° 634 et ses modifications.
- XLIII : Les noyaux de Reggio di Calabre, de Foggia, de Lecce, de la Vallée du Sacco et de la Vallée du Crati ayant été transformés en zones d'industrialisation.
- XLIV : Voir annexe tableau I-2.
- XLV : Loi n° 19 du 10-7-1952.
- XLVI : Créations d'universités en Calabre, Basilicate, dans les Abruzzes. Etablissement des instituts universitaires de Lecce et de Salerne.

- XLVII : Dans le Midi les instituts scientifiques ne représentent que 24 % du total national. En particulier le poids des écoles d'ingénieurs par rapport à celui national, 17 %, est particulièrement bas.
- XLVIII : En effet des zones du Centre Nord ont pu bénéficier d'avantages parfois identiques. Voir en particulier les lois n° 949 du 25-7-1952, n° 623 du 30-7-1959, n° 649 du 25-7-1961, n° 635 du 29-7-1957, n° 526 du 13-6-1961.
- II : La loi n° 717 fixe ce pourcentage à 30 %. Le décret du Conseil des Ministres du 19-4-1966 précise les organismes soumis à cette obligation.
- I : Voir en particulier " L'aménagement du territoire en France " N. et D. n° 3 461 du 9-2-1968.
" Aménagement du territoire " Loi de Finances pour 1973, L.D.F.
- II : Les premières zones importantes comme celle de Châlons-sur-Saône, Châlons-sur-Marne et Rennes ont ainsi été aménagées avec le concours du F.N.A.T.
- III : Fonds de Modernisation, Fonds d'Adaptation et de Développement, Fonds de Productivité (créé le 30-7-53) Fonds de Construction, d'Equipeement Rural et d'Expansion Economique (créé le 31-12-1953).
- IIII : Des décrets du 30-6-1955 ont créé des Sociétés de Développement Régional (S.D.R.) ayant pour objet des prises de participations dans le financement d'entreprises se localisant ou se développant dans les zones de leur rayon d'action, des Sociétés d'Etudes Financières chargées d'étudier les grands projets de modernisation, de conversion et de préparer la création des S.D.R., des Sociétés d'Equipeement ou Sociétés d'Economie Mixte chargées de la mise en valeur des projets communs à plusieurs ministères, de l'achat et constructions d'immeubles à usage industriel pour leur vente ou leur location.
A la fin de la première année était aussi créée la Société Centrale d'Equipeement du Territoire (S.C.E.T.) ayant pour objet des prises de participations dans les projets d'équipements régionaux et les divers travaux d'infrastructures décidés par les collectivités locales.
- LIV : Un décret du 30-6-1955 a prévu un plan de transfert de services et d'établissements techniques, civils, ou militaires, contrôlés par l'Etat pour réduire l'attraction sur les entreprises, des administrations, institutions de recherche et d'expérimentation, concentrés dans la Région Parisienne.

- LV : L'Etat peut consentir par l'intermédiaire du Fonds une aide financière aux entreprises qui à la suite d'une concentration, d'une décentralisation ou de la spécialisation de leurs activités sont amenées à faire directement un effort pour la formation de leur personnel. L'aide peut être sollicitée pour la formation du personnel dépourvu de qualification, la formation dans l'entreprise de membres du personnel appelés à de nouvelles tâches, la réadaptation en vue de l'embauche de travailleurs licenciés par d'autres firmes. La subvention couvre les frais de formation des moniteurs, le coût des examens psychotechniques, les frais de contrôle technique, et, partiellement les salaires des moniteurs et des travailleurs pendant la période introductive de réadaptation (y compris les charges sociales, les dépenses de matériel, de matière d'oeuvre y afférant).
- LVI : Le décret n° 54-951 du 14-9-1954 voulant " faciliter l'adaptation de l'industrie, le reclassement de la main-d'oeuvre et la décentralisation industrielle " créa à coté des Fonds existants, un Fonds de Reconversion des Entreprises, un Fonds de Décentralisation industrielle et le Fonds de Reclassement de la Main d'Oeuvre.
- LVII : L'incitation à l'expansion régionale se traduit par les concours apportés aux entreprises industrielles locales sous la forme de prises de participations d'octroi, de prêts, de cautions et d'avaux. Les fonds des S.D.R. proviennent d'emprunts obligataires émis dans le public et du capital initial. Des avantages fiscaux, des garanties de dividendes aux actionnaires pendant 12 mois sont prévus. Le législateur veut favoriser ainsi l'épargne régionale en associant la population d'une région à son développement économique.
- LVIII : Les aides accordées après avis du comité n°I ter du F.D.E.S. et après avis des conférences administratives régionales, se décomposent en primes de développement et d'adaptation industrielles et en aides spéciales temporaires. Les prêts se répartissant en prêts à la conversion, l'adaptation, et à la décentralisation des entreprises et en prêts à l'équipement touristique collectif.
- LIX : Sont considérées comme "zones critiques"
- a) les localités où les activités industrielles existantes ne sont pas suffisantes pour assurer l'emploi de la main-d'oeuvre.
 - b) les localités connaissant des fermetures d'usines.
 - c) les zones où existe un excédent de main-d'oeuvre rurale.
- Voir M. PERROT " Détermination des conditions économiques pouvant justifier l'attribution de primes spéciales " R.E. 1962 p. 298 à 310.

- LX : Sept zones (Avesne-Fourmies dans le Nord, Calais et Béthune dans le Pas de Calais, deux dans les vallées des Vosges, Nantes-Saint Nazaire, en Loire Atlantique, Montpellier, Sète ,Béziers dans l'Hérault et Limoges dans la Haute Vienne) sont désignées dans les textes pour bénéficiaire du nouveau régime de faveur.
- LXI : Un arrêté du 14-4-1963 a limité le plafond de la prime par emploi à 8 500 F pour une extension et une reconversion, à 11 000 F dans les autres cas.
- LXII : Un effort pour l'équipement rural et touristique ainsi que des mesures de péréquation des tarifs des transports étaient prévus en faveur de ces zones.
- LXIII : Un comité des Zones Spéciales d'Action Rurale attaché au Ministère de l'Agriculture avait pour but de les délimiter et de prévoir les plans d'investissements propres à chaque zone.
- LXIV : Décret n° 64-443 du 21-3-1964.
- LXV : Le FIAT a été créé en 1963. Il a un rôle marginal d'incitation et de complémentarité. Ses dotations inscrites au budget du Premier Ministre, ont représenté annuellement près de 1/100e du budget d'équipement de l'Etat.
- LXVI : Une métropole est définie par un chiffre élevé de population, une série d'équipements urbains et de services et par un certain type de relations sociales (cas de Lille, Nantes, Strasbourg, Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux et Nancy) cf. " L'aménagement du territoire en France " N et E.D. 9-2-1968 n° 3 461 p. 31.
- LXVII : Elles ont un rôle administratif, économique et culturel important mais, leurs fonctions sont plus ou moins spécialisées (cas de Dijon, Montpellier, Saint-Etienne, Valence, Grenoble, Clermont-Ferrand, Limoges, Tours, Rennes, Caen).
- LXVIII : Amiens, Pau, Reims, Orléans, Le Mans, Rouen, Nice, Troyes. Les caractéristiques de ces villes relais sont semblables à celle des centres régionaux.
- LXIX : Voir annexe carte IIa.
- LXX : Le décret n° 67 338 du 24-10-1967 prévoit des conditions plus souples dans les zones à économie rurale et en Corse.
- LXXI : Bordeaux, Brest, Cherbourg, La Rochelle, Rochefort, Limoges, Lorient, Nantes, Saint Nazaire, Toulouse.

- LXXII : Article 9 du décret n° 84-440 du 21-5-1964. Le décret précise les zones primables.
- LXXIII : A partir de 1969 on a exigé en cas d'extension une augmentation des effectifs d'au moins 30 %.
- LXXIV : De 11 000 F par emploi créé ou maintenu pour une conversion totale (porté à 13 000 F en 1969) et de 6 000 F (porté à 7 000 F) pour une extension ou une conversion partielle.
- LXXV : Ville de Paris, départements des Hauts de Seine, de la Seine Saint Denis, du Val de Marne, de l'Essone, du Val d'Oise, des Yvelines, de la Seine et Marne, et de 5 cantons du Sud de l'Oise.
- LXXVI : Pour la délimitation légale du Bassin Parisien voir D.A.T.A.R. " Aide au dév. régional " 1972.
- LXXVII : 500 m2 pour une création, 1 000 pour une extension.
- LXXVIII : Voir DATAR " Aides au développement régional " 1972, 50 p. et carte II-b.
- LXXIX : L'ensemble des aides fiscales est prévu uniquement pour la région I (Ouest).
- LXXX : Décrets du I4-I0-1967 et du II-4-1972
- LXXXI : Les programmes d'investissement doivent entraîner la création d'au moins 100 emplois permanents ou d'au moins 50 s'il s'agit de services de recherche ou d'opérations comportant transfert de sièges sociaux.
- LXXXII : Décrets du I4-4, arrêtés du 28-4, du 3-5-1976.
- LXXXIII : Accord intervenu en Octobre 1971, les Etats membres se sont engagés à ne pas accorder dans les zones centrales de la Communauté une aide supérieure à 20 % des investissements.
- LXXXIV : Voir DATAR " Aides au développement régional " 1976, 47 p.
- LXXXV : Dans les diverses régions d'aides ces conditions ont été assouplies en particulier dans les zones d'action rurale et de montagne.
- LXXXVI : Voir sur ce point P. BELTRAME " La fiscalité de l'aménagement du territoire, ses modalités, ses incidences politiques " RSF n° 2, 1967, p. 280 à 350.
- LXXXVII : M.B. de MAUD'HUY " Les problèmes des zones industrielles " Rapport présenté au Conseil Economique et Social. J.O.C.E.S. A et R du 23-3-1968.

- LXXXVIII : Voir annexe carte II-c et II-d.
- IXC : Voir M. ASTORG " Politiques régionales en Europe Septentrionale " Commissariat Général au Plan, 1971, 134 p. p. 22 à 26.
- XC : Les emplois supplémentaires dont a bénéficié la Région Parisienne ont représenté 71,03 % de ceux qui se sont créés en Province en 1969, 54 % en 1970 et 50,2 % en 1971.
- XCI : Source : Moniteur des travaux Publics et du Bâtiment n° I du 5-1-1971.
- XCII : P. de CASTELBAJAC " Les aides à l'expansion industrielle dans les pays du Marché Commun " N et E.D. n° 3917 sept. 1972, op. cit. p. 14.

*

*

*

*

Le sous-développement régional naît des disparités suscitées par la diffusion inégale des processus de la croissance dans l'ensemble de l'espace national. Les déséquilibres recensés dans la Péninsule et dans l'Hexagone sont significatifs de ces processus. Ils sont à la fois facteurs de coûts et porteurs de désordres. Certes, il n'est pas possible, au stade actuel de la science économique, de préciser, en termes financiers, qu'elle est leur incidence effective dans la vie collective. Mais, ils pèsent sur elle d'une manière directe ou indirecte.

Les inégalités de développement s'accompagnent d'inégalités dans le bien-être des populations. Il est indispensable qu'une nation moderne et solidaire établisse par une intervention appropriée un certain équilibre économique entre les différentes parties de son espace pour y favoriser une meilleure égalisation des conditions de vie. C'est la voie dans laquelle se sont engagés à partir de 1950 les Gouvernements de l'Italie et de la France. Pour cette raison, nous avons intitulé cette première partie " vers l'harmonisation spatiale du développement : l'intervention de l'Etat pour l'industrialisation des régions sous-développées ".

Du point de vue théorique, deux modes d'aménagement industriel (l'un dans le prolongement de l'optique de la croissance équilibrée, l'autre dans le prolongement de l'optique de la croissance déséquilibrée) peuvent harmoniser spatialement le développement. Néanmoins, chacun d'eux a des limites. Du point de vue pratique, la réussite de l'aménagement va dépendre d'un certain montant quantitatif et qualitatif d'investissements qui se situeront dans les régions sous-développées. C'est le but assigné aux différentes dispositions décrites. Il en ressort, dans les deux pays une parenté d'approche pour solutionner le sous-développement régional. Les responsables ont, en effet essayé de stimuler l'investissement dans les espaces défavorisés par l'octroi d'aides ayant pour but d'atténuer le coût des opérations et par l'amélioration des infrastructures. Il reste à vérifier en étudiant l'application de ces dispositions, si elles ont été efficaces tant sur le plan individuel des entreprises que sur le plan plus global des mutations spatiales.

*

*

*

*

2ième PARTIE : L'EFFICACITE DES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT REGIONAL.

C'est la réalisation de divers objectifs qui entraîne l'adoption d'une politique économique. Dans les politiques de développement régional étudiées, ce sont la réduction des disparités régionales, l'élévation du niveau de vie dans les espaces défavorisés, l'obtention d'une croissance mieux équilibrée.

A la différence d'autres sciences, la science économique ne se prête pas à des expérimentations permettant d'en évaluer immédiatement les conséquences. Une politique économique escompte certains résultats vérifiables à posteriori. Par ses choix, elle est censée représenter la meilleure politique mais, sans possibilités préalables de comparaisons précises.

S'interroger sur l'efficacité d'une politique économique, exclut tout rapprochement avec d'autres politiques que les autorités auraient pu entreprendre. Dans notre cas, nous l'approcherons en étudiant l'impact des outils que se sont données les interventions pour stimuler les initiatives industrielles, la manière dont ils ont été utilisés d'une part et, les modifications structurelles obtenues dans les régions sous-développées d'autre part.

Nous essayerons de vérifier compte tenu des situations de départ, de l'application des politiques, si le but sous-jacent des interventions : porter les régions sous-développées à un niveau de développement très proche du niveau atteint par les autres régions de la nation, pouvait s'effectuer dans une période de 25 ans.

CHAPITRE III : EFFETS GLOBAUX DES AIDES.

Par l'intervention, l'Etat s'est proposé de corriger les disparités spatiales. Pour atténuer l'ampleur des déséquilibres, il convenait d'agir dans deux directions. D'une part, il s'agissait de limiter les processus expansionnistes dans certaines aires industrialisées. D'autre part, il fallait susciter la naissance ou le développement de ces processus dans les régions déshéritées.

Les aides devaient permettre un aménagement plus harmonieux en modifiant les mouvements traditionnels de la localisation des activités (importants dans les territoires développés, faibles ailleurs). Elles représentent une conciliation entre l'intérêt collectif et l'intérêt privé par l'amélioration apportée à l'environnement des zones sous-développées. Si l'équipement de ces zones est une composante de l'amélioration, les aides financières et fiscales l'ont surtout complétée.

L'entrepreneur est naturellement porté à rechercher toute facilité qui lui permet d'atteindre ses objectifs dans les meilleures conditions. L'existence de dispositions aidant des initiatives industrielles dans certains espaces peut stimuler les initiatives locales et amener des chefs d'entreprise travaillant à l'extérieur à y découvrir d'autres localisations possibles. Ainsi, en différenciant l'espace, les aides provoquent une attraction.

Le raisonnement des responsables de la politique s'est calqué sur celui des opérateurs privés. On peut alors se demander, si l'attrait exercé par les facilités a été suffisant pour orienter et fixer les initiatives. Il convient de le vérifier notamment dans le cas des firmes situées dans les régions industrialisées. En effet, l'Etat a voulu agir essentiellement sur les entreprises confrontées à des problèmes d'expansion. Les aides

devant permettre la création d'établissements nouveaux dans les aires où la localisation est considérée, à priori, comme moins favorable. Le choix des gouvernants s'est fixé sur un développement basé sur l'industrie pour provoquer un accroissement important et durable de l'emploi.

On peut aussi se demander, si l'utilisation et la nature des aides ont été véritablement adaptés à ces objectifs.

Après avoir étudié la manière dont l'intervention a utilisé les aides, nous analyserons l'incidence des principales facilités sur l'activité nouvelle. En fonction de la nature des activités, cette approche nous permettra de constater leur action dirigiste effective.

Section I : Importance et application des politiques d'aide.

L'intervention progressive de l'Etat dans les pays capitalistes depuis la fin du XIX^e siècle représente la correction des excès et des lacunes du libéralisme économique. La nouvelle orientation est motivée par une recherche différente de l'intérêt collectif. En réglementant la vie sociale et économique, l'Etat a modifié le fonctionnement du système capitaliste. Toutefois, le profit et, surtout pour les entreprises, la liberté d'établissement, ont été d'une manière générale, conservés.

Les Gouvernements pouvaient obliger les firmes privées devant satisfaire des besoins d'expansion (notamment les firmes situées dans les territoires développés) à localiser dans les régions sous-développées leurs établissements nouveaux. Cette voie qui représente une contradiction importante avec l'esprit du système capitaliste a été écartée. Difficile à faire admettre, elle risque de provoquer le gel des initiatives et de provoquer le ralentissement de la croissance économique nationale. Aussi, le choix s'est porté sur la dissuasion et l'incitation.

Une politique se traduisant par des interdictions, des pénalisations ou des avantages selon l'aire de la localisation s'intègre mieux dans la logique du système capitaliste. Même atténuée, la liberté d'établissement existe ; cela nous paraît primordial. Dans un cadre semblable seule une aide peut encourager les initiatives dans les régions défavorisées.

§ I : Nécessités des aides pour la promotion des activités.

Les fondements de l'économie libérale nécessitent pour la promotion des activités l'utilisation des aides. Dans le cas du développement régional, elles doivent stimuler équitablement les initiatives et provoquer dans l'ensemble des effets industrialisants satisfaisants. En d'autres termes, le système d'aides doit réunir diverses conditions d'adaptabilité. Nous les présenterons après avoir montré les justifications des aides dans la pensée économique.

A : Justification des aides dans la pensée économique.

L'utilisation d'aides a été justifiée, dans la pensée économique, et, appliquée dans les faits dès le XVII^e siècle (I). Préconisées initialement dans le cadre de la nation entière, les aides ont été, par la suite, conseillées pour revitaliser des zones déprimées et les régions défavorisées.

1°) Les généralisations sur le territoire national.

Dans le courant prémercantiliste, J. BODIN a été le premier à préconiser l'utilisation de subventions sous la forme de primes devant bénéficier aux produits destinés à l'étranger (II). Pratiquant un " Colbertisme avant Colbert " les Valois mettaient en place le premier système d'aides, de privilèges, de protections pour attirer en France la main-d'oeuvre qualifiée afin de permettre la création des premiers "grands ateliers " (notamment de verrerie).

Chez les mercantilistes, en particulier pour MONTCHRETIEN (III), IAFFEMAS (IV), et surtout COLBERT (V), ce type d'intervention devait s'articuler d'une manière plus affinée. Comme ceux de BODIN, leurs écrits visaient à établir ce qui pourrait contribuer le mieux à l'accroissement de la richesse nationale. Tous pensent que le bonheur de la population est lié à la richesse du pays, c'est à dire à l'or qu'il possède et insistent sur l'exportation, meilleur moyen pour augmenter la quantité. Mais ils conseillent de l'obtenir par l'augmentation des choses nécessaires à la vie, c'est-à-dire par le développement des productions. Contrairement à la conception étroite du bullionisme espagnol pour lequel comptait uniquement le résultat final, c'est à dire la conservation et l'augmentation du stock d'or existant dans la nation, les mercantilistes français recherchent les moyens à mettre en oeuvre pour l'obtenir. A l'exception de SULLY, un accord se dégage pour le développement des fabriques et des industries naissantes. COLBERT devait le mettre en pratique par diverses ordonnances. En effet, comme l'a écrit MONTCHRETIEN dont la pensée illustre bien le courant général, " Tout les pays qui ont la richesse ont l'industrie " dès lors, il convenait bien de favoriser le développement des manufactures en leur accordant des facilités (VI). Si la politique suivie par COLBERT avait encore pour but la réalisation d'un excédent commercial pour permettre l'entrée d'or, les barrières douanières, mises en place, abritaient les produits nationaux de la concurrence étrangère. Cette aide indirecte à laquelle se sont ajoutées diverses mesures de faveur et des exonérations notamment pour l'importation des matières brutes, a pu assurer le démarrage de nombreuses activités.

Pour les physiocrates, toute intervention et toute aide est d'une manière générale exclue. Les données physiques et économiques s'intègrent dans un système logique de lois inéluctables, observables mais non changeables. L'ordre économique ne doit pas être imposé. Il faut l'accepter tel qu'il résulte de la nature des choses.

Le rôle de l'industrie, et celui de l'échange, considérés comme des activités se limitant à transformer ou à transporter, s'efface devant celui accordé à la terre, seule source de produit. On peut néanmoins déceler une idée consistant à favoriser les activités lorsqu'ils préconisent la suppression des différentes entraves à la circulation des produits. En effet, l'extension des activités, surtout agricoles, se trouve particulièrement avantagée par la multiplication des échanges et favorise l'enrichissement de l'économie nationale.

La position des classiques sur les aides (notamment de A. SMITH et D. RICARDO) est semblable à celle des physiocrates. Ce sont les mécanismes impersonnels du marché qui permettent d'harmoniser et de mieux servir les intérêts des individus. Aussi les mesures en faveur de la production et des activités exportatrices sont rejetées car des primes semblables "... poussent par force, quelque partie de l'industrie nationale dans un canal moins avantageux que celui dans lequel elle se serait portée elle-même ... " (VII).

Sans s'intéresser directement au problème des subventions, J. STUART MILL met l'accent sur la protection douanière pour stimuler la croissance des activités. Il s'agit d'un thème que le "Système National d'Economie Politique" de F. LIST développe et justifie. Dans cet ouvrage, qui peut être considéré comme le premier traité pour l'industrialisation d'un territoire l'auteur met l'accent sur l'intervention étatique en faveur des industries naissantes. Elle doit prendre la forme de subventions aux activités élaborant des biens d'équipement, et, d'une élévation des droits de douanes. Il est nécessaire de poursuivre cette politique tant que les industries ne sont pas devenues adultes et suffisamment structurées. C'est en observant ces conditions que les productions pourront faire face à la concurrence provenant des pays initialement plus industrialisés.

Dans ce même courant de pensée, P. CAWES considérerait qu'il fallait favoriser par une action étatique le développement des industries. L'auteur suggère l'utilisation d'une politique douanière adaptée de préférence aux subventions (VIII). S'il envisage une discrimination des subventions au profit des établissements utilisant un outillage perfectionné, les effets pour l'économie nationale de ce type d'intervention sont considérés comme moins efficaces que les barrières douanières. Il est certain que le contexte de l'époque conduisait à préconiser l'arme protectionniste ; toutefois son idée d'adapter le niveau de l'aide à la technologie utilisée est intéressante. Cet auteur a bien cerné le problème de compétitivité des activités que seule une technique avancée permet de maintenir.

Parmi les auteurs à la base du néo-libéralisme, A. MARSCHALL justifie à partir du concept du surplus du consommateur la pratique d'une politique de subventions pour les activités pouvant obtenir des rendements croissants de leur production. Une prime accordée aux activités répondant à ces caractéristiques (tout comme aux productions qui connaissent des coûts décroissants) entraînera la diminution du prix de vente.

Les sujets économiques s'en trouveront avantagés car, dans ces conditions, l'augmentation du surplus de consommateur est supérieure aux sacrifices financiers résultant de la contribution apportée par l'impôt au financement des subventions. Comme la consommation augmente plus que proportionnellement à l'importance de la subvention, les productions s'en trouveront stimulées. Par contre, il en va autrement si la subvention est accordée dans les conditions de coûts croissants ou de rendements décroissants (IX).

A. C. FIGOU considère comme indispensable l'intervention d'une autorité centrale pour permettre la réalisation du produit social maximum. Il s'agit de corriger les conséquences des effets externes par une politique d'imposition et de subventions adéquates (X). Son analyse est importante, on avance vers l'idée qu'en fonction de certaines caractéristiques spécifiques, le développement des activités n'entraîne pas dans tous les cas l'amélioration de la situation des individus. De plus, elle nous intéresse particulièrement. En effet, il justifie la nécessité d'une solution publique pour corriger les répercussions des initiatives sur l'environnement économique. Et pour s'approcher de l'optimum de PARETO, cet auteur suggère de subventionner les activités créatrices d'effets externes positifs et de lever un impôt sur celles qui provoquent des effets externes négatifs (XI).

Envisagée dans le cadre particulier de la réalisation du plein emploi pour pallier les conséquences de la grande crise de 1929, la stimulation de l'investissement, donc des productions, et la politique correspondante à ces fins est développée par J.M. KEYNES dans la " Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie " Les limites de l'investissement privé sont données par la comparaison de l'efficacité marginale du capital et du taux d'intérêt. Lorsque cette dernière donnée devient supérieure à la précédente l'investissement est arrêté. Or, l'élévation de l'efficacité marginale du capital est difficile à obtenir en période de sous-consommation. La seule manière de l'augmenter est l'adaptation d'une politique monétaire pour faire baisser le taux de l'intérêt (XII). Cependant cette forme particulière d'aide ne permet pas de dégager une doctrine satisfaisante. En effet, l'auteur aboutit à un contrôle de l'investissement global par l'Etat à cause des difficultés et des incertitudes qui accompagnent une politique monétaire semblable. Parmi ses disciples seul BEVERIDGE a pris une position plus franche. Pour permettre aux pouvoirs publics de mieux contrôler l'investissement privé, il conseille un système permanent d'aides sous la forme de dégrèvements fiscaux et d'intérêts bonifiés.

Un courant de pensée centré sur les finances publiques s'est développé presque parallèlement à la doctrine keynésienne chez BARONE, D'ALBERGO, EINAUDI. Son mérite est d'avoir mis en relief les rôles du budget sur l'activité économique (XIII).

Enfin, une aide sous forme de subventions est aussi préconisée par des auteurs du courant socialiste. Les partisans d'une économie mixte comprenant un secteur public et un secteur privé considèrent que l'Etat doit aider, par la planification, les investissements laissés à la charge du second secteur. Ainsi M. TINBERGEN considère nécessaire de subventionner les investissements dans certains secteurs industriels afin de concilier les objectifs de la politique à long terme des objectifs de la politique à court terme (XIV).

Pour l'amélioration du bien-être de la communauté, les adeptes d'une économie socialiste décentralisée (notamment H.D. DICKINSON et M. DOBB) conseillent divers types de subventions. Des subventions de reconversion pour les productions devant s'adapter aux modifications de la demande ou de la technologie, des subventions permanentes pour les biens dont l'utilité sociale est grande (XV) et des subventions aux industries à coûts décroissants (XVI). Néanmoins, la promotion des activités s'insère dans le cadre de l'entité territoriale de base : la nation.

2°) L'utilisation pour le développement des régions défavorisées.

A partir des années 1950, le développement régional devenait un nouveau thème de réflexion. Il devait conduire des théoriciens de l'économie, notamment en Italie à justifier et conseiller une politique spécifique d'aides.

Les aides doivent atténuer les risques d'une rentabilité insuffisante des opérations effectuées dans les zones défavorisées. De cette manière les initiatives se trouvent stimulées. La répartition plus harmonieuse des activités dans le territoire national qui en résulte, peut réduire les inégalités de développement. Partageant ce point de vue, les responsables de plusieurs pays confrontés à des problèmes de sous-développement régional prennent des dispositions allant dans ce sens (XVII).

Les particularités du système économique de la Péninsule ont conduit des économistes italiens à mettre l'accent sur la politique des crédits avec une différenciation des taux d'intérêts selon le niveau de développement des régions (XVIII). En effet, ce sont les mécanismes du marché financier et les différences de rentabilité de l'investissement qui découragent les initiatives dans les régions sous-développées. Le taux d'intérêt pratiqué sur le marché financier national est déterminé par les secteurs d'activité où les besoins sont les plus forts et permettent d'offrir un bon rendement du capital investi. Les secteurs modernes répondent à ces conditions de rentabilité, comme leur demande de disponibilités monétaires est importante, le loyer de l'argent tend à se fixer à un niveau élevé. Or, le processus d'industrialisation a été tel que ces secteurs se sont situés progressivement dans la partie déjà développée. Il en résulte une spécialisation territoriale : productions modernes dans les régions avancées, traditionnelles dans les autres.

Le coût élevé du financement des investissements des activités traditionnelles ne leur permet pas suffisamment de se moderniser ou de s'agrandir, d'autant plus qu'il réduit la rentabilité déjà inférieure. Pour se maintenir, les entrepreneurs sont condamnés à conserver une structure productive faiblement capitaliste. Etant donné qu'ils disposent sur place d'un volant de main-d'oeuvre important, le facteur travail ne peut être rémunéré correctement. Cette analyse qui s'apparente à celle de V. LUTZ aboutit à montrer que sans intervention étatique les disparités existantes s'accroîtront en nuisant au processus général de développement (XIX). Seule la politique de crédit (financements élevés avec une bonification d'intérêts) peut remédier à cette situation. Elle doit néanmoins s'accompagner d'aides fiscales qui, bien que secondaires, sont le complément nécessaire des aides financières.

On pourrait leur objecter qu'une politique de ce type risque de freiner l'expansion des régions avancées, car les moyens dégagés en faveur des régions pauvres leur feront défaut. Cette éventualité est considérée par ces économistes comme réduite si les aides pratiquées tiennent véritablement compte du niveau de l'emploi et des capacités de production utilisées. Les facilités accordées aux activités opérant dans les zones défavorisées sont bénéfiques à l'ensemble du système économique. D'une part la réduction des financements dans les régions industrialisées lorsqu'elles se trouvent dans une situation de surchauffe permet de lutter contre les tensions inflationnistes. D'autre part, comme le souligne le professeur DI NARDI, les régions développées pourront bénéficier d'un accroissement de leurs ventes dans le restant du territoire. En effet, les disponibilités monétaires supplémentaires accordées aux zones déshéritées augmentent la demande des biens d'équipement et de consommation. Pendant plusieurs années cette demande sera satisfaite en grande partie par les territoires avancés, le profit tiré étant évident lorsque les capacités de production n'y sont pas pleinement utilisées (XX).

Les aides pour l'opération nouvelle se localisant dans un territoire handicapé ne doivent pas s'en tenir uniquement à l'atténuation des risques mais à leur élimination. A cet effet, M. SARACENO considère qu'une zone sous-développée ne pourra jamais connaître un processus de développement en l'absence de stimulants permettant de compenser les avantages des territoires déjà développés (XXI). Cette compensation doit se retrouver pour toutes les activités. Un système d'aides directes centré sur des subventions et sur des prêts bonifiés le permet surtout pour des investissements avec des combinaisons productives fortement capitalistes (XXII). De cette manière, les effets sur l'emploi sont limités, or, il s'agit de les favoriser surtout lorsque la main-d'oeuvre est importante dans les régions sous-développées. Aussi est suggéré (XXIII) ou préconisé, en même temps, l'utilisation de facilités spécifiques pour favoriser comparablement celles qui nécessitent plus de main-d'oeuvre (XXIV).

La justification des aides pour le développement régional est récente. L'idée d'atténuation des risques (pour l'activité qui choisit d'opérer dans les territoires défavorisés) a évolué vers

l'idée de compensation.

B - Les conditions d'adaptabilité .

Une aide en faveur des opérations industrielles dans les régions sous-développées est indispensable si leur revitalisation est laissée en grande partie à des réalisations soumises aux impératifs de l'intérêt privé. Elle se justifie pour attirer des initiatives originaires des foyers industriels où les avantages directs et indirects qu'ils procurent tendent à les retenir.

Des facilités semblables à celles utilisées par l'intervention en Italie et en France peuvent favoriser le développement des activités dans les régions défavorisées pour deux raisons principales.

D'une part, leur existence va conduire un nombre plus élevé de firmes à étudier de près l'opportunité d'une opération dans ces régions. Le pouvoir attractif qu'elles exercent permet indirectement la découverte d'autres horizons de localisation pouvant être tout aussi intéressants que ceux des zones industrialisées.

D'autre part, et c'est leur rôle instigateur, du moment que les aides compensent plus ou moins les risques d'une localisation dans une région sous-développée, la décision, conduisant dans cette direction, a plus de chance d'être prise. Cette décision est étroitement liée à l'effet global de l'aide que peut déterminer l'entrepreneur en termes de réductions de coûts ou en termes de rentabilité comparative entre les diverses localisations.

Mais pour qu'elles soient véritablement efficaces, à la fois pour l'unité de production et pour l'aménagement spatial, les aides doivent satisfaire à diverses conditions d'adaptabilité (montant, durée d'application, choix des activités à stimuler, affectation territoriale, types à utiliser).

Si le montant doit se situer à un niveau satisfaisant pour attirer et permettre le développement des activités industrielles dans les régions défavorisées, il ne peut être trop élevé. Son pouvoir attractif risque d'être considérablement réduit lorsque l'aide aboutit à des avantages négligeables. Par contre il est pratiquement assuré, qu'un grand nombre d'initiatives serait stimulé avec une aide importante. Toutefois, ce choix ne servirait pas dans tous les cas les intérêts des entreprises ni les intérêts des régions à développer ou du système économique.

Une aide trop élevée peut conduire au maintien ou à la création d'activités inadaptées, aux exigences d'une concurrence nationale et internationale de plus en plus agressive (XXV) . Ces inconvénients sont à écarter d'office. En effet, lorsque la période opératoire des facilités prendra fin, il faudra accepter les mécanismes de la concurrence et la disparition éventuelle d'un certain nombre d'entreprises ou prolonger la durée de l'intervention. Dans les deux cas, l'aide se traduit par un gaspillage des ressources. L'adoption de la première solution compromet sérieusement le déve-

loppement régional; avec la seconde, le besoin d'assistance permanent qui en découle constitue un frein pour l'économie nationale.

D'autre part, la durée pendant laquelle les nouvelles initiatives situées dans les régions défavorisées pourront bénéficier des aides constitue aussi un choix important. S'il est nécessaire pour que les opérations industrielles puissent véritablement s'y développer d'accorder un avantage comparatif substantiel, il risque de fausser les mécanismes internes de la concurrence lorsque la durée d'application des aides est trop longue.

Ces risques laissent entrevoir la nécessité préalable pour l'intervention de sélectionner les activités qui, par leur action industrialisante, serviront au mieux de support au développement régional, et de cerner les conséquences du système d'aide retenu. Le choix des productions devant tenir compte des aptitudes de la zone d'accueil, des incidences sur l'emploi, des besoins, des perspectives d'avenir du marché, des possibilités d'expansion et de la rentabilité.

L'analyse des effets provoqués par les aides est indispensable pour que leur rôle d'entraînement soit adapté aux différents types d'entreprises et pour éviter qu'elles portent préjudice aux firmes situées en dehors des territoires primés.

Une autre condition d'adaptabilité, liée au processus industrielisant à obtenir, concerne l'affectation des aides dans les territoires défavorisés. Si l'essor des activités n'est véritablement permis qu'à partir d'une aide spécifique suffisante, il en est de même pour le montant global à accorder dans une zone donnée. Or, il est difficile d'atteindre un montant d'aide efficient pour l'expansion locale lorsque les territoires défavorisés ont une étendue importante et sont considérés également prioritaires. Il est préférable que l'aide se concentre surtout dans un nombre limité d'aires choisies en fonction de l'importance de leur population et des activités existantes.

Avec ce mode d'affectation, les entreprises seront amenées à se regrouper plus rapidement. L'intérêt du rapprochement est montré par la situation économique des foyers industrialisés situés dans les régions développées où les relations d'approvisionnements et de débouchés facilitent la multiplication de mécanismes d'entraînement et de l'emploi. Il s'agit de créer cette atmosphère rendant plus attractive la localisation des entreprises.

La dernière condition d'adaptabilité concerne les types d'aides à utiliser. Informé préalablement d'une manière précise sur les caractéristiques de l'environnement et sur les facilités qu'il peut y obtenir, l'entrepreneur doit pouvoir en déterminer l'incidence. Une concrétisation s'impose car l'attrait de l'aide devient plus sécurisant. De cette manière sont évitées les erreurs dues à une surévaluation d'avantages incertains (cas des exonérations fiscales de la patente ou de l'impôt sur les bénéfices).

§ 2 - L'application des politiques d'aide.

Dans les deux pays l'utilisation et l'affectation des aides ont été différentes, le système italien s'est basé sur l'octroi de prêts bonifiés, les primes ont constitué le pivot incitatif du système français. Le montant de l'aide accordée dans les territoires défavorisés (nettement plus concentré dans certaines zones en Italie qu'en France) permet de constater la forme de développement retenue : a tendance déséquilibrée dans le Midi italien, plutôt équi-répartie dans les régions françaises. Après avoir étudié ces caractéristiques nous présenterons l'expérience d'industrialisation des Pouilles. Elle a été conçue à partir d'une aide concentrée et organisée pour des activités préalablement sélectionnées selon divers critères d'adaptabilité ci-dessus décrits.

A - Les choix opérés par les interventions.

L'aide affectée aux territoires du Mezzogiorno est plus massive que celle concédée aux régions de l'Ouest français. Les causes sont doubles : D'une part, le pari des responsables italiens qui ont misé sur les effets industrialisants de complexes industriels importants. D'autre part, le handicap plus marqué du Midi italien.

I°) Le pari italien.

Conjointement aux aides indirectes c'est par les facilités de financement, primes et prêts bonifiés que l'interventionnisme italien a voulu stimuler l'expansion des activités industrielles dans les régions méridionales. Mais plus que pour des primes, les fonds dégagés en leur faveur ont été utilisés dans l'attribution de prêts bonifiés.

De 1950 à 1970 les prêts pour financer des investissements industriels se sont élevés à 3 354 milliards de lires. Les primes représentent 362 milliards, soit 9,6% du total des moyens financiers (prêts et primes). Leur utilisation n'a pas été systématique puisque sur 13 079 opérations qui ont obtenus des prêts bonifiés seulement 10 952 ont reçu des primes. Elles se sont traduites en moyenne pour chaque opération bénéficiaire par une contribution de 35 millions de lires ; l'incidence sur le coût des investissements projetés avoisinant 16 % (XXVI).

3 354 milliards de lires ont été prêtés de 1950 à 1970 (40 % pour le financement de projets d'extension et 60 % pour des activités nouvelles) (XXVII).

La priorité absolue que les autorités ont accordée à l'industrialisation du Midi à partir de 1961 s'est traduite par un accroissement considérable des financements. Près de 85 % de leur montant (72 % si l'on tient compte de la dépréciation monétaire) a été attribué de 1961 à 1970. La moyenne annuelle est passée de 44 pour la première décennie (1950-1960) à 312 milliards de lires

pour la seconde (XXVIII).

L'impact des primes et des prêts bonifiés, sur l'économie de l'Italie du Sud et pour les opérations bénéficiaires, a été considérable. Une étude de l'I.S.T.A.T. estime qu'il représente 20 % de tous les investissements (XXIX). Rapportées à l'ensemble des projets (devant permettre la création d'environ 680 000 emplois) ces aides, ont contribué à leur financement moyen pour près de 42 % des besoins. Entre 1950 et 1970, chaque opération bénéficiaire a obtenu en moyenne, approximativement 260 millions de lires. Le financement des investissements pour les opérations ayant reçu simultanément des primes et des prêts bonifiés s'établit à 58 % (16 % + 42 %).

L'analyse, des financements accordés par tous les Instituts Spécialisés de Crédit, fait ressortir les choix territoriaux (Campanie, Sicile, Sardaigne, Pouilles) et sectoriels (chimie, métallurgie et mécanique) faits pour développer le Midi (XXX).

Si les initiatives se localisent progressivement dans les aires et les noyaux d'industrialisation créés à partir de 1961 avec 87,2 % du total des investissements effectués dans les régions méridionales entre 1962 et 1968, contre 82,4 % dans les communes comprises dans ces zones de 1951 à 1961, la caractéristique principale est une concentration massive dans quelques aires.

Concentration des investissements aidés dans le Midi (résultats à la fin de l'année 1968, en milliards de lires).

REGIONS		PROVINCES		COMMUNES	
Montant	% Midi	Montant	% régional	Montant	% provincial
Campanie 837,4	26,4	Naples 606	72,5	Naples 406	61,5
Pouilles 743,7	23,2	Tarente 394,5	53	Tarente 383	97
Sicile 775,3	24,4	Caltani-225 setta	29	Gela 210	93
Sardaigne 473,2	14,9	Sassari 228	48	Porto Torrès	153 67
Total 2829,6		1553		1152	
Total 3168,2 midi		3168,2		3168,2	
% du Midi	88,9	50		36	

Source : d'après " Gli investimenti agevolati nel Mezzogiorno " Giuffrè Ed. 1971.

A la fin de l'année 1968, 89 % de l'aide totale concédée correspondant à 74 % du nombre des emplois à créer s'est dirigée dans quatre régions (Campanie, Pouilles, Sardaigne, Sicile). A l'intérieur des régions l'aide a été particulièrement concentrée dans quelques zones. Ainsi, l'aide accordée dans les provinces de Naples, Tarente, Caltanissetta et de Sassari, représente plus de 48 % de celle des régions avec un maximum de 72,5 % pour la province de Naples. L'aide accordée dans les communes de Naples, Tarente, Gela et Porto Torres représente plus de 60 % de l'aide provinciale globale avec un maximum de 97 % pour Tarente. Enfin ces communes qui sont celles du Midi ayant obtenu les aides les plus élevées obtiennent à elles seules 36 % de l'aide totale concédée aux régions méridionales.

En ce qui concerne les préférences sectorielles, l'accent a été mis sur des activités modernes produisant à grande échelle comme la chimie, la métallurgie, et, à un degré moindre, la mécanique.

Ces secteurs ont obtenu les plus forts financements pendant toute la durée de l'intervention en évoluant de 62,5 % du montant global des aides accordées pour l'ensemble des productions à la fin de 1955 à 73,2 % , pour la fin de 1970. Prises séparément, leur impact respectif par rapport au total concédé et pendant les mêmes périodes de référence a augmenté pour l'industrie chimique de 28,8 % à 40,5 %, pour l'industrie métallurgique, de 4,4 % à 12,4 % et pour l'industrie mécanique de 7,2 % à 10,2 % (XXXI). Leur affectation territoriale dénote le souhait d'aboutir à une spécialisation régionale, la chimie dans les îles, la métallurgie et la mécanique en Campanie et dans les Pouilles (XXXII). En effet, la Sicile et la Sardaigne ont obtenu près de 70 % du montant des financements octroyés au secteur de la chimie, les Pouilles et la Campanie 96,5 % des aides attribuées à la métallurgie et 67,5 % des aides concédées aux industries mécaniques (XXXIII).

L'investissement moyen par emploi créé est de l'ordre de 12 millions de lires sur l'ensemble de la période comprise entre 1951 et 1970. Il a varié de 0,92 millions de lires en 1950 à 14 millions de lires en 1970 avec des pointes supérieures à 15 millions de lires de 1965 à 1968. Elles correspondent au développement des complexes sidérurgiques (Pouilles) et chimiques (Sicile et Sardaigne). Bien que ces valeurs soient sujettes à caution (ces moyennes masquent des disparités importantes dans les entreprises et dans les secteurs d'activité) elles sont proches des valeurs publiées par le C.E.N.C.I.S.

Pour cet organisme, le coût de création d'un emploi a été estimé à :

- 6,2 millions de lires de 1958 à 1961,
- 9,3 " " de 1962 à 1965,
- 16 " " de 1966 à 1969 avec, si l'on considère

certaines projets spécifiques, des pointes de 80 millions pour le centre sidérurgique de Calabre et de 150-170 millions pour les installations pétrochimiques de Sardaigne (XXXIV).

En Italie, à quelques exceptions près, les moyens financiers dégagés pour le développement régional ont couvert uniquement une partie du territoire national. En France, l'attribution des aides a concerné pratiquement toutes ses régions. De plus, leur montant est inférieur dans le second pays.

2°) Les affectations en France.

Les différences d'affectation des aides peuvent s'expliquer par les niveaux de développement (besoins moins importants en France qu'en Italie à cause d'un développement supérieur) et par la conception de l'interventionnisme français. En effet, les aides devaient permettre de favoriser en même temps la reconversion (notamment dans le Nord-Est) et l'expansion industrielle dans l'Ouest. Par ailleurs, c'est vers une forme de développement plus équilibrée, illustrée par la technique du saupoudrage, que l'on s'est orienté en France. Aussi, la répartition des aides s'est effectuée dans son territoire d'une manière plus égalitaire.

Une autre remarque est liée aux organismes intervenant en matière de concession d'aides pour l'industrialisation. A côté des primes et des prêts bonifiés accordés par la F.D.E.S. il y a lieu de prendre aussi en considération les actions des S.D.R.. Les prises de participation et les financements accordés par ces sociétés ayant aussi soutenu l'expansion des régions défavorisées. A la différence de l'Italie où tout a été centralisé et réparti par la caisse du Midi, le pluralisme des organismes qui sont intervenus en France et l'absence de séries statistiques précises rendent difficile la connaissance des aides dans les secteurs d'activités. Les opérations ont pu, en effet, obtenir soit cumulativement soit séparément des primes, des prêts à un taux d'intérêt réduit ou des exonérations fiscales. Mais dans de nombreux cas elles ont aussi fait l'objet d'une intervention des S.D.R.. De plus, le rayon d'action de ces derniers déborde les territoires de l'Ouest tels que nous les avons définis en particulier pour la S.D.R. de Normandie. Aussi présenterons nous essentiellement l'aspect de la répartition spatiale de l'aide.

Pour les aides financières, les préférences se sont portées beaucoup plus qu'en Italie, sur l'utilisation des primes. On peut même considérer que l'interventionnisme français s'est basé essentiellement sur l'attrait exercé par cette forme d'aide pour attirer et favoriser les initiatives dans les régions défavorisées.

De 1955 à 1971, le montant des primes allouées dans toutes les régions s'élève à 1,74 milliards de francs courants dont le 55,6 % (42 % en réalité, en tenant compte de la dépréciation monétaire) a été concédé de 1969 à 1971. La progression importante qui s'est amorcée à partir de 1968, semblable aussi à celle de l'octroi des prêts bonifiés, est liée à la relance de la politique de développement régional. Pour cette période les primes se sont réparties

entre 45 % au développement et 55 % à l'adaptation (XXXV). Sur toute la période étudiée, elles ont permis à près de 3 400 opérations bénéficiaires d'obtenir un financement moyen de 510 000 F. Ce financement moyen est supérieur à la réalité si l'on tient compte que pour certaines opérations de décentralisation quelques firmes ont obtenu un quota annuel important(cas, par exemple, des subventions accordées en 1960 à Citroën qui, en s'installant à Rennes, a obtenu 20 millions de francs sur un total concédé, dans l'année, de 88,4 millions. Toutefois, si on la corrige de ces affectations particulières qui majorent le montant moyen primable d'environ 15 % on arrive à une donation de 420 000 F qui est le double de celle octroyée aux opérations bénéficiaires en Italie.

L'attribution en nombre et en montant des prêts accordés par le comité I ter du F.D.E.S. au titre de la décentralisation, la conversion et l'expansion régionale a été fluctuante (XXXVI). Globalement le nombre des opérations bénéficiaires a été nettement inférieur à celui des primes, exception faite des trois premières années pendant lesquelles était mise en route la politique de développement régional. Sur l'ensemble de la période 1955-1971, le financement moyen par opération, obtenu de la sorte, a été de 1,34 millions de francs. Ayant pratiquement disparu entre 1962 et 1966 à cause du relais pris par les S.D.R. et celui des grands établissements nationaux spécialisés dans le financement industriel à long terme, les prêts à taux d'intérêt réduit ont été utilisés par la suite, d'une manière beaucoup plus importante.

Bien que différent, on peut estimer que le financement total consenti par les S.D.R. aux opérations industrielles est près de quatre fois supérieur à celui qu'a permis le F.D.E.S. De 1957 à 1972, le nombre des entreprises bénéficiaires s'est élevé à 2 961 pour 4 470, 3 millions de francs de prêts qui ont financé 18,5 milliards d'investissements (XXXVII).

Aucune tendance particulière ne semble se dégager pour la concession des aides fiscales, la politique suivie étant d'apprécier l'opportunité cas par cas. Une large utilisation des exonérations de patente et de la réduction des droits de mutation ressort tout au plus des statistiques à notre disposition. La comparaison entre les aides demandées et les attributions montre bien qu'elles ne sont pas automatiques et un nombre élevé d'entreprises a peut-être eu tort de compter sur elles (XXXVIII).

En ce qui concerne les primes et les prêts, la contribution totale au financement des investissements a été de 9,1 % de 1955 à 1962 dont 4,8 % pour les primes et 4,3 % pour les prêts (IXL). Sur l'ensemble de la période 1955-1971, on peut situer cette valeur à 12 % environ. Par contre, la contribution, des prêts accordés par les S.D.R. au financement des investissements, est plus élevée ; leur part s'établit à 24 % de 1957 à 1972.

Par rapport aux financements correspondants en Italie, ceux obtenus par les entreprises françaises sont en moyenne nettement inférieures avec un ordre de grandeur de $\frac{1}{3}$ (primes et prêts S.D.R.) à $\frac{1}{3}$ (primes et prêts F.D.E.S.) (XII). 2

Enfin pour l'affectation aux régions défavorisées de l'Ouest et pour l'incidence des aides sur le plan local les remarques suivantes peuvent être faites.

De 1955 à 1962 la part des primes qui leur a été attribuée est proche de 55 %. Si l'on constate par la suite une augmentation notable, en particulier de 1969 à 1971 puisqu'elle a représenté près de 75 %, il n'en demeure pas moins que l'on trouve toujours parmi les dix principales régions bénéficiaires trois régions de l'Est : Nord, Lorraine, et Rhône-Alpes. Le montant des primes affectées aux autres régions (mise à part la Bretagne) est irrégulier et inférieur (XLI).

Par rapport à celle de l'Est, l'aide accordée dans l'Ouest a été insuffisante : globalement et par opération, pour les primes et pour les prêts des S.D.R. De 1955 à 1962 les régions défavorisées de l'Ouest n'ont obtenu que 50 % du montant national des primes et malgré l'augmentation ultérieure (notamment de 1969 à 1971 puisque cette valeur s'établit à 55,6 %) l'aide est encore limitée. Les interventions des S.D.R. présentent les mêmes caractéristiques : seulement 44,4 % des prêts leur ont été octroyés de 1957 à 1972. Dans les régions de l'Ouest 73,6 % des opérations ont obtenu 55,3 % des primes et 52,9 % des entreprises ont obtenu 44,4 % des prêts octroyés par les S.D.R. (XLII). Ainsi, en moyenne, les opérations bénéficiaires obtiennent une aide inférieure dans l'Ouest que dans l'Est.

Les différences globales d'affectation sont moins importantes que dans les régions du Mezzogiorno.

La création d'emplois, provoquée par l'intervention, peut-être estimée à 320 000 dont 60 % environ dans l'Ouest. Cela a permis de maintenir une situation satisfaisante malgré le nombre d'actifs libérés par l'agriculture, les activités extractives et traditionnelles comme le cuir. L'impact sur les situations locales peut être mis en évidence en rapprochant le volume de l'emploi existant à un moment donné dans certaines régions défavorisées et celui dû aux programmes aidés (XLIII).

Ainsi, par rapport aux statistiques du recensement de 1968 on peut constater que les incidences sociales des programmes annuellement aidés représentent de 1,5 % à 6 % de l'emploi industriel régional.

B - Spécificité d'une aide organisée : la création d'une aire industrialisée dans les Pouilles.

La concentration de l'aide que nous avons relevé dans la

région des Pouilles est bien plus importante si l'on considère les affectations faites dans le Midi à partir de 1966 date du commencement de mise en oeuvre du pôle de développement Bari-Tarente-Brindisi (XLIV).

A l'origine du pôle se trouvent la Commission de la C.E.E. et la Haute Autorité de la C.E.C.A. Il s'agissait à partir d'une étude précise axée sur l'application d'un nouveau modèle d'industrialisation de créer dans une région défavorisée une aire de développement suffisamment autopropulsive. L'expérience devait être tentée dans un centre urbain suffisamment grand pour accueillir le noyau industriel de base et pouvant en même temps satisfaire les développements ultérieurs du pôle. Doté d'une population d'au moins 250 000 à 300 000 habitants le centre devait atteindre rapidement 500 000 habitants à cause de l'exode rural et de l'accroissement naturel de sa population.

Les responsables italiens ont suggéré de tenter l'expérience sur les régions du Midi. L'étude a été confiée en 1962 à la société Italconsult. Le rapport définitif devait être remis au gouvernement italien en 1965 (XLV).

Une analyse économique tenant compte en particulier des programmes d'intervention effectués et à effectuer dans le Mezzogiorno et des processus d'industrialisation a conduit ses auteurs à choisir la région des Pouilles. En effet, les trois centres les plus importants Bari avec 315 000 habitants, Tarente avec 200 000 habitants, Brindisi avec 750 000 habitants tout en étant assez proches pouvaient satisfaire aux conditions posées. Par ailleurs, les chances de réussite dans cette région ont été estimées supérieures aux chances des autres zones du Midi grâce à la découverte dans la vallée limitrophe du Basento d'importantes réserves de gaz naturel, de l'existence de diverses activités industrielles et celle d'une main-d'oeuvre mieux préparée grâce aux traditions existantes (XLV bis).

L'étude qui est centrée sur les effets d'entraînement en amont et en aval a été réalisée en fonction des principes directeurs suivants :

- 1 - analyse socio-économique de la zone (aspects quantitatifs et qualitatifs pour la détermination des zones d'influence) ;
- 2 - étude des possibilités régionales en fonction de la situation initiale, du secteur industriel et des diverses infrastructures ;
- 3 - étude des industries clés (détermination des industries motrices à mettre en place compte tenu des structures de production, de la concentration relative d'industries métallurgiques, de l'emploi, de la localisation de la rentabilité) ;
- 4 - étude des industries liées aux productions précédemment retenues ;
- 5 - détermination des infrastructures matérielles et intellectuelles nécessaires ;
- 6 - perspectives du développement naturel du pôle (étude prospective des développements de l'industrie et du secteur tertiaire à partir de l'ensemble constitué par les industries préexistantes,

les industries clés, les industries liées ; perspectives pour l'horizon de production normale compte tenu d'un optimum de population active agricole et d'un rythme d'exode rural souhaité).

Une distinction a été faite entre les industries dont la localisation dépend de la proximité d'unités intermédiaires sous-traitantes, les industries orientées vers le marché, et, les industries pouvant se localiser dans la zone pour d'autres raisons.

Les industries du premier groupe ont fait l'objet d'une étude particulière dans la mesure où elles étaient censées former rapidement (à cause de leurs liens d'approvisionnements particuliers) un tissu d'inter-relations industrielles suffisamment complet et efficace pour l'ensemble. Le choix du site de localisation fait par l'entrepreneur résulte pour les auteurs non seulement de la disponibilité d'infrastructures adéquates, de l'obtention d'aides financières et fiscales mais aussi, selon la nature des industries, de la présence d'entreprises pouvant sous-traiter leurs produits et d'une possibilité de trouver sur place les divers services indispensables au bon fonctionnement de la firme. Il fallait donc déterminer les éléments d'input des industries qui pour des raisons techniques nécessitaient une présence importante d'activités intermédiaires. Une enquête complémentaire allant dans ce sens a été réalisée par les experts de la C.E.E. dans diverses aires industrielles des pays membres.

Les recherches faites en fonction de l'input industriel dérivant d'industries principales et intermédiaires ont porté sur les 150 lignes de production les plus importantes des industries de transformation. Elles devaient permettre de connaître la structure technique et économique prédominante de la production des établissements européens les plus modernes ainsi que la dimension, le rayon d'influence et les caractéristiques des firmes auxiliaires indispensables.

L'enquête a montré que les industries dont l'efficacité et la compétitivité dépendent essentiellement de la proximité de nombreuses industries intermédiaires et qui tendent de ce fait à se localiser dans des concentrations, appartiennent surtout aux secteurs de la mécanique, (grande et moyenne mécanique, électromécanique, mécanique de précision).

Par ailleurs, il a pu être vérifié que des industries comme la conserverie, le textile et la transformation de produits intermédiaires de la pétrochimie répondaient aussi à des conditions d'interdépendance intéressantes. La prise en considération des activités existantes a permis de déterminer la structure de base du pôle avec les groupes d'industries suivantes :

- 1 - grande sidérurgie et métallurgie diverses { existant },
- 2 - mécanique de précision { " },
- 3 - pétrochimie et raffinage { " },

- 4 - grande et moyenne mécanique (à créer),
- 5 - conserverie et industries similaires { à créer },
- 6 - textiles mixtes et synthétiques { " },
- 7 - diverses industries de transformation
de produits intermédiaires de la chimie (").

Pour accélérer le processus local d'industrialisation, les auteurs ont conseillé la création simultanée d'ensembles formés d'unités principales, accompagnés des unités intermédiaires et auxiliaires nécessaires. Un ensemble représente un " secteur homogène ", par les inputs utilisés, pour lequel il s'agit de déterminer les unités principales. L'obtention dans l'aire d'influence du pôle d'un système de liaisons, semblable à celui existant dans les grandes concentrations industrielles, nécessitait la création d'un nombre d'unités principales et intermédiaires, assez élevé. Ainsi, pour la grande et moyenne mécanique, il se serait établi à plus de deux cents unités. L'importance des investissements à financer ne permettant pas de réaliser intégralement un ensemble, le choix s'est porté sur un nombre minimum d'unités principales et intermédiaires suffisamment complémentaires.

Pour les déterminer, on a pris un niveau d'offre intermédiaire, permettant d'assurer aux activités liées intermédiaires une taille minimale (XLVI). A ce niveau d'offre a été adapté une sélection d'activités liées parmi celles présentant les meilleures possibilités de débouchés.

Par un processus itératif sur un modèle général et à son inverse, le nombre d'unités principales dont la demande directe et indirecte pouvait équilibrer une offre intermédiaire déterminée fournie par les activités liées, a pu être réduit au minimum. Après examen de cohérence de l'ensemble et la prise en compte de divers critères, dont les perspectives du marché, la compétitivité vis à vis d'unités analogues localisées dans le triangle industriel du Nord et la possibilité de produire en très grande série, la sélection définitive a pu être faite (XLVII).

La dimension des unités principales retenues se rapproche de celle des plus grandes unités existantes dans le nord de l'Italie. Deux raisons sont à la base de ce choix :

la première est liée à la compétitivité, la seconde est en relation avec la formation de la main-d'oeuvre.

En procédant de la sorte les besoins de main-d'oeuvre qualifiée et spécialisée pouvaient être réduits. Résultat important dans une région où la formation n'est pas toujours satisfaisante et que l'entreprise doit assumer la plupart du temps.

En effet, on a pu observer que l'intégration industrielle formée par le développement d'un ensemble d'unités principales et d'unités intermédiaires essentielles présente, par rapport à une unité principale équivalente opérant verticalement, un avantage quantitatif et qualitatif. Selon la nature des activités la seconde formule nécessite de 5 à 20 % de personnel de plus; d'autre part, la spécialisation et la production en série comparativement moins poussées exigent une formation professionnelle plus grande. Dans un système

d'industries, appartenant aux secteurs de la grande et moyenne mécanique, intégrées horizontalement, cette formation est de 10 % inférieure par rapport aux besoins des mêmes industries mais opérant d'une manière verticale.

La sélection des industries principales appartenant aux secteurs de la grosse et moyenne mécanique a permis de déterminer les unités motrices suivantes :

- une usine de charpentes métalliques (lourdes et légères) avec une production annuelle de 50 000 tonnes représentant 14,7 millions Unités de Compte,
- une usine de cuisinières, baignoires, radiateurs en tôle et vaiselle métallique (production annuelle 12 000 tonnes pour 11,2 millions Unités de Compte),
- une usine produisant des bruleurs à mazout, des pompes centrifuges, des palans et des vérins (production annuelle 3 200 tonnes équivalent à 10,1 millions Unités de Compte),
- une usine de machines outils travaillant par enlèvement de la matière (production annuelle 3 000 tonnes pour 7,7 millions Unités de Compte),
- une usine de matériel agricole (production annuelle 10 550 tonnes 15,8 millions Unités de Compte),
- une usine produisant des installations et des engins de levage (production annuelle 11 400 tonnes, 9,3 millions Unités de Compte),
- une usine de chariots élévateurs et de transporteurs (production annuelle 5 600 tonnes représentant 7,4 millions Unités de Compte).

Le choix des unités intermédiaires essentielles procurant les inputs aux premières, déterminé aussi en fonction d'une " horizontalisation poussée " s'est limité aux industries de transformation. De plus était en même temps envisagée la création d'unités auxiliaires (unités d'entretien et de révision, unités complémentaires pour forges, traitement thermique, fabrication de moules pour les fonderies) et d'unités subsidiaires dont la production concerne certaines pièces que les premières ne considèrent pas comme économiquement rentables à élaborer (forges pour le matriçage à chaud d'éléments de série et le forgeage pour le compte de tiers).

Au total vingt trois unités liées ont été prévues dont : quatre ateliers d'outillage , deux ateliers d'entretien et dix sept ateliers de sous-traitance.

L'effectif, des usines projetées, devant être de 6 200 personnes dont 7 000 ouvriers et 1 200 employés ; les unités de sous-traitance occupant 24 % , celles de l'outillage et d'entretien 4 % , les unités principales 72 %. L'investissement global à effectuer se situant à 80 milliards de lires (année de référence 1965) dont 63 % pour les unités motrices et 37 % pour celles qui leur sont liées.

L'I.A.S.M. a été chargé par le gouvernement italien de conseiller, de recruter (en Italie et à l'étranger) les industriels suscep-

bles de créer les unités prévues (XLVIII). La Caisse du Midi devait réaliser les infrastructures nécessaires et assurer en collaboration avec divers organismes la formation professionnelle. Le déroulement de l'opération a été programmé selon l'échéancier suivant :

1966	promotion,
1967	projets d'exécution,
1968-69	construction et montage des unités,
1970-71	début de la production,
1972	production normale.

En résumé, l'utilisation d'aides pour stimuler les initiatives industrielles a été d'abord justifiée dans le cadre du développement général de l'économie nationale puis dans celui d'un rééquilibrage spatial des activités. Divers auteurs ont insisté sur l'importance de la politique de crédit pour financer les opérations se situant dans les zones défavorisées (montants élevés, taux d'intérêt inférieur à ceux pratiqués normalement). Il s'agit effectivement d'une mesure de base pour la réalisation de toute opération nouvelle. Les facilités accordées doivent pour certains compenser les avantages d'une localisation dans une région industrialisée. Mais pour qu'elles soient véritablement incitatives et opérantes pour l'aménagement du territoire il est préférable de leur faire franchir ce seuil.

En ce qui concerne les applications faites par les interventions nous avons pu constater que le système italien est centré sur les prêts bonifiés et les français sur les primes. Ce n'est qu'à partir de 1965 que les responsables ont pris conscience de la nécessité d'une intervention massive.

Les moyens financiers, qui, dans un Etat peuvent être affectés au développement régional sont limités, aussi il convient de provoquer par les aides le maximum d'effets industrialisants. L'organisation de l'industrialisation des Pouilles est un exemple intéressant car elle a été conçue à partir de ces critères.

Section II : L'incidence des principales aides directes sur la gestion des entreprises.

La difficulté de déterminer les incidences de certaines aides nous a conduit à faire une distinction entre les aides indirectes et les aides directes.

Dans les aides indirectes nous avons regroupé tout ce qui concourt à la préparation du milieu d'accueil (zones industrielles, infrastructures diverses) et à celle de la mise en route de l'entreprise (aide à la formation). Un environnement adapté est indispensable pour attirer des activités et favoriser le développement d'un territoire, mais, il est difficile de connaître d'une manière précise les avantages procurés. Un bon

équipement, des possibilités de liaisons correctes exercent des effets positifs sur l'entreprise mais ils ne sont pas mesurables. Si l'aide à la formation est aussi importante, elle n'est pas ressentie de la même manière selon les entreprises.

Les avantages procurés par les aides directes, financières et fiscales, ainsi que la réduction des charges salariales, peuvent être mieux perçus par l'entrepreneur. Les bonifications d'intérêts, les primes et certaines facilités fiscales constituent les principales aides couramment utilisées dont nous étudierons séparément puis globalement les effets sur la gestion. Nous écartons de l'analyse la réduction des charges salariales qui constitue une disposition récente.

Pour des raisons tenant à la structure de production, aux capacités utilisées, à la rentabilité, les effets des aides peuvent être différents pour les entreprises. La variation du site de localisation, dans les territoires aidés, peut provoquer aussi des effets différents pour la même activité. De ce fait, plus qu'une détermination précise nous montrerons ces effets d'une manière générale.

§ I - L'évaluation partielle.

Les aides directes réduisent les coûts de l'activité et lui permettent d'augmenter son taux de rentabilité. Ainsi, les contributions en Italie, les primes en France, atténuent le coût de l'équipement ; les prêts bonifiés et les exonérations d'impôts, celui des charges d'exploitation. Il est intéressant de le vérifier sur l'investissement pour les aides financières et certaines facilités fiscales.

A - Les effets des aides financières.

Si l'attrait exercé par les prêts bonifiés et les primes peut être différent, ces aides présentent une caractéristique commune : elles favorisent particulièrement l'investissement initial ou son accroissement (II).

I°) Les bonifications d'intérêts.

En prenant pour hypothèse le cas d'une bonification x valeur exprimée en pourcentage, relative à un emprunt d'une unité monétaire remboursable en n annuités constantes (la première l'étant l'année qui suit celle où l'emprunt a été contracté) le mécanisme de l'aide permet d'obtenir une formule générale qui détermine son incidence.

En effet, la bonification d'intérêts pour chacune des années d'emprunt (L) est égale à :

x	la première année
$x \left(1 - \frac{1}{n}\right)$	la seconde année
$x \left(1 - \frac{2}{n}\right)$	la troisième année
-----	-----
-----	-----
$x \left(1 - \frac{n-1}{n}\right)$	la n ième année .

A : La somme de ces expressions donne l'avantage total procuré

$$A = \sum \left(1 - \frac{n-1}{n}\right) .$$

Toutefois, cet avantage est atténué par l'imposition lorsque les résultats de gestion font apparaître un bénéfice. Si celui ci est assujetti à un impôt dont le taux est égal à t il en résulte un remboursement de :

$$xt \sum \left(1 - \frac{n-1}{n}\right) \quad (\text{Lbis}).$$

L'avantage initial est donc amputé du remboursement, de ce fait l'incidence réelle A' de la bonification devient :

$$A' = x \sum \left(1 - \frac{n-1}{n}\right) - xt \sum \left(1 - \frac{n-1}{n}\right)$$

$$A' = x(1-t) \sum \left(1 - \frac{n-1}{n}\right) .$$

En admettant que le taux d'intérêt pratiqué sur le marché financier s'établisse à une valeur g , la valeur actualisée de l'avantage total que la firme obtient par la bonification d'intérêt sera com-

prise entre les limites données par les expressions suivantes :

$$x \sum \left(1 - \frac{n-1}{n}\right) \left[\frac{1}{(1+g)^n} \right] \quad \text{et,}$$

$$x(1-t) \sum \left(1 - \frac{n-1}{n}\right) \left[\frac{1}{(1+g)^n} \right] .$$

Les capacités de financement de l'entreprise sont donc augmentées par la réduction des charges d'emprunt. L'impact psychologique de cette aide sur les entrepreneurs peut être variable. En effet, l'actualisation surtout si elle porte sur une durée assez longue va être estimée d'une manière plus ou moins traditionnelle en fonction de la personnalité du chef d'entreprise et des objectifs recherchés. Ainsi, il sera amené à lui accorder plus d'importance, lorsque la firme privilégie la politique de croissance.

2°) Les primes :

Considérons un montant I de ressources destinées à financer les investissements d'un projet, si :

$n_1, n_2, n_3, \dots, n_n$	représentent la durée d'utilisation des équipements,
$R_1, R_2, R_3, \dots, R_n$	les recettes correspondantes et
$C_1, C_2, C_3, \dots, C_n$	les coûts d'exploitation des exercices suivants,

il est possible de déterminer le taux de rentabilité r de l'opération.

Ce taux (qui peut être assimilé à l'efficacité marginale du capital) est tel qu'en l'appliquant à la valeur actualisée des profits escomptés V rend r égal au montant de l'investissement soit :

$$V = I \iff V - I = 0 \quad \text{ou}$$

$$\frac{R_1 - C_1}{(1+r)} + \frac{R_2 - C_2}{(1+r)^2} + \dots + \frac{R_n - C_n}{(1+r)^n} - I = 0 .$$

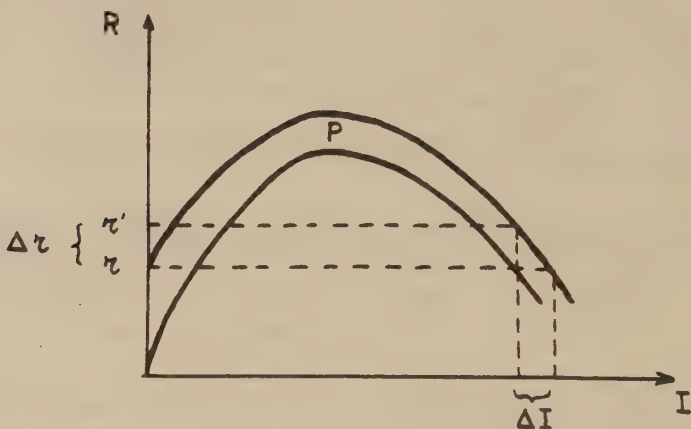
L'octroi d'une prime P réduit d'autant le montant de l'investissement, le nouveau taux r' sera forcément supérieur à r

d'une quantité Δr , il résulte de l'égalité suivante :

$$\frac{R_1 - C_1}{(1+r)} + \frac{R_2 - C_2}{(1+r)^2} + \dots + \frac{R_n - C_n}{(1+r)^n} - I' = 0$$

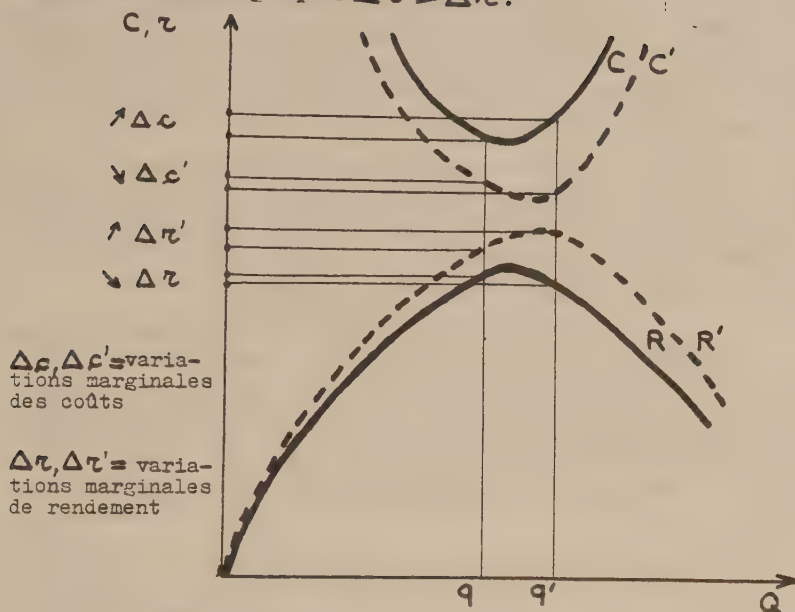
avec $I' = I - P$.

Dans cette hypothèse, la courbe représentant l'efficacité marginale du capital, ci-dessous reproduite, se déplace vers le haut. La décision d'investir se trouve confrontée devant une alternative l'augmentation du taux de rentabilité qui provient de la diminution du coût de l'investissement, ou, la réalisation d'un investissement additionnel ΔI .



Les primes exercent sur l'entrepreneur un attrait très important. Cela tient essentiellement à la possibilité dont il dispose de la concrétiser immédiatement sous l'angle simpliste mais néanmoins pratique de la réduction du coût des investissements. Elles peuvent conduire à faire choisir plus facilement un matériel adapté à la croissance future de la firme. Pour déterminer l'incidence réelle de la prime sur un projet d'extension, il est nécessaire de connaître le niveau des coûts et du rendement atteint par l'entreprise. Cette opération représente une opportunité exceptionnelle lui permettant d'améliorer sa compétitivité à condition que ses capacités de productions puissent fonctionner à plein. Les effets de l'aide seront différents selon la valeur prise par les variations marginales des coûts et du rendement lorsque la production évolue d'une quantité Oq pour la structure initiale de production, à Oq' pour la nouvelle structure. Comme il ressort, du schéma suivant, l'avantage acquis

n'est intéressant que pour $\Delta r' > \Delta r$.



B - Les effets de facilités fiscales .

En se localisant dans les territoires défavorisés, les nouvelles opérations industrielles ont pu bénéficier de deux types d'aides fiscales. D'une part, celle relatives à l'amortissement, d'autre part celles applicables à une opération ponctuelle (cas de la réduction des droits de mutation) ou pendant une période de temps limitée (exonération partielle ou totale de la patente, exonération décennale de l'impôt sur les bénéfices).

L'amortissement des investissements concernant des opérations nouvelles pouvait être effectué en Italie dans une période de temps inférieure de 2/5e à la normale. En France, la législation fiscale avait permis d'accélérer l'amortissement des investissements pour l'achat de matériel et d'outillage après le 31.12.1950. L'entreprise pouvait doubler le montant de la première annuité d'amortissement, calculé en fonction de la durée normale d'utilisation et la durée de l'amortissement se réduisait d'un an. Un système d'amortissements accélérés sans réduction de durée était mis en place par la suite.

Ces dispositions ne faisaient aucune discrimination sur la localisa-

tion. Seul l'amortissement du coût des constructions de 25 %, pendant la première année, représentait en France une aide spécifique dans les zones défavorisées. Prises pour favoriser le renouvellement des équipements, ces mesures, mettent sur un pied d'égalité toutes les entreprises. Il nous semble intéressant d'en déterminer aussi les effets pour deux raisons principales : elles ont particulièrement favorisé la politique d'investissement et complété les systèmes d'aides.

On peut assimiler la majoration de l'amortissement et la diminution de sa durée à une participation nette du fisc. L'avantage acquis par la firme est supérieur à celui obtenu en pratiquant des amortissements accélérés puisque dans ce dernier cas il se traduit par une aide provisoire au cash-flow que le fisc récupère par la suite. Le surplus de provision réalisé dans un temps plus réduit permet de renouveler plus vite les équipements (LI).

L'augmentation de l'amortissement peut faire diminuer les charges qui grèvent l'entreprise de deux manières : grâce au paiement différé de l'impôt, et, pour les firmes, qui ont un flux d'investissement continu, par la diminution de l'assiette imposable. Une étude consacrée à l'incidence de la politique d'amortissement italienne sur les résultats des entreprises le vérifie. Les entreprises exploitées sous la forme sociétaire et imposées au taux de 25 % bénéficient d'une réduction d'impôt de 8,25 %. Pour les firmes imposées au taux de 45 % la réduction est plus importante (II, 25 %) (Libis).

L'économie provisoire de l'impôt augmente le rendement net actualisé de l'investissement. De même les effets sur la capacité d'auto-financement sont profonds car " ils s'accompagnent d'un effet multiplicateur d'amortissement qui joue dès que l'entreprise mène une politique d'investissement net. Cet effet cumulatif d'auto-financement par amortissement renforcera la décision à investir " (LII).

Toutefois l'avantage acquis ne stimulera les investissements que si les impôts taxant les bénéfices obtenus sont importants (condition constatée pendant une phase de prospérité). Par contre, il deviendra inopérant pendant les périodes de dépression.

L'incidence de la politique d'amortissement sur l'inves-

tissement peut se retracer de la manière suivante (LIII) soit :

- r_t le revenu additionnel pendant l'année T résultant de la nouvelle immobilisation,
- C_t les coûts additionnels correspondants,
- Q_t le montant des amortissements de l'année T,
- α le taux d'imposition,
- i le taux de rentabilité,
- A la valeur de l'immobilisation,
- R la valeur des équipements liquidés à la fin d'une durée optimale d'utilisation,
- n la durée optimale d'utilisation.

La valeur V_c du projet est donnée par l'expression :

$$V_c = \sum_{t=1}^n [r_t - C_t - \alpha (r_t - C_t - Q_t)] (1+i)^{-t} + [R - \alpha (R - A + \sum Q_t)] (1+i)^{-n}.$$

Elle est égale à la somme de la valeur actualisée des revenus de l'entreprise et de la valeur résultant de la liquidation des immobilisations nettes d'imposition déduction faite du capital investi. En la simplifiant on obtient :

$$V_c = (1-\alpha) \sum (R_t - C_t) (1+i)^{-t} + \alpha \sum_{t=1}^n Q_t (1+i)^{-t} + [(1-\alpha)R + \alpha A] (1+i)^{-n} - \alpha (1+i)^{-n} \sum_{t=1}^n Q_t.$$

L'effet sur l'imposition E résultant de la politique d'amortissement est donné par l'équation suivante :

$$E = \alpha \sum_{t=1}^n Q_t (1+i)^{-t} - \alpha (1+i)^{-n} \sum_{t=1}^n Q_t.$$

En tenant compte des diverses possibilités d'amortissement on peut constater une diminution de la valeur de l'immobilisation lorsque les dotations aux amortissements augmentent. La réduction résultant de l'effet de l'imposition est d'autant plus faible que la durée de l'amortissement est brève par rapport à la durée d'utilisation optimale. Le coût des immobilisations se trouve atténué

d'une quantité q telle que :

$$q = [1 - (\alpha \times \text{rapport capitalisable})] \times A.$$

L'exonération décennale de l'impôt sur les bénéfices représente un avantage intéressant puisque la rentabilité effective de la firme est la rentabilité brute. Néanmoins, il n'est opératoire que pour un résultat d'exploitation positif ; cela constitue déjà une limite à sa portée. Par ailleurs, si nous prenons l'exemple d'une création, les charges grévant l'activité pendant les premières années d'exploitation sont particulièrement lourdes et ne permettent pas, sauf dans quelques cas extrêmement rares l'obtention d'un bénéfice. De ce fait, l'incidence est encore réduite par la durée pendant laquelle l'entreprise pourra en bénéficier, inférieure en règle générale à dix ans.

L'avantage obtenu par l'exonération partielle ou totale d'une charge fiscale analogue à la patente, est peut être plus intéressant, car la trésorerie de la firme est soulagée pendant la période de rodage. Du point de vue pratique, il a été parfois plus important que l'avantage permis en France par les primes, tout au moins pendant les premières années de l'intervention. Les exemples suivants tirés d'une étude faite en 1962 par la Direction Générale des Impôts pour comparer les gains procurés par ces deux types d'aides le font ressortir (LIV).

- I - Implantation d'une bonneterie devant créer 250 emplois dans une zone de conversion :

gain de l'exonération de patente : $59\ 621 \times 5 = 298\ 105\ \text{F}$
 attribution de la prime d'équipement au taux de 20 % : $\frac{1\ 273\ 000}{2} = 618\ 500\ (\text{IV})$

- II - Extension en zone spéciale de conversion entraînant la création de 55 emplois :

gain de l'exonération de patente : $28\ 000 \times 5 = 140\ 000\ \text{F}$
 attribution de la prime d'équipement au taux de 15 % : $\frac{155\ 135}{2} = 77\ 567\ \text{F}$

- III - Décentralisation d'une bonneterie occupant 78 personnes :

gain de l'exonération de patente : $27\ 846 \times 5 = 139\ 230\ \text{F}$
 prime accordée au taux de 12 % : $\frac{200\ 000}{2} \text{F} = 100\ 000\ \text{F}.$

L'incidence des aides est variable d'entreprise à entreprise. Les différences peuvent résulter des particularités de chacune d'elles dans la structure de production, son niveau, son marché,

le site de localisation, etc Toutefois, on peut dégager les principales tendances suivantes : les aides financières et fiscales stimulent l'investissement par la réduction du coût des immobilisations et améliorent la rentabilité de l'opération. Les effets dépendent de la structure du prix de revient du produit élaboré, de la situation du marché, notamment dans le cas des primes et des prêts bonifiés. Par leur nature elles paraissent favoriser plus les firmes dont le produit nécessite une part plus importante de capital technique. Ils sont plus forts lorsque les aides sont accordées à des productions connaissant une élasticité de la demande supérieure à l'unité car elles permettront de lancer ou de relancer l'opération avec des perspectives de croissance intéressantes.

§ 2 - Les essais d'appréciation cumulée .

L'impact effectif des aides pour l'entreprise se localisant dans une zone défavorisée a été estimé par plusieurs études pouvant se classer en deux groupes suivant la méthode. Dans le premier, l'influence des aides est calculée à partir d'exemples d'une firme hypothétique selon qu'elle se localise dans les régions d'intervention ou dans les territoires développés. Plus proche de la réalité, les analyses du second groupe précisent les avantages en fonction d'aires de localisation précises. Déterminés sur des critères de base pour l'entrepreneur comme l'investissement, la rentabilité ou le coût d'exploitation, les avantages permettent de vérifier des différences d'effets en fonction de la structure, du type de production de la firme et du site d'installation.

A - Les évaluations pour des localisations indifférenciées.

Deux études consacrées à la politique d'aide en Italie, l'une de M.M. G. ACKLEY-L. DINI, l'autre de M. STEFANI ont approché l'incidence sur l'entreprise des mesures appliquées dans la zone d'intervention (LVI). L'effet exercé par les aides est mis en relief à partir de la comparaison entre une localisation dans le Nord et dans le Sud d'une activité abstraite. Par rapport à la première, qui prend en considération toutes les mesures de faveur, la seconde, a pour objet de déterminer les avantages procurés uniquement par les facilités fiscales.

1°) La méthode d'extrapolation.

La méthode suivie par M.M. ACKLEY-DINI distingue les dispositions relatives à la création d'un établissement et celles qui concernent son fonctionnement. En effet, quel que soit le type d'opération envisagé dans le Midi, certaines aides réduisent le coût de l'investissement (LVII) alors que d'autres sont opérantes pendant la production (LVIII) ou en cas de réalisation d'un bénéfice (LIX).

Pour déterminer l'économie réalisée sur l'investissement les auteurs prennent pour hypothèse le même montant à effectuer, soit dans la partie riche, soit dans la partie sous-développée du pays par deux firmes présentant des structures identiques dans la combinaison des facteurs de production.

Afin d'établir une similitude avec la réalité, la répartition des dépenses prises en compte, est conforme à la moyenne qui a résulté des demandes de financement présentées entre 1953 et 1957 à l'I.R.F.I.S. (60,2 % des dépenses pour l'achat du matériel et d'outillage, 30,4 % pour les terrains et les constructions et 9,4 % pour les frais d'acquisition diverses).

Plusieurs cas sont alors envisagés (matériel et outillage importés ou fabriqués en Italie, aides accordées totalement ou partiellement). Dans l'éventualité d'une importation, l'économie réalisée sur le coût de l'investissement varie entre un minimum de 4 % lorsque les seules facilités accordées comprennent la réduction de l'I.G.E., les exemptions des droits de douane et d'enregistrement et un maximum de 26,8 % pour le cumul des aides.

Lorsque le matériel et l'outillage acheté est produit en Italie, les économies sont comprises entre 3 % (aides partielles) et 29,1 % (investissement qui bénéficie de toutes les aides).

L'incidence sur la rentabilité de l'opération est déterminée en tenant compte simultanément de la réduction du coût de l'investissement et des gains procurés par les aides qui allègent les charges financières pendant l'exploitation. Toutefois les calculs ont été faits uniquement pour deux valeurs de diminution du coût de l'investissement : l'une correspondant à l'avantage le plus fort, l'autre à celui jugé le plus vraisemblable (LX).

Les données relatives au financement des investissements et au taux de l'intérêt ont été choisies de la manière suivante. Ont été prises, une valeur de 50 % proche de la moyenne des financements accordés par l'I.R.F.I.S. entre 1953 et 1957 (de 46,8 %), et, une valeur de 65 % (maximum du financement permis par la législation vérifiée dans plusieurs occasions) pour le financement externe des investissements.

En ce qui concerne les taux d'intérêt, celui pris en considération pour le Nord, 9,5 % représentait la moyenne pratiquée sur le marché financier (de 8 % à 11 %) ; celui pris par le Sud, 5,5 % étant le coût des financements octroyés par les Instituts de crédit spécialisés. Toutefois, ont été aussi retenus, un taux de 5 % pour le Nord, et de 3 % pour le Midi, résultant de la loi n° 623 qui avait abaissé les taux d'intérêts en faveur des petites et moyennes entreprises (LXI). Les coûts entraînés par les charges financières annuelles (amortissement du capital + intérêts) selon que le taux de financement de l'investissement est égal soit à 50 %, soit à 65 % avec les loyers de l'argent sus dits, sont confrontés, avec un revenu brut, identique dans le Nord et dans le Sud, croissant d'une valeur de 250 à 400 (LXII).

Les pourcentages de gains sur la rentabilité brute et la rentabilité nette d'imposition (après l'application de l'impôt sur la richesse mobilière) obtenus par l'entreprise qui se localise dans le Midi plutôt que dans les régions du Nord sont les suivantes :

Gains sur la rentabilité d'une localisation indifférenciée " Sud-Nord".

	Matériel et outillage importé		Matériel et outillage italien	
	Avantages par rapport à l'aide maximum	Avantages par rapport à l'aide moyenne	Avantages par rapport à l'aide maximum	Avantages par rapport à l'aide moyenne
I - revenu brut 250, intérêts 9,50 et 5,50 % - rentabilité brute - rentabilité nette	5,6 7,1	4,1 5,6	6,1 8,0	2,7 4,6
II- revenu brut 250, intérêts 8 % et 3 % - rentabilité brute - rentabilité nette	5,9 7,5	4,3 5,9	6,4 8,3	3,0 4,9
III-revenu brut 400 intérêts 9,50 % et 5,50 % - rentabilité brute - rentabilité nette	7,4 II	5,1 8,7	8,1 12,4	2,8 4,9
IV - revenu brut 400 intérêts 8 % et 3 % - rentabilité brute - rentabilité nette	7,7 II,4	5,4 9,1	8,4 12,8	3,2 7,6

Source : d'après G. ACKLEY-L.DINI " Agevolazioni fiscali e creditizie per lo sviluppo dell'Italia Meridionale " M. et C. n° 49 1962 p. 42 et 52.

En se localisant dans une région méridionale, l'investissement permet d'obtenir une rentabilité plus forte pouvant varier de 4,1 % à 7,5 % pour le matériel importé (lorsque le revenu brut est égal à 250) et de 2,7 % à 8,3 % pour le matériel national. Si le revenu brut est de 400, les avantages respectifs se situent entre 5,1 % et 11,4 % d'une part et 2,8 % et 12,8 % d'autre part. Le résultat de la rentabilité nette est encore plus important à cause de l'exemption de l'impôt sur la richesse mobilière.

Les auteurs évaluent l'incidence globale des aides sur le coût moyen de production à partir de diverses hypothèses de matériel importé. Pour chacune d'elles les chiffres d'affaires sont identiques dans les deux zones. La réduction unitaire permise se situe entre 4 % (chiffre d'affaires: 2 500, coût d'exploitation dans le Nord 2 250) et 9 % (chiffre d'affaires: 1250, coût de l'exploitation dans le Nord: 1 000).

Enfin sont pris en considération plusieurs taux de rotation du capital (rapport entre le chiffre d'affaires et l'investissement initial) pour tenir compte de la réalité car, le taux peut varier d'une manière sensible selon le type d'industrie. Il s'avère que les activités dont le taux de rotation du capital est faible (vente annuelles inférieures à l'investissement total) obtiennent des avantages supérieurs aux activités dont le taux de rotation est plus fort, ces dernières correspondent aux industries dont la part du capital dans le prix de revient du produit est mineur. La synthèse des principaux résultats obtenus qui est donnée dans le tableau suivant permet de le constater. En effet, avec un montant initial d'investissement de 1 474,6 au Nord correspondant à 1 129,6 dans le Midi en faisant doubler le chiffre d'affaires (de 1 250 à 2 500) l'avantage est moindre pour l'activité dont le taux de rotation du capital est élevé.

Gains obtenus sur le coût de production unitaire par l'application de toutes les aides à partir d'un investissement dans le Nord de 1 477,6 (en % selon les diverses hypothèses)

A - Matériel importé	
I - C.A. 1250, coûts d'exploitation au Nord 1000 revenu brut 250 (taux de rotation du capital faible)	
a - Intérêts 9,5 % et 5,5 % financement 50 %	9 %
b - Intérêts 8 % et 3 % financement 50 %	9,4 %
II - C.A. 2 500, coûts d'exploitation au Nord 2 250 revenu brut 250 (taux de rotation du capital élevé)	
a - Intérêts 9,5 % et 5,5 % financement 50 %	4 %
b - Intérêts 8 % et 3 % financement 50 %	4,2 %
B - Matériel national	
I - C.A. 1 250, coût d'exploitation au Nord 1 000 revenu brut 250 (taux de rotation du capital faible)	
a - Intérêts 9,5 % et 5,5 % financement 50 %	9,2 %
b - Intérêts 8 % et 3 % financement 50 %	9,5 %
II - C.A. 2 500, coûts d'exploitation au Nord 2 250 revenu brut 250 (taux de rotation du capital élevé)	
a - Intérêts 9,5 % et 5,5 % financement 50 %	4,1 %
b - Intérêts 8 % et 3 % financement 50 %	4,2 %

Source : G. ACKLEY-L. DINI p. 47 et 48.

Utilisant la même méthode, M. STEFANI a montré l'effet spécifique des exonérations fiscales pour l'entreprise qui s'installerait en Sicile plutôt qu'au Nord (LXIII). Pour cet auteur, avec des montants identiques, pour les investissements, les coûts d'installation, les coûts de production et les mêmes combinaisons productives, ce type d'aide permet d'épargner 1,6 % du montant de l'investissement pour le matériel national et 11,9 % pour des achats équivalents à l'étranger.

Ramenés aux coûts d'exploitation, ces avantages sont laminés quand la production augmente par l'incidence de l'amortissement. Ainsi pour un investissement initial de 1 000 et un coût de production de 20 par unité, l'avantage d'une localisation en Sicile se traduit par une économie sur les coûts de 0,48 % pour le matériel italien et de 0,62 % s'il provient de l'étranger lorsque la production totale est de 100 unités. Par contre l'économie est insignifiante si la production est décuplée.

Enfin la diminution de l'investissement, cumulée avec l'exonération de l'impôt sur la richesse mobilière, entraîne sur le résultat d'exploitation une baisse du coût de production qui varie de 2,1 % (production totale 100 unités) à 1,3 % (production totale 1 000 unités) dans l'hypothèse où le matériel acheté est italien et de 2,6 % à 1,3 % pour le matériel importé.

2°) Les limites.

Les gains avancés par la méthode d'évaluation d'ACKLEY-DINI risquent d'être différents sinon laminés. La réduction des avantages procurés par les aides peut provenir de la simplification des hypothèses formulées qui n'ont pas tenu compte en particulier de l'environnement et des différences de traitement fiscal.

L'entreprise peut obtenir les mêmes aides en envisageant diverses localisations dans le Midi, leur incidence peut varier en fonction de la nature de l'activité, de son marché, du degré de concentration industrielle de la zone. Cette dernière donnée est importante car elle permet à la firme de profiter des économies externes. Dans ce domaine le Nord est particulièrement favorisé. De plus, si on veut concevoir des conditions d'exploitation analogues il reste à vérifier que c'est pratiquement possible. Cela suppose pour chaque installation des conditions d'approvisionnement, de débouchés analogues et surtout la possibilité de trouver sur place la main-d'oeuvre qualifiée nécessaire. Par exemple, en matière de main-d'oeuvre, l'avantage du Midi est seulement quantitatif. Certes, il serait possible de la former, toutefois les coûts correspondants atténueront dans des proportions variables les avantages initiaux.

De même, l'incidence des charges fiscales n'est pas réellement conforme aux estimations. En effet, les économies réalisées sur le coût de l'investissement ou d'exploitation (en tenant compte des tarifications réduites sur l'énergie électrique) peuvent

être neutralisées par des charges fiscales plus importantes des collectivités locales.

G. SILVA D'AIETTI le fait observer en prenant trois localisations précises : la première dans une commune de Nord à Milan, les autres dans les communes siciliennes d'Enna et de Palerme (LXIV).

En effet, l'impôt sur la richesse mobilière est de 9,2 % à Milan, 12,7 % à Palerme et 15,3 % à Enna pour les revenus de la catégorie C1 (entreprises artisanales pour lesquelles la source de revenu résulte du travail de contribuable et de sa famille) lorsque le montant imposable est inférieur à 720 000 lires (LXV). Les taux s'appliquant sur les revenus de la catégorie B (revenus des activités industrielles) sont respectivement de 15,65 %, 19,69 % et 21,92 % dans les trois communes pour le même montant imposable.

La différence existant entre Milan et Enna pour un revenu supérieur à 720 000 lires est de 6,95 % (à l'I.R.M. s'ajoutent des taxes additionnelles et des droits, assis sur cet impôt). Elle résulte d'une imposition supérieure à Enna, 32,20 % contre 25,25 % à Milan. Certes une localisation en Sicile permet d'être exonéré de l'I.R.M. qui s'applique au taux de 18 %. Malgré cette atténuation, le taux réel de 11,67 % pour Enna est loin d'être négligeable.

Différence de traitement fiscal des collectivités locales.

Impôts, taxes additionnelles, droits de perception	Taux applicables à Enna	Taux applicables à Milan
- I.R.M. tranche + 720 000 lires	0	18
- Taxes additionnelles		
- Commerciales	3,50	3,50
- Provinciales	1,75	1,75
- Chambre de commerce, d'artisanat et d'industrie	5	0,42
Total	10,25	23,67
- Surtaxe E.C.A. (impôt communal)	0,51	1,18
- 5 % sur l'impôt total	10,76	24,85
Frais de perception	0,91	0,40
Taux réel applicable	11,67	25,25

Source : G. SILVA D'AIETTI " Analisi degli effetti ...". p.204.

Enfin, une dernière neutralisation des aides pour les petites et moyennes unités peut provenir d'autres règles d'imposition. Le revenu imposable peut, en effet, être mis en évidence par les résultats d'une comptabilité rigoureuse ayant force probante devant le fisc ou bien à partir d'une estimation faite par l'administration en fonction de divers critères d'appréciation. Or, il se trouve que dans le Midi, le nombre de firmes qui remplissent l'obligation comptable est limité. Le montant imposable est déterminé en fonction de taux identiques pour l'ensemble du territoire national, il peut s'avérer supérieur à la réalité et surimposer les entreprises qui ont une comptabilité déficiente. Ainsi, en 1957 le revenu imposable résultant du bilan de certaines grandes sociétés dans le secteur alimentaire variait de 1,91 % à 2,45 % du chiffre d'affaires alors que les coefficients appliqués dans ces secteurs en matière d'imposition forfaitaire se situaient entre 5 % et 10 % du chiffre d'affaires.

Les activités capitalistiques sont principalement avantagées par les principales aides directes. Divers éléments (fiscalité locale, différence de traitement fiscal des entreprises) atténuent l'impact des aides.

B - La différenciation par des aires de référence .

L'effet différencié des aides pour le développement régional, selon l'aire de localisation choisie par la firme, a été mis en évidence pour le Midi italien par M. MOMIGLIANO (LXVI) et en France par la D.A.T.A.R. (LXVII). Par rapport à l'étude italienne, l'étude française est plus abstraite.

1°) - Localisations dans la péninsule .

La méthode utilisée par M. MOMIGLIANO s'est appuyée sur des firmes comparables pour les produits élaborés, la dimension, la combinaison des facteurs de production et les perspectives futures de leurs marchés. Les résultats donnent les avantages obtenus entre une installation dans une aire du Midi par rapport à une aire du Nord (préalablement sélectionnées) et permettent de vérifier que les aides ont des incidences différentes selon les activités.

Les produits de référence choisis pour leurs perspectives de croissance sont : trois de l'industrie mécanique (LXVIII) avec des structures de production diverses A, B, C, (la dernière étant la plus capitaliste), un de la chimie (tubes P.V.C.), trois de l'industrie de la construction (ciment, céramique, appareils sanitaires), deux pour le textile (tissus et filés de coton, prêt à porter), un pour la cartonnerie (papier) et un pour l'industrie verrière (fabrication de récipients). Le choix des zones de localisation s'est porté pour le Midi, sur les aires et noyaux d'industrialisation disposant des meilleurs atouts de développement (LXIX). Celui des aires du Nord résulte d'un échantillon représentatif de la situation générale de l'industrialisation dans son territoire (LXX). Dans les deux cas, des sous-localisations ont été envisagées distantes du chef lieu provincial de 20 km dans le Sud et de 25 km dans le Nord (LXXI).

L'auteur tient compte des facteurs ayant une incidence directe ou indirecte sur les coûts de la localisation choisie qu'il classe en cinq grandes catégories (les facteurs liés à la distance, au coût de l'investissement, aux niveaux qualitatif et quantitatif de la main d'oeuvre et les facteurs correspondants à l'obtention d'économies externes et ceux relatifs au traitement du bénéfice). En outre, les hypothèses suivantes ont été formulées :

- les unités de production localisées dans le Midi bénéficient du maximum des aides et l'industriel recherche la localisation optimale pour minimiser les coûts et maximiser les bénéfices;
- dans tous les cas l'opération est menée à terme à l'issue d'un délai de 3 à 5 ans à partir du moment de la localisation;
- pour chaque produit, a été envisagée une entreprise avec une production théorique optimisant la combinaison des facteurs nécessaires à son élaboration;

- pour les produits de l'industrie mécanique, l'hypothèse faite est celle d'une extension correspondante à un transfert partiel d'une activité fonctionnant au Nord, celle pour les autres produits est une véritable création.

Les calculs ont été effectués pour les trois produits de la mécanique dans les aires des provinces de Turin, Salerne, Bari, Pescara, Basento, Potenza, Tarente et pour les autres produits des aires d'Alexandrie, La Spézia, Rovigo, Pescara et Matera. Deux périodes sont distinguées pour montrer l'incidence des aides : l'une inférieure à dix ans, l'autre comprise entre dix et quinze ans.

Les aides permettent de réduire les coûts de 2,9 % pour le prêt à porter à 14,6 % pour la céramique à Pescara (zone la plus favorable du Midi) et de 1,3 % pour le prêt à porter à Matera (aire la plus défavorable) lorsque l'objectif de la firme est de minimiser les coûts ou de maximiser le profit net dans un délai inférieur à deux ans.

L'atténuation des coûts dans l'industrie mécanique est la suivante : de 5,6 % (aire la plus favorable) à 3,7 % pour le produit A, de 6,3 % à 4,5 % pour le produit B, de 7,8 % à 6,9 % pour le produit C.

Par contre, le système d'aides ne présente plus pour l'entreprise dans toutes les aires du Midi et pour toutes les combinaisons productives un avantage de s'y localiser plutôt que dans le Nord si l'objectif est de minimiser les coûts dans un délai compris entre dix et quinze ans.

Celui obtenu dans l'aire la plus favorable ne permet qu'une économie de 0,8 % pour le prêt à porter et de 1,2 % pour le papier. Il reste substantiel seulement pour les pâtes (7,1 %), les tissus filés de coton (6,6 %), et, pour la céramique (5,5 %).

Lorsque l'objectif est de maximiser l'épargne sur l'investissement, les valeurs obtenues sont dans l'aire la plus favorable de 22 % (pour le produit A), 25 % (pour le produit B), 28 % (pour le produit C), et dans l'aire la plus défavorable respecti-

vement de 24 %, 29 % et 33 % (LXXII).

D'autre part, il s'est avéré, que le système d'aides entraînait des différences dans les aires de localisation du Sud pour les extensions nécessitant des investissements importants. Ainsi, la réduction du coût de l'investissement permise, varie de 21 % à 25,6 % pour le produit de la mécanique A, de 24 % à 28,8 % pour B et de 26,4 % à 33 % pour C.

Considérant séparément l'incidence des diverses catégories d'aides, l'auteur aboutit aux résultats suivants. L'épargne obtenue par les subventions est comprise entre 9 % et 15 %.

Les prêts bonifiés et les subventions ont un effet supérieur sur des productions plus capitalistiques. Ainsi, la réduction des coûts de production est de 2 % à 3 % pour les produits de la mécanique, de la verrerie, le prêt à porter, de 5,8 % pour les filés de coton, de 4,2 % pour la céramique et de 6,5 % pour le ciment.

Les exonérations fiscales permettent d'atténuer les coûts de production entre un minimum de 2,1 % (prêt à porter) et un maximum de 10,2 % (mécanique produit C).

Finalement la réduction globale des coûts selon l'aire de localisation varie de la manière suivante :

- de - 2,3 % à 1,0 % pour les pâtes,
- de 1,7 % à 7,2 % pour les filés de coton,
- de 2,2 % à 3,2 % pour le prêt à porter,
- de 3,3 % à 5,4 % pour la mécanique (produit A).

Dans l'ensemble il s'agit de valeurs qui, comparées avec une étude plus ancienne, paraissent encore élevées (LXXIII). L'auteur en conclut :

- l'industriel estimant que son coût d'exploitation serait inférieur ou égal à 1,08 % (variable selon les branches de 1 % à 1,8 %) à intérêt à s'y installer.
- si le coût d'exploitation est supérieur de 1,08 % à 2,1 % (variable selon les branches jusqu'à 2,9 % il peut se trouver encore avantage en se localisant dans le Sud mais à condition d'obtenir un bénéfice.
- si le coût d'exploitation est supérieur à 1,08 % mais reste compris entre 2,68 % et 2,10 % l'opération peut-être encore envisagée mais elle n'est pas saine du point de vue de la gestion car la rentabilité y serait inférieure par rapport à celle obtenue dans le Nord.
- si le coût d'exploitation est supérieur à 2,1 %, il serait désavantage en s'installant dans le Sud de l'Italie.

2°) Localisations en France.

L'étude faite par la D.A.T.A.R. détermine uniquement à partir de leur évaluation partielle (LXXIV) l'effet cumulé des aides sur l'investissement selon plusieurs aires de référence. Si, par sa méthode elle s'apparente aux précédentes, elle se situe

tout de même à un niveau d'abstraction supérieur à celle de MOMIGLIANO (bien que l'incidence des aides ait été calculée parfois en fonction des situations moyennes observées pour certaines entreprises). De ce fait, les résultats obtenus, ne représentent pas exactement l'effet des aides quel que soit la nature de l'investissement. Toutefois, ils mettent en évidence les différences existantes entre les aires par les variations des primes d'adaptation et de développement industriel.

L'hypothèse de départ est celle d'une création pour éliminer l'incidence des plus-values foncières sur une entreprise réalisant des bénéfices et soumise à l'impôt sur les sociétés. L'activité nouvelle est censée obtenir le maximum d'aides et son investissement se répartit entre les diverses immobilisations d'après les structures moyennes résultantes d'une enquête spécifique, c'est à dire 5 % pour le montant de l'investissement affecté au coût des terrains, 50 % pour la construction (LXXV) et 50 % pour les achats de matériel et d'outillage (LXXVI).

L'avantage obtenu (réduction du coût de l'investissement selon les diverses aires de localisation après imposition et application d'un coefficient d'actualisation tenant compte du délai séparant la réalisation de l'opération, du versement des primes) est porté sur le tableau suivant :

Réduction du coût de l'investissement selon la localisation (en %).

	PARIS	CHARTRES	ANGERS	MAYENNE	NANTES
exonération de patente	—	—	5,7	5,7	5,7
amortissement exceptionnel	—	—	—	2,5	2,5
prime de développement (LXXVII)	—	—	—	7,6	15,8
prêts F.D.E.S.	—	—	—	—	1,6
achats terrains équipés	—	—	—	—	1,6
redevance pour construction	- I2	—	—	—	—
TOTAL	- I2	—	5,7	15,8	27,2

Source : L.D.F. " Effet cumulé des aides financières ... " juillet 1968.

Entre la zone d'aide maximum (Nantes) et la Région Parisienne où la redevance sur les locaux serait fixée à 100 F par m² de plancher, l'investissement peut subir par le jeu combiné des aides et des pénalités une réduction de l'ordre de 39,20 %.

L'avantage d'une localisation à Nantes, par rapport à Paris est important. Il vise surtout à montrer la différence de traitement d'une entreprise parisienne qui, à partir d'un certain niveau d'expansion, se trouverait placée dans l'alternative de s'étendre sur place ou de créer un nouvel établissement en Province. Néanmoins, il n'est ressenti dans des proportions analogues que pour les activités nécessitant des surfaces bâties importantes.

L'incidence des aides sur l'investissement dans certaines aires de l'hexagone est comparable aux évaluations correspondantes pour le Mezzogiorno. Mais au contraire de l'Italie où le système interventionniste a placé initialement toutes les régions défavorisées sous le même régime ; la France différencie nettement les zones d'action en échelonnant d'une manière progressive les facilités. Lorsque l'étendue des territoires défavorisés et leur population sont relativement importants, le principe consistant à dégager des priorités selon les caractéristiques socio-économiques des sous-ensembles qui les composent nous semble plus adéquat qu'une indifférenciation pour réussir l'aménagement industriel.

*

*

*

*

L'application d'un système d'aides approprié pour les firmes opérant dans les zones défavorisées est la condition nécessaire pour promouvoir le développement.

Pour qu'elles soient efficaces, les aides doivent réunir diverses conditions d'adaptabilité, relatives à leur montant, leur durée, la nature des activités à stimuler et l'affectation spatiale. Il importe que l'entrepreneur puisse en déterminer l'incidence. Les facilités accordées doivent compenser véritablement les désavantages éventuels d'une localisation extérieure aux foyers industrialisés des régions riches.

Une articulation différente en fonction des priorités préalablement déterminées au sein des espaces à industrialiser s'avère aussi indispensable. Toutefois, pour des raisons de concurrence,

en regard des entreprises situées dans les régions développées, les avantages doivent s'atténuer pendant le développement.

Les aides au financement apparaissent plus intéressantes que les exonérations fiscales car elles permettent d'avantage d'économies sur le coût des investissements et concrétisent immédiatement l'avantage procuré.

Les allègements fiscaux semblent avoir joué un rôle marginal dans l'aménagement spatial. Comme l'a écrit un spécialiste : l'influence directrice à l'aide de la fiscalité est difficile à exercer " parce que les impôts sont des instruments conçus pour prélever et non pour guider " (LXXVIII). Les conclusions d'une étude spécifique de leurs effets pour stimuler les initiatives dans les zones déprimées du Piémont (région déjà industrialisée) le démontrent (LXXIX) :

1 - l'octroi de franchise même, si elles sont renforcées par des facilités locales (zones industrielles, ventes de terrains à des prix particulièrement faibles) ne suffit pas à susciter des initiatives que l'industrie écarte à priori si les déséconomies ne peuvent être atténuées par des subventions (malgré les aides fiscales, 72,6 % des communes déprimées n'ont accueilli aucune initiative nouvelle).

2 - sauf dans quelques communes bien situées ou proches des grands centres industriels, les aides fiscales ont suscité la naissance de quelques entreprises, sans pour autant créer un réseau solide et durable d'activités industrielles.

En Italie, les diverses aides, notamment les primes et les prêts bonifiés, avantagent surtout les activités fortement capitalistiques limitant ainsi les incidences sur l'emploi.

On peut se demander s'il n'existe pas une contradiction entre l'objectif proposé par l'intervention (accroissement de l'emploi industriel dans les territoires où la main d'oeuvre disponible est importante), et la nature des facilités choisies. On peut relever ici une certaine inadaptation des stimulants corrigée récemment par le dégrèvement des charges salariales.

Cette critique s'applique aussi, mais à un degré moindre au système français. En effet, l'obtention des primes a été liée à la création d'un nombre minimum d'emplois.

Une autre forme d'inadaptation de la politique d'aide résulte des règles d'attribution (réalisation d'un investissement minimum).

La concurrence moderne justifie la création d'entreprises ayant une certaine dimension. Néanmoins, l'exigence d'un investissement minimum ne favorise pas l'initiative locale déjà insuffisante dans les régions déshéritées. Il s'agit d'une disposition discriminatoire pour des petites unités assurant notamment les services et l'entretien. Ces unités peuvent être à l'origine d'un nombre d'emplois non négligeable et d'un tissu industriel dense.

L'effet global des aides, rapporté à l'épargne sur le coût de l'investissement est important : 33 % au maximum en Italie, 27,2 % en France. Néanmoins, les gains procurés sont moins évidents lorsque l'entreprise est amenée à considérer ses conditions d'exploitation. Rappelons à cet égard les estimations de M. MOMIGLIANO pour le système d'aide italien qui, dans l'ensemble, est plus incitatif que le système français. Sur une période de temps comprise entre dix et quinze ans, les réductions sur les coûts d'activité deviennent insignifiantes pour diverses productions et selon l'aire de localisation de l'entreprise, risquent même un désavantage par rapport à une installation dans le Nord. Cela dénote bien une inadaptation spatiale des aides. Il est évident, que, dans ces conditions le nombre de firmes que l'on peut attirer dans les régions défavorisées est forcément limité.

L'optique de l'intervention pour restructurer l'espace est sujette à caution.

D'une part, pour qu'elles soient véritablement efficaces pour l'aménagement spatial, les aides doivent aboutir à des avantages réels pour les opérations nouvelles (création ou extension), localisées dans les régions défavorisées.

D'autre part, la politique d'aide s'est trop appuyé sur des données micro économiques. Or, il est préférable pour favoriser les processus d'industrialisation que l'aide s'inscrive aussi dans le cadre d'une organisation des localisations. L'exemple de la promotion industrielle des Pouilles va dans ce sens.

*

*

*

*

REFERENCES CHAPITRE III

- I : Historiquement des aides sommaires sous la forme de franchises avaient été instituées entre le XI^e et le XIII^e siècle. Elles avaient pour but de limiter l'arbitraire caractérisant le système fiscal de l'époque pour favoriser la création des " Villeneuves ". C'est la première tentative d'un aménagement spatial que l'on a voulu provoquer en utilisant des mesures fiscales.
- II : J. BODIN " Réponse aux paradoxes ".
- III : A. de MONTCHRETIEN de VATEVILLE " Traité d'économie politique ".
- IV : J. LAFFEMAS " Règlement pour dresser les manufactures du royaume ".
- V : J. COLBERT "Mémoires sur le commerce ".
- VI : Voir en particulier R. GONNARD " Histoire des doctrines économiques de Platon à Quesnay " Nouvelle Librairie nationale 1921, p. 145 et suiv., A. PIETTRE " Pensée économique et théories contemporaines " Dalloz 4^{ième} édition, 1966 p. 48 et suiv.
- VII : A. SMITH " Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations " Librairie Guillaumin, Paris 1846, op. cit. p. 196.
- VIII : Pour la justification des aides dans la pensée économique voir aussi A. DUMOULINS " Le support doctrinal et théorique des subventions publiques aux investissements des entreprises " R.S.F. n° 3, 1967.
- IX : A. MARSHALL " Principles of economics " Londres, The Mac Millan, Co. 1930, p. 475.
- X : L'effet externe représente l'action indirecte exercée par une activité ou par une consommation sur le bien-être des autres producteurs ou consommateurs. Il peut être positif ou négatif. Dans le premier cas, il contribue à la création d'avantages sociaux alors que pour le second il se traduit par des coûts sociaux. Voir en particulier D. FEARCE et S.G. STURMEY " les effets externes et l'antagonisme entre bien-être individuel et bien-être collectif " A. et P. n° IV, 1967, p. 499 à 516.
- XI : A.C. FIGOU " Traduction, introduction et notes " par G.H. BOUSQUET, Dalloz, 1958 p. 216 et suiv.
- XII : A. BARRERE " Théorie économique et impulsion keynesienne " Dalloz 1958, p. 216 et suiv.

- XIII : Voir en particulier H. BROCHIER - P. TABATONI " Economie Financière " P.U.F. 1963 p. 362 et suiv.
- XIV : J. TINBERGEN " Politique économique et optimum social " Economica 1972, XIII-272 p.
- XV : Voir notamment H.D. DICKINSON " Economics of Socialism " London, Oxford University Press, 1939 p. 130.
- XVI : M. DOBB " On Economic Theory and Socialism " London, Routledge et Kegan, Paul, 1955, p. 64.
- XVII : Cela a été notamment le cas pour les Etats Unis, la Finlande, la Norvège, la Grande-Bretagne, la Suède, le Japon, l'Allemagne.
- XVIII : En particulier A. GRAZIANI, G. DI NARDI, P. SYLOS-LABINI P. SARACENO.
- XIX : Cf. supra, chap. I, sect. I.
- XX : Voir en particulier G. DI NARDI " Le politiche monetarie e creditizie in un sistema duale " R.P.E. juillet 1970 p. 794 et suiv. Dans une analyse semblable mais limitée aux effets des exonérations fiscales V. SELAN aboutit à des conclusions analogues. Cf. " Nota per una analisi delle conseguenze economiche degli sgravi fiscali " A.F. volume V. 1956 p. 189 à 197.
- XXI : " La giustificazione economica degli incentivi ad investire in aree sottosviluppate " Scritti di economia e statistica in memoria di A. Molinari, Giuffrè Ed. 1963 p. 551.
- XXII : Voir infra sect. II § 2.
- XXIII : G. ACKLEY - L. DINI " Agevolazioni fiscali e creditizie per lo sviluppo industriale dell'Italia meridionale " M. et C. n° 49, 1960. Dans leurs conclusions, les auteurs suggèrent une aide établie sur le chiffre d'affaires.
- XXIV : F. MCMIGLIANO " Effetti degli incentivi diretti nelle convenienze all'insediamento delle industrie " Ministero del Bilancio e della Programmazione Economica "1968 154 p. ;
- XXV : La concurrence internationale prend une nouvelle dimension à cause de la libéralisation progressive des échanges dans laquelle se sont engagées la plupart des nations sous l'égide du G.A.T.T. mais surtout à cause de la formation d'une union économique et douanière comme la C.E.E. En effet dans l'article 85, le traité de Rome

met en relief pour les adhérents le respect du libre jeu des mécanismes de la concurrence et exclut la plupart du temps pour un Etat membre, la possibilité de recourir à l'application de mesures protectionnistes durables.

- XXVI : Voir annexe tableau III-1 et III-2.
- XXVII : Voir annexe tableau III-3.
- XXVIII : Valeurs obtenues à l'aide du tableau en annexe III-4.
- XXXIX : I.S.T.A.T. " Conti economici territoriali per gli anni 1951-1969 " supplemento straordinario al Bollettino mensile di statistica n° 9 sept. 1970.
- XXX : Voir : annexe tableaux III-1, III-5 et graphiques III-1 et III-2.
- XXXI : Valeurs qui résultent du tableau III-5 en annexe.
- XXXII : Cela peut être mis en évidence par les quotients de localisation sectoriels de ces activités dans les régions du Midi, voir annexe tableau III-6.
- XXXIII : Valeurs obtenues à partir du tableau en annexe III-7.
- XXXIV : De 1967 à 1970 l'investissement pour chaque emploi créé s'est élevé à 30 millions de lires pour l'ensemble des industries manufacturières. Pour ces dernières il a évolué ainsi :
- | | | | |
|------------------|--------|-----------------------------|--------|
| textile | : 13,8 | habillement et cuirs | : 3,3 |
| ameublement | : 31,6 | métallurgie | : 81 |
| chimie | : 58,3 | matériaux de construction | : 24,1 |
| mécanique | : 18,7 | transformation du papier et | |
| fibres chimiques | : 35 | caoutchouc | : 5,1 |
| carton | : 72,7 | dérivés du pétrole | : 138 |
- Voir C. CAPONI " Indicatori territoriali dello sviluppo industriale italiano. Una indagine Nord e Sud " R.P.E. oct. 1970 p. 1092.
- XXXV : Voir annexe tableau III-8a.
- XXXVI : Le F.D.E.S. accorde ces prêts à un taux d'intérêt de 6 % remboursable de 10 à 15 ans.
- XXXVII : Voir annexe de III-11a à III-11c.
- XXXVIII : Voir annexe tableau III-13 et III-14.
- IXL : Voir annexe tableau III-12.
- .XL : Valeurs mises en évidence ou extraites à partir des tableaux en annexe III-8a à III-8c et III-9.

- XLI : Voir annexe tableaux III-8b et III-9
- XLII : Voir annexe tableaux III-8c, III-8d et III-IIc.
- XLIII : Voir annexe tableau III-IO.
- XLIV : Uniquement pour les programmes d'infrastructures approuvés dans les quatre années de réalisation du pôle la Caisse du Midi a financé dans cette région 45,3 milliards de lires de travaux dont 7,7 milliards dans les trois consorzi du pôle.
- XLV : C.E.E. " Etude pour la création d'un pôle industriel de développement en Italie Méridionale " 1966, tome I 249 p. tome 2,596 p.
- XLV bis : En effet, à partir de la fin du XIXe siècle se sont développées à Tarente des activités mécaniques liées à l'existence d'un arsenal et d'un chantier naval relativement importants. La préparation de la population aux emplois industriels résultant d'une meilleure qualification générale due à l'existence d'activités pour le conditionnement de l'huile d'olive parmi les plus importantes d'Italie, d'une industrie de conserverie en expansion, d'une industrie pétrochimique de taille internationale, de diverses activités mécaniques et métallurgique ainsi qu'à la création plus récente du complexe sidérurgique de l'ITALSIDER entrée en fonction en 1960. Voir notamment " Rapporto d'una missione C.E.E. sul polo pugliese " M.E. 19.9.1970 p. 61 à 68 et " Etude pour la variation d'un pôle ... ".
- XLVI : Cette méthode se différencie de celle plus classique consistant à déterminer la demande et la production intermédiaire à partir de prévisions de la demande et de la production finale.
- XLVII : L'étude a tenu compte des points suivants :
 - exclusion des industries tendant à une plus grande concentration de la production,
 - exclusion de certaines industries constituant une spécialisation du centre-Nord,
 - exclusion des industries constituant des spécialisations d'autres zones du Midi,
 - exclusion d'industries principales en raison du degré élevé de spécialisation de la main-d'oeuvre (la main-d'oeuvre qualifiée locale pouvant couvrir immédiatement les besoins de l'ensemble des unités principales s'installant dans le pôle se limitait à 10 % pour les besoins du personnel qualifié et à 5 % pour le personnel spécialisé),
 - exclusion des industries principales à inputs limités
 - exclusion d'industries principales correspondant à des réalisations ou à des initiatives en cours d'exécution dans le pôle,
 - exclusion d'industries principales pour des raisons de marché.

- XLVIII : Istituto di Assistenza allo sviluppo del Mezzogiorno.
- II : L'entrepreneur qui privilégie le court et le moyen terme est plus porté à préférer des primes que des prêts bonifiés.
- I : L'économie réalisée chaque année est décroissante à cause des remboursements de l'emprunt.
- I bis : Hypothèse plus vraisemblable pour l'entreprise française que pour celle italienne tout au moins pendant la période d'exonération légale de l'impôt sur les bénéfices.
- LI : Voir en particulier R. TELLER " Amortissement fiscal et croissance des entreprises dans la C.E.E. " p. 9-10. Larcier Bruxelles 1974.
- LI bis : S. BRUNO " Ammortamenti accelerati e riduzione dell'onere fiscale : il caso italiano " R.P.E. 1967, p. 1771 à 1802.
- LII : P. FONTANEAU " Fiscalité et investissement " dossiers Thémis P.U.F. 1972. op. cit. p. 21.
- LIII : G. HINTERHUBER " Gli effetti delle imposte sulla politica degli impianti nelle imprese industriali " Giornale degli economisti oct. 1966, n° 9-10 p. 933 à 952.
- LIV : Cité par B. JALON " Primes et zones industrielles " Ed. Berger-Levrault 1967, p. 145.
- LV : La D.G.I. a considéré que l'impôt sur les bénéfices diminuerait de moitié le montant des primes concédées.
- LVI : G. ACKLEY - L. DINI " Agevolazioni fiscali e creditizie per lo sviluppo industriale dell'Italia meridionale " M. et C. n° 49, 1960, p. 25 à 52.
G. STEFANI " L'industrializzazione considerata nel quadro della legislazione fiscale ed in relazione all'obiettivo dello sviluppo economico " A.F. , vol. X, 1961 p. 211 à 236.
- LVII : Rappelons qu'il s'agit de la réduction des droits d'enregistrement et d'hypothèque, des exemptions des droits de douane du matériel importé, de la réduction de 50 % de l'I.G.E. sur ce matériel, de la réduction de 50 % des tarifs pour leur transport par fer, des subventions directes allant jusqu'à 20 % de l'investissement pour les P.M.E., de l'exemption de l'impôt sur la richesse mobilière jusqu'à 50 % des bénéfices investis dans les régions du Midi.

- LVIII : Prêts bonifiés, prises de participation par les Instituts d'intervention.
- LIX : Exemption décennale de l'impôt sur la richesse mobilière.
- LX : 19,2 % pour le matériel importé et 11,7 % pour le matériel national.
- LXI : La loi n° 623 du 30.7.1959 avait relevé les limites des prêts de 500 à 1 000 millions de lires dans le Nord et 1 000 à 1 500 millions dans le Sud.
- LXII : Le revenu brut est défini par les auteurs par la différence entre le chiffre d'affaires et tous les coûts exception faite des charges financières. Par ailleurs le chiffre d'affaires et les coûts sont considérés identiques dans les deux territoires.
- LXIII : Une localisation en Sicile permettait à l'entreprise d'obtenir de légers avantages supplémentaires prévus dans le cadre du statut autonome de la région.
- LXIV : G. SILVA-D'ALETTI " Analisi degli effetti territoriali di alcune agevolazioni fiscali " A.F. vol. X, 1961, p. 198 à 210.
- LXV : Pour l'imposition de l'I.R.M. voir P. FONTANEAU " Fiscalité européenne " tome I p. 44 et suivantes.
- LXVI : F. MOMIGLIANO " Effetti degli incentivi diretti nelle convenienze all'insediamento delle industrie ".
- LXVII : " Effet cumulé des aides financières accordées pour une implantation industrielle en Province " D.A.T.A.R. L.D.F. juillet 1968.
- LXVIII : Les produits de l'industrie mécanique ne sont pas désignés. L'auteur indique seulement qu'il s'agit de produits conventionnels cf. " Effetti degli incentivi ... " p. 16 à 18.
- LXIX : Les aires choisies se situant près des villes suivantes : Latina, Naples, Caserte, Salerne, Pescara, Bari, Brindisi, Tarente, Potenza, Basento, Matera, Reggio di Calabria, Catane, Syracuse, Palerme, Sassari, Cagliari.
- LXX : Pour le Nord, le choix s'est porté sur Canavesa (province de Turin) et les zones proches d'Alexandrie, Monza, Sesto, la Spezia, Massa, Modene, Trente, Rovigo, Terni.
- LXXI : Les avantages résultant des localisations sont déterminés à partir de critères tenant compte de la situation socio-économique, des équipements et de leur évolution à court terme.

- LXXII : Ces valeurs sont proches de celles obtenues par ACKLEY-DINI qui les ont situées entre 26,8 % et 29,1 %.
- LXXIII : N. COPPOLA D'ANNA " Incentivi per lo sviluppo industriale nel Mezzogiorno " M. et C. déc. 1960, p. 552 à 586.
- LXXIV : Voir annexe tableau III-I5
- LXXV : Le coût de la construction s'est avéré égal à 800 F/m2 en moyenne.
- LXXVI : L'investissement est financé pour 1/3 par un prêt F.D.E.S. au taux de 6% pour Nantes et au taux pratiqué sur le marché financier dans les autres aires de localisation.
- LXXVII : Elle a été fixée à 12 % pour Mayenne et à 25 % pour Nantes. Les pourcentages indiqués dans le tableau tiennent compte que les amortissements sont plus rapides, de ce fait l'entreprise doit réintégrer plus rapidement dans ses bénéfices le montant de la prime. Pour le traitement fiscal et comptable de la prime voir infra ch. IV sect. I.
- LXXVIII : A. LAURÉ " Traité de politique fiscale " P.U.F. 1957, op. cité p. 320
- LXXIX : C.E.R.I.S. " Lo sviluppo industriale delle aree depresse del Piemonte. Efficacia e limiti dell'incentivo fiscale " F. Angeli Ed. 1966, 329 p.

CHAPITRE IV : EFFETS DES POLITIQUES D'INDUSTRIALISATION SUR LES MUTATIONS SPATIALES.

Malgré l'action particulière dans le Midi des firmes contrôlées par l'Etat, les interventions ont misé sur l'initiative privée pour réduire les déséquilibres régionaux.

Pour les responsables, le schéma correcteur devait, en principe, se dérouler d'une manière à la fois logique et simple. En favorisant par un système d'aides les activités industrielles, le niveau de l'emploi pouvait s'élever localement et ce, d'autant plus que d'autres activités se seraient trouvées dynamisées par contamination. Ainsi, on permettait la création ou l'accentuation du processus de développement nécessaire pour atteindre les buts proposés.

La constatation éventuelle du processus de changement dans la situation économique et sociale de l'Italie du Sud et de l'Ouest français, nous amène à poser deux questions :

Les effets des politiques d'industrialisation sur les mutations spatiales n'ont-ils pas été atténués ?

Quelle est la part des changements imputables à l'intervention ?

En réponse à la première question, il semblerait qu'une meilleure adaptation des mesures pour l'industrialisation des régions défavorisées et de la politique économique aurait permis des résultats plus probants. Dans cet ordre d'idée, on peut mettre en évidence des anomalies directement ou indirectement provoquées. En effet, tout en conservant le même cap, les responsables ont exécuté de fausses manœuvres. Elles résultent des antagonismes entre la volonté et l'application des décisions, car, la politique l'emporte souvent sur l'économique.

Deux observations, l'une relative aux dispositions les plus récentes, l'autre à la situation économique des pays pendant la durée d'étude de l'intervention, sont nécessaires avant de répondre à la seconde question.

D'une part, il est difficile de constater des modifications significatives dans le court terme. De ce fait, nous écartons de l'analyse les effets provoqués par les dispositions plus récentes.

D'autre part, l'effet correctif a été facilité. En effet, des récessions ont marqué les économies de l'Italie et de la France entre 1950-1951 et 1970-1971 mais, dans l'ensemble, la croissance a été soutenue. Ce climat favorable est à la base des modifications dont il sera fait état. En d'autres termes, une part des améliorations en matière d'emploi, de revenus, dont l'estimation serait délicate à faire, résulte de la croissance. L'autre étant due à l'action interventionniste dans toutes ses formes, incitatives et dissuasives. Néanmoins, les ressources financières mises à la disposition des régions défavorisées ont contribué à soutenir la croissance des économies nationales. Aussi, les changements essentiels que nous montrerons peuvent s'attribuer, en très grande partie, aux politiques interventionnistes.

Après avoir recensé les différents phénomènes qui ont pu, avec des intensités plus ou moins fortes, aller à l'encontre des objectifs poursuivis, nous essayerons de porter au travers des résultats un jugement sur le caractère opératoire des politiques d'industrialisation.

Section I : Les entraves au développement des territoires défavorisés.

Des phénomènes d'origines différentes ont atténué l'efficacité de l'interventionnisme et provoqué des distorsions. En tenant compte des anomalies les plus évidentes on pourrait, à la limite, se demander dans quelle mesure les politiques de développement ont été acquises aux intérêts des régions défavorisées.

L'importance quantitative et qualitative des problèmes à résoudre, laissait entrevoir une régularité de l'effort correctif, à la fois dans son intensité, et dans sa direction. Par l'affectation, parfois discontinue, de l'aide entre les territoires défavorisés, faite selon des considérations politiques plutôt qu'économiques et par l'extension des aides en faveur des zones déprimées, les interventions n'ont respecté qu'en partie les conditions sus-dites.

En outre, la contribution des entrepreneurs " étrangers " au développement des régions défavorisées a été réduite. Certes, les interventions ont misé sur l'initiative privée et sur les systèmes d'aides. Mais la localisation d'un nouvel établissement dans la région comporte des risques ; elle n'est pas toujours intéressante malgré les facilités accordées. Les contradictions résultant de l'application des aides ou de la politique économique ont pu désorienter des entrepreneurs déjà réticents.

Nous montrerons, à partir d'exemples caractéristiques

empruntés aux expériences italiennes ou françaises les distorsions de l'interventionnisme et les causes limitatives de l'initiative privée.

§ I : Les distorsions de l'interventionnisme.

On peut distinguer deux types de distorsions provoqués par l'interventionnisme. La première résulte du mode d'utilisation des différentes aides ; la seconde est indirecte, elle provient de l'atténuation sur le plan local des effets inducteurs de l'investissement.

A : Les contradictions à la cause régionale.

L'importance des zones d'aides a pu contribuer à ces contradictions. Elles ont représenté près de la moitié des territoires italiens et français comprenant respectivement 50 % et 30 % des populations nationales. Plus précisément, nous rappellerons qu'en Italie les zones de développement industriel et les noyaux d'industrialisation pour lesquels l'aide accordée se situait au niveau le plus élevé représentaient 23,6 % de la superficie du Midi et 47,1 % de sa population. En France, un choix de localisation dans près de 50 départements permettait d'obtenir la prime d'adaptation ou de développement industriel. Dans ces conditions, l'effort entrepris ne pouvait qu'être dilué, la superficie trop vaste des territoires aidés entraînant un fractionnement des investissements. Limitée dès le départ, l'efficacité des politiques d'industrialisation s'est encore trouvée atténuée par l'extension d'aides en faveur de territoires plus avancés.

1°) Les anomalies d'affectation de l'aide.

Le fait de distinguer les zones sous-développées et de fixer une hiérarchie d'intervention se justifie économiquement. Dans tout espace, des classifications peuvent être mises en évidence montrant des aptitudes différentes au développement et à l'industrialisation. Elles résultent, par exemple, des ressources, du site, de l'importance quantitative ou qualitative de la population, de sa tradition industrielle, etc ... Dès lors, il est logique de prévoir une modulation des aides, c'est à dire, accorder des aides plus importantes dans les territoires particulièrement handicapés avec des populations relativement élevées.

Pour procéder de la sorte, il est supposé que la politique économique puisse être imposée d'une manière décisive et qu'elle soit imperméable aux diverses réactions. Or, l'intervention a été soumise à divers tiraillements qui lui ont fait prendre un tournant politique parfois préjudiciable à l'effort entrepris.

a) Les influences locales et politiques.

Les édiles et les représentants locaux acceptent difficilement l'affectation inégale des aides. Ils exercent des pressions

soit pour l'intégration ou le maintien de leur commune dans les zones d'aides soit pour obtenir par rapport aux territoires limitrophes des avantages supérieurs. La défense des intérêts des autochtones a parfois sacrifié l'intérêt général.

Jusqu'à une époque récente, c'est la capacité du maire pour obtenir des pouvoirs publics la création d'une garnison dans sa ville, qui contribuait à son prestige. En fonction de l'effectif, son maintien aux rênes de la commune était assuré. Plus récemment, son image de marque s'améliore s'il attire dans la commune des industries. Tout en revendiquant ce droit auprès des pouvoirs publics de nombreux maires ont mené une politique parallèle d'industrialisation (créations de zones industrielles, exonérations d'impôts locaux).

Ce type d'action a changé l'attitude des responsables de la politique d'industrialisation en entraînant souvent gaspillage de ressources. L'exemple le plus marquant est celui de la prolifération, non seulement dans les régions prioritaires, mais pratiquement dans tout le territoire national, de consortiums (Consorzi) et de zones industrielles souvent disparates, insuffisamment utilisées à cause de leurs carences en équipements. On est arrivé à une situation de concurrence entre un grand nombre de communes pratiquant une surenchère de facilités. Cela n'a pas toujours servi les intérêts de l'aménagement du territoire ni l'intérêt des firmes qui ont pu être attirées par ces moyens.

L'action menée par les élus siégeant au Parlement ou membres du Gouvernement est aussi illogique. L'attribution des aides s'est politisée et la politique suivie a été parfois équivoque. Cela a été souligné, en particulier en France, pour le département de la Gironde qui représente l'exemple le plus frappant par M. JALON. Dans ce domaine, l'auteur s'interroge en effet :

" Sur la coïncidence qui se manifeste entre la conscience que l'on a semblé prendre de la situation du département et l'évolution de sa représentation politique au gouvernement " (I).

Le département de la Gironde qui était représenté jusqu'en 1958 par des députés opposés au régime n'avait reçu aucune prime de décentralisation depuis 1958. Entre 1958 et 1963 il se classait en quatrième position des départements français les plus favorisés avec 25 336 000 F. d'aides. Lors des élections du 30 novembre 1958 les élus choisis étaient favorables au gouvernement.

Des constatations analogues de coloration politique de l'aide peuvent aussi être faites pour le Cher, la Seine Maritime, le Gard, la Somme et le Bas-Rhin. Toutefois, le revirement des tendances n'a pas une amplitude semblable à celle de la Gironde, devenu un bastion du régime (II).

b) La répartition des dépenses publiques.

L'utilisation de la dépense publique représente un exemple typique du dirigisme économique, elle a été suivie d'une manière générale et croissante dans tous les pays occidentaux. L'orientation des dépenses publiques peut effectivement servir la politique d'aménagement industriel. En effet, l'amélioration des conditions de vie dans telle ou telle région (adaptation en matière d'équipements et de services publics de tout genre) facilite la localisation des activités.

Loutefois, une condition est nécessaire : une coordination véritable entre les divers ministères. C'est à cause de stratégies parfois différentes qu'en France, la DATAR, par le biais du FIAR, a essayé d'influencer les ministères soit en prenant des initiatives, soit en acceptant de prendre partiellement en charge certaines réalisations. Mais l'insuffisance de crédits octroyés au Fonds a limité son action. Par rapport aux plans précédents on constate pendant le Vème plan (1966-1970) une augmentation non négligeable. Néanmoins, le montant des crédits du Fonds n'a pas représenté plus de 0,66 % du total des investissements publics réalisés et 1,80 % des dépenses budgétaires relatives aux équipements publics (retracées dans les titres V et VI des budgets). Cette insuffisance des moyens n'a pu corriger les interventions trop dispersées des ministères. La répartition des investissements publics s'est même avérée contradictoire avec les orientations de la politique d'aménagement.

Dans une étude de la répartition interrégionale des investissements publics pendant le Vème plan, M. PRUD'HOMME a montré les anomalies d'affectation (III). Elles sont mises en relief par la comparaison des investissements réalisés dans une région déterminée par rapport aux investissements qu'il aurait fallu effectuer compte tenu de certaines variables.

Soit : - Dr le montant des équipements publics réalisés dans la région r,
- Pr la population de la région r,
- Ga l'augmentation de la population de la région r,
un ajustement sur le plan national permet d'obtenir l'équation d'affectation suivante :

$$D = 2,355 P + 21,515 G - 6,77 \quad (I).$$

Malgré une valeur trop élevée de l'écart type des coefficients de G (5,540 contre 0,0041 pour les coefficients de P), la qualité de la régression ($R^2 = 0,974$) est suffisamment bonne pour considérer acceptable une répartition des investissements dans les diverses régions conformes à l'équation.

La différence entre Dr, valeur obtenue à partir de l'expression (I) et le montant réel des dépenses met en évidence l'impact de la politique d'aménagement sur l'équipement régional. En effet, pour une valeur Dr > Dr va correspondre un montant d'investissements

supérieurs à la part qui aurait dû normalement revenir à la région; une valeur $Dr < \bar{Dr}$ représentant un montant d'investissement inférieur à la part due. La différence peut se représenter en termes relatifs :

$$Tr = \frac{\bar{Dr} - Dr}{Dr}$$

Pour éviter certaines critiques de l'indicateur Tr puisque les décisions des responsables gouvernementaux n'ont porté pendant le Vème plan que sur un contrôle d'environ 35 % des équipements publics l'auteur élabore un autre indicateur permettant d'intégrer la politique menée par toutes les autorités, soit :

- Cr le montant des dépenses budgétaires affectées aux équipements de la région r ,
- Ir un indice d'influence politique relatif à la région r , somme des nombres relatifs des députés de la majorité aux différentes législatures, pondéré par leur durée. L'équation d'affectation des investissements obtenue comme précédemment devient :

$$C = 1,139 P + 1,855 G - 0,037 I - 430,9 \quad (II).$$

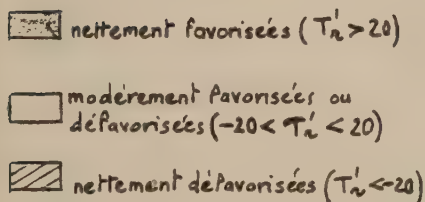
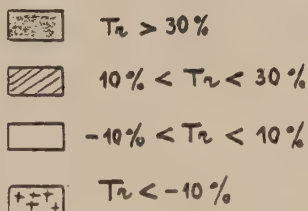
Contrairement à l'expression précédente, la valeur de l'écart type des coefficients de $\bar{C}$ est plus intéressante (1,574 contre 0,122 pour ceux de P et 0,378 pour ceux de I), la qualité de la régression ($R^2 = 0,980$) est supérieure et permet à l'équation (II) de mieux justifier le phénomène étudié.

Dans cette nouvelle équation, les dépenses d'équipement dans la région r sont une fonction de sa population mais non de son augmentation ni de son influence politique. De ce fait, les différences entre les dépenses par habitant peuvent être attribuées à la politique volontariste d'aménagement du territoire. Elles s'expriment par l'expression :

$$Tr' = \frac{Cr}{Pr} - \frac{\sum Cr}{\sum Pr}$$

La configuration spatiale des résultats qui sont portés sur les cartes suivantes permet de constater une différence selon que l'indicateur de référence est Tr ou Tr' . On est néanmoins éloigné dans les deux cas de l'affectation qu'il aurait fallu ordonner. En effet, les régions de l' Ouest n'ont pas été systématiquement favorisées : le Centre, les Pays de la Loire et l'Aquitaine ont une valeur Tr négative. Cette tendance est encore plus marquée pour les valeurs Tr' mis à part le Languedoc-Roussillon. Mais ce qui peut

paraître paradoxal, c'est de constater parmi les plus favorisées, la Région Parisienne et la Haute-Normandie, deux des régions les plus riches de France.



Source : R. PRUD'HOMME " Critique de la politique d'aménagement du territoire " R.E.P. n° 6. 1974 p. 926 et 928.

Bien qu'intéressante, cette méthode vérifiant la conformité de la répartition des investissements avec la politique d'aménagement du territoire nécessite deux remarques.

Lier dans une région, l'affectation de l'investissement à sa population et à son évolution est logique ainsi que la neutralisation de l'influence politique. La seconde formulation, tout en paraissant plus complète, nous semble moins bonne que la première car l'accroissement de la population régionale n'est pas pris en considération, l'auteur semble s'être rendu compte de cette lacune.

Par contre, c'est une erreur de mettre les régions sur le même pied d'égalité. En effet, l'auteur utilise les populations des régions en 1966, les variations respectives entre 1966 et 1970 pour vérifier si les investissements publics ont été affectés d'une manière cohérente. Or, une affectation conforme à l'aménagement du territoire doit tenir compte du retard ou de l'avance régionale. En d'autres termes, en plus des variables utilisées, la fonction de répartition devrait intégrer une variable supplémentaire, liée, par exemple, aux besoins d'équipement non satisfaits dans la région comparativement à ceux d'autres régions, ou bien, liée au revenu régional par tête et ce au début de l'année 1966. Dans ces cas, il en serait résulté une incohérence d'affectation peut-être plus grande.

2°) Les extensions imprévues.

Une autre remarque qui peut être faite, est la vision discontinue des phénomènes structurels à provoquer. Souvent, les autorités ont fait passer les exigences du court terme devant celles du long terme pour pallier des situations particulières de conjoncture.

Pour favoriser les modifications structurelles l'action interventionniste doit être régulière. Si dans certains cas, on peut ralentir un processus pour l'accélérer plus tard, il peut arriver parfois que ce ralentissement provoque un blocage dont l'inertie peut s'avérer aussi forte et même plus difficile à vaincre qu'au départ.

Un exemple d'action discontinue est en France la technique du coup par coup. Appliquée selon les circonstances dans tout le territoire, elle ne remédiait que partiellement aux situations locales. Toutefois, l'extension d'aides dans le Nord de l'Italie représente un exemple plus marquant que le précédent.

Des lois de 1957, 1959, ainsi que leurs modifications ultérieures ont prévu dans les zones déprimées du Nord des aides semblables aux avantages consentis dans le Midi (IV).

En 1957, les nouvelles initiatives créant moins de 100 emplois dans les zones déprimées du Centre Nord pouvaient bénéficier d'allègements fiscaux (exonération de l'impôt sur la richesse mobilière, des taxes additionnelles, commerciales, provinciales, et de l'impôt communal sur l'activité industrielle). Pour les entreprises dont le revenu imposable était déterminé forfaitairement, (revenu compris entre 4 et 10 millions de lires, taxé à 8 %, correspondant à un chiffre d'affaires compris entre 50 et 125 millions de lires), l'administration fiscale a estimé à 2,4 % du chiffre d'affaires les gains procurés par les allègements en question.

L'économie permise dans le cas d'une installation dans le Piémont a atteint près de 5 % du coût de l'investissement par poste de travail (V).

La situation de basse conjoncture a entraîné en 1959 l'extension aux territoires du Nord de financements industriels à taux d'intérêt réduit (VI).

Malgré une différenciation entre les différentes zones, le taux d'intérêt était à peine supérieur au taux en vigueur dans le Mezzogiorno. Il ne pouvait dépasser certaines limites (5 % au Nord, 4,5 % et 4 % dans le territoire de Polesine et les zones de montagne). Parfois il était même identique (3 % dans les zones sinistrées du Pô par suite d'inondations). Compte tenu d'aides d'accompagnement (durée plus longue du prêt, garanties réduites, exonérations fiscales) le coût de ces crédits résultait en moyenne inférieur de 4 % au coût des crédits obtenus par l'intermédiaire d'un financement classique dans le Midi, et de 5 % dans les régions du Nord (VII).

De 1960 à 1970, la politique économique s'est de plus en plus appuyée sur un crédit bon marché, au détriment de l'industrialisation du Midi. Par rapport à l'ensemble des crédits octroyés dans le territoire italien la part des crédits à coûts réduits évolue ainsi : 3,5 % en 1963 ; 39,8 % en 1965 ; 45 % en 1967 ; 49 % en 1970.

Le tableau suivant est significatif. Les financements concédés dans ces conditions n'ont représenté, dans le sud, que 14,2 % du total en 1963. Malgré les modifications apportées par la loi de 1965 la part du Midi reste insuffisante (22 % en 1967 et 20,5 % du total des financements aidés pour les six premiers mois de 1969) (VIII).

Montant des financements accordés à des conditions avantageuses
(situation en fin de période en milliards de lire).

Secteurs bénéficiaires ou objet de l'intervention	au 31-12-1963	au 31-12-1967	au 30-6-1969
Petites et moyennes industries	472,8	957,6	1272,6
Industrialisation du Midi	194,3	624,4	759,4
Exportations	147,0	285,7	423,9
Zones inondées (loi de 1966)....	-	150,3	174,2
Fonds spécial IMI ..	145,1	143,8	144,8
autres secteurs *	393,1	721,4	931,4
TOTAL	1352,3	2883,2	3706,3
Pourcentage des crédits aidés par rapport au total des financements octroyés	35,0 %	45,0 %	48,0 %
Part du Midi	14,2 %	22,0 %	20,5 %
* dont marine marchande, aires déprimées du centre-nord, fonds spécial des industries manufacturières.			

Source : Relazioni annuali e bollettini della Banca d'Italia, relazioni annuali della Mediobanca. Cité dans ME n° 4, 1970, p. 16.

Malgré l'effort global consenti, l'industrialisation du Midi devient un objectif secondaire lorsque des problèmes de récession apparaissent dans la zone plus développée. La politique suivie a été d'autant plus néfaste que la durée d'action des mesures a été

longue et qu'elle a concerné une grande part des territoires du Centre-Nord. Ainsi, par exemple, dans 32,6 % de la superficie, on pouvait bénéficier des aides sus dites et si l'on s'en tient à la situation d'une des régions les plus industrialisées, le Piémont, 51,6 % des communes représentant 30 % du territoire régional étaient concernées.

On peut trouver deux explications à la différence entre les financements du Midi et ceux du restant de la Péninsule.

La première dépend de la capacité d'entreprise, plus développée dans les régions avancées. La seconde est liée à la conjoncture. Lorsque l'économie nationale connaît une période de récession, les effets en sont plus marqués dans les régions défavorisées.

Les différences de financement nous conduisent à une remarque fondamentale : l'intervention n'a pas stimulé et dirigé suffisamment les initiatives dans le Midi.

B - L'atténuation des effets d'induction.

C'est un phénomène qui a pu être cerné en Italie par deux études différentes (IX).

Les effets directs et indirects des investissements publics conjugués avec ceux des investissements privés devaient soutenir l'économie méridionale par le biais de l'augmentation de la demande effective et des revenus. L'impossibilité de satisfaire, sur place, le surplus de demande à cause d'une insuffisance de certaines productions en a dirigé une partie parfois importante vers les zones industrialisées du Nord. Ces fuites en dehors du circuit économique méridional sont à prendre en considération dans l'explication des résultats globaux du développement.

Dans une étude consacrée aux effets des dépenses publiques, réalisée par la Caisse du Midi, bien que limitée, puisque la période d'analyse se situe entre 1951 et 1955, c'est-à-dire lors des premières années de l'intervention, F. FILLOTON met en relief ces phénomènes.

Les revenus induits par les investissements de la Caisse entre 1951 et 1955, (555 milliards de lires, l'année 1954 servant de référence), ont entraîné une expansion de la demande de biens de remplacement et de services pour 585 milliards de lires.

Cette demande s'est répartie entre les deux zones de la manière suivante : 435 milliards (74,5 %) dans les régions méridionales et 150 milliards dans le Nord.

L'augmentation totale de la demande, 1140 milliards de lires (555 + 585) s'est répartie pour 87 % dans le Sud (555 + 435) et pour 13 % dans le Nord (150).

Les activités du Midi ont contribué à satisfaire 65 % de la demande totale. Les approvisionnements complémentaires ont été fournis par le Nord (14,5 %), l'étranger (12,0 %) et par les stocks existants (7,7 %).

Pour l'impact de la dépense publique sur les revenus, la différence est encore plus grande et ce, au détriment du Midi.

Le multiplicateur de la dépense ou effet de revenu, obtenu en faisant les rapports entre l'augmentation du revenu net pour l'Italie entière, l'économie méridionale, et le montant investi dans le cadre du programme d'action de la Caisse, s'établit respectivement à 1,410 et 1,020 pour l'Italie et le Midi (X).

Les travaux entrepris ont contribué dans un premier temps à créer 195 000 emplois. L'augmentation de la consommation des biens d'équipement et de service a provoqué 85 000 emplois complémentaires dont 60 000 dans le Midi. Le multiplicateur de l'emploi a été de 1,436 pour l'Italie, de 1,308 pour le Sud.

Pendant la période d'étude, les investissements de la Caisse expliquent 25 % et 10 % de l'augmentation du revenu dans les régions méridionales et en Italie. Les valeurs correspondantes pour la consommation sont de 24,8 % et de 9,3 % (XI).

En appliquant la méthode d'analyse des relations inter-industrielles de LBONTIEF à des données établies par l'ISTAT concernant les prix au départ de l'usine de 16 secteurs pour l'année 1967 M. RUGGIERO confirme ces phénomènes partiellement défavorables à l'économie méridionale (XII). Pour cet auteur, l'intervention gouvernementale basée sur la création de grandes industries nécessitant des investissements massifs a provoqué les effets les plus forts à l'extérieur des zones où les efforts de développement ont été concentrés.

Il explique ces résultats par le jeu de divers phénomènes: un phénomène de dépendance territoriale et des phénomènes d'interdépendances sectorielles du système économique du Midi.

M. RUGGIERO prend pour hypothèse un investissement direct de l'Etat de 1 000 milliards de lires destiné à favoriser l'industrialisation du Midi. Cet investissement est affecté à la création d'infrastructures et à l'achat de biens d'équipement pour diverses activités industrielles importantes.

Il suppose une décomposition de la dépense suivante :

- 600 milliards pour l'achat d'équipements et d'outillages produits par le secteur de la mécanique,
- 300 milliards pour l'achat d'équipements et de produits divers élaborés par le secteur " autres industries manufacturières ",
- 100 milliards pour la construction.

Si, dans un premier stade, la demande finale des trois secteurs varie, l'analyse des relations intersectorielles permet de constater des variations de la demande dans 14 secteurs.

En admettant que les 14 secteurs peuvent à court terme

faire face au surplus de production nécessaire, l'accroissement du revenu correspondant est de 1649,5 milliards dont 1454 pour l'économie italienne et 195,5 pour l'étranger. Néanmoins dans le cadre de l'augmentation interne, plus de la moitié, 736 milliards, bénéficie à la zone Nord-Occidentale (triangle industriel Turin-Gènes-Milan), 243 à la zone Nord-Orientale, 200 milliards au Centre. Les régions du Midi bénéficient de 274 milliards.

L'effet direct de l'investissement de 1000 milliards provoque dans le Sud un accroissement de revenu et de la production de 274 milliards, de 1179 milliards dans le reste de l'Italie et de 195,5 milliards à l'étranger.

Décomposition de l'accroissement de revenu ou produit - X pour chaque circonscription (milliards de lires)

	X	Nord - Ouest	Nord - Est	Centre	Midi
Agriculture	7	1,306	1,695	1,023	2,906
Métallurgie	102	64,974	12,342	11,924	12,760
Industries extractives:	14	4,701	1,460	3,167	4,672
Mécanique	618	399,846	106,729	64,272	47,155
Industries alimentai- res - tabac	3	0,983	0,736	0,435	0,846
Commerce	26	9,745	5,093	5,530	5,632
Textile - Habillement					
Cuir	8	3,873	1,530	1,508	1,089
Construction	105	100,000	0,000	0,000	105,000
Chimie	78	44,920	11,776	10,483	10,619
Autres Industries manu- facturées	360	158,832	76,140	72,364	52,164
Electricité, Eau, Gaz	33	12,807	6,448	6,373	7,372
Transports, Communica- tions	44	14,355	8,465	10,560	10,622
Administrations	0	0,000	0,000	0,000	0,000
Location, Construction:	0	0,000	0,000	0,000	0,000
Autres Services	49	17,302	8,987	10,976	11,735
Récupération Ferraille:					
Papier	7	2,800	1,400	1,400	1,400
TOTAL		1454	736,442	242,803	200,515
					274,240

Source : P. RUGGIERO " Note sul dualismo territoriale ... " RPE juin 1972 p. 720.

L'effet sur l'emploi est important en dehors du Midi et limité à l'intérieur.

§ 2 : Les limites de l'initiative privée.

La contribution de l'initiative privée sur laquelle es-comptaient les interventions pour réussir l'industrialisation, surtout celle provenant du Nord de l'Italie et de la Région Parisienne, a été limitée. Une limite évidente ne pouvait que résulter des convenances spécifiques à chaque entreprise. L'installation dans une région sous-développée s'accompagne en effet d'inconvénients divers plus ou moins insurmontables. L'opération n'est envisagée que pour un profit compensant les risques. Or, l'aide réelle s'est avérée inférieure à l'aide promise. Parallèlement à cette anomalie, les modifications des régimes d'aides ont pu désorienter les entrepreneurs et limiter les initiatives. Après avoir montré les types d'activités qui peuvent trouver intéressante une localisation dans les régions défavorisées, nous développerons les raisons qui ont pu ralentir l'installation dans ces territoires.

A - L'installation dans une région sous-développée.

Nous présenterons, d'une part, les causes susceptibles de repousser les activités industrielles dans les régions sous-développées et, d'autre part, celles qui peuvent représenter un attrait.

I°) Les aspects répulsifs.

La firme habituée et intégrée dans l'atmosphère industrielle et commerciale dense qui, d'une zone économiquement évoluée installe complètement ou en partie ses capacités de production dans une région sous-développée, devra faire face à différents obstacles. Liés entre eux, car les incidences respectives se répercutent à la fois sur les coûts et sur les possibilités de production qui ne sont pas toujours satisfaisantes, ces obstacles peuvent être regroupés en deux catégories. La première série d'obstacles concerne le fonctionnement interne de l'entreprise. Si nous prenons le cas spécifique d'une décentralisation véritable, la programmation de l'opération doit s'effectuer de telle manière qu'il y ait une continuité dans la production cela peut représenter déjà une difficulté insurmontable. En admettant ce problème résolu et ce, quelle que soit la nature de l'opération, l'entreprise doit être assurée de disposer d'une main-d'oeuvre adaptée à ses techniques. Ces besoins peuvent être satisfaits si le personnel consent à suivre le mouvement. Or, l'expérience prouve que peu de salariés y sont disposés. Les résultats d'enquêtes faites auprès des firmes, qui, en France, ont suivi le courant de la décentralisation, sont significatifs de l'insuffisante mobilité de la main-d'oeuvre (XIII). Dans 13 % des cas tous les cadres de la même entreprise ont acceptés de se réinstaller en Province et paradoxalement la proportion descend à 3 % pour les autres catégories de personnel. La résistance au départ, est plus forte chez les salariés qui sont moins qualifiés. Globalement, dans 45 % des cas, aucun des salariés non cadres n'a suivi la décentralisation contre 30 % des cadres. Elle peut s'expliquer par des facteurs psychologiques (peur de perdre ce qui a été construit autour de soi, sans pour autant être assurés de

pouvoir le reconstituer), par des raisons d'ordre familial (difficultés de réadaptation scolaire des enfants, difficultés pour la conjointe de trouver du travail) et professionnelles (les cadres estiment que leur avenir et leur promotion est plus sûr à Paris, quant aux non cadres, ils pensent y avoir en cas de nécessité, plus de chances de réembauchage à des conditions supérieures aux conditions pratiquées en Province). Aussi, pour favoriser les départs il faut accorder divers avantages (augmentation des salaires, avancement, logement) qui se traduisent par une majoration du coût de la main-d'oeuvre.

Le recrutement local qui va s'imposer, au demeurant dans des proportions élevées, peut se traduire aussi par des augmentations des coûts de production ou l'entraver. Non seulement à cause de la formation indispensable de la main-d'oeuvre pendant une période suffisamment longue pour qu'elle puisse atteindre dans son travail un niveau de productivité satisfaisant (par exemple, en France 80 % des firmes ont du faire face à ces problèmes d'adaptation et de formation du personnel) mais aussi à cause de l'inexistence de traditions ouvrière industrielle (XIV). La main-d'oeuvre peut avoir des taux d'absentéisme élevés préjudiciables au bon fonctionnement de l'activité (XV). L'enquête de la SEMA-SOFRES aboutit à des résultats qui confirment les préoccupations des chefs d'entreprises. Les difficultés susdites sont plus grandes lorsque la localisation est effectuée dans une région moins industrialisée. En Picardie, région proche de la Région Parisienne, dotée d'une population déjà sensibilisée au milieu industriel 60 % des entreprises ont dû les surmonter. Par contre ce nombre est plus élevé dans les autres régions : 82 % pour l'Auvergne, 83 % pour le Centre, 90 % pour la Bretagne,

La seconde série d'obstacles est liée au lieu d'implantation, (plus ou moins excentré vis à vis des grands foyers industriels et commerciaux) aux structures d'accueil moins adaptées que dans les zones développées.

A l'exception de quelques productions brutes pondéreuses, l'éloignement du marché ou les fournisseurs n'entraîne qu'une augmentation infinitésimale des coûts de distribution. Toutefois, cela suppose un équipement adéquat en moyens de communications de tous types ; des lacunes dans ce domaine se traduiront automatiquement par des pertes de temps donc par un manque à gagner. Mais surtout les distances importantes avec des firmes clientes sous-traitantes ne permet pas à l'entreprise de profiter des économies externes car elles apparaissent et ne se développent qu'à partir d'un certain seuil concentrationnel. L'absence d'atmosphère industrielle ou selon les cas l'insuffisance de sa densité, caractéristiques des zones sous-développées, sont des inconvénients perçus et mis en compte dans la décision des entrepreneurs. Ils peuvent les dissuader d'y réaliser des projets.

En fonction de l'importance du nombre d'emplois créés

par rapport à la main-d'oeuvre disponible sur place et à la population du lieu d'accueil, l'entreprise peut se retrouver rapidement confrontée à un processus d'augmentation des salaires et des prix, localement focalisé, rendant incertaines les économies initialement escomptées. Il résulte de la demande supplémentaire de travail qui modifie l'équilibre existant sur le marché de l'emploi en le situant à un niveau de rémunération plus élevé et de l'enrichissement des autochtones par les revenus salariaux distribués. Les risques peuvent être encore plus grands si les activités existantes se développent lorsque d'autres entreprises se localisent à proximité.

Enfin, les différences de milieu ambiant et du mode de vie représentent aussi des inconvénients. Les entrepreneurs sont tenus dans leur décision par les réactions de la famille. Aussi n'est il pas surprenant de trouver chez eux les mêmes répulsions pour l'installation dans une zone sous-développée que les diverses catégories du personnel. Plus que la peur de s'adapter, c'est sur le plan professionnel que l'opération semble risquée. En effet, les possibilités d'expansion ultérieures y sont jugées moins favorables.

2°) Les motivations

Mises à part les aides financières et fiscales, les facilités locales en matière de cession de terrains industriels (à des conditions de prix particulièrement intéressantes), les réductions tarifaires du transport par voie ferrée, celles de l'énergie et les éventuelles exonérations d'impôts locaux, certaines catégories d'activités peuvent retirer des avantages substantiels en s'installant dans une région sous-développée.

Selon les cas, ils résultent séparément ou simultanément du niveau des salaires, des opportunités de réorganisation interne ou de l'exploitation dans de bonnes conditions d'un marché local ou régional. L'entreprise a la possibilité de conserver, d'améliorer sa compétitivité et d'obtenir un profit satisfaisant.

Les caractéristiques du marché du travail dans les régions sous-développées peuvent représenter un attrait important. La forte demande d'emploi évite à l'entreprise des difficultés de recrutement comme cela peut être le cas dans diverses zones industrialisées (XVI). De plus, les salaires pratiqués y sont inférieurs et la main d'oeuvre semble plus malléable.

D'une manière générale, la rémunération du travail est inférieure dans les régions sous-développées. L'avantage

que peut en retirer l'entreprise est certain, il est aussi assuré pendant plusieurs années. Les conclusions d'une étude visant à déterminer les régions françaises où les bénéfices sont les plus élevés l'illustrent bien. Un rapport inversement proportionnel peut être mis en évidence entre le niveau des salaires et l'importance du " bénéfice brut d'exploitation pour 1 000 F. de salaire brut ". Par exemple, en Bretagne, où les bénéfices bruts d'exploitation étaient les plus élevés, les salaires ne se situaient qu'à l'indice 79 alors que la moyenne nationale était de 100 et que l'indice de la Seine était de 132 (XVII).

Si l'absence de tradition ouvrière dans la main-d'oeuvre locale est susceptible de provoquer des inconvénients, elle présente en même temps des avantages. En effet, l'action revendicative sera réduite car les syndicats n'auront ni la même implantation et la puissance contractuelle dont ils disposent dans les régions industrialisées. Les pertes de temps dues, par exemple, à des actions de grève seront limitées. Ainsi, entre 1967 et 1969, années de troubles sociaux importants dans la Péninsule, l'évolution du nombre d'heures de travail perdues dans diverses régions du Nord et du Sud a été la suivante.

Heures de travail perdues par faits de grève (en millions).

	1967	1968	1969
Piemont	4,0	7,3	45,6
Lombardie	5,4	6,8	32,3
Abruzzes	2,7	9,1	11,8
Molise	-	0,8	1,3
Campanie	2,3	4,6	14,9
Pouilles	0,8	2,9	16,4
Lucanie	1,7	2,3	5,4
Calabre	0,4	0,8	3,9
Sicile	1,7	5,5	9,2

Source S. CONTE " Le scelte meridionali della Fiat " N. et S. n° 146, 1972, p. 87.

Avec les aides obtenues dans le cadre de l'intervention, ce facteur a été déterminant pour les choix de certaines implanta-

tions récentes de Fiat et de Pirelli dans le Midi (XVIII).

Les raisons d'expansion peuvent inciter des entreprises à envisager une installation éloignée de leur localisation initiale. Le besoin est d'autant plus ressenti si dans l'environnement apparaissent des symptômes de saturation de tous ordres. Sur le plan pratique, l'entrepreneur se trouve confronté à une alternative : Ou continuer sa production sur place et aller au devant de difficultés d'expansion et d'augmentation des coûts (cas de la Région Parisienne et à un degré moindre du triangle industriel italien) résultant par ailleurs de la politique restrictive dans le domaine de l'octroi des permis industriels, des diverses pénalités et taxes, du coût des terrains, de la rareté et de la cherté de la main-d'oeuvre. Ou réaliser une opération en dehors et se donner, de ce fait, des possibilités de croissance meilleure. En effet, il pourra réorganiser et améliorer ses méthodes de production. Aussi n'est-il pas surprenant de constater que l'idée de décentralisation est associée à l'idée d'expansion et de développement de la firme. L'enquête de la SEMA-SOFRIS qui a porté sur un échantillon d'environ 200 entreprises représentant 112 des opérations de décentralisation effectuées entre 1954 et 1969 et constitué en tenant compte de trois critères : dimension, branche d'activité, région de décentralisation, avec une répartition conforme aux statistiques officielles, le prouve. En effet, dans 81 % des cas, ce sont les besoins d'expansion qui ont été à la base de la décision. Dans 10 % des cas seulement la décentralisation a été forcée (firmes expropriées ou devant l'être dans un proche avenir).

Enfin, des unités de production peuvent trouver intéressant de se rapprocher des sources d'approvisionnement et des marchés régionaux. C'est le cas pour la transformation de produits agricoles que certaines régions sous-développées fournissent dans les proportions importantes, notamment pour la fabrication de conserves diverses.

En résumé, il apparaît bien que les caractéristiques spécifiques de la main-d'oeuvre représentent selon les cas, un handicap ou un avantage pour l'installation d'entreprises dans les régions défavorisées.

Sont désavantagées les activités nécessitant une proportion élevée de personnel hautement qualifiée. Elles trouvent difficilement sur place la main-d'oeuvre pouvant satisfaire les besoins. Certes, il leur est possible de s'adapter en faisant appel aux salariés travaillant dans les zones industrialisées ou en formant le personnel. Ces solutions entraînent toutefois des charges importantes. Par contre, il en est autrement pour les activités qui demandent une rationalisation et une parcellisation des tâches plus grandes (appareillage électrique, mécanique automobile). Une installation dans les régions défavorisées leur permet de disposer d'une main-d'oeuvre abondante dont les coûts de formation sont réduits. En outre, ces activités réalisent des économies substantielles car le niveau des salaires est plus bas dans les territoires défavorisés.

B - La désorientation des entrepreneurs.

Deux raisons, les promesses incertaines (l'économie réelle s'étant avérée inférieure à l'économie promise) et la conception changeante de l'aide ont pu désorienter les entrepreneurs.

1°) Des promesses incertaines.

Les avantages que l'on a fait miroiter aux dirigeants d'entreprises sont atténués par la lenteur administrative et surtout par certaines dispositions contradictoires avec le principe de l'intervention qui tend à reprendre, en partie, les facilités accordées.

En Italie comme en France, il faut en moyenne compter un délai de 30 mois à compter de la réalisation de l'opération pour que les primes se concrétisent. Compte tenu de l'augmentation progressive des prix, surtout depuis les années 1960, le retard a abouti à faire perdre aux bénéficiaires un pouvoir d'achat égal à la hausse observée, mais d'autres minorations dues au traitement fiscal sont aussi à considérer.

En France, l'assiette de la prime n'est pas formée du montant global des dépenses d'investissement. Elle s'applique sur la fraction hors de toutes taxes et correspond approximativement à 88 % de la valeur de l'investissement. De plus, étant assimilée à une subvention, la prime augmente l'actif de l'entreprise et est incorporée dans le bénéfice imposable (XIX). Non affectée à des investissements elle est rattachée aux résultats de l'exercice pendant lequel on l'a reçue. S'ils ont été positifs, elle est réduite de moitié dans les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés et d'un pourcentage variable pour les entreprises assujetties à l'impôt sur les revenus des personnes physiques par le biais des bénéfices industriels et commerciaux. Distribuée aux actionnaires et porteurs de parts la prime conserve dans l'hypothèse d'un bénéfice d'exploitation 75 % de sa valeur grâce à l'avoir fiscal. Réinvestie, son traitement fiscal est en relation avec la nature des immobilisations acquises.

Lorsqu'elles sont amortissables, la prime est intégrée dans les bénéfices imposables de chacun des exercices comptables à concurrence du montant des amortissements pratiqués à la fin de chacun d'eux sur le prix de revient des immobilisations. Dans le cas contraire, elle est rapportée en parties égales au bénéfice imposable des années pendant lesquelles les immobilisations sont aliénables.

En prenant la situation d'une activité qui réaliserait des bénéfices dans les années suivant son installation, seulement 50 % de la prime correspond à une subvention définitive, les autres 50 % peuvent être considérés comme une avance de trésorerie.

L'avance représente pour l'entreprise un revenu actualisé de 15 % (*XX*). Ce pourcentage serait plus élevé en cas d'affectation de la prime à l'achat d'immobilisations car, par le jeu des divers amortissements les résultats bénéficiaires n'apparaîtraient pas immédiatement.

Un autre exemple, a été en France l'imposition des plus-values. Le législateur a prévu l'exonération sous condition d'emploi pour des réinvestissements spécifiques des plus-values obtenues lors de la cession de terrains à bâtir. Cette disposition devant permettre de faire libérer dans les centres urbains les terrains occupés par les établissements et leurs dépendances. Or, cet allègement s'atténue car les biens susceptibles d'être amortis dégressivement qui constituent près de 50 % des investissements en sont exclus (*XXI*). Cette inadaptation a pu ralentir le processus de décentralisation.

Par le biais de la fiscalité locale les avantages accordés peuvent être atténués. La pression fiscale des communes situées en dehors des centres industrialisés peut être supérieure à celle exercée dans ces derniers. Par exemple, en 1960, les montants des impôts communaux étaient proches de 10 % dans les grandes communes de Sicile contre 7 % à Milan et Turin. Une étude, pour la France, de 1966 montrait pour des biens immobiliers de même nature et de même valeur locative, une charge fiscale dans l'Ouest supérieure en moyenne de 40 % à la charge fiscale dans la Région Parisienne et de 29 % à celle dans l'Est (*XXII*).

Par rapport à Paris, les anciens impôts locaux sur le patrimoine immobilier (contribution mobilière, contribution foncière, taxes annexes) étaient supérieurs de 20 % en Province. Cet écart se retrouvant en matière de patente entre deux entreprises ayant les mêmes bases d'imposition (*XXIII*).

L'avantage initial de l'exonération de la patente s'atténue si à la fin de la période d'exonération, cet impôt augmente dans la commune dans des proportions importantes et, même pendant la durée de l'exonération, si la commune le récupère en partie par le biais d'autres impôts locaux. Il s'agit d'une éventualité d'autant plus plausible que la pression fiscale locale dans les communes d'aides est forte et qu'elle augmente plus vite en Province qu'à Paris (*XXIV*).

Les règles pour le calcul de la patente peuvent aboutir aux mêmes conséquences. Cela a été notamment le cas de l'installation en 1962 d'une usine Citroën dans une petite commune de Bretagne (*XXV*). Avant sa localisation la faiblesse des bases d'imposition résultait des principaux fictifs et du centime. Ensuite, le principal fictif total de l'impôt a augmenté considérablement, le nouvel établissement en constituant l'essentiel. Le centime est passé de 2,2214 à 11,4079 à cause des travaux d'aménagements rendus nécessaires pour accueillir l'initiative nouvelle. L'administration, dans son calcul procédait à un abattement de

50 % au principal applicable à l'entreprise puis à partir du chiffre obtenu déterminait le nombre de centimes nécessaires au budget " faisant de la sorte financer une grande partie de la réduction par la société " (XXVI).

Certes, on peut tenir compte d'une grande partie de ces données pour connaître l'incidence des aides. Mais il s'agit d'une possibilité permise uniquement aux firmes disposant de services financiers compétents. La plupart du temps l'industriel ne sait pas, ou ne peut pas, par manque d'informations précises, déterminer les effets sur ses coûts d'exploitation des facilités accordées dans telle ou telle zone de localisation. Néanmoins, il perçoit les anomalies sus-dites.

2°) Une conception changeante de l'aide :

Cette conception changeante de l'aide montre l'application de sous-politiques d'industrialisation. Qu'il s'agisse de l'Italie ou de la France nous avons l'occasion de constater divers changements dans la conception même de l'intervention (XXVII). Par exemple, en Italie, d'une dispersion initiale des aides on est passé progressivement à une concentration, c'est à dire, de l'optique de l'investissement globalisé à celle de l'investissement ponctualisé.

La France a évolué d'une intervention désordonnée (politique du " coup par coup ") à une coordination de l'action. L'aménagement industriel des régions défavorisées a été initialement envisagé à partir de l'augmentation des initiatives provenant des entrepreneurs locaux. Par la suite, il a été surtout cherché dans le cadre de la décentralisation, par un contrôle de plus en plus rigoureux de l'expansion de la Région Parisienne.

D'une manière générale les systèmes d'aides ont été modifiés. Les modifications ont pu désorienter les entrepreneurs. Ainsi, pour stimuler l'initiative, on a tantôt misé sur des facilités de crédit et l'octroi de primes puis selon les pays essentiellement sur les premières ou les secondes avec même des extensions contradictoires des aides dans les régions développées. La période en période les conditions d'attribution et les possibilités des aides sont devenues plus intéressantes et ce d'une manière constante, sans compter l'intervention de nouveaux stimulants (exemple italien de l'investissement obligatoire des entreprises contrôlées par l'Etat pour assurer un minimum de demande aux firmes localisées dans le Midi et de celui plus récent de l'exonération partielle des charges sociales).

On peut donc s'interroger sur l'impact psychologique réel de dispositions dont le bénéfice est annoncé uniquement pour un délai de temps fixé " définitivement " reconduites de période en période bien au delà de la durée d'application initialement impartie. De cette manière, la réceptivité aux mesures interventionnistes s'atténue puisque des habitudes sont créées.

Sans aucun doute, des changements dans le régime des aides étaient nécessaires car il fallait corriger ou affiner les actions entreprises mais cela n'a pas toujours été compris et ne pouvait l'être par ceux sur lesquels on voulait agir c'est-à-dire par les entrepreneurs. Ces derniers se sont trouvés un peu déçus et ont pu retarder dans le temps, certaines réalisations en attendant la réaction d'autres chefs d'entreprises, ou bien, en spéculant sur des aides ultérieures plus intéressantes.

Section II - Les résultats des interventions.

Vingt années, représentent une période d'application suffisamment longue pour apprécier grâce aux résultats obtenus dans les zones d'action prioritaire l'efficacité des politiques de développement régional. Mais, le temps est encore trop court pour qu'un interventionnisme, mené dans les conditions avec les moyens et les contraintes que l'on sait, en Italie et en France, puisse atteindre son objectif créateur : l'élévation du niveau de vie des régions pauvres à un niveau sensiblement proche des régions développées. En effet, la réalisation d'un objectif de cet ordre était lié à un taux moyen annuel de croissance du revenu des régions sous-développées de l'ordre de 3 à 3,5 % supérieur à celui des autres régions. C'est dire l'importance des changements structurels et productifs qu'il aurait fallu provoquer pour les obtenir. Seule la concentration dans les régions pauvres de la majorité des investissements effectués dans le pays aurait pu assurer le rattrapage. La conception libérale de l'intervention rendait cette concentration pratiquement impossible.

L'efficacité de l'interventionnisme ne peut se juger en prenant pour référence l'égalisation des niveaux de vie entre les régions. C'est à partir d'une réduction substantielle des écarts entre les revenus, d'une atténuation semblable des déséquilibres territoriaux décrits mais surtout, en fonction de la création dans les régions défavorisées d'un processus d'industrialisation suffisamment dynamique et propulsif pour stimuler et assurer le développement régional, que l'on pourra vérifier si l'intervention a été efficace. En fonction de ces critères nous analyserons successivement les modifications acquises dans le Midi et dans l'Ouest.

§ I - L'évolution du Mezzogiorno.

Par évolution, nous entendons l'accès de cette région à une phase supérieure de développement, différente, de celle existante vers les années 1950, et, non pas un essor considérable de son économie telle, à la rapprocher de celle de l'Italie du Nord. Il s'agit d'un changement de situation qui peut être mis en évidence en suivant certains caractères prépondérants de ses nouvelles structures et les formes d'une industrialisation due essentiellement au rôle déterminant des entreprises contrôlées par l'Etat.

A - Analyse globale du développement.

L'évolution de la population du Midi représente l'un des premiers traits symptomatiques de la période de référence. Son impact démographique dans la population de la Péninsule subit une régression accélérée (37,3 % en 1951, 36,7 % en 1961, 34,8 % en 1971). Par rapport aux tendances observées dans le pays, il semblerait que les efforts consentis pour faire sortir cette zone de sa situation de sous-développement n'aient pas été suffisants pour y créer des conditions de vie comparables à celles dont bénéficiaient les Italiens du Nord. Le Midi a continué d'être le réservoir de main-d'oeuvre des régions industrialisées (XXVIII). Sa population active a connu une diminution notable entre 1951 et 1971 (- 13,7 % contre - 4,2 % pour l'Italie entière).

Dans les secteurs d'activités, le primaire retient de moins en moins d'effectifs : 56,7 % de la population active en 1951, 43,9 % en 1961 et 30,9 % en 1971 (XXIX). Ce glissement a été possible par l'augmentation de l'emploi extra-agricole (I 500 000 emplois) soit un accroissement brut égal à 60 % de l'emploi de ces activités en 1950. Bien qu'il s'agisse d'une valeur tout de même inférieure à la réalité (si l'on tient compte de la suppression de nombreux postes de travail, due à la disparition d'entreprises mises en difficulté par la pénétration en profondeur des produits élaborés dans le Nord avec des prix de revient plus compétitifs) elle n'est pas suffisante.

Pour plus de la moitié (56 % exactement), l'augmentation de l'emploi est imputable au tertiaire, pour 31 % aux activités du bâtiment et des travaux publics et seulement pour 13 % aux autres industries. La part de l'emploi industriel dans l'emploi total du Midi évolue de 20,1 % en 1951 à 31,9 % en 1971. Rapportée sur le plan national la variation est négligeable car, l'impact de l'emploi industriel du Midi par rapport à celui de l'Italie évolue de 22,5 % en 1951 à 23,3 % en 1971 (XXX). L'accroissement de l'emploi industriel acquis pendant la même période dans le Nord résulte pour 38 % des activités industrielles autres que les activités du bâtiment et des travaux publics. Les variations observées dans le Midi divergent qualitativement de celles du Nord où les industries manufacturières prennent nettement le pas sur la construction.

L'expansion réduite de l'emploi industriel résulte de l'atténuation des effets inducteurs des investissements qui se sont localisés dans le Midi (phénomène au demeurant déjà signalé), de l'accroissement du courant traditionnel d'approvisionnement en biens durables mettant cette zone dans une situation de dépendance accrue vis à vis du Nord, et, de l'irrégularité des investissements.

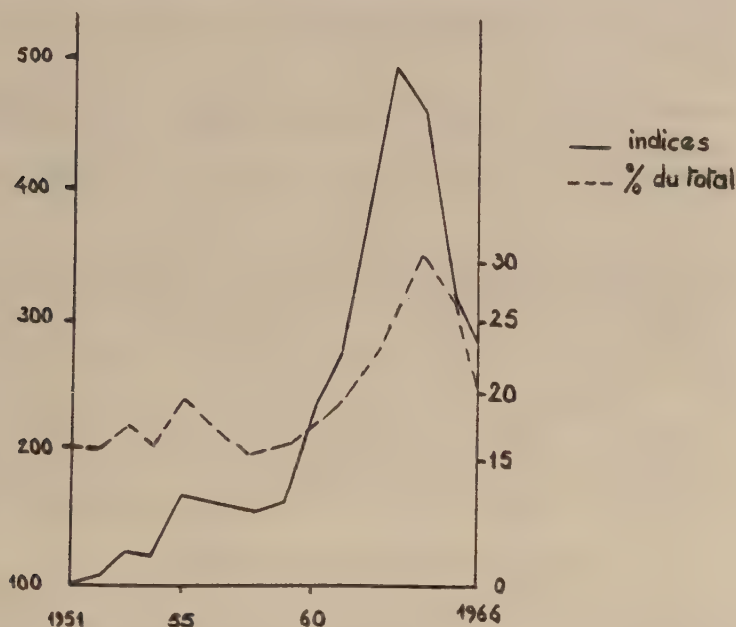
Le Professeur G. TAGLIACARNE met en relief l'accentuation de la dépendance économique du Midi en suivant l'incidence de ses

importations en provenance du Nord par rapport à ses ressources totales (XXXI).

Il constate qu'elles passent de 9,8 % en 1951 à 20,5 % en 1971 alors que ses exportations tout en augmentant substantiellement restent inférieures aux importations. L'évolution de la consommation due à l'accroissement des revenus, effet des investissements directs et indirects de l'intervention, en est la cause. La demande des biens durables a augmenté plus que proportionnellement aux revenus or, leur production est localisée surtout dans le Nord (XXXII). Comme de 1951 à 1971 la valeur ajoutée par les industries manufacturières est restée pratiquement constante au Sud, c'est que le surplus de la demande de cette catégorie de biens a eu un impact important en dehors de ses territoires.

La malléabilité plus grande de la main-d'oeuvre du Midi a représenté un attrait non négligeable pour l'investissement sans être décisive. L'évolution des investissements est liée aux phases d'expansion et de plein emploi du Nord, phénomène qui s'est, en particulier, dessiné entre 1959 et 1962. Si, dans une période de haute conjoncture l'investissement augmente moins que dans le reste du pays, l'apparition d'une récession lui porte particulièrement préjudice puisque les investissements ont tendance d'y diminuer souvent avec des taux supérieurs à la moyenne nationale. Par ailleurs la reprise s'y répand plus lentement. Cette réceptivité aux fluctuations économiques mise en évidence par le graphique suivant (expansion moins forte, dépression plus marquée, reprise plus lente que celle du pays) est typique. Lorsque l'économie italienne connaît une période de basse conjoncture, le pessimisme des entreprises aboutit à faire écarter en premier les projets d'investissements dans le Sud. Ils ne sont repris qu'à partir du moment où la reprise est effective dans le Nord. Ainsi de 1962 à 1965 les investissements industriels ont diminué d'une manière semblable dans les deux parties de l'Italie avec près de 30 %. De 1965 à 1968 ils baissaient encore de 10 % dans le Midi, par contre, dans le Nord, on observait une augmentation de 28 % (XXXIII).

Investissements industriels dans le Midi au prix de 1963 (année 1951 = 100) et pourcentage par rapport au total de l'Italie.



Source : A. PRAZZANI " Nuovi investimenti per il Mezzogiorno " Annali del Mezzogiorno Università di Catania Vol. X 1970 p. 85.

L'évolution de la contribution du Midi dans la valeur ajoutée nationale et celle de sa structure sont aussi symptomatiques de son développement. La contribution au niveau national n'accuse qu'une légère augmentation de 24,1 % à 24,3 % entre 1951 et 1971 (ANNIV). Pendant le processus de développement la part de la valeur ajoutée imputable au secondaire se rapproche de 40 à 55 % de la production totale et, en même temps, l'incidence des activités manufacturières tend à augmenter plus que celle de l'industrie en général (ANNIV). Si l'on constate un accroissement de la valeur ajoutée du secondaire dans le Midi conforme au processus (de 25,7 % à 27,2 % sur le plan régional avec une incidence sur celui national de 15,6 % à 17,1 %) l'amélioration n'est que légère. Toutefois, il en va autrement pour la part des industries manufacturières qui est restée pratiquement constante avec près de 14 % (ANNIV). On peut l'ex-

pliquer par le choix des investissements qui se sont fixés surtout sur des activités fortement capitalistiques. L'évolution de l'investissement brut par poste de travail dans l'industrie du Midi (66,5 % de la moyenne nationale en 1951, 152 % en 1971) le montre bien.

D'une manière générale le niveau de vie s'est amélioré, néanmoins, il reste encore insuffisant dans certaines régions. Le revenu brut des habitants du Midi a connu une augmentation supérieure à celle de l'Italie (545,4 % contre 542,4 %) le revenu par tête a triplé avec un taux moyen d'accroissement de 5 %, progrès dépassant les espérances du début de l'intervention. Il s'agit d'un résultat encourageant compte tenu du contexte économique et technologique dans lequel il a été obtenu. Qu'il s'agisse du revenu per capita ou du revenu par personne active le Midi comble, mais avec légèreté son handicap par rapport au pays tout entier : de 62,7 % à 64,3 % pour le premier et de 70,8 % à 72,8 % pour le second (XXXVII). Il en est de même pour les diverses consommations. Cependant, si l'on tient compte de l'évolution interne les variations régionales sont irrégulières.

Seules les Pouilles, se dégagent des autres régions. Par contre, la situation de la Basilicate et de la Calabre devient préoccupante (XXXVIII). Ces régions qui étaient déjà les plus retardées au début de l'intervention régressent encore en termes relatifs et le revenu par tête y reste encore le plus faible, 514 000 lires soit, à peine, 60 % de la moyenne nationale (IXL).

B - Le processus d'industrialisation .

Le processus d'industrialisation que l'on peut observer dans le Midi est particulier. A son origine se trouve l'action spécifique de l'entreprise contrôlée par l'Etat. Par rapport à l'évolution des industries selon leur appartenance au secteur traditionnel ou au secteur moderne qui s'observe normalement dans une aire industrialisée, l'évolution du Midi est différente. L'intensité du processus n'est pas forte malgré les investissements massifs des entreprises de l'Etat. Entre 1951 et 1971, la valeur ajoutée par l'industrie du Midi se situe de 0,2 % au dessus de la moyenne annuelle nationale. Une intensité importante se remarque uniquement dans quelques zones. Du point de vue régional c'est dans les Pouilles que les résultats ont été importants.

I°) Les composantes d'action .

a) Le soutien des entreprises contrôlées par l'Etat .

A partir de 1957, ces firmes ont été assujetties à l'obligation d'affecter dans les régions méridionales au moins 40 % de leurs investissements. Ce levier d'action a permis de remédier non seulement aux défaillances de l'initiative privée, mais aussi de

remédier aux fluctuations liées aux phases de dépression de l'économie nationale.

L'incidence, des investissements des firmes étatiques par rapport à ceux effectués dans le Midi, augmente considérablement : de 19,5 % en 1957 à 41 % en 1970. Entre 1963 et 1965, période de basse conjoncture ces valeurs sont proches de 45 %. Ces chiffres sont significatifs du rôle primordial de cette mesure d'accompagnement et de soutien pour l'industrialisation du Sud de l'Italie.

Investissements réalisés dans le Midi par les entreprises contrôlées par l'Etat.

: année :	: Investissements :	: Incidence :	: années :	: Investissements :	: Incidence :
: en milliards de :	: sur les in :	: sur les in :	: en milliards de :	: sur les in :	: sur les in :
: :lires	: vestisse :	: :lires	: :lires	: investis :	: sements :
: : :	: ments du :	: : :	: : :	: sements :	: du Midi % :
: : :	: Midi en % :	: : :	: : :	: du Midi % :	: : :
: 1957 :	48,9	: 19,5	: 1964 :	329	: 45,4
: 1958 :	73,9	: 23,6	: 1965 :	285,9	: 44,1
: 1959 :	80,1	: 26,3	: 1966 :	243,5	: 41,6
: 1960 :	120,4	: 37,9	: 1967 :	255,2	: 37,3
: 1961 :	167,7	: 37,4	: 1968 :	295,0	: 35,7
: 1962 :	267,4	: 41,1	: 1969 :	413	: 41,4
: 1963 :	331,0	: 46,8	: 1970 :	452	: 41

Source : chiffres communiqués par le " Ministère des participations de l'Etat ".

Pour pallier les déficiences énergétiques et les exigences futures, les groupes IRI et ENI ont créé en Italie Méridionale deux centrales nucléaires et, avec la collaboration de la Carbosarda, une centrale thermoélectrique en Sardaigne. Parallèlement à ces choix indispensables, les investissements supervisés financièrement et techniquement par l'IASM, se sont essentiellement dirigés vers les produits de base (complexes pétrochimiques de Gela, Ferrandina, Porto Torrés, complexe sidérurgique de Taranto), et, la mécanique.

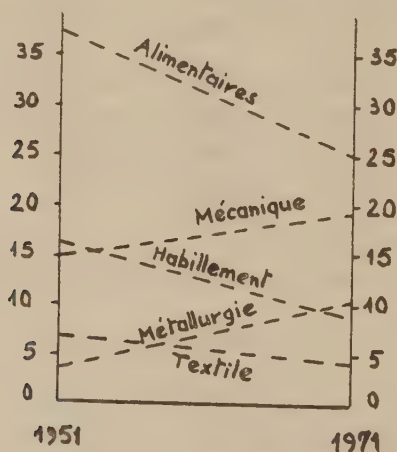
Le bilan des investissements dans le Midi de cet " Etat dans l'Etat " que représente l'IRI témoigne ces tendances. Si l'on

tient compte des projets dont l'exécution a été portée à terme à la fin de l'année 1966, le groupe a investi entre 1958 et 1966 en tout 1214,5 milliards de lires. A la fin de l'année 1967, c'est à dire après 15 ans d'activité, l'IRI avait investi dans le Midi 550 milliards de lires représentant 40 % de ses investissements globaux dont 54 % dans les branches de la chimie et de la mécanique (XLI).

b) Rôles du secteur traditionnel et du secteur moderne.

Près de 60 % des actifs du secondaire étaient employés dans les industries manufacturières en 1971. Par rapport à l'emploi total du Midi, l'emploi manufacturier a évolué de 13,4 % en 1951 à 17,8 % en 1971, soit 250 000 emplois de plus (XLI). Cette progression s'est accompagnée de nombreuses restructurations dans l'appareil productif, rendues nécessaires par le progrès technique et la concurrence. Mutations que l'on dénote en analysant la valeur ajoutée par ces types d'activités. Bien que la part des industries manufacturières dans la valeur ajoutée par l'industrie, reste à peu près identique, la structure interne subit des modifications ci-dessous représentées.

Evolution de la valeur ajoutée par les industries manufacturières



Source : A. GRAZIANI " Nuovi investimenti per il Mezzogiorno " et notices ISTAT , juin 1972.

Entre 1951 et 1971, la contribution des productions traditionnelles à la valeur ajoutée des industries manufacturières baisse considérablement. C'est dans les industries alimentaires (de 37 % à 25 %) et de l'habillement (de 16 % à 9 %) que la régression a été la plus importante. Les activités modernes sur lesquelles on a tablé l'industrialisation du Midi, (chimie, métallurgie et mécanique) évoluent différemment, leur contribution à la valeur ajoutée des industries manufacturières passe respectivement de 7 % à 14 % pour la première activité, de 4 à 10 % pour la seconde et de 15 à 18 % pour la dernière.

La régression de l'ensemble des industries traditionnelles est considérable, de 58 % en 1951 à 38 % en 1971. La tendance est renversée, de 23 % à 43 % pour les trois industries modernes.

Avec les changements structurels, qu'a connus dans ses productions l'économie méridionale, il est intéressant de suivre l'évolution de l'emploi et de rapprocher cette évolution des tendances qui s'observent d'une manière générale pendant le développement économique et particulièrement dans l'Italie du Nord (XLII).

Le secteur moderne, auquel on peut ajouter en plus des activités sus-dites, les industries du caoutchouc, du papier et de l'énergie, permet pendant le développement d'obtenir des taux de croissance élevés, l'emploi absorbé y augmente notablement (XLIII). Ses productions peuvent être plus facilement rationalisées. Elles sont destinées à des marchés de plus en plus étendus, extérieurs aux zones de localisation. Les exportations permettent l'expansion de la production, l'accroissement des ventes entraîne une réduction des coûts par le biais des économies externes et internes ce qui améliore la compétitivité des entreprises et stimule la croissance ultérieure des ventes. Dans le cas spécifique du développement du Sud de l'Italie il semble que le mécanisme auto-propulsif du secteur moderne n'a pu être suffisant pour provoquer ces effets.

La comparaison de la structure de l'emploi dans le Midi et dans le Nord entre 1951 et 1966 montre une contribution du secteur moderne au développement de l'emploi industriel faible.

Evolution de l'emploi industriel dans le Midi et dans le Nord

	: 1951 :	1966 :	Taux mo- : 1951 :	1966 :	Taux moyen :	
			yen de :		annuel de :	
	milliers de sa-	croissan-	milliers de sala-	croissance :		
	lariés	ce annuel	riés			
		le				
Secteur :						
moderne :	265,8	333,4	1,5	1581,2	2284,0	2,5
Secteur :						
traditionnel :	1039,7	1507,2	2,5	2916,3	3496,6	1,2
TOTAL :	1305,5	1840,6	2,3	4497,5	5780,6	1,7

Source : L. CUOCO " Il processo di sviluppo di un' area sovrappopolata " p. 85.

Pendant cette période, l'emploi industriel a augmenté de 535,1 milliers de postes de travail. L'augmentation a été provoquée pour 12 % par le secteur moderne (67,6 milliers) et près de 88 % par le secteur traditionnel (467,5 milliers). Par contre, dans le Nord c'est le secteur moderne qui a créé plus d'emplois.

L'évolution des investissements laisse entrevoir un rôle croissant du secteur moderne dans l'économie du Midi. Par rapport aux investissements industriels effectués dans les régions méridionales entre 1951 et 1966 le secteur moderne reçoit une part plus grande (de 60,5 % à 67,2 %). Le taux moyen annuel d'augmentation a été de 8,4 % contre 5,7 % pour le secteur traditionnel, ces valeurs sont sensiblement proches de celles observées entre 1967 et 1971 (XLIV).

2°) Une greffe industrielle réussie : la région des Pouilles.

La réussite de l'industrialisation dans la région des Pouilles est étroitement liée à l'effort financier considérable consenti en faveur du pôle de développement Bari-Tarente-Brindisi.

L'aménagement des terrains, la construction d'infrastructures opérationnelles, la possibilité de réaliser dans l'intégration du complexe des économies d'échelles appréciables, de pouvoir bénéficier des aides financières, fiscales, devaient pour le succès de l'opération attirer les investissements nécessaires à la mise en place des unités motrices et des activités de sous-traitance direc-

tement liées à leur production. Cependant la réalisation du pôle a coïncidé avec une période de récession de l'économie italienne. Dans un tel contexte, l'investissement se ralentit. L'incitation pour réaliser des initiatives industrielles s'en ressent. Avec les retards résultant de l'organisation administrative de la promotion et les lacunes provenant des hypothèses formulées dans l'approche théorique il était difficile d'atteindre les prévisions initiales.

En effet, des productions se sont avérées techniquement ou économiquement inadaptées à cause du délai séparant l'étude et la création des entreprises (cas des brûleurs à mazout et de la fabrication de certaines pompes). D'autre part, ainsi que l'ont souligné les experts de la CEE, l'étude a négligé l'existence d'entrepreneurs locaux pour les productions conseillées (XLV). Elle aurait dû considérer les capacités d'entreprise et d'investir dans les productions choisies des entrepreneurs locaux et intégrer ces paramètres aux hypothèses formulées. Enfin, les auteurs n'ont pas tenu suffisamment compte que les entrepreneurs appelés à se localiser dans le pôle provenant soit de l'Italie du Nord, soit de l'étranger, avaient des unités de production déjà intégrées dans un système d'inter-relations, ce point est fondamental. En se localisant dans l'aire de développement il leur était difficile pour des raisons commerciales ou de groupe d'abandonner rapidement leurs liens malgré les nouvelles possibilités locales.

Néanmoins, la concentration des efforts en matière d'investissements (XLVI) a permis à la région des Pouilles de connaître une industrialisation importante. L'emploi industriel augmente dans la région de 70 % (de 130 000 emplois en 1951 à 220 000 en 1971). L'évolution est supérieure à l'évolution du Midi (35 %) et de l'Italie (54 %) (XLVII). La région se trouve dotée d'industries compétitives et modernes (2/3 des entreprises datent de moins de 9 ans, les complexes sidérurgiques et chimiques datent des années 1960) et leurs produits connaissent une forte expansion de la demande.

Le reflet de la spécialisation se retrouve à la fois géographiquement et sectoriellement. La sidérurgie fournit 78 % des emplois industriels à Tarente, 70 % à Brindisi, 56 % des actifs du secondaire dépendent à Bari des constructions mécaniques, le secteur de la confection textile utilise 78 % des salariés de Foggia et 69 % des salariés de Lecce.

Mais la participation des entrepreneurs locaux à l'industrialisation régionale est limitée. Les grands établissements de plus de 500 salariés qui appartiennent aux secteurs prioritaires sont d'origine extra régionale. Ainsi sur les huit usines recensées six font partie du secteur de la mécanique, de la chimie, de la sidérurgie et représentent 50 % des emplois totaux ; deux entreprises étant par contre spécialisées dans la confection textile.

Les nouveaux établissements sont surtout originaires du Nord, (70 % des entreprises, 88 % des emplois et 90 % des investissements). Plus précisément, la majorité des emplois et des capitaux investis sont issus des importantes firmes privées (FIAT, PIRELLI) et des holdings financés par l'Etat (IRI avec ITALSIDER, CONSENTIR à Tarente, MONTEDISON à Brindisi et à un degré inférieur ENI et EFIM-BREDA). Cette dépendance externe n'a pas permis de créer suffisamment de relations interindustrielles sur place. En effet, l'entreprise nouvelle conserve souvent ses traditions commerciales avec le Nord et ne cherche pas suffisamment de contact avec les nouvelles possibilités de l'économie régionale (XLVIII).

Malgré des effets limités (sur le plan des interrelations industrielles) les grands complexes sidérurgiques, chimiques et la mécanique sont à la base des progrès de la région. Si actuellement le niveau d'industrialisation obtenu dans les Pouilles est le plus élevé des régions du Midi, les possibilités de développement des complémentarités techniques, commerciales, en particulier avec les industries métallurgiques, à la suite de la création à Tarente, en 1970, d'un important laminoir à froid laissent entrevoir un niveau d'industrialisation égal à celui des régions européennes avancées. En effet, la région dispose en outre d'atouts importants, une population active, qualifiée, des possibilités d'accès et un climat favorable.

* * *

A la fin de l'année 1971, le système économique de l'Italie méridionale se différenciait quantitativement et qualitativement du système des années 1951. La structure productive a connu des mutations significatives, l'appareil productif s'est notablement enrichi, diversifié, modernisé, permettant à ses territoires de présenter des opportunités de développement ultérieurs. Mais les progrès obtenus comparés à l'évolution de l'économie du Nord montrent finalement que le dirigisme a évité des détériorations relatives entre les déséquilibres ; les écarts entre les régions du Midi et les régions du Nord demeurent, à un faible pourcentage près, égaux.

Les progrès obtenus dans l'industrialisation résultent de l'action des entreprises d'Etat et des grandes firmes privées du Nord. Néanmoins, l'effet sur l'emploi et les structures économiques a été limité.

D'une part, le choix des investissements s'est porté en grande partie sur des unités de production capital-intensive. D'autre part, les firmes ont élaboré des produits vendus trop souvent à l'état brut et conservé les mêmes liens d'approvisionnement (la plupart du temps en dehors du Midi). Aussi, le tissu industriel des régions méridionales manque de densité.

Sur le plan régional, la greffe industrielle a pris dans les Pouilles, en Campanie et dans un nombre limité de pôles de développement. Près de 25 % du chiffre d'affaires du Midi est réalisé par ce nombre restreint, le restant étant dispersé entre 2 489 com-

munes dont 1 320 ont une population supérieure à 3 000 habitants (11). La majorité de la population (17,4 millions d'habitants soit le 89,6 % du total du Midi) se trouve concentré dans les 1320 communes. Ces chiffres montrent la réussite des pôles et des déséquilibres préoccupants.

§ 2 - L'expansion régionale en France .

En France, l'intervention cherche à atténuer les déséquilibres entre Paris et la Province d'une part, à réduire les écarts entre l'Ouest agricole et l'Est industriel d'autre part. On peut porter un jugement plus précis sur le premier aspect en utilisant les statistiques de la décentralisation tenues par la DATAR. Par contre, il est plus difficile d'approfondir les modifications régionales dues à la politique interventionniste. En effet, à la différence de l'Italie il n'existe pas en France un organisme centralisant les aides. Les investissements ont concerné des territoires compris dans l'Ouest et dans l'Est tels que nous les avons définis (en particulier, les investissements des S.D.R.) c'est surtout à partir de l'apport spécifique de la décentralisation que nous montrerons les modifications essentielles obtenues en matière de rééquilibrage économique régional.

A - Le bilan de la décentralisation .

Les opérations de décentralisation résultent de deux types de décisions différentes. Le premier, représente la création par une firme installée dans la Région Parisienne d'établissements nouveaux en Province, tout en maintenant une partie plus ou moins importante de sa production et surtout les centres de décision dans la localisation initiale. Cette opération pouvant être qualifiée d'extension décentralisée. Le second, qui seul peut être assimilé à une véritable décentralisation, concerne le transfert total de la production de l'entreprise et de son siège en Province. Dans un cas, l'expansion industrielle de Paris se trouve ralentie, dans l'autre, elle est véritablement réduite. Néanmoins, du point de vue pratique la majorité des opérations ont relevé de l'extension décentralisée la décentralisation réelle étant dans l'ensemble négligeable.

I°) L'apport du développement régional .

Les décisions qui se sont traduites par la création d'un nombre intéressant d'établissements mais surtout d'emplois, permettent de se rendre compte de l'efficacité de l'intervention et, de mettre en évidence les préférences des entrepreneurs pour le choix de leur localisation. Toutefois, l'impact réel des opérations sur le développement régional est supérieur aux résultats simplifiés.

L'expansion industrielle régionale résulte de l'extension d'activités existantes, d'initiatives nouvelles locales et externes.

Toutefois, l'apport de la décentralisation a été particulièrement consistant. A l'effet direct des opérations s'ajoutent des effets d'entraînement qui sans être immédiats sont presque assurés dans le futur. Ainsi, plusieurs entreprises de sous traitance en informatique ont suivi l'extension décentralisée d' IBM France à Montpellier, de même des entreprises privées spécialisées dans la production du matériel de télécommunications ont suivi la localisation du Centre National de Télécommunications à Lannion. En d'autres termes diverses opérations de décentralisation ont créé les conditions d'un processus local de polarisation qui n'a pas encore produit entièrement ses effets.

Après un bon démarrage, de 1954 à 1963 le nombre des opérations de décentralisation connaît un essoufflement. Pour les dernières années d'étude on trouve des nombres comparables à ceux des premières années.

Le ralentissement important qui s'observe peut être imputé, en partie aux nombreuses concentrations. Les firmes ont réorganisé leurs productions dans le cadre des locaux existant écartant ainsi la solution régionale.

Néanmoins, il ne peut être interprété comme un échec partiel ou total de la politique suivie car les statistiques ne reflètent pas fidèlement les faits. En effet, les entreprises ayant déjà réalisé des transferts à partir de la Région Parisienne ne figurent plus dans les statistiques de la décentralisation quand elles augmentent leur potentiel productif en Province. Par ailleurs, le nombre d'emplois liés aux opérations est variable ; à un nombre important d'opérations peut correspondre une création d'emplois importante. Cela a été notamment le cas pour l'industrie automobile et l'électronique qui ont créé respectivement plus de 150 000 et de 300 000 emplois en Province à la suite d'un nombre limité d'opérations de décentralisation.

Opérations de décentralisation de 1955 à 1972 .

1955 72	1956 103	1957 140	1958 85	1959 140	1960 178	1961 289	1962 256	1963 253
1964 196	1965 201	1966 214	1967 180	1968 124	1969 104	1970 105	1971 105	1972 108

Source : Chiffres communiqués par la DATAR.

Malgré ces variations, on peut avancer que les résultats ont été, d'une manière générale, encourageants. De 1954 à la fin de l'année 1971 on dénombre 2 650 opérations ayant permis la création de 415 823 emplois (L). Les opérations de décentralisation se sont réparties en nombre égal dans les régions de l'Ouest et de l'Est ; le nombre des emplois créés étant par contre, légèrement inférieur dans l'Ouest (48,5 %). Les industries automobiles, mécaniques, électriques sont surtout à la base des nouveaux emplois créés (près de 66 %).

Le courant de décentralisation a permis de réanimer les activités industrielles de certaines villes ou d'affirmer des vocations d'autres centres (cas pour l'industrie automobile à Rennes, Limoges, La Rochelle, Nantes, l'industrie aéronautique à Toulouse, Bordeaux, les industries pétrochimiques à Bordeaux et à Vannes, de l'électronique à Toulouse, Montpellier, Lannion, Angers, Laval et Brest). Les agglomérations classées par les textes du 30 Juin 1955 en zone critique comme Amiens, Autun, Château-Renault, Calais, Fourmies, Abbeville, Fougères, Thiers, Saint-Dié, Montceau -les-Mines, ont pu redresser une situation particulièrement compromise par le déclin de leurs activités traditionnelles (textile à Amiens, Saint-Dié, Calais, Fourmies ; cuir à Fougères et Château-Renault ; porcelaine à Limoges ; exploitation de schistes bitumeux à Autun).

Cette tendance est mise en relief par la localisation régionale ou départementale des opérations effectuées et par les emplois correspondants créés. En prenant pour référence le nombre global des créations d'emplois dans les régions de l'Ouest, les régions qui se trouvent plus proches, ou plus accessibles, de Paris, comme la Basse-Normandie, le Centre, les Pays de la Loire, la Bretagne le Poitou-Charentes absorbent près de 80 % des opérations et des emplois (LI). Les autres régions connaissent dans certains départements des situations particulièrement déficientes.

Une concentration des opérations s'observe dans l'Ouest au niveau de ces territoires, du Nord, de l'Extrême Nord-Ouest et du Centre. Elle se constate pour l'ensemble du territoire national dans les départements situés dans un rayon de 200 km environ autour de la capitale. Plus du quart des emplois créés (27 %) sont, en effet, localisés dans les départements distants au plus de 100 km de Paris ; 27,1 % dans un rayon de 200 km de Paris, soit globalement 54,1 % dans les limites établies par cette dernière distance (LII).

La décentralisation a surtout profité aux villes d'Orléans, Bourges, Evreux, Le Mans, Troyes, Châlons-sur-Marne, Reims, Amiens, Beauvais.

Cette inégale répartition de l'emploi dans le territoire n'a pu rééquilibrer la situation de diverses agglomérations de l'Ouest et de l'Est. Cela a été particulièrement le cas pour les zones métallurgiques et minières de la Moselle, Meurthe-et-Moselle, Pas-de-Calais, les agglomérations de Saint-Etienne, Alès, Decazeville, Montluçon, Boulogne-sur-Mer, Saint-Nazaire, Brest, Cherbourg. Compte tenu des problèmes de conversion qui se posaient particulièrement dans les bassins miniers ce demi-échec ne peut être imputé à la politique de décentralisation mais à une arrivée importante de jeunes en âge de travailler.

2°) Caractéristiques des opérations.

A l'origine du courant de décentralisation se trouvent des entreprises importantes, de dimension nationale ou internationale. Pour 33 % des cas, les unités de production créées en Province

proviennent de l'initiative d'entreprises disposant dans la Région Parisienne d'un effectif supérieur à 500 salariés. Les initiatives provenant des firmes petites ou moyennes sont limitées (10 % des opérations sont dûes aux entreprises employant entre 10 et 50 salariés, 26 % résultant des firmes employant moins de 100 salariés) (LIII).

La dimension des activités installées en Province dénote une certaine prudence de la part des dirigeants. L'importance est réduite : 41 % ont engagé entre 10 et 100 salariés, 63 % entre 10 et 200 salariés et 9 % plus de 500 salariés. Dans 43 % des cas, l'activité principale est liée aux branches des constructions mécaniques, aéronautiques, électriques, pour 14 % des cas aux activités de l'industrie chimique et 13 % des cas aux industries alimentaires, du textile et de l'habillement.

L'implantation est proche de Paris, les régions excentrées sont évitées (2 % des opérations se sont dirigées en Aquitaine et 1 % dans le Midi-Pyrénées). Elle s'effectue souvent en dehors des zones industrielles (41 % des cas). Ce dernier chiffre est comparable aux localisations entre 1961 et 1970 des très grands établissements industriels, employant plus de 1 000 salariés (LIV). Ceci confirme bien les insuffisances du zoning industriel précédemment soulignées.

Les firmes décentralisées n'ont stimulé que faiblement la demande de produits élaborés dans la zone d'accueil (16 % des firmes qui faisaient sous-traiter leurs produits, ont fait appel à la sous-traitance locale, 84 % des entreprises ont conservé les mêmes fournisseurs).

Des opérations (notamment de la mécanique automobile et de l'appareillage électrique) ont permis la création d'un nombre élevé d'emplois mais de qualification insuffisante.

Une étude effectuée pour Alençon et Angers où, Moulinex dans la première ville, Bull et Thomson-Houston dans la seconde, ont créé en 1960 des unités de production importantes le prouve. La baisse du niveau moyen de qualification des emplois est mise en relief par la décomposition des postes de travail entre les " vieux " et les " nouveaux " établissements.

Emplois industriels par qualification et types d'établissements
Alençon et Angers, 1966.

	Employés	Qualifiés	Non qualifiés	Total
I Alençon	:	:	:	:
vieux établissements	19,3	33,8	46,9	100
nouveaux	24,6	37,2	57,5	100
II Angers	:	:	:	:
vieux établissements	14,1	37,2	48,7	100
nouveaux	14,3	14,2	71,5	100

Source : S.O.D.I.C. " Etude de l'incidence des Implantations industrielles sur le Marché du Travail " Paris 1967, cité par R. PRUDHOMME " Critique de la politique d'aménagement du territoire " R.E.P. n° 6, 1974, p. 932 et 933.

A l'origine de la décentralisation se trouvent des firmes importantes. Le courant a essentiellement bénéficié aux régions proches de la capitale. Le nombre d'emplois créés est important mais leur qualification est insuffisante. Le transfert en Province de tâches moins élaborées utilisant une main-d'oeuvre banalisée, alors que les tâches plus nobles, continuent à s'effectuer dans la Région Parisienne, risque de substituer à la ségrégation initiale entre zones développées et zones sous-développées une nouvelle ségrégation aussi grave de l'emploi. C'est une tendance que l'intervention doit corriger pour éviter des déséquilibres de revenus importants.

B - Les modifications des déséquilibres territoriaux.

L'atténuation des disparités spatiales pendant la période d'analyse est due essentiellement au ralentissement relatif de la croissance dans la Région Parisienne par rapport à la province. Les améliorations dans la situation des régions de l'Ouest sont inégales et épousent le courant de décentralisation. Elles sont importantes, notamment en Bretagne mais insuffisantes dans les autres zones, en particulier celles du Sud-Ouest.

1°) Un frein au développement de la Région Parisienne.

L'intervention, s'est soldée par une régression, en termes relatifs, de l'impact industriel de la Région Parisienne, mais elle n'est pas parvenue à bloquer son expansion. Il était difficile d'y arriver dans un délai de temps aussi bref à cause des positions de départ, de l'influence exercée par Paris, et, des habitudes.

Les mesures restrictives prévues par les textes ainsi que les paiements des redevances, ont considérablement favorisé la construction industrielle en province et, par conséquence, la décentralisation. L'évolution des constructions industrielles supérieures à 500 m² montre un ralentissement important des opérations dans la Région Parisienne (LV). Par rapport à l'ensemble construit en France, la part de la Région Parisienne baisse de 30 % en 1954 à 9 % à la fin de l'année en 1969. Cette tendance est sans précédent. Sur l'ensemble des constructions bâties entre 1954 et 1969, 14,2 % l'ont été dans la Région Parisienne, 37,7 % dans les régions de l'Ouest, 48,1 % dans l'Est, (pour les années précédant le début de l'intervention près de 40 % des constructions nouvelles se réalisaient dans la première zone).

L'emploi a subi une évolution identique. Parmi les régions françaises, c'est dans la Région Parisienne (exception faite du Nord) où l'emploi industriel a connu la plus faible augmentation avec 0,61 % entre 1954 et 1968 (LVI). Pendant cette période, l'incidence de cette zone sur l'emploi national régresse de 25 % en 1954 à 23,6 % en 1968 (LVII). La spécialisation de la Région Parisienne dans certaines productions (industries mécaniques, construction électrique, industrie alimentaire, textile et habillement) diminue au profit de la Province. Par rapport au total national leur part est passée entre 1954 et 1968 de 40 % à 32 % pour les industries mécaniques, de 57,5 % à 43,5 % pour la construction électrique, de 16,8 % à 15 % pour les industries alimentaires et de 45 % à 22,6 % pour les textiles et l'habillement (LVIII).

Le ralentissement de l'industrialisation de la Région Parisienne apparaît nettement en considérant l'évolution de l'emploi dans les branches, qui, au niveau national, ont connu pendant une période déterminée soit une expansion, soit une réduction des effectifs.

De 1954 à 1962, la Région Parisienne absorbait près de 28 % des emplois nouveaux créés chaque année dans les activités en expansion, entre 1962 et 1968, on y observe par contre une diminution de 7 129 postes, soit - 13,5 % des nouveaux emplois créés en Province (LIX). Dans les branches en régression (combustibles, minéraux solides, sidérurgie, construction navale, aéronautique, textile, habillement, cuir, produits de l'industrie du bois), les taux de diminution évoluent de 20,7 % à 23,7 % entre 1954-1962 et 1962-1968. La position de la Région Parisienne initialement moins défavorable que l'Ouest et l'Est devient plus défavorable lors de la seconde période par rapport à l'Ouest.

2°) Le désenclavement économique de l'extrême Nord-Ouest.

La situation des régions de l'Ouest au début de l'intervention était grossièrement identique, économies à prépondérance agricole connaissant des problèmes d'emploi par l'abandon des activités du primaire et des flux migratoires parfois notables (Bretagne, Limousin). Il s'agissait de retenir les populations en créant des emplois en particulier dans le secteur secondaire.

Le nombre d'emplois créés tout au moins dans certaines régions, et, pendant la période 1954-1962 n'a pas été suffisant pour limiter les migrations. L'importance de la main-d'oeuvre libérée par l'agriculture n'a pas facilité l'action de l'Etat (en moyenne près de 100 000 personnes par an quittaient leur emploi). Des régions comme le Limousin, l'Auvergne, la Bretagne ont vu leur population active diminuer de 1 % à 1,5 %. Par contre, et cela constitue une donnée significative, à l'exception du Limousin, la population active n'a plus diminuée après 1962. Le changement de tendance est étroitement lié à la politique de développement régional qui commence à porter ses fruits.

A partir des années 1960, la localisation de nouvelles activités industrielles a progressivement bénéficié aux régions de l'Ouest. Le graphique suivant montre dans cette zone une augmentation des effectifs de l'industrie avec des taux supérieurs aux prévisions du Ve plan (objectifs dépassés dès la fin de 1968).

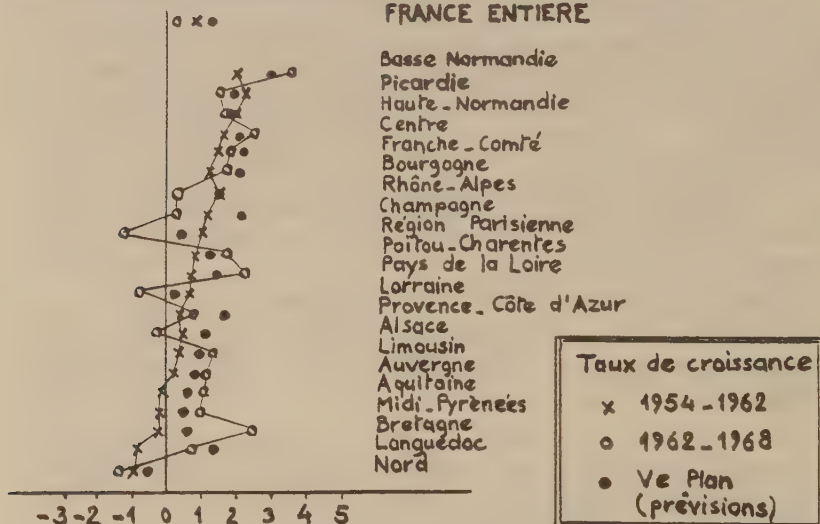
Si ces mutations s'effectuaient au détriment de la Région Parisienne, évolution au demeurant recherchée, en même temps, les parties du Sud-Ouest restaient assez écartées de ce phénomène par rapport au Centre et au Nord-Ouest.

Ainsi, dans les Pays de la Loire, la Bretagne, la Basse-Normandie et le Centre où les effectifs dans les industries en expansion représentaient en 1962 près de 10 % de l'emploi national, l'augmentation de l'emploi entre 1962 et 1968 a représenté 34,4 % de la variation nationale. D'autre part, la situation de l'emploi industriel dans les branches en régression était moins préoccupante à l'Ouest que dans le reste du territoire.

Entre 1954 et 1962 les effectifs diminuaient annuellement de 9820 emplois contre 2610 entre 1962 et 1968 avec même des augmentations dans le Centre, le Poitou-Charente et les Pays de la Loire (LX).

Taux de croissance annuels des effectifs de l'industrie

FRANCE ENTIERE



Source : "Etude de démographie régionale, l'emploi de 1954 à 1968. Projections de la population totale " Les coll. de l'INSEE R 4 septembre 1973 p. 31.

Des caractéristiques plus précises sur l'évolution de l'emploi industriel dans l' " Ouest " peuvent être obtenues avec la méthode d'analyse " structurale-régionale ". Elle permet de comparer l'évolution de l'emploi dans les branches d'une région par rapport à l'évolution observée au niveau du pays (LXXI). Pour l'étudier, le taux de croissance de l'emploi dans la région est décomposé en deux valeurs : un taux fictif, et la différence entre l'augmentation réelle de l'emploi et le taux fictif.

Le taux fictif représente l'augmentation de l'emploi industriel si toutes les activités de la région connaissent les mêmes taux de croissance que sur le plan national. La différence entre ce taux fictif régional et le taux d'augmentation national de l'emploi industriel ou " effet structural " met en relief l'incidence de la structure régionale des emplois par rapport à la croissance nationale. Si certaines branches, dont on observe une régression des effectifs sur le plan national conservent une part importante dans l'emploi régional, l'effet structural sera positif. Par contre, à un effet structural négatif va correspondre une dimi-

nution de la part de l'emploi de ces branches dans l'emploi régional.

La seconde valeur ou " effet régional " est l'écart entre le taux réel de croissance de l'emploi et le taux fictif, elle met en évidence la vitalité propre de la région, l'implantation d'industries nouvelles augmente cet effet ; son évolution pouvant rendre compte de l'incidence régionale de la politique d'aménagement du territoire. A une valeur positive correspond un accroissement des effectifs dans les branches industrielles de la région supérieur à celui obtenu sur le plan national ; une valeur négative faisant état d'un taux de croissance des branches industrielles de la région inférieure à l'augmentation nationale.

Le tableau suivant retrace l'évolution de ces effets dans les régions de l' Ouest.

Effet structural et régional de l'emploi industriel dans l'Ouest entre 1954 et 1968.

	1954 - 1962		1962 - 1968	
	Effet structural	Effet régional	Effet structural	Effet régional
Centre	- 0,05	0,90	0,25	2,30
Basse-Normandie	- 0,25	1,80	0,05	3,20
Pays-de-la-Loire	- 0,15	0,30	0,05	1,80
Bretagne	- 0,55	- 0,20	0,15	2,20
Limousin	- 0,55	0,25	-0,05	1,20
Auvergne	0,15	- 0,55	0,25	0,60
Poitou-Charentes	- 0,30	0,55	0,15	1,20
Aquitaine	- 0,45	- 0,20	-0,05	0,80
Midi-Pyrénées	- 0,65	- 0,05	-0,45	1,00
Languedoc	- 0,69	- 0,10	-0,45	1,10

Source : I.N.S.E.E. " Etude de démographie régionale, l'emploi de 1954 à 1968 " p. 69.

En ce qui concerne l'effet structural, de négatif dans toutes les régions entre 1954 et 1962, il est devenu positif entre 1962 et 1968 en Basse-Normandie, en Bretagne, dans le Centre, les Pays de la Loire et le Poitou-Charentes. A partir de la seconde période, ces régions ont conservé dans leurs branches industrielles un emploi supérieur à l'emploi industriel que les mêmes branches ont conservé en France.

Si l'effet régional a connu des modifications plus importantes que le précédent, il concorde avec les résultats de décentralisation. Les régions proches du bassin parisien et les régions de l'extrême-Ouest ont été les plus dynamiques pour la création d'emplois. Les valeurs de l'effet régional le montrent bien : pour la Basse-Normandie il passe de 1,80 à 3,30, pour la Bretagne de - 0,20 à 2,20, pour le Centre de 0,9 à 2,30 et pour les Pays de la Loire de - 0,15 à 2,20.

* *

Le processus d'industrialisation qui s'est développé dans les régions de l'Ouest est étroitement lié aux opérations de décentralisation. On constate, en effet, une correspondance entre les régions retenues par les entrepreneurs parisiens et les régions qui ont connu les modifications structurelles les plus importantes (Basse-Normandie, Centre, Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charentes). La configuration géographique de cette concentration est symptomatique du pouvoir attractif que continue d'exercer la capitale chez les entrepreneurs. La décentralisation n'a provoqué qu'un desserement de la Région Parisienne (LXII).

Compte tenu de la situation de départ, les changements qui se sont opérés en Bretagne ont été notables et on peut considérer qu'ils ont abouti à un véritable désenclavement économique et industriel de cette région. Il en va, par contre, autrement pour les zones où la manne parisienne ne s'est que partiellement déposée, en particulier dans le Sud-Ouest. Les résultats de la politique de développement régional dans l'Ouest montrent le demi-succès ou le demi-échec de l'intervention. Mais ils permettent en même temps de constater qu'ils sont étroitement liés aux initiatives venant de l'extérieur.

Les régions de l'Ouest conservent encore un caractère agricole important malgré l'amélioration de l'emploi industriel dont les effectifs dans le total national passent entre 1954 et 1968 de 27 % à 29 %. La réduction des effectifs dans le secteur primaire, tout en étant forte, n'a pas été plus importante que celle observée dans le pays. A la fin de l'année 1970, les personnes travaillant dans ce secteur représentent 63,5 % du total national, de 1954 à 1968 cette valeur restant sensiblement proche de 65 % (LXIII).

Parfois, le degré d'activités agricoles augmente. Le Limousin comptait en 1954, 1,9 fois plus d'agriculteurs que la moyenne nationale et 2,15 fois plus en 1968.

La structure de l'emploi régional montre une réduction du primaire de 46 % en 1954 à 32 % en 1968. Sur le plan national il a baissé de 28 % à 15 %.

Si l'intervention a contenu progressivement l'émigration, l'effort à consentir dans le futur devra être encore plus important car la main d'oeuvre libérée par l'agriculture connaîtra encore des augmentations notables. D'autant plus qu'au niveau des salaires et des revenus, les disparités avec les autres régions de l' "Est" et la Région Parisienne, bien que légèrement atténuées, restent encore marquées.

En 1970, le salaire moyen dans le secondaire et dans le tertiaire était de 13 514 F dans le Nord-Ouest. 13 490 dans le Sud-Ouest alors que la moyenne nationale s'établissait à 16 044 F et la moyenne de la Région Parisienne à 21 573 F (LXIV). Le niveau le plus bas se situait encore dans deux départements de l'Ouest : la Creuse et la Lozère avec 67,8 % et 70 % de la moyenne nationale, soit environ 51 % des salaires moyens de la Région Parisienne.

Enfin, par rapport au reste du pays, le revenu brut par habitant de l'Ouest comble légèrement son retard. Il reste cependant inférieur à la moyenne nationale dans les régions suivantes : Poitou Charentes, Midi-Pyrénées, Bretagne, Limousin (LXV).

*

*

*

*

Le développement des régions retardées du Midi et de l'Ouest de la France permet de dégager les diverses constatations suivantes :

Les changements obtenus dans l'industrialisation sont dus essentiellement à des initiatives provenant des territoires développés. Les entrepreneurs " étrangers " se sont intéressés à un nombre limité de zones.

En Italie, auprès des territoires disposant d'une population active déjà sensibilisée au milieu industriel, (Campanie, Pouilles), surtout dans les noyaux d'industrialisation où les investissements massifs effectués par les entreprises contrôlées par l'Etat ont rompu l'atmosphère traditionnelle. Le quantum d'investissements obligatoires des firmes de l'Etat s'est avérée une

mesure essentielle pour provoquer le processus d'industrialisation. Cette forme d'intervention est indispensable lorsque une nation a des territoires sous-développés étendus comprenant une population importante.

En France ce sont les territoires proches de la Région Parisienne qui ont été choisis par les entrepreneurs. Si les résultats sont intéressants pour les régions les plus excentrées (Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charentes), à quelques exceptions près (Toulouse, Montpellier), le Sud-Ouest reste délaissé. Leur configuration géographique dénote l'attrait que continue encore d'exercer la Région Parisienne sur toutes les initiatives.

Dans les deux pays, les réticences des chefs d'entreprise pour réaliser une opération dans les régions du Midi et de l'Ouest tiennent surtout aux problèmes de qualification de la main-d'oeuvre. Pour remédier aux déficiences locales ont été mis en place des unités de production fortement capitalistiques par ailleurs favorisées par les systèmes d'aide, dont l'effet sur l'emploi est limité (cas du Midi), ou bien, nécessitant une main-d'oeuvre sommairement qualifiée. Certes, ces opérations sont à la base de l'accroissement le plus important de l'emploi industriel, mais nous avons souligné l'inconvénient que prendrait l'accentuation de cette tendance : au sous-développement régional on superposerait un sous-développement salarial, situation qui ne marquerait qu'un progrès insuffisant. En même temps que les risques résultant d'un choix productif dans les régions sous-développées, les limites des initiatives privées sont liées aux incertitudes de l'économie promise. Les incidences des modalités d'octroi, le poids de la fiscalité locale en limitant la portée des aides, les extensions aux régions riches, ont désorienté les entrepreneurs.

La décentralisation n'est pas effective car la plupart des firmes créées continuent de dépendre des centres de décision situés dans les régions riches. Elles s'intègrent de ce fait à une politique générale de groupe qui tantôt va privilégier l'action de l'établissement nouveau et tantôt va le laisser au second plan. Aussi le mouvement de l'industrialisation qui s'est développé accentue la dépendance économique des régions retardées. Cela d'autant plus, que les opérations provoquées par l'extérieur, c'est à dire les plus importantes ont maintenu et développé leurs approvisionnements avec des fournisseurs situés généralement dans les régions déjà industrialisées. L'appel à la sous-traitance locale reste limité par la faute aussi de l'insuffisance d'initiatives intermédiaires. Le tissu industriel manque donc de densité et n'est pas encore suffisamment auto-propulsif.

L'expérience du Midi prouve bien que l'on ne peut escompter une industrialisation suffisante en misant sur des grands complexes élaborant des productions de base brutes ou semi-brutes, même s'ils sont de taille nationale ou internationale. L'image sarcastique

des " cathédrales dans le désert " utilisée par de nombreux économistes de la Péninsule pour les qualifier, bien qu'exagérée, n'est pas dénuée de fondements. Elle montre bien l'isolement dans lequel se sont trouvées ces productions sur le plan régional. L'absence d'un nombre suffisant d'initiatives intermédiaires complémentaires ne permet pas une multiplication satisfaisante de relations interindustrielles régionales.

Chargé par le gouvernement italien de cerner les problèmes du développement méridional, M. CHENERY avait mis en évidence les effets de la politique suivie, il écrit notamment :

" ... où les investissements du secteur privé seraient défailnants la réalisation d'infrastructures et la pratique d'investissements massifs représente un expédient susceptible de ne créer de l'emploi que momentanément " (LXVI).

L'inadaptation provisoire de l'offre locale a profité aux industries des régions avancées. Les investissements effectués dans les régions défavorisées ont maintenu un niveau élevé de la demande dans les territoires industrialisés contribuant, en partie, à leur croissance. La déviation de la demande a réduit l'impact de l'intervention mais les ressources financières dégagées en faveur des régions défavorisées n'ont pas abouti à un gaspillage car le circuit économique national les retrouve en grande partie.

Le succès de l'intervention en Italie et en France, n'est que partiel. Dans le second pays la partie dissuasive s'est avérée opératoire, en effet, l'expansion de la Région Parisienne s'est ralentie.

La politisation, l'importance de l'étendue des zones dans lesquelles les initiatives nouvelles pouvaient obtenir des aides, l'affectation anormale des dépenses publiques dans les régions et l'extension des régimes de faveur semblables aux territoires plus développés, ont réduit le poids de l'effort financier fourni par les pays. La dispersion et le fractionnement des investissements observés dans les expériences françaises ne permet pas forcément de provoquer ou de soutenir simultanément l'expansion dans les divers points d'affectation.

On pourrait se demander si, en l'absence de toute intervention les modifications obtenues auraient été analogues. Avec la poussée expansionniste connue par la Région Parisienne et, à un degré moindre, par le triangle industriel Turin-Gênes-Milan, les conditions de production se sont dégradées (raréfaction de la main-d'oeuvre, augmentation de ses coûts, assujettissement des entreprises à des taxes nouvelles, diverses saturations etc ...). Il est logique de supposer que diverses initiatives se seraient dirigées à l'extérieur de ces concentrations en choisissant une localisation dans les régions du Midi et de l'Ouest. Nous ne pensons pas qu'elles auraient permis un apport suffisant à l'industrialisation régionale surtout en Italie et notamment dans les Pouilles. Même avec les erreurs commises l'intervention a provoqué des améliorations supérieures à ce que l'on aurait pu constater en son absence.

*

*

*

*

REFERENCES CHAPITRE IV

- I : B. JALON " Primes et zones industrielles " Ed. Berger-Levrault 1967, op. cit. p. 34.
- II : Voir B. JALON " Primes et zones industrielles " p. 34 et 35.
- III : R. PRUD'HOMME " La production d'Equipements collectifs en France pendant le 5ème plan " Paris, Béture 1972. polygr. 90 p. cité dans l'article du même auteur " La critique de la politique d'aménagement du territoire " R.E.P. n° 6, p. 925.
- IV : Loi n° 635 du 29.7.1957, loi n° 623 du 30.9.1959, loi n° 835 du 13.7.1965, prolongeant jusqu'à la fin de l'exercice financier de l'année 1968 les dispositions prévues dans la loi n° 635 et ses modifications.
- V : C.E.R.I.S. " Lo sviluppo industriale delle aree depresse del Piemonte. Efficacia e limiti dell'incentivo fiscale " p. 156.
- VI : Loi n° 623 du 30.9.1959 pour le Centre Nord.
- VII : Le financement classique dans le Midi ne bénéficiant pas de bonifications d'intérêts, voir " Il credito agevolato in Italia " M.E. n° 4, 1970, p. 15 à 17.
- VIII : Loi n° 717 du 26.6.1965.
- IX : F. PILLOTON " Effetti moltiplicativi degli investimenti della Cassa per il Mezzogiorno " Svimez Rome, 1960, 157 p. P. RUGGIERO " Note sul dualismo economico territoriale i cenni critici ad una politica di investimenti in Italia " R.F.E. juin 1972, p. 687 à 724.
- X : Il est égal au rapport entre la somme des revenus obtenus pendant chaque période et le revenu de la première période.

Soit I l'investissement initial, C' la consommation de la seconde période, C'' de la troisième etc ..., on obtient :

- pour la période 1, ΣI ou premier cycle de revenu,
- pour la période 2 la consommation C' sera fonction de l'investissement précédent ΣI de la période 1,
- pour la période 3, la consommation C' sera fonction de l'investissement de la période 2 et C'' sera fonction de la consommation C' de la période 2,
- pour la période 4, la consommation C' sera fonction de l'investissement de la période 3, C'' sera fonction de la consommation C' de la période 3 et C''' sera fonction de la consommation C'' de la période 3.

$$C'' = \delta \Sigma C' \quad , \quad \delta = \text{propension marginale à consommer}$$

$$\Sigma C' = \delta \Sigma I \quad \text{ou second cycle de revenu}$$

$$\Sigma C'' = \delta \Sigma C' = \delta^2 \Sigma I \quad \text{ou 3ème cycle de revenu}$$

$$\Sigma C''' = \delta \Sigma C'' = \delta^3 \Sigma I \quad \text{ou 4ème cycle de revenu}$$

$$\vdots \quad \vdots \quad \vdots \quad \vdots \quad \vdots \quad \vdots \quad \vdots$$

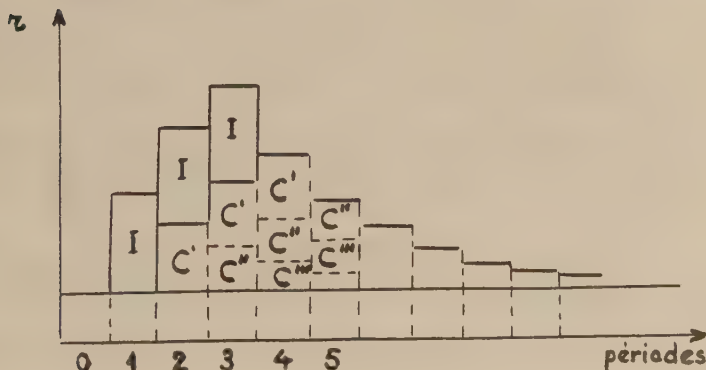
la somme des investissements et des consommations additionnelles représentent bien l'accroissement des revenus

$$\Sigma I = \delta \Sigma I + \delta^2 \Sigma I + \dots + \delta^n \Sigma I = (1 + \delta + \delta^2 + \dots + \delta^n) \Sigma I$$

avec pour effet multiplicateur

$$\frac{1}{1 - \delta}$$

Les différents cycles s'effectuant simultanément conformément au schéma.



- XI : Voir annexe tableau IV-I : Contribution de la Caisse du Midi à l'économie italienne (comparaison entre les effets de son action avec les développements globaux de l'économie italienne).
- XII : L'étude détermine les conséquences sur l'économie italienne d'un accroissement de la demande et de la production de biens d'une ou de plusieurs branches.
 Si X_j représente la production du secteur j ,
 Y_i représente la demande finale pour le secteur i ,
 A_{ij} les coefficients techniques de production, la matrice permettant de déterminer les relations sus-dites est de la forme :
- $$\begin{aligned} A_{11} Y_1 + A_{21} Y_2 + A_{31} Y_3 + \dots + A_{16} Y_{16} &= X_1 \\ A_{12} Y_1 + A_{22} Y_2 + A_{32} Y_3 + \dots + A_{16} Y_{16} &= X_2 \\ A_{13} Y_1 + A_{23} Y_2 + A_{33} Y_3 + \dots + A_{16} Y_{16} &= X_3 \\ \vdots &\vdots \\ A_{1,16} Y_1 + A_{2,16} Y_2 + A_{3,16} Y_3 + \dots + A_{16,16} Y_{16} &= X_{16} \end{aligned}$$
- XIII : Voir J. ZLATIEV " Enquêtes sur les éléments moteurs et les éléments freins à la décentralisation industrielle " R.E. 1968 p. 819 à 873 et enquête de la SEMA SOPRES sur la demande du bureau des élèves de l'Ecole Supérieure des Sciences commerciales appliquées de Paris " Pour un bilan de décentralisation. Prospectives " 1971, 175 p.
- XIV : La qualification n'est pas suffisante. Une enquête de l'INSEE datant de 1964 montre qu'en Bretagne 20 % des firmes transformant les métaux sont limitées par le manque de main-d'oeuvre suffisamment qualifiée et qu'il en était de même dans l'alimentation et dans le secteur des matériaux de construction. Cité par Y. DURRIEU " Régionaliser la France, Capitalisme ou Socialisme " p. 268.
- XV : L'absentéisme résulte des besoins saisonniers agricoles. Une partie de la main-d'oeuvre continuant l'exploitation des terres qu'elle possède parallèlement au travail en usine.
- XVI : La décision de décentralisation a résulté dans 23 % des cas de ces difficultés qu'ont rencontré les entreprises localisées dans la Région Parisienne (cf. " Pour un bilan de décentralisation ").
- XVII : "Les régions où les bénéfices sont les plus élevés " Entreprise n° 586, décembre 1966.

- XVIII : Voir en particulier S. CONTI " le scelte meridionali della FIAT " N. et S. n° 146 fevr. 1972 et M. CANINO " Mezzogiorno alla ribalta " Studio Sud n° 1. 1971.
- XIX : Article 38 C.G.I.
- XX : B. JALON " Primes et zones industrielles " p. 143-144.
- XXI : Article 40a C.G.I.
- XXII : Cf " Inégalité des ressources des collectivités locales " N. et E.D. n° 3 543 décembre 1968.
- XXIII : M. de CASTELBAJAC et RAMBAUD " Entre deux politiques de décentralisation " R.J.E.S.O. n° 1, 1969 p. 93 à 99.
- XXIV : Dans la conclusion de leur article M. de CASTELBAJAC et RAMBAUD estiment que dans quelques années la fiscalité directe des entreprises va être surtout une fiscalité locale. Elle provoquera de fortes disparités de traitement fiscal dans les villes françaises.
- XXV : La société Citroën avait obtenu de la commune de Chartres de Bretagne une exonération de 50 % de la patente afférente aux complexes industriels qu'elles y édifierait.
- XXVI : Tribunal administratif de Rennes, arrêt du 4.5.1966 " Société Citroën contre direction départementale des impôts " Actualité Juridique, Octobre 1966, p. 556, en le commentant R. DRAGO souligne " de quelque côté qu'on se trouve, les avantages fiscaux accordés dans les communes aux entreprises décentralisées aboutissent à des impasses ".
- XXVII : cf. supra ch. 2 sect. I.
- XXVIII : Cf. annexe tableau IV-2.
- XXIX : Entre 1961 et 1971 la population agricole diminuait de 1 089 190 personnes dans le Midi contre 876 507 dans le reste de l'Italie, réduction importante mais qui reste encore inférieure en termes relatifs à celle du Centre-Nord puisqu'elle ne représente que 39,1 % du secteur primaire alors que la diminution des effectifs agricoles dans les autres régions s'établissait à 45,3 %.
- XXX : Cf. annexe tableau IV-3 et IV-4.
- XXXI : G. TAGLIACARNE " Una nuova serie di date sul Mezzogiorno " N. M. n° 12, 1970.
- XXXII : Cf. annexe tableau n° IV-5.

- XXXIII : Cf. Comitato dei Ministri per il Mezzogiorno " Studi monografici sul Mezzogiorno " Rome 1971 p. 43 à 51.
- XXXIV : Cf. annexe tableau IV-6 .
- XXXV : Voir G. RANIS et G.H.FEI " A theory of economic development " A.E.R.sept. 1961.
- XXXVI : Cf. annexe n° IV-7 .
- XXXVII : Cf. annexe tableau n° IV-8 .
- XXXVIII : Cf. annexe tableau n° IV-9 .
- IXL : Si l'augmentation annuelle du revenu moyen par tête de la Communauté Economique est de 4 %, pour que ces régions atteignent le même niveau de vie, le taux de croissance annuel de leur revenu doit être :

	: Rattrapage	: Rattrapage	: Rattrapage	:
	: en 15 ans	: en 20 ans	: en 30 ans	:
Basilicate	: 10,9 %	: 9,1 %	: 7,4 %	:
Calabre	: 11,9 %	: 9,9 %	: 7,9 %	:

G. TAGLIACARNE " Le regioni più forti e la regioni più deboli della Comunità Europea in base ai redditi per abitante " Note economiche n° 2 Monte dei paschi di Siena 1972 p. 28 .

- XL : Cf. F. PARILLO " Lo sviluppo economico italiano " Giuffrè Ed. 1971, p. 125 à 130 .
- XLI : L'évolution du Midi a néanmoins été moins importante que celle du reste du pays. L'incidence de l'emploi manufacturier du Midi dans l'emploi national a diminué de 19,7 % à 17,7 %.
- XLII : L. BRUNI " Aspetti della dinamica strutturale delle industrie manifatturiere nelle regioni italiane " Giuffrè Ed. 1970, 166 p.
- XLIII : Voir notamment W. ROSTOW " Les étapes de la croissance économique " G. RANIS et G. H. FEI " A theory of economic development " A.E.R. sept. 1961, " Capital accumulation and economic development " A.E.R. juin 1963.
- XLIV : voir annexe tableau IV-II .

- XLV : Voir en particulier " Rapporto d'una missione C.E.E. sul polo pugliese " M.E. 19.9.1970 p. 61 à 68 et N. NOVACCO " Rapporto sulla realizzazione del polo industriale pugliese " M.E. 30.7.1967 p. 31 à 35.
- XLVI : Le capital technique investi a été de l'ordre de 900 milliards de lires il est aussi important pour les infrastructures.
- XLVII : Cf. annexe tableau IV-IO.
- XLVIII : On peut l'expliquer par une absence d'autonomie. Les entreprises nouvelles font partie de groupes industriels puissants ayant une politique financière et commerciale particulièrement complexe qui ne les amène pas forcément au régionalisme.
- II : D'après une étude effectuée par l'I.M.I. 34,28 % du chiffre d'affaires est réalisé dans 24 centres urbains qui réalisent 1 412 milliards sur un total de 4 108, la répartition est la suivante :

Naples	345 milliards	8,39 %
Palerme	157 "	3,81 %
Catane	112 "	2,71 %
Bari	98 "	2,37 %
Foggia	69 "	1,68 %
Tarente	60 "	1,47 %
Cagliari	58 "	1,41 %
Messine	58 "	1,41 %
Salerno	43 "	1,03 %
Pescare	36 "	0,87 %
Syracuse	22 "	0,52 %

Pour les villes suivantes, le pourcentage est inférieur à 0,80 %

Cosenza	Caserta	Benevento
Lecce	Cantanzaro	Sassari
San Severo	Torra del Greco	Trapani
Caltanissetta	Castellamare di Stabia	Ragusa

Cité par M. CANINO " Mezzogiorno alla Ribalta " Studio Sud n° I, p. 40 .

- L : Bien que la D.A.T.A.R. tiennent une statistique sur les opérations de décentralisation depuis le commencement de la politique d'intervention elle n'est pas parfaite. En effet des différences peuvent se produire entre les intentions des firmes et les réalisations réelles. D'autre part, il n'existe aucune obligation, pour les entreprises, de faire enregistrer ces opérations en dehors des procédures

officielles pour l'attribution des aides (permis, indemnités de décentralisation, exonérations fiscales). Enfin se trouvent écartées les initiatives qui n'ont pu les recevoir (non respect du plafond légal d'investissement).

- LI : Cf. annexe tableau n° IV-I2
- LII : Cf. annexe tableau n° IV-I3
- LIII : Voir " Pour un bilan de décentralisation " et " Enquêtes sur les éléments moteurs et les éléments freins à la décentralisation "
- LIV : Sur une création de 71 établissements, 28, soit 39,5 % se sont localisés à l'extérieur des zones industrielles.
- LV : Cf. annexe graphique n° IV- I
- LVI : Cf. annexe tableau n° IV-I4.
- LVII : Cf. annexe tableau n° IV-I5.
- LVIII : Cf. annexe tableaux n° IV-I6 et IV-I7
- LIX : Cf. annexe tableau n° IV-I8.
- LX : Cf. annexe tableau n° IV-I9.
- LXI : Voir en particulier E. S. DUNN " Une technique statistique et analytique d'analyse régionale : description et projection " E. A. oct.-dec. 1959 et INSEE " Etude de démographie régionale. L'emploi de 1954 à 1968.
- LXII : Les 3/4 des emplois créés par la décentralisation se sont localisés dans ces régions.
- LXIII : Cf. annexe tableau IV-20.
- LXIV : Cf. annexe tableau IV-2I.
- LXV : Cf. annexe tableau IV-22.
- LXVI : H. B. CHENERY " Le politiche di sviluppo per l'Italia Meridionale " Svimez Rome, 1962, op. cit. p. 49.

*

*

*

*

Nous avons montré dans cette seconde partie l'amélioration de la situation économique des territoires retardés italiens et français.

Dans la Péninsule, le " miracle italien " a profité essentiellement au Nord et le Midi n'a comblé que légèrement son handicap industriel et son handicap en matière de revenus. En France, les disparités Paris-Provence et Ouest-Est sont réduites dans des proportions légèrement supérieures.

Nous avons posé pour condition d'efficacité de l'intervention étatique, l'atténuation dans des proportions satisfaisantes des déséquilibres spatiaux. Les disparités qui existent encore, montrent que l'efficacité des politiques qui ont été appliquées, a été limitée.

Les régions sous-développées restent insuffisamment attractives pour l'investissement. C'est la preuve que les instruments utilisés et les moyens dégagés en leur faveur n'ont pas été suffisamment adaptés. C'est aussi la conséquence des choix des responsables qui ont voulu réaliser un compromis entre l'industrialisation des régions sous-développées et l'expansion des autres régions.

Certes, l'apparition de certains processus significatifs (amorce de l'industrialisation dans les Pouilles et en Bretagne, freinage de l'expansion de la Région Parisienne) sont des points positifs à mettre à l'actif de ces mêmes politiques. Leur mise en oeuvre est longue. Elle nécessite de vaincre sur le plan économique et sur le plan humain de nombreuses forces d'inertie. Si cela nous rend optimistes pour l'avenir, nous sommes en même temps conscients que ces résultats ont été obtenus dans un contexte général favorable (l'Italie et la France ont en effet connu une phase de croissance soutenue pendant la période analysée). L'accentuation de ce processus ne pourra être amplifiée que par la poursuite d'une politique de développement régional plus engagée vis à vis des objectifs poursuivis.

*

*

*

*

3ième PARTIE : CRITERES DE REDUCTION DES DISPARITES SPATIALES DE DEVELOPPEMENT.

Bien que les politiques d'aménagement industriel des régions sous-développées ne se soient pas soldées par un échec, elles n'ont pas amélioré profondément du point de vue du développement, la situation de ces régions vis à vis des autres espaces des territoires nationaux respectifs. La poursuite de l'intervention, voie dans laquelle l'Italie et la France se sont engagées, le prouve. Comment celle-ci peut-elle s'envisager ?

De nombreux changements sont intervenus depuis 1950. Le plus important concerne le contexte des idées. Le désir de prendre en mains leur destin économique se dégage notamment au sein des populations de la France. Le fait régional est finalement la réaction logique de la périphérie à l'égard d'un centre qui n'a pas su répondre suffisamment aux espérances locales. Il s'agit d'un élément nouveau dont il faut tenir compte.

On peut se demander si dans un pays avancé, le sous-développement régional, ne se serait pas mieux résolu au sein d'un système autre que celui dit capitaliste. Toutefois, une solution satisfaisante peut s'obtenir dans le cadre de ce dernier système. Cela suppose un Etat, faisant preuve de courage et se conciliant, réellement motivé par l'obtention d'une meilleure équité sociale, et, ayant un rôle plus accentué dans le contrôle et l'orientation des investissements.

La politique de développement régional qu'il convient de suivre, doit par les moyens employés agir plus en profondeur sur le plan de l'entreprise et, sur le plan spatial. C'est indispensable pour réduire suffisamment les déséquilibres de développement dans le territoire national et les coûts qu'ils entraînent pour l'ensemble de la population.

Si dans certains cas, le tertiaire peut apporter une

contribution intéressante, c'est l'industrie (à la condition d'effectuer des choix appropriés) qui nous paraît encore la mieux adaptée pour assurer une croissance intense dans les régions retardées (nous reviendrons ultérieurement sur ces points).

Il s'agira alors de connaître quels sont les processus qui dans l'espace gouvernent les localisations industrielles. Ils peuvent éclairer les voies vers lesquelles l'Etat pourrait s'engager pour les infléchir vers une direction conforme à l'intérêt collectif. L'analyse de ces processus nous permettra avec les conditions permissives pour le développement des régions sous-développées de déboucher sur un cadre d'action plus ajusté en regard de l'harmonisation spatiale du développement.

CHAPITRE V : LES PROCESSUS DE LA LOCALISATION DES ACTIVITES INDUSTRIELLES.

La localisation des activités industrielles s'est traditionnellement faite près des sources de matières premières, d'énergie, des axes de communication.

Progressivement, le chef d'entreprise a dû tenir compte d'un champ de forces de plus en plus mouvant. Leur vitesse et intensité étant liées aux profondes mutations économiques (augmentation de la dimension des marchés, production de masse, internationalisation de la concurrence), technologiques (modification des produits, des modes de transport), sociales (émigration vers les villes, changements d'attitudes devant les consommations).

Par les conséquences sur le plan financier et social, que peut entraîner le site de localisation, l'entrepreneur doit choisir une solution qui lui procure pendant l'exploitation une position concurrentielle convenable, des structures de production adaptées et une gestion saine. Le choix revêt donc une importance stratégique. En effet, le lieu retenu doit permettre une plus grande réduction des coûts d'installation et de fonctionnement, assurer une productivité satisfaisante et une expansion. Une erreur d'appréciation peut hypothéquer l'avenir de la firme, voire lui être fatale.

A partir des analyses de M. WEBER, diverses théories de la localisation ont été élaborées. La localisation optimale est recherchée par deux fonctions : la fonction des coûts de l'entreprise et sa fonction de profit. Elle résulte de la minimisation de la première, d'une maximisation de la seconde ou bien, de la combinaison des deux (I).

Des modèles ont été élaborés pour guider l'entrepreneur dans ses choix (II). Dans une optique plus globale d'aménagement spatial des activités, le problème de la localisation a été envisagé dans le cadre d'une répartition géographique optimale des industries (III).

Plus récemment, il a pu être vérifié une certaine mobilité des activités. Ce dynamisme remet en question à long terme le site de l'implantation (IV).

Or selon la nature de l'activité, l'appréciation des facteurs retenus dans la décision de l'entrepreneur ne s'effectuera pas forcément d'après les pondérations et la rationalité prônées dans les théories. Des éléments d'origines diverses risquent d'entraîner des distorsions importantes. De ce fait, en pratique, le site d'implantation peut se différencier du point optimal qui ressort des modèles d'économie spatiale.

Les politiques interventionnistes (par l'intermédiaire des avantages octroyés) essayent de modifier les hiérarchies des mobiles de localisation. Si la politique d'aide au développement régional peut s'appuyer sur les développements théoriques, elle doit aussi prendre en considération les réalités concrètes.

Après la présentation des principaux aspects théoriques de la localisation et la prise en compte de la mobilité des activités nous vérifierons à partir d'études empiriques, l'aspect concret. Nous mettrons ainsi en évidence la place des aides utilisées et à retenir pour l'avenir.

Section I - Aspects théoriques de la localisation.

Limités au domaine de la localisation agricole les travaux de J.M. Von THUNEN, sont à l'origine de l'économie spatiale (V).

Si W. LAUNDHART a opéré le passage de la localisation agricole à la localisation industrielle, les développements, de A. WEBER à W. ISARD, se caractérisent par une approche et un cadre d'analyse, semblables.

Les études sont basées sur le site économique ou espace de localisation tel qu'il se présente à l'entrepreneur en quête d'une implantation. Le site représente une partie de l'espace géographique défini par des données attractives ou répulsives. Les attractions exercées par divers facteurs (notamment matières premières, distance ou coût du transport, marché) permettent au moyen d'ajustements de déboucher sur la localisation optimale et sur une structuration spatiale stable. Autrement dit, la localisation est, à l'arrivée, envisagée dans une optique d'équilibre.

La croissance économique s'accompagne de modifications de natures diverses. Nous avons déjà souligné ses effets déséquilibrants. Les structures ne sont pas constantes. Au niveau de la

localisation, les facteurs perdent de leur intensité, d'autres sont pris en compte par les entrepreneurs d'une manière différente, cela se traduit par des changements dans les courants de localisation. Aussi, une certaine dynamique marque la localisation des activités industrielles.

L'instabilité des données élargit et complète le champ explicatif de la formation de l'espace.

§ I - L'optimisation statique du site d'implantation.

Nous n'avons pas l'intention de passer en revue toutes les thèses sur la localisation. Leurs analyses et critiques ont fait l'objet d'études spécifiques. Seront présentées uniquement les principales contributions qui ont apportées à l'économie spatiale, des champs d'investigations approchant au mieux la réalité.

Dans les travaux, le lieu optimal d'implantation est déterminé par référence à un espace structurellement stable. Une distinction peut s'opérer selon que la localisation est abordée sur le plan micro-économique (cas général) ou macro-économique (localisation de l'activité dépendante de la distribution dans l'espace des activités de même nature).

A - La localisation indépendante.

Le contexte infrastructurel du XIX^e siècle a fait des coûts du transport le facteur prépondérant de la localisation. Le lieu où ces coûts sont minimisés, permet à l'entreprise de maximiser son profit. Les progrès réalisés dans le domaine des communications (délai-temps, délai-coût) ont amené les auteurs à privilégier d'une manière différente d'autres facteurs (notamment marché, main-d'oeuvre). L'application au domaine de la localisation de la théorie des graphes en substituant la notion de surface de transport par celle plus complète de réseaux, actualise les développements classiques.

I°) Les principales contributions théoriques.

Les auteurs qui se trouvent à l'origine des principales contributions sont W. LAUNHARDT, A. WEBER, PALENDER, A. LÖSCH, DENNISON, M. HOOVER, L.N. MOSES, A. PREDÖHL, et W. ISARD.

Les résultats de WEBER sont comparables à ceux de LAUNHARDT (VI). Cependant, les constatations du premier ont permis une plus grande généralisation (VII).

WEBER approche la localisation optimale par la comparaison des coûts de transport des matières premières et des produits finis. Dans le cas de deux sources de matières premières et d'un marché, la localisation se situe à l'intérieur du triangle formé par les trois points. En effet, tout emplacement extérieur au triangle est tel que les distances le reliant aux trois sommets sont supérieures à celles qui les relieraient à partir d'un point interne. Les coûts de transport sont assimilés au poids des marchandises et

aux distances qu'elles doivent parcourir jusqu'au point de localisation. Les coûts sont proportionnels aux distances. Cette équivalence permet de traduire en termes de poids, les variations de la distance ou du poids. Par exemple, un produit, dont le transport coûterait deux fois celui d'un autre, peut lui être assimilé, s'il parcourt un trajet double ou bien s'il pèse deux fois plus.

Ainsi chaque point du triangle exerce sur les autres une attraction selon l'importance du poids. L'approche du point optimal se transforme en un problème de mécanique physique. Le système de VARIGNON permet de le résoudre.

Des corrections successives sont alors effectuées par WEBER qui tient compte des coûts de la main-d'oeuvre et de la " force agglomérative ".

En fonction des salaires pratiqués dans le triangle, des déviations peuvent s'opérer à partir du point minimisant les coûts de transport. L'auteur détermine des " isodapanes " ou ensemble de points situés autour de la localisation primaire pour lesquels l'accroissement des frais de transport causé par le déplacement est égal. De ce système se dégage une courbe privilégiée : l'isodapane critique. Cette courbe est le lieu géométrique des points pour lesquels les économies permises sur le coût de la main-d'oeuvre équilibrent les augmentations des frais de transport. C'est la frontière à partir de laquelle la localisation de l'activité sera déviée vers la main d'oeuvre. Enfin, la " force agglomérative " aboutit à une dernière variation de la localisation. L'agglomération (concentration d'entreprises) permet de réaliser des économies d'échelle donc, des réductions des coûts. Procédant d'une manière analogue à la main-d'oeuvre WEBER détermine des isodapanes qui correspondent à la même économie agglomérative et l'isodapane critique. De nouvelles possibilités de localisation apparaissent qui conduisent au " point idéal ".

A la suite de WEBER, les développements portent sur les perturbations dans l'aire de localisation causées par des éléments que cet auteur avait négligé.

Ainsi, PALENDER tient compte des méthodes de production utilisées, de l'imparfaite mobilité des facteurs de la production, des variations tarifaires. Il montre l'importance du temps, la localisation étant prisonnière des structures existantes et de leur évolution.

A. LÖSCH base son analyse sur un espace plus concret. Le point idéal de A. WEBER peut connaître des modifications dues par exemple à des difficultés d'accès, à des différenciations tarifaires, à la plus ou moins grande rationalité des agents économiques, aux réactions de l'entreprise devant les choix des concurrents ou des sous-traitants. M. PONSARD considère son oeuvre comme :

" ... le premier essai moderne et systématique d'intégration des diverses théories anciennes à l'intérieur d'une structure analytique unitaire " (VIII) .

D'autres facteurs comme les charges fiscales, le capital, les disponibilités de bâtiments, le coût des loyers sont introduits dans l'analyse de la localisation par DENNISON, pour cet auteur le capital a un rôle important. Les facteurs disponibilités de constructions et coût des loyers ont un impact croissant. L'incidence des charges fiscales est trop faible (au maximum 2 % des coûts de l'entreprise) pour exercer une attraction ou une répulsion (IX).

M. HOOVER montre que la localisation dépend de la structure des coûts de production. Il distingue les industries orientées vers les sources d'approvisionnement (raffineries de sucre, minoteries, hauts-fourneaux, matériaux de construction, fonderies de zinc ou de cuivre) ou les sources d'énergie (verre, aluminium, électrochimie), des industries attirées par la main-d'oeuvre (textile, bonneterie), des industries attirées par les fournisseurs (mécanique) ou le marché (pour les denrées périssables) (X).

Avec L. MOSES, la localisation s'intègre dans la théorie de la production. Le profit maximum dépend de la quantité produite de la combinaison des facteurs, du lieu d'implantation de l'activité. L'optimum de localisation varie avec le niveau de la production. Pour une quantité donnée, plusieurs localisations optimales sont compatibles (XI).

A. PREDÖHL utilise la notion de substitution. Il assimile tout déplacement de l'entreprise à une substitution de facteurs de production et clarifie, l'interaction de certaines données perturbatrice (coût de la main d'oeuvre notamment).

Si W. ISARD raisonne de la même manière cet auteur accorde une place importante au coût du transport (traduit par la notion de " distance input). Dans un premier stade, il utilise le schéma de WEBER. En effet, seuls les inputs de transport sont considérés comme variant avec la modification de localisation. La meilleure implantation se confond avec le point qui minimise la valeur des inputs de transport. Dans un second stade, les différenciations spatiales dans le coût des facteurs sont prises en compte et le raisonnement en termes de substitution opéré (XII). Les changements de localisation peuvent se traduire par des substitutions entre dépenses (par exemple, entre dépenses de transport et dépenses de main-d'oeuvre), entre dépenses et recettes substitution, par exemple entre les dépenses de transport et les recettes provenant de la production). En considérant ainsi les quantités variables des facteurs de production dans chaque site économique et les distances input, il est possible de connaître le point de l'espace qui correspond en même temps à la meilleure localisation de l'entreprise et à son niveau optimum de production.

Dans les théories d'inspiration wébérienne, la localisation optimale est déterminée par des ajustements successifs tenant compte des attractions exercées par les facteurs (notamment coût du transport, marché, main-d'oeuvre). Le site retenu est celui qui permet à l'entrepreneur de maximiser son profit. La rationalité marque l'élaboration des modèles.

2°) L'application de la théorie des graphes au domaine de la localisation.

L'application de la théorie des graphes au problème de la localisation donne à l'entrepreneur une certaine possibilité pratique pour connaître le meilleur site d'implantation.

Un graphe est un ensemble de points reliés par des arcs. Chaque point (assimilé à un lieu de l'espace) est caractérisé par des relations appartenant à un système défini (par exemple, relations matérielles ou immatérielles qui existent entre la firme, le marché, les sources d'approvisionnement). Les arcs mettant en contact les points sont affectés de grandeurs prenant en considération les données réelles (difficultés d'approvisionnement, variation des coûts, taux de change, dans l'hypothèse d'un franchissement de frontière, interventions de l'Etat, etc....). L'étude successive de réseaux (mettant en liaison les relations internationales) conduit vers la localisation optimale).

Parmi les économistes de langue française, cette méthode a été présentée par M. PONSARD (XIII) et M. SCHARLIG (XIV).

Par rapport au premier auteur (qui a élaboré une théorie générale de la localisation optimale de la firme dans le cadre de structures de concurrence presque parfaites), les développements du second auteur (dont nous résumerons les raisonnements pour son modèle élémentaire) aboutissent sur une forme de marché plus courante la concurrence monopolistique.

Le modèle élémentaire de M. SCHARLIG reprend les hypothèses formulées par M. PONSARD :

- la localisation cherchée est indépendante des autres (notamment de la localisation des firmes concurrentes) ;
- la localisation de l'unité considérée ne modifie pas les données du modèle envisagé ;
- la demande des outputs pour l'unité de production est élastique ;
- le prix unitaire des outputs est donné, il diffère dans chaque lieu ;
- l'offre des inputs pour l'unité de production est élastique ;
- les prix unitaires des inputs sont donnés et différents dans chaque lieu ;
- l'offre des services de transport est élastique, les coûts ne sont pas forcément proportionnels à la distance ou au poids ;
- l'information est parfaite ;
- la nature des biens à produire est fixée ;
- chaque localisation possible a une fonction locale de production propre.

En outre, cet auteur tient compte des diverses données techniques et géographiques concernant le transport et les coûts.

Tous les inputs nécessaires à la production de l'entreprise peuvent être recensés. Les données géographiques, renseignent sur les possibilités des divers lieux de l'aire de localisation (disponibilités d'inputs,

demande d'outputs, carrefours, points de passage obligés, points de rupture, aides de l'Etat). Dès lors, il est possible de définir des sous-ensembles comprenant les lieux intéressants dotés de telle ou telle autre caractéristique.

La connaissance de l'espace d'implantation permet de déterminer, d'une part, des réseaux de transport entre les divers points, la distance, le prix du transport des inputs et des outputs. Les réseaux définissent un graphe.

A chaque niveau de la production est, d'autre part, associée une combinaison optimale d'inputs. Ainsi, sont connus le coût moyen et le coût marginal sur lesquels va se baser la décision de l'entrepreneur.

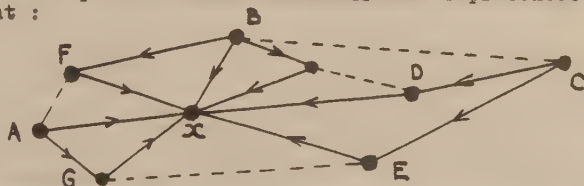
Plusieurs étapes sont nécessaires pour aboutir au meilleur site d'implantation où doivent, par exemple, être simultanément optimisés :

- les lieux d'achat de chaque input ;
- les chemins d'approvisionnement ;
- les chemins d'écoulement des outputs ;
- les quantités produites de chaque type d'output, ainsi que les combinaisons techniques correspondantes.

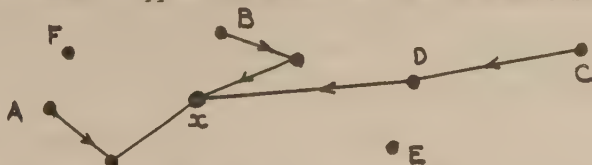
D'abord sont sélectionnées les sources d'approvisionnements ; elles donnent des sous-graphes. L'offre d'un input et les chemins possibles vers un point de localisation x sont représentés par le graphe suivant :

A, B, C, lieux offrant
un input y

→
sens de
l'approvisionnement



Pour chaque source d'approvisionnement, l'auteur sélectionne le plus court chemin d'approvisionnement et les distances intéressantes.



La source d'approvisionnement la moins chère (ici C) est retenue. Du sous-graphe initial sont pris en considération le lieu C et le chemin CDx_1 appelé " bras optimal de l'input j en x_1).

Répétée à l'ensemble des inputs, l'opération conduit à des bras optimaux qui forment un nouveau sous-graphe (ou " araignée optimale des inputs en x_1 ") d'après lequel est déterminé le réseau

d'approvisionnement le plus avantageux pour une localisation x_1 .

En procédant d'une manière analogue (c'est à dire en passant en revue tous les lieux de localisation possibles), l'auteur définit une " araignée optimale des outputs ". Un algorithme général est établi et, à partir du bénéfice obtenu dans chaque localisation envisagée, l'implantation optimale peut être fixée.

Ce modèle axé sur un marché très concurrentiel, est ensuite adapté à la concurrence monopolistique. L'auteur tenant compte des distorsions qui peuvent s'opérer entre ces deux formes de marché.

Le facteur coût est à la base des principales théories de la localisation. Les analyses ne s'adaptent que partiellement aux conditions modernes de production. D'une part, l'entreprise peut avoir besoin de plusieurs établissements. D'autre part, l'implantation est, dans de nombreux cas, solidaire de la présence d'activités liées à celles de la firme (notamment des sous-traitants). Dans le cadre des hypothèses formulées, les modèles de M. PONSARD et de M. SCHARLIG sont des outils de gestion intéressants. La prise en compte des données géographiques réelles et plus généralement des réalités de l'espace évite des localisations peu viables pour la firme.

B - La localisation dépendante.

La formulation de la localisation des activités est abordée d'une manière différente par M. KLAASSEN (XV). Cet auteur ne raisonne plus à partir de l'entreprise isolée mais du groupe d'industries à qui elle appartient.

La localisation d'une industrie formée d'entreprises aussi homogènes que possible, dépend, pour cet auteur, de deux forces d'attraction : le marché (contact avec la demande) et l'offre (existence d'approvisionnements) (XVI). Il essaye d'en déterminer dans une région donnée la répartition géographique optimale de la production.

L'auteur analyse les relations interindustrielles qui caractérisent une industrie. La connaissance statistique des besoins de l'industrie et de son offre permettent d'établir un tableau d'entrées et de sorties qui la caractérisent. Dans ce tableau figurent des coefficients (entrées et sorties).

Les coefficients d'entrées représentent les consommations de facteurs ou de produits par unité de produit élaborée par l'industrie de référence. Les coefficients de sortie s'assimilent aux ventes intermédiaires ou finales par unité de produit fabriquée.

Les hypothèses posées sont les suivantes :

- constance des coefficients d'entrées et de sorties ;
- homogénéité des structures industrielles dans l'espace ;
- homogénéité des groupes de firmes ;
- prise en compte des coûts de transport régionaux et des coûts de transport interrégionaux.

L'importance de l'industrie dans la région est donnée par sa production.

La région constitue à la fois une source d'approvisionnement et un marché ; des importations et des exportations sont envisagées pour tenir compte des caractéristiques locales de l'offre et de la demande.

Les importations d'un approvisionnement représentent l'excédent de la demande intermédiaire de l'industrie sur l'offre locale. Les exportations des produits fabriqués s'identifient à l'excédent de la production dans la région par rapport à sa demande totale.

A partir du tableau d'entrées et de sorties et des hypothèses posées, M. KLAASSEN montre que la production régionale dépend de la demande finale et intermédiaire locale, de chaque approvisionnement et du rapport de dimension de l'industrie considérée avec celle qui fournit l'approvisionnement.

Autrement dit, une corrélation est établie entre la répartition géographique de l'industrie et celle de ses sources d'approvisionnement. Elle permet de déterminer les attractions exercées dans la région, de connaître la dépendance spatiale d'une production par rapport à une autre production, à un facteur ou à un marché. Cette dépendance est la traduction des frais de transport et de communication dûs à la distance (XVII).

L'attraction se caractérise par une intensité et un sens. A la différence des analyses d'inspiration wébérienne où elle représente une donnée, dans le modèle de KLAASSEN, l'attraction représente la variable qui conditionne la répartition géographique de la production.

Son intensité dépend de la part des coûts de transport et de communication dans le coût total de production.

L'industrie ou l'entreprise peuvent s'éloigner des centres d'attraction mais les contraintes économiques exprimées par l'incidence du coût de transport limitent les zones de localisations indifférentes.

L'étendue des zones par rapport aux divers facteurs d'attraction devient un indice d'attraction.

S'il est élevé, l'industrie, dont la production serait orientée, trouve un avantage de calquer géographiquement la localisation sur les éléments qui l'attirent (source d'approvisionnements ou marché). Par contre, si l'intensité est faible, on constatera une dispersion géographique assez souple.

Cette analyse peut-être d'une double utilité pour l'aménagement spatial. En effet, s'il est possible de déterminer d'une manière exacte, les orientations de groupes d'entreprises homogènes, on pourra connaître, compte tenu des caractéristiques de l'espace à développer soit, les industries qui lui conviennent, soit, les éléments sur lesquels des modifications sont indispensables pour attirer tel ou tel groupe d'industries. Les principales limites résultent de l'hypothèse de la fixité des coefficients de production et des hypothèses d'homogénéité.

§ 2 - La dynamique des localisations.

Dans les théories que nous avons présentées, les attractions exercées sur l'activité par tel ou tel autre facteur entraînent l'adaptation correspondante de la localisation. Elle se traduit par une " fausse mobilité " et n'est " qu'un sous-produit de la mécanique d'ajustement " (XVIII). Ce type d'adaptation aboutit à l'organisation de l'espace selon les hypothèses néo-classiques de l'équilibre général donc, à des structures stables.

Au cours de la croissance économique, l'espace se déforme. Les modifications structurelles agissent directement sur les localisations qui, sont soumises à une mobilité permanente. Les activités se déplacent vers le ou les facteurs rares et moins mobiles. Le mouvement est facilité par l'impact actuel de certains facteurs parfois différent de l'impact accordé dans les théories.

Après avoir retracé les composantes pouvant expliquer la mobilité, nous présenterons des instruments permettant la mesure des localisations.

A - Les composantes de la mobilité.

Nous distinguerons parmi les composantes de la mobilité des facteurs estimables qui interviennent pour toute localisation et des types d'influences plus ou moins floues mais certaines (XIX)

I°)- Le rôle des facteurs classiques.

Nous assimilons aux facteurs classiques, les facteurs de localisation sur lesquels sont basées les théories spatiales : le transport et la demande (demande de biens de l'activité par le marché, demande d'approvisionnements divers pour l'activité).

a) Le transport

Il n'a plus le même rôle dans le choix du site d'implantation.

M. L'HUILLIER constate une diminution séculaire de son incidence dans le prix de revient des produits fabriqués. Elle est due au progrès technique et à l'optique restreinte de son coût. Aussi il considère le coût du transfert qui, en plus du coût du transport intègre des frais annexes (conditionnement, manutention, stockage, rupture de charge (XX). Ses estimations varient d'un pourcentage par rapport au prix de revient de 172 % pour le sable et d'environ 135 % pour le minerai de fer et le sel gemme. Pour le cuir, le caoutchouc, le coton, le cuivre, l'étain, la laine peignée, le pourcentage est inférieur à 1 %.

Utilisant les données de la comptabilité nationale, M. MARTOS trouve que les coûts du transport varient de 10,3 % à 4 % dans les branches de la sidérurgie, du verre, de l'industrie chimique, des métaux non ferreux, de la transformation du papier. Ils sont proches de 1,3 % pour la mécanique et inférieurs à 1 % pour la construction électrique, l'industrie du coton, la fabrication de boissons, et la maroquinerie (XXI).

Comme l'avait souligné M. HOOVER, l'incidence du coût du transport n'est déterminante pour la localisation que dans des cas limités aux produits pondéraux. A cause des impératifs de la vie économique moderne, la notion de communication prend souvent le pas sur celle de coût. L'entrepreneur tend à considérer plus la distance-délai que la distance-coût.

b) La demande.

La demande de biens produits par l'entreprise (donc le marché) et la demande de main-d'oeuvre conservent une place primordiale. Les disponibilités de terrains et d'eau dans l'espace de localisation ont une importance croissante.

Les conséquences de la variation de la demande de biens sur le point optimal de localisation ont été mis en évidence, notamment par M. MOSES (XXII). La modification de la demande nécessite des adaptations des productions et exerce des effets sur les coûts de l'entreprise. Aussi, à partir d'un certain seuil, la localisation optimale risque de se trouver désaxée.

L'attraction de la main-d'oeuvre (quantité disponible, qualification, niveau des salaires) dépend toutefois de la nature des activités.

Une étude faite en France (portant sur 29 branches) montre qu'en 1959, la part des charges salariales dans le coût de production, a varié de 3,9 % pour les cokeries et la production de gaz manufacturé à 52,4 % pour l'extraction de la houille et dans des extrêmes compris entre 20 % et 35 % pour les industries de transformation.

Une tendance d'augmentation s'observe entre 1959 et 1968 surtout dans la construction (de 28,2 % à 50 %), la chimie (de 22,9 % à 49 %), le textile (de 21,5 % à 48 %), l'énergie (de 20,4 % à 32 %) et les industries alimentaires (de 12,2 % à 18 %) (XXIII).

Pour les industries dont la part des charges salariales dans le coût de production est élevé, une localisation dans une zone où la main d'oeuvre est moins chère est intéressante. Néanmoins, des " conditions permissives qualitatives " doivent aussi être réunies. Ce point a déjà été souligné plus haut (XXIV). Les économies sur les charges sociales ne peuvent pallier, dans tous les cas, l'insuffisance de travailleurs qualifiés et de techniciens. Les zones à bas salaires ne sont pas forcément favorables aux implantations industrielles.

Une compétition existe entre les activités pour l'usage exclusif du sol. Leur répartition dans l'espace s'effectue de telle manière que disposeront de terrains privilégiés par leur situation les firmes disposées à payer la rente la plus élevée. Entrent dans cette catégorie les activités (en particulier commerciales) naturellement attirées par les centres industrialisés, les concentrations humaines importantes. Par contre, il en est autrement pour les activités dont les délais d'approvisionnement n'impliquent pas une gêne pour l'offre.

Enfin, l'eau devient un véritable bien économique, par la faute de l'énorme consommation qu'en fait l'industrie. Les disponibilités en eau sont un facteur permissif pour les usines de pâte à papier (consommation moyenne de 200 à 250 m³ par tonne de produit) la production de l'aluminium (1 250 m³ par tonne de produit), la production de caoutchouc.

2°) Autres types d'influences.

Diverses emprises directes ou indirectes sont exercées sur les localisations, en particulier par les économies externes, les ressources en agrément, le progrès technique et les aides pour le développement régional.

Les économies externes et les économies d'agglomération ne sont, ni immuables, ni ressenties avec la même intensité par les entreprises. M. ISARD a montré que les firmes de dimension importante, bénéficient par une meilleure organisation du système de production, d'économies internes appréciables. De ce fait, elles sont moins sensibles aux économies externes. Par contre, il en va autrement si la dimension est petite. Les firmes de ce dernier type tendent à se regrouper dans les centres industriels pour compenser l'insuffisance d'économies internes.

Ainsi, les grandes unités ont une plus grande liberté de localisation ; elles sont plus mobiles. M. AYDALOT le fait observer : sur une longue période, le processus de concentration qui s'effectue par l'élimination progressive des petites et moyennes unités dans une branche donnée peut conduire à une mobilité accrue dans la mesure où des économies internes importantes sont réalisées par l'augmentation de la taille (XXV).

Dans les ressources en agrément on peut faire figurer le climat, la proximité de stations de détente (balnéaires ou sports d'hiver), les centres culturels. Dans le contexte socio-économique contemporain, ces ressources sont prises de plus en plus en considération. Souvent il a été avancé qu'un climat favorable exerçait des effets négatifs sur le travail et qu'une " atmosphère agréable " était incompatible avec l'industrialisation. L'exemple de l'industrialisation qui s'est opérée en Californie depuis 1940 et des succès des interventions en Italie et en France va à l'encontre de cette argumentation.

Le progrès technique qui trouve son expression dans la modification des fonctions de production et des biens finaux, suscite la mobilité.

La modification de la structure des coûts entraîne progressivement des activités à se diriger vers les facteurs moins mobiles. En même temps, les coûts pour une proportion parfois importante, sont influencés par les relations de complémentarité et de substitution des facteurs. " Complémentarité et substitution dépendent d'un niveau donné de la technique, que des progrès soient réalisés et de nouvelles possibilités de production apparaissent qui sont susceptibles de transformer la localisation souhaitable d'une entreprise " (XXVI).

Enfin, la décision de l'entrepreneur n'est pas à l'abri d'une série d'influences. Le dynamisme de certaines zones d'accueil, certaines aides accordées dans le cadre du développement régional, peuvent l'attirer (XXVII). Son comportement est modifié par les relations humaines, (entre dirigeants, fournisseurs, clients) ou simplement par l'opinion de l'entourage familial ou des proches collaborateurs. Cet ensemble de pressions n'aboutit pas forcément à une mauvaise localisation. Pour M. GREENHUT, c'est à partir d'un certain seuil de " psychico-inconnue " ou revenu psychologique que sera déterminé le site de l'implantation. L'entrepreneur portera son choix sur la zone où sa satisfaction totale en termes de revenu financier et de revenu psychologique sera maximun (XXVIII).

Par les progrès réalisés dans les communications, par l'incidence plus réduite du coût du transport dans le prix de revient des produits, des localisations éloignées des centres industriels traditionnels, ne constituent plus un handicap. D'une manière générale, les influences exercées par les facteurs classiques sur la mobilité des activités dépendent de leur impact dans les coûts de production. Les disponibilités de terrains, l'environnement physique ou industriel, les aides, sont de nouveaux éléments d'attraction.

B - Instruments de mesures de la localisation.

Deux séries d'indicateurs sont utilisés dans l'économie spatiale pour caractériser la localisation des activités. La première série privilégie l'aspect statique. Elle vise essentiellement à spécifier la concentration spatiale. La seconde série d'indicateurs permet de quantifier la dynamique des localisations.

I°) - Les indicateurs de concentration spatiale.

Certains de ces indicateurs ont été définis par M. FLORENCE (coefficient de localisation, quotient de localisation, coefficient d'association géographique) (XXIX), M. ISARD a proposé un coefficient de spécialisation industrielle (XXX).

Le coefficient de localisation donne le degré de concentration spatiale des activités par rapport à la concentration de la population active qui sert de base de référence;

si x_{ij} représente le niveau de l'activité j dans l'unité spatiale, i et p_{ij} représente la part de l'espace i dans le total de l'activité j ,

$$p_{ij} = \frac{x_{ij}}{\sum_{i=1}^m x_{ij}} \quad \left\{ \begin{array}{l} i = 1, \dots, n \\ j = 1, \dots, m \end{array} \right.$$

si P_i représente la part de la population totale localisée dans l'espace i , le degré de concentration spatiale de l'activité j dans la région i est donné par l'expression :

$$C(i) = \frac{1}{2} \sum_{i=1}^m |P_i - p_{ij}|$$

Ce coefficient varie entre 0 et 1.

Si $C(i) = 0$, la répartition de l'industrie (j) pour le ou les espaces retenus est identique à celle de l'ensemble des industries.

Si $C(i) \rightarrow 1$, l'industrie (j) est fortement localisée.

Pour M. AYDALOT, l'emploi d'une variable comme le revenu régional donnerait des liaisons intéressantes entre les localisations et le marché. Dans ce cas, la valeur du coefficient d'une activité dépendante du marché serait proche de 0 ; la valeur du coefficient d'une activité indépendante du marché tendrait vers 1.

Le quotient de localisation renseigne sur le poids d'une activité donnée par rapport au poids représenté par la région dans la population active totale. Il se ramène à un rapport entre des pourcentages d'emplois (l'emploi régional de l'activité au numérateur, l'emploi national de la même activité au dénominateur) :

$$Q(i) = \frac{\frac{x_{ij}}{x_i}}{\frac{X_j}{X}} \quad \left\{ \begin{array}{l} x_i = \sum_{j=1}^m x_{ij} \\ x_j = \sum_{i=1}^m x_{ij} \\ X = \sum_{i=1}^m \sum_{j=1}^m x_{ij} \end{array} \right.$$

Si $Q(i) \simeq 1$, il n'y a ni concentration ni dispersion spatiale. L'industrie (j), a dans la région une importance équivalente à celle de l'ensemble de la population active dans la région.

Si $Q(i) < 1$, l'industrie (j), est faiblement concentrée dans la région donc, peu développée.

Si $Q(i) > 1$, l'industrie (j), est concentrée dans la région.

Cet indicateur permet d'obtenir des informations précises sur le degré de concentration spatiale des activités. Néanmoins, il ne les explique pas. Des liens de causalité seraient peut être mis en évi-

dence par l'utilisation conjointe d'un quotient semblable mais basé sur la valeur ajoutée. De cette manière on pourrait connaître les relations entre la localisation d'une activité et sa productivité.

Le coefficient d'association géographique rapproche la distribution spatiale de deux quantités statistiques (deux activités, une activité et un marché etc....).

$$C.A.G.(j,g) = 1 - \frac{1}{2} \left[\frac{\sum_{i=1}^m}{\sum_{i=1}^m x_{ij}} - \frac{x_{ij}}{\sum_{i=1}^n x_{ig}} \right]$$

avec $g = 1, \dots, n$
 $j = 1, \dots, n$
 $i = 1, \dots, m$ les indices g et j étant relatifs aux deux activités considérées.

Enfin, le coefficient de spécialisation industrielle caractérise le degré de spécialisation d'une région (λ).

Il est établi par région en additionnant pour chaque branche d'activité les écarts positifs ou négatifs entre la distribution de l'emploi régional et national.

$$C.S(i) = \frac{1}{2} \sum_{j=1}^n \left| \frac{x_{ij}}{x_j} - \frac{X_j}{X} \right|$$

Les limites de ce coefficient sont 0 et 1.

Si $C.S(i) \rightarrow 1$ la région est spécialisée dans une ou plusieurs branches d'activités.

Si $C.S(i) = 0$, la région présente une distribution des activités identiques à la distribution nationale.

L'utilisation de cet indicateur peut masquer la réalité. Il en est ainsi lorsque la dimension de l'espace de référence est vaste. A la limite, sa spécialisation sera calquée sur celle de l'ensemble national. De plus, à l'exception de quelques espaces où la spécialisation est historiquement liée à l'existence de facteurs contraignants de localisation, il se dessine ailleurs une tendance à la diversification.

Aussi, d'une manière identique au quotient de localisation, il serait souhaitable d'employer comme base d'analyse la population active et la valeur ajoutée. Dans ce cas, la valeur ajoutée des activités serait représentée par x_{ij} et la production nationale par X .

2°) Les indicateurs de mobilité.

Parmi ces indicateurs figurent le coefficient de déplacement (XXXI), le coefficient de localisation différentielle de M. CORONT-DUGLUZEAU (XXXII) et les indices mis au point par l'équipe dirigée par M. AYDALOT, indices de mobilité des branches, indices de dispersion ou de concentration spatiale, indices d'évolution de l'espace (XXXIII).

Le coefficient de déplacement montre l'évolution effective de l'activité de celle qui aurait fait apparaître une modification équiproportionnelle des localisations correspondantes dans l'espace.

Si x_{ij} représente le niveau de l'activité (mesurée par toute variable représentative) emploi, valeur ajoutée, par exemple ;

t l'année initiale ;

t' l'année finale ;

le taux de croissance régional est :

$$\frac{x_{ij}^{t'}}{x_{ij}^t} - 1$$

le taux de croissance national étant :

$$\frac{\sum_{i=1}^m \sum_{j=1}^n x_{ij}^{t'}}{\sum_{i=1}^m \sum_{j=1}^n x_{ij}^t} - 1 = \omega .$$

Pour une évolution de l'espace i proportionnellement identique à celle de l'espace national, le niveau de l'activité pour l'année finale t' serait :

$$x_{ij}^t (1 + \omega)$$

la mobilité de l'activité j dans l'espace i est donnée par :

$$x_{ij}^{t'} - x_{ij}^t (1 + \omega) .$$

Le coefficient de localisation différentielle ressemble au coefficient de déplacement. La répartition dans l'espace de l'activité j est comparée à deux époques différentes :

$$C.L.D.(j) = \frac{1}{2} \sum_{i=1}^m |r_{ij}^t - r_{ij}^{t'}| \text{ avec } r_{ij}^t = \frac{x_{ij}^t}{\sum_{i=1}^m x_{ij}} .$$

Les indicateurs de concentration (qui sont un cliché de la localisation des industries à une époque donnée) et les in-

L'indice de mobilité des branches s'assimile en partie, au coefficient de déplacement. Il mesure la part de l'activité qui n'est pas localisée dans l'unité spatiale où elle aurait dû l'être si la croissance de la branche avait été homothétique du point de vue spatial.

Si x_{ij}^t représente l'emploi dans le secteur j , dans le département i au temps t , t' étant l'année finale,

$$X_j^{t'} = \sum_{i=1}^n x_{ij}^{t'}$$

la mobilité des branches ρ est :

$$\rho = \frac{R(j,t,t')}{X_j^{t'}} = \frac{\frac{1}{2} \sum_{i=1}^n |x_{ij}^{t'} - \frac{X_j^{t'}}{X_j^t} x_{ij}^t|}{X_j^{t'}}$$

L'indice de dispersion ou de concentration spatiale se différencie du précédent. D'une part, chaque département fait l'objet d'une distinction, d'autre part, la pondération est faite par rapport à la population de la branche dans le département. Il mesure l'écart entre, l'emploi dans la branche j du département i pour l'année finale t' et l'emploi qu'on y aurait observé, s'il avait augmenté au même taux qu'au niveau national pour la branche considérée :

$$a_{ij} = \frac{x_{ij}^{t'} - (X_j^{t'}/X_j^t) x_{ij}^t}{x_{ij}^{t'}}$$

Une double référence est établie : par rapport à l'accroissement national ou à la dotation départementale. Cet indice montre la tendance qu'ont les départements à se spécialiser dans la branche ou bien au contraire à se diversifier.

L'indice d'évolution de l'espace mesure l'attraction exercée par l'espace i sur l'ensemble des activités. Il permet d'observer, en particulier, le comportement général des pôles, des départements ou des régions.

$$S = \frac{\sum (x_{ij}^{t'} - (X_i^{t'}/X_j^t) x_{ij}^t)}{X_i^{t'}}$$

Les indicateurs de concentration (qui sont un cliché de la localisation des industries à une époque donnée) et les in-

dicateurs de mobilité (qui permettent de suivre l'évolution des localisations) sont complémentaires . Ces outils peuvent fournir des renseignements précieux pour l'étude des localisations industrielles . Leur utilité est en même temps très grande pour l'analyse régionale .

Dans les théories d'inspiration wébérienne, la localisation optimale débouche vers un état stationnaire où la mobilité des facteurs et des activités devient superflue. Les produits, seuls connaissent le déplacement.

L'interdépendance des localisations est (mis à part KLAASSEN) négligée. Or, le développement d'un secteur industriel entraîne la plupart du temps une spécialisation de l'activité régionale et l'implantation d'autres firmes appartenant à ce même secteur (XXXIV).

Il est plus réaliste de considérer la localisation optimale comme une situation momentanée, simple détour d'un processus de répartition spatiale des activités toujours remis en question. Les localisations sont mues par une dynamique (qui leur est propre) à l'origine de laquelle se trouve l'impact différent de certains facteurs. La mesure de la localisation des activités (de leur concentration, de leur mobilité) permet de suivre le processus de la formation de l'espace, de connaître la souplesse, la fluidité, les possibilités d'adaptation du système économique. Elle renseigne sur les corrections qu'il convient d'apporter.

Section II - Les vérifications empiriques.

Nous avons souligné, d'une part, que des facteurs de localisation n'ont pas le même impact que celui attribué par les théories et que, d'autre part de nouveaux mobiles apparaissent. L'adaptation aux nouvelles données se traduit par des modifications spatiales, des courants de localisation ; de ce fait, les activités sont soumises à une certaine mobilité. Les aides accordées dans les régions sous-développées peuvent modifier la hiérarchie établie par l'entrepreneur et représenter, dans certains cas, des facteurs de localisation. En effet, ce dernier a la possibilité de procéder à des calculs de compensation.

Deux types d'études, permettent de vérifier ces points. Le premier type, comprend une série d'enquêtes séparées dans le temps et relatives à des territoires différents. Leurs auteurs, ont essayé, de déterminer la hiérarchie des mobiles de localisation ; et souvent, de mettre en évidence, l'impact de l'outil fiscal ou, d'autres instruments interventionnistes utilisés dans certaines zones, pour attirer les industries. Le second type d'étude, porte sur la mobilité des activités industrielles en France. Leurs analyses élargissent le champ d'explication de la formation de l'espace.

§ I - Les motifs de l'entrepreneur pour le choix de la localisation.

Parmi les enquêtes sur les mobiles de l'entrepreneur dans le choix du site d'installation, nous distinguerons celles effectuées hors d'Italie et de France et celles spécifiques à ces deux pays.

Nous pourrions ainsi dégager des tendances communes et constater l'attitude exercée par les outils de l'intervention.

Deux remarques, préalables à leur présentation, sont indispensables.

Les résultats reflètent l'avis des entrepreneurs, une fois l'implantation réalisée. Il se peut que les réponses fournies ne correspondent pas exactement aux motivations qui ont provoqué la décision. L'industriel interrogé pouvant se justifier à posteriori.

Souvent, des scores sont affectés aux divers facteurs. Il devient difficile, en cas d'égalité entre deux facteurs, de connaître celui dont l'influence a été la plus forte.

Malgré ces imperfections, les résultats des enquêtes donnent une image assez bonne de la réalité.

A - Les enquêtes "étrangères"

Ces enquêtes concernent des territoires aussi divers que les Etats-Unis, l'Europe du Nord-Ouest, l'Ecosse, et l'Autriche.

I°) Aux Etats Unis.

Plusieurs de ces enquêtes sont présentées par M. GIARDA dans un article consacré aux effets des charges fiscales sur le développement régional (XXXV). Plus récemment, une synthèse a été réalisée par M. SPINDLER. Cet auteur a souligné leurs déficiences méthodologiques (XXXVI).

Une étude (citée par M. GIARDA), menée entre 1948 et 1957 sur 253 nouvelles entreprises implantées dans l'Etat du Colorado montre le rôle négligeable dans la localisation du facteur fiscal (traduit par des variations de charges d'impôts locaux ou d'impôts d'Etat).

Les chefs d'entreprises interrogés devaient opérer un choix entre 30 facteurs. Par ordre d'importance décroissant, sont retenus :

- | | | |
|---|------|--------------|
| - la disponibilité d'un marché présent et futur .. | 50 % | des réponses |
| - le degré de développement de la zone | 48 % | " |
| - la disponibilité de main-d'oeuvre et de matières premières | 40 % | " |
| - les conditions de transport | 30 % | " |
| - l'offre d'énergie | 30 % | " |

Les impôts locaux et d'Etat se placent au 27^e rang, seulement pour 8,7 % des cas l'influence a été certaine et, 4 % des cas, grande.

Des valeurs semblables ressortent des motivations du choix de la localisation de 116 entreprises du Colorado et de 747 firmes situées dans les Etats de l'Est. Le facteur fiscal, est déterminant, entre un minimum de 5 % des cas et, un maximum de 9 % des cas (paradoxalement ce maximum est situé dans le Michigan, Etat où la charge fiscale était la plus élevée des Etats-Unis).

D'ailleurs, ces résultats sont corroborés quelle que soit la méthode d'analyse suivie (enquête, corrélation statistique). Les diverses enquêtes aboutissent à une corrélation positive entre le niveau du développement économique et la pression fiscale.

Le facteur fiscal semble plus apprécié à posteriori, lorsque l'activité fonctionne depuis un certain temps. Une enquête de M. GRAWHILL qui a porté sur 2 000 firmes semble le prouver (XXXVII).

L'auteur ne demande plus de classer les facteurs par ordre d'importance. La question posée aux entrepreneurs est la suivante :

" Si vous aviez l'intention de choisir un nouveau site d'implantation, quelles composantes prendriez vous en considération ? "

Les principaux centres d'intérêts sont les suivants :

- facilités de transport	76 %
- coût du terrain	67 %
- possibilités d'expansion	63 %
- fiscalité	65 %
- climat de travail	62 %
- coopération que l'on peut escompter sur le plan local	57 %
- commodités de marché	53 %

-2°) En Europe.

Une étude de MM. PAELINCK et JAUMOTTE portant sur les motifs d'implantation près de la frontière franco-belge montre l'attraction primordiale de la main-d'oeuvre (XXXVIII) et des aides accordées dans le cadre de l'expansion régionale (dans l'ordre : coût intéressant des terrains, milieu fiscal favorable, aides financières).

La méthode utilisée par MM. FALISE et LEPAS pour déterminer les raisons qui ont conduit 40 grandes unités interterritoriales à choisir une implantation dans l'Europe du Nord Ouest, nous paraît plus intéressante (IXL). En effet, les auteurs établissent à partir d'une graduation des réponses, une hiérarchie de facteurs mieux ajustée. De plus, leur enquête, met en évidence les motivations des entrepreneurs d'une part, pour le choix de la nation et, d'autre part, pour le choix de la région.

Les réponses donnent :

- pour le choix d'une nation : le système de taxation, les conditions de crédit et d'aides de l'Etat ;
- pour le choix d'une région : les télécommunications, la disponibilité de terrains, d'écoles techniques, l'environnement industriel, la puissance des syndicats ;

Une enquête similaire à la précédente (qui a porté sur 105 firmes situées en Ecosse) fait ressortir comme causes d'installation :

- pour le choix du Royaume-Uni : l'expansion du marché ;
- pour le choix de l'Ecosse : les disponibilités de main-d'oeuvre, les aides au développement régional, les réseaux complets de communication, le niveau plus bas des salaires et la croissance du marché local (XL).

A partir des réponses fournies par 1180 entreprises (concernant 72 activités regroupées en 20 branches) l'Institut d'Aménagement du territoire autrichien détermine les influences des facteurs en les pondérant selon leur importance dans leur budget de fonctionnement (XLI).

Le facteur travail ressort presque sans exception à la première place. Le facteur énergie est pondéré fortement pour les industries alimentaires, céramiques et métallurgiques.

Le facteur transport a une prépondérance élevée dans les branches où se dégagent des préférences au niveau des moyens (route : pour la céramique, l'électronique, le bois, le cuir, le textile, le papier ; chemin de fer : pour les industries pondéreuses, l'alimentation, la métallurgie, la mécanique).

La proximité du marché ne paraît impérative que pour l'industrie de l'habillement.

Les résultats des enquêtes effectuées dans les pays autre que l'Italie et la France, montrent que la main-d'oeuvre et le marché ont été les facteurs déterminants dans le choix de la localisation.

L'équipement de la zone d'accueil (infrastructures diverses), l'environnement industriel jouent un rôle important. Si les aides accordées par l'Etat sont prises souvent en considération, l'attrait spécifique des allègements fiscaux est négligeable.

B - Les enquêtes " nationales ".

Les études effectuées en Italie et en France sont plus intéressantes. Par le nombre élevé des réponses exploitées, les différents types d'activités industrielles s'y trouvent représentés. L'intervalle de temps qui les sépare permet de rendre compte des réactions des entrepreneurs face aux divers régimes d'aides et face au processus du développement dans les zones d'intervention. En outre, des renseignements sur les difficultés rencontrées une fois la décision prise sont parfois fournies.

1°) En Italie.

Nous retiendrons essentiellement les enquêtes effectuées par la Caisse du Midi en 1960 et la COFINDUSTRIA en 1970.

Les analyses de la Caisse portent sur 493 opérations ayant investi dans l'ensemble 235,5 milliards de lires. Des rapprochements sont effectués avec des analyses antérieures de 1957. Le classement des principales motivations demeure pratiquement inchangé (XLII). Il s'établit de la manière suivante :

- proximité de marchés et de débouchés pour les produits	41 %	des réponses,	
- zone favorable à la production	36 %	"	,
- facilités d'approvisionnement de matières premières	35 %	"	,
- disponibilités de main-d'oeuvre	31 %	"	,
- existence dans la zone d'autres activités ..	27 %	"	,
- disponibilités de terrains	22 %	"	,
- aides pour le développement industriel	5 %	"	,

Les aides retenues par les industriels comme étant les plus efficaces pour le développement régional sont :

- les prêts bonifiés	84 %	des réponses,	
- l'exemption décennale de l'impôt sur la richesse mobilière	80 %	"	,
- les subventions	63 %	"	,
- la réduction de l'I.G.E.	55 %	"	,
- l'exonération des bénéfices réinvestis	51 %	"	,
- l'exemption des droits de douane	46 %	"	,
- l'existence de zones industrielles équipées.	24 %	"	,

Pendant la réalisation de l'implantation, 37 % des entrepreneurs ont rencontré des difficultés venant des lenteurs administratives, 30 % à cause de la main-d'oeuvre insuffisante. Après l'opération, les principales difficultés ont résulté de l'absence de main d'oeuvre qualifiée (41 % du total des opérations), d'un manque de moyens de financements (31 %), de l'absence de techniciens pour utiliser et réparer le matériel (13 %). Si l'on s'en tient strictement à ces enquêtes, on pourrait démentir l'opinion assez généralisée considérant insuffisantes les capacités d'entreprendre dans les régions moins développées. En effet, 60 % des opérations (créations ou extensions) proviennent d'entrepreneurs locaux, 6 % d'industriels établis dans les autres régions méridionales, 34 % des régions du Nord et 5 % de l'étranger. C'est en Calabre, que l'initiative locale a été supérieure à celle observée dans les autres régions du Midi (88 % des opérations).

L'enquête effectuée par la COFININDUSTRIA parmi 800 de ses membres en 1970 se situe dans un contexte économique différent (XLIII). D'une part le Midi bénéficiait d'un équipement infrastructural amélioré et le processus d'industrialisation était amorcé. D'autre part, des aides nouvelles étaient accordées (réduction des charges salariales). Les principaux mobiles de localisation sont :

- dans 38,5 % des cas, la disponibilité des terrains par les entrepreneurs ;
- " 32 % " , la proximité du marché ;
- " 31 % " , la proximité des sources d'approvisionnements ;
- " 23 % " , les moyens de communications ;
- " 19,5 % " , la disponibilité d'eau ;
- " 17,5 % " , la qualification de la main-d'oeuvre ;
- " 16,5 % " , les terrains équipés par les collectivités locales ;
- " 13 % " , la proximité de sources d'énergie ;
- " 11,5 % " , les aides accordées par l'Etat ;
- " 9,3 % " , la présence d'industries clientes ;

Pendant la réalisation de l'opération, les prêts bonifiés et les subventions représentent les stimulants les plus intéressants (les aides fiscales étant considérées négligeables). Les difficultés proviennent des lenteurs administratives, des déficiences ou des retards dans l'équipement de la zone choisie.

Au cours de l'exploitation, les aides les plus appréciées sont : l'exemption décennale de l'impôt sur la richesse catégorique B (84 % des réponses), la réduction des charges sociales (78 % des réponses). D'une manière analogue à l'enquête précédente, les inconvénients rencontrés pendant le fonctionnement de l'activité industrielle résultent de la qualification insuffisante de la main d'oeuvre (42 % des réponses), du manque de moyens de financement (40 % des réponses) et de certaines déficiences des infrastructures (33 % des réponses).

2°) En France.

Pour étudier l'aspect pratique des facteurs de la localisation en France, nous nous référons aussi à deux études faites par des organismes divers (une de la SOFDI et une de l'INSEE). Toutefois, elles seront complétées par les résultats d'une analyse factorielle qui, appliquée à chaque région a permis de mettre en évidence d'une manière plus globale les composantes principales des localisations effectives.

La SOFDI (Société pour favoriser le développement et la décentralisation industrielle) a analysé un échantillon représentatif des entreprises qui ont procédé à l'installation d'un établissement en Province entre 1950 et 1970 (XLIV). L'échantillon est formé par 200 opérations provoquées par des firmes nationales et étrangères, dont 68 représentent des décentralisations, 31 des extensions décentralisées, 101 des créations (XLV).

Les causes essentielles à l'origine des nouvelles implantations, sont intimement liées aux besoins de croissance (citées 131 fois) et aux contraintes physiques administratives empêchant un développement normal de l'activité sur place (citées 110 fois). Dans près de la moitié des cas, la décision a été prise sans étude préalable par l'entrepreneur.

Parmi les facteurs de localisation, la quasi totalité des firmes a mentionné la main-d'oeuvre (173). Toutefois, c'est surtout sous l'aspect quantitatif que ce facteur a été déterminant. Les facteurs industriels et commerciaux (existence de débouchés, environnement industriel favorable) sont mis en avant 149 fois ; les éléments immobiliers 105 fois, les équipements collectifs 97 fois (dont 60 pour les moyens de transport). Les aides financières ont concerné 118 entreprises et sont appréciées surtout par les entreprises interterritoriales françaises. La politique de l'Etat en faveur du développement régional a été déterminante dans 27 % des cas.

En ce qui concerne plus particulièrement les opérations d'origine étrangère, le choix d'une localisation en France résulte d'une stratégie de pénétration du marché mais aussi d'une raréfaction de certains facteurs de production dans le pays d'attache. Les critères déterminants sont la quantité de main d'oeuvre et les avantages financiers (50 % pour chacun d'eux). Néanmoins, par rapport aux firmes françaises, l'aspect qualificatif de la main-d'oeuvre, les moyens de communication, l'environnement industriel de la zone d'implantation, son équipement social, font l'objet d'une plus grande considération. L'impact des aides financières et des allègements fiscaux a été important, uniquement pour le choix du pays.

Dans l'étude réalisée par l'INSEE (à la demande du Commissariat Général du Plan d'Equipeement et de la Productivité pour l'élaboration du VIIe plan), l'échantillon est représentatif des secteurs, des types d'entreprises (selon qu'elles possèdent un seul ou plusieurs établissements) et, des régions d'action régionale (XLVI).

Les motivations à l'origine de la décision, qui s'est concrétisée par 1 100 opérations, effectuées entre 1961 et 1970 (les établissements créés ayant atteint ou dépassé 100 salariés) se classent de la manière suivante (XLVII) :

- 1 - problème du manque de place ;
- 2 - problème du manque de main-d'oeuvre ;
- 3 - effet de la politique d'aménagement du territoire ;
- 4 - problèmes spécifiques à l'entreprise ;
- 5 - activité nouvelle nécessitant une nouvelle implantation ;
- 6 - problèmes d'accès ou de débouchés ;
- 7 - problèmes d'accès aux approvisionnements.

Les éléments déterminants dans le choix de la localisation sont :

- les facilités de recrutement de la main-d'oeuvre avec 80 % des réponses (influence forte dans 146 cas, moyenne dans 187 cas, faible ou nulle dans 30 cas) ;
- les facilités de recrutement d'une main-d'oeuvre d'ouvriers spécialisés et de manoeuvres avec 74 % des réponses (influence forte dans 41 cas, moyenne dans 134 cas) (XLVIII).

L'attrait de la main-d'oeuvre est particulièrement important dans les secteurs suivants : machines et appareils électriques, automobile et cycles, construction navale et aéronautique, ornements, industrie du cuir et peaux, industries diverses y compris la transformation des matières plastiques. Plus particulièrement, le type de main d'oeuvre recherché est très spécialisé pour la construction navale et aéronautique ; peu spécialisée pour l'automobile et les cycles, les machines électriques et les divers ; très peu spécialisée et à prépondérance féminine dans le secteur du cuir et des peaux.

Un groupe d'éléments a une influence moyenne (commodité des approvisionnements, connaissance du milieu local, climat social défavorable, niveau du salaire, existence d'un milieu industriel favorable, faible concurrence sur le marché du travail).

La proximité du marché, la possession préalable d'un terrain, la localisation proche des sources de matières premières, l'action de l'Etat ont soit des influences fortes, soit des influences nulles.

Enfin, les facteurs d'implantation mis en évidence par M. JAEGER (à partir d'une analyse factorielle des structures régionales) sont respectivement significatifs :

- de la politique d'aménagement du territoire
- du type de développement des zones sous-industrialisées
- de la dotation en ressources locales (ce qui montre la nécessité de doter les espaces défavorisés d'infrastructures d'accueil convénables) (II).

En résumé, quel que soit l'espace de référence, l'attrait exercé par la main-d'oeuvre et le marché reste prépondérant. Le rapprochement d'études séparées dans le temps sur les motivations de la localisation fait apparaître une plus grande importance pour les disponibilités de terrains, les équipements de la région (moyens de communication, écoles techniques etc ...), la présence d'un tissu industriel.

Ce même rapprochement montre que les aides accordées par l'Etat dans le cadre de la politique de développement régional sont de plus en plus prises en considération (en particulier les financières). Les entrepreneurs étrangers sont particulièrement attirés par les aides. Elles deviennent l'élément déterminant pour le choix du pays où vont s'effectuer leurs investissements.

§ 2 - Exemple de mobilité des activités industrielles.

L'étude de la transformation de l'espace économique est indispensable pour l'élaboration de toute politique d'aménagement du territoire. La comparaison des structures industrielles régionales à des époques différentes permet de déceler les attractions exercées dans certaines aires sur les localisations, de connaître l'intensité de la mobilité et la nature des activités qui y sont plus particulièrement soumises.

Les modifications qui se sont opérées en France ont fait l'objet d'études spécifiques par M. CORONT-DUCLOUZEAU et par M. AYDALOT.

A titre d'exemple d'analyse de la mobilité, nous préférons résumer les travaux du second auteur. En effet, si la période d'étude est comprise entre 1926 et 1968, il réalise une séparation sur une période plus courte (entre 1954 et 1968). De plus, des relations d'attraction sont mises en évidence et, des hypothèses de mobilité testées.

A - Les relations d'attraction.

M. AYDALOT montre les attractions des régions françaises sur les industries en expansion et sur les industries en régression. Certaines de ses constatations complètent ou corroborent les tendances de l'industrialisation dans diverses régions précédemment présentées (1).

I°) - Le cas des industries en expansion.

En longue période la mobilité est importante dans les branches suivantes : industrie des métaux (production et première transformation des métaux), industries mécaniques, industries d'articles métalliques divers, industries électriques. L'Ouest de la France, la couronne Sud de la Région Parisienne, tendent à les accueillir. Les pôles du Nord, des Ardennes, de la Meurthe et Moselle voient la concentration diminuer alors que le Sud-Ouest commence à être favorisé.

En courte période, la branche de la première transformation des métaux est peu mobile. Elle se regroupe spatialement. Les pôles du Nord, de la Meurthe et Moselle, de la Loire sont défavorisés. Le Sud-Ouest (Gironde, Landes, Lot et Garonne) est nettement délaissé.

La branche, articles métalliques divers, a une forte mobilité. La concentration spatiale est faible. L'Ouest, le Nord de la Région Parisienne sont préférés.

Dans l'ensemble, la mobilité des industries mécaniques est faible. Les activités correspondantes se localisent à proximité des grands centres provinciaux avec une prééminence de l'Ouest proche de Paris.

La branche de la construction électrique est caractérisée par une forte mobilité et une concentration spatiale importante. Le Sud du Bassin Parisien et la frange qui s'étend de la Manche au Pas de Calais sont favorisés. A l'inverse de ce qui s'observe en longue période, la Région Parisienne n'a plus le même impact.

La Chimie a aussi une mobilité forte. Toutefois, l'interprétation des résultats paraît difficile à cause de l'hétérogénéité des productions. Les pôles portuaires traditionnels perdent de l'importance. Le littoral méditerranéen, le Sud-Ouest et la bande qui s'étend de la

Lorraine à la Franche Comté représentent les zones désavantagées. Il en est autrement pour le Nord et l'Ouest de la Région Parisienne, l'Isère et la Drôme.

La branche du pétrole est caractérisée par une mobilité et une concentration fortes. De nombreux départements attirent cette branche mais, en même temps, peu de départements subissent des pertes substantielles. Cela est dû au taux de croissance de l'emploi élevé.

Les industries du verre, de la céramique, des matériaux de construction, qui stagnent en longue période ont une mobilité élevée. L'Ouest et surtout la Bretagne tendent à les conserver. L'évolution est différente dans le Nord et les Alpes.

Bien que caractérisée par une croissance soutenue, l'industrie du papier et du carton est peu mobile. Il en est de même pour la presse et l'édition.

Les industries alimentaires sont aussi faiblement mobiles, leur croissance est faible. On observe une concentration auprès des pôles urbains qui prennent un avantage sur une longue période. Entre 1954 et 1968 l'Ouest paraît favorisé.

2°) - Cas des industries en régression et les transformations spatiales.

Parmi les industries en régression, celle du textile est peu mobile. Sur une période longue, de nombreux départements subissent des pertes importantes. Divers pôles traditionnels maintiennent leurs positions. L'Ouest et le Sud qui sont peu spécialisés régressent nettement. Sur une courte période, l'Est semble décliner : il s'agit d'une tendance qui est accentuée dans le Sud-Est.

De 1926 à 1968 et, entre 1954 et 1968, la mobilité de l'industrie du cuir est élevée. Les pertes sont fortes dans les pôles traditionnels du Nord, du Bassin Parisien et du Sud-Est. Cette industrie se redistribue dans les zones faiblement industrialisées.

Pour l'industrie du bois et de l'ameublement, la mobilité est moyenne. En longue période les pôles déclinent. Une tendance à la concentration s'observe dans un espace bien délimité (formé par l'Aube, la Haute-Marne, la Haute-Saône et les Vosges). Les activités délaissent les zones portuaires au profit de l'intérieur du territoire.

A cause de l'importance de leur régression, les industries extractives sont dans l'ensemble assez mobiles. Le Centre et l'Est sont plus touchés par le mouvement que le Nord.

En ce qui concerne l'évolution plus générale des territoires, la carte de la mobilité de toutes les industries entre 1926 et 1968 dénote la déconcentration des pôles existants en 1926.

L'Est de la France, en déclin général connaît des pertes dans les activités en expansion et accroît son impact dans les branches en déclin (habillement, cuir, bois).

La Normandie, augmente son importance dans les branches qui sont en expansion (papier, industries métallurgiques, verre).

La Bretagne attire les industries métalliques et rejette celle du bois, du textile, de l'habillement et du cuir.

Les modifications de répartition de l'industrie affectent 65 départements. L'accroissement de la part des départements faiblement industrialisés s'effectue au détriment des grandes concentrations. Le déplacement et la redistribution de l'emploi du Nord vers le Sud entraîne un accroissement de l'importance relative de l'industrie sur la cote méditerranéenne, dans la vallée du Rhône, dans les Alpes du Nord, au sud de Paris (Eure et Loire, Seine et Marne), dans la Charente, la Vendée, le Lot, la Haute-Garonne, et dans le Midi-Pyrénées.

Ce type d'analyse met en évidence d'une part, les déviations des courants d'industrialisation et, d'autre part, la forme que prend la distribution des industries dans l'espace. Dans le cas étudié (concernant le territoire français), les centres industriels traditionnels sont relativement délaissés. Les attractions les plus élevées proviennent des zones proches de la Région Parisienne, notamment de l'extrême Ouest. Cette modification semble être spontanée. Elle résulte, sans doute, de la possibilité pour les industries d'y trouver certains facteurs (main-d'oeuvre, terrains notamment) devenus plus rares dans centres industriels traditionnels.

B - La vérification des hypothèses de mobilité.

La méthode suivie par M. AYDALOT pour vérifier des hypothèses de mobilité (en particulier, effets : de la croissance, de facteurs structurels, de l'intensité du capital, de la concentration, des relations interindustrielles) se décomposent en quatre phases :

- 1 - élaboration et choix des séries structurelles,
- 2 - évaluation inductive de la signification des facteurs de mobilité à partir de l'analyse factorielle des indicateurs de mobilité (LI),
- 3 - régression multiple sur les facteurs mis en évidence par l'analyse factorielle,
- 4 - régression multiple sur les facteurs de mobilité.

Les analyses factorielles sur les indicateurs de mobilité testées par des régressions multiples ont permis de déterminer les influences à la base de la mobilité des branches industrielles.

L'intensité de la mobilité résulte de l'action globale de deux séries d'éléments. La première représentée par le taux de croissance est dynamique. La seconde dépend des caractéristiques structurelles des branches, de la répartition socio-professionnelle de l'emploi, de la concentration, de la productivité et des liaisons interindustrielles.

La croissance agit sur la mobilité avec un décalage de temps de quelques années. De 1954 à 1962, elle n'est que médiocrement significative. Par contre, la croissance joue un rôle important dans la mobilité totale entre 1962 et 1968. Toutefois, l'auteur nuance l'impact de cet élément. En effet, il ne dépend pas uniquement de l'aspect déséquilibrant des processus qu'il provoque mais aussi, de l'action de facteurs structurels, qui peuvent contrarier, ou amplifier, l'action isolée de la croissance.

Parmi les facteurs structurels, la répartition socio-professionnelle de l'emploi, qui lie la structure technique des branches à l'aptitude du travail au déplacement, a un impact important de 1954 à 1962. La mobilité est plus grande dans les branches utilisant les proportions plus élevées de cadres et d'ingénieurs.

L'impact de la concentration sur la mobilité n'est pas conforme aux hypothèses formulées. Des auteurs, ont en effet avancé que les grandes unités de production connaissent, par rapport à celles de dimension inférieure, une plus grande liberté de localisation (LII). Un calcul qui a porté sur 12 branches de l'industrie, fait apparaître un coefficient de corrélation peu significatif de 0,38. Une étude parallèle sur un échantillon de 35 branches aboutit à une corrélation presque nulle de 0,063. Il semble que depuis 1962 la mobilité n'est plus en relation avec la dimension des entreprises.

L'intensité du capital constitue, en principe, un handicap pour la mobilité. Les industries légères sont, en général, considérées comme plus mobiles que les industries lourdes ce qui est contredit par les résultats. L'intensité du capital a joué un rôle tangible dans la mobilité. Une corrélation positive montre que les branches les plus mobiles sont les branches où l'intensité de capital est la plus forte. L'auteur l'explique par l'effet général qu'exerce la croissance sur la mobilité et par les diverses relations de deux éléments principaux qui sont liés à la notion d'intensité de capital (une forte proportion de cadres et d'ingénieurs, et un niveau élevé de productivité, caractéristiques spécifiques d'une technique moderne).

" L'intensité de capital représente l'une des variables approchées de la notion de technique. Or, l'état et la progression de la technique sont à la source du phénomène de la croissance, et, par là, de la mobilité. C'est sans doute le facteur technique et son impact sur les localisations qui est enregistré indirectement comme l'élément essentiel de la mobilité " (LIII).

La mobilité supérieure de ces branches à forte intensité de capital semble aller de pair avec celle des cadres et avec le progrès technique.

Les améliorations dans le domaine de la productivité poussent les entreprises à aller au devant des facteurs rares. Jusqu'en 1960, la mobilité a été l'apanage des firmes productives les plus importantes. A partir de cette date, toutes les unités de production suivent le mouvement. Il apparaîtrait que la mobilité soit liée au souci dynamique d'une plus grande productivité, d'une croissance plus forte.

L'analyse des relations interindustrielles a permis de constater pour les branches dépendantes du marché de consommation finale (bâtiment , réparation mécanique, industrie alimentaires à un degré moindre) une mobilité calquée sur celle du marché.

Le travail a un rôle prédominant. Entre 1954 et 1962, la mobilité générale est faible. Les industries tendent à se développer dans les départements à solde migratoire positif. A partir de 1962, la mobilité générale est diffuse et concerne toutes les industries de croissance. Les activités recherchent les zones où les réserves de main-d'oeuvre sont importantes et les salaires peu élevés. Néanmoins, plus que la réduction du coût du travail, les localisations sont orientées vers des espaces offrant une proportion satisfaisante de cadres.

Entre 1954 et 1968, les départements avantagés sont ceux où la main d'oeuvre est abondante et les salaires élevés.

Les branches les plus mobiles sont celles disposant d'une plus grande proportion de cadres.

Diverses branches (industries mécaniques, électriques, ameublement, papier, habillement) s'orientent vers les zones à hauts salaires (vérifications de liaisons positives avec le niveau moyen des rémunérations par département). D'autres, sont attirés par les zones de bas salaires (vérification de liaisons négatives avec le niveau moyen des rémunérations par département). C'est notamment le cas des industries du verre, des matériaux de construction, des industries alimentaires, du cuir. Les industries du pétrole et de l'édition paraissent indifférentes.

L'équipement des départements en moyens de communication a une incidence certaine, mais, celle due aux télécommunications est négligeable.

L'attraction des grands centres mesurée par les " services " et notamment les " services divers rendus aux entreprises " est positive jusqu'en 1962, à partir de cette date, elle devient négative.

Enfin pour l'environnement, les résultats sont peu significatifs. Les activités ont une indépendance presque totale avec les équipements de loisirs, l'environnement naturel a un rôle qualifié de douteux.

Ces vérifications empiriques sur les localisations industrielles apportent à l'étude théorique des informations complémentaires indispensables pour l'élaboration d'une politique d'industrialisation.

Les principaux facteurs qui motivent le choix du site sont : la main-d'oeuvre, le marché, les aides au développement régional. Ce dernier facteur, fait l'objet d'une appréciation plus forte de la part des entreprises qui envisagent une installation en dehors du pays où elles sont déjà implantées. Il semblerait que la décision qui aboutit au choix de la localisation résulte souvent plus d'appréciations personnelles que d'examen rigoureux (LIV).

Une analyse calquée sur celle de M. AYDALOT (qui s'apparente dans sa conception à l'analyse de M. KLAASSEN) renseigne sur les transformations auxquelles est soumis le territoire national.

Elle permet de vérifier le type de distribution des branches (plus ou moins lâche), de faire apparaître leur sensibilité devant les attractions exercées par les divers facteurs de localisation. Les orientations spatiales de la mobilité expliquent le comportement des industries vis à vis des facteurs offerts dans les régions.

*

* *

*

Ces développements théoriques et pratiques sur l'étude des localisations nous permettent de formuler diverses remarques, d'esquisser l'orientation de certaines aides sur lesquelles doit aussi s'appuyer la politique de développement régional.

Du point de vue théorique, les analyses ont souvent privilégié les frais de transport. Or, l'incidence de ce facteur s'est atténuée. De plus, tout ce qui est relatif au coût des approvisionnements, des livraisons, n'agit plus sur la localisation en fonction des coûts réels mais par le biais de la rapidité des communications. La notion de distance-délai, a pris le pas sur celle de distance-coût.

La détermination du site optimal de localisation à partir de la maximisation du profit n'est pas satisfaisante. Le point optimal trouvé par les auteurs implique le respect de certaines règles du calcul économique et, en particulier la rationalité du comportement.

Comme l'a souligné M. BAUMOL, la firme peut avoir pour objectif non pas la maximisation du profit à court terme, mais la maximisation de ses ventes, à condition qu'elle réalise un profit minimum compatible avec la production initialement élaborée et ses profits futurs (LV).

Il est certain, que la décision individuelle, prend en considération divers facteurs d'ordre financier. L'entrepreneur a la possibilité de les évaluer pour chaque site d'installation, de connaître leur impact dans les coûts de production et, de comparer les résultats entre les diverses localisations envisagées. La décision dépend aussi de la stratégie de la firme, devant le marché, les concurrent et de la perception par l'entrepreneur du milieu économique et social de la région.

Du point de vue pratique, diverses enquêtes " étrangères " et " nationales " ont permis de vérifier les mobiles de la localisation et la place des aides au développement régional. Il s'agit encore d'une approche. Les résultats donnent une explication ex post du choix opéré alors qu'il serait plus adéquat de le connaître ex ante. Les réponses fournies déforment les influences exercées par les facteurs de la localisation. Elles sont jugées à partir d'une activité devenue opérationnelle. L'expérience a permis de vérifier le bien fondé des hypothèses de départ. Le chef d'entreprise accorde plus de poids qu'il n'en accordait à l'origine, au rôle effectif d'un facteur, dont il avait pris conscience. Il y trouve une justification appropriée. Un élément initialement considéré comme moins important et qui, par la suite, a une incidence plus marquée, sera surestimé.

Ces enquêtes donnent néanmoins des indications intéressantes sur les facteurs de la localisation, elles confirment, complètent ou actualisent l'analyse théorique. Elles rendent compte de la place tenue par les divers instruments de l'interventionnisme.

La main-d'oeuvre, le marché, les caractéristiques infra-structurelles de la zone d'accueil (terrains équipés, réseaux de communication, centres de formation professionnelle, écoles) motivent la plus part du temps la décision. Si les aides accordées par l'Etat sont devenues un facteur de localisation, elles figurent souvent aux dernières places. Les raisons ont déjà été présentées (LVI). Les préférences des entrepreneurs vont aux aides pour le financement. L'outil fiscal est considérée à priori comme marginal. On peut l'expliquer par la sensibilité supérieure des firmes à une diminution immédiate des charges qu'à une augmentation future des bénéfices.

Il est ici opportun de rappeler l'objectif de l'intervention : une répartition plus harmonieuse des activités dans l'espace national. Ainsi, seront réduits les coûts du déséquilibre et créées des conditions de vie plus équitables. La réalisation de cet objectif nécessite un essor des industries dans les régions défavorisées.

Il faut attirer dans ces régions des entrepreneurs déjà installés dans les centres sur industrialisés et stimuler les capacités locales d'entreprendre. Il convient donc d'insister plus sur le facteur travail, le facteur marché et l'amélioration du milieu.

Les difficultés rencontrées par les firmes, en particulier pour la qualification de la main-d'oeuvre prouvent que la politique d'aide doit lui accorder une place privilégiée.

Si toute activité est soumise à des risques, il nous paraît opportun que l'Etat les atténue, dans le domaine du marché. Vu l'attraction exercée par ce facteur, il semble que, la création de sa part d'un marché local pour les entreprises localisées dans les régions déshéritées soit indispensable.

L'amélioration du milieu régional implique la mise en place ou la modernisation des infrastructures nécessaires (véritable média de l'industrialisation) en particulier pour les moyens de communication, les zones industrielles, les centres de formation, les logements, les loisirs, la culture. Elle permettra de donner à ces régions une meilleure image de marque vis à vis des entrepreneurs étrangers et de mieux les " vendre " à l'industrialisation.

Néanmoins, la politique d'aide ne peut s'appuyer uniquement sur des motivations individuelles de la localisation. Elle doit combiner l'optique micro-économique et l'optique macro-économique de la formation de l'espace.

Autrement dit, une analyse plus globale doit aussi intervenir au niveau des sous-ensembles formés par des activités similaires pour connaître le type de répartition dans l'espace et les attractions exercées par les régions à aménager. Cette optique d'aménagement spatial a déjà été préconisée par M. KLAASSEN.

Pour cet auteur il ne s'agira pas :

" de sélectionner l'endroit optimal pour l'implantation d'une entreprise mais plutôt de déterminer la répartition optimale de toutes les entreprises supplémentaires (ou à plus forte raison de la totalité des entreprises) dans les différentes régions d'un pays " (LVII).

*

*

*

*

REFERENCES CHAPITRE V.

- I : Elles sont notamment exposées dans les ouvrages suivants : L. DUCHESNE " Localisation des diverses productions " Les Editions Comptables, Commerciales et Financières " Bruxelles, 1945, 239 p.
C. PONSARD " Economie et espace " SEDES, 1955, 467 p.
" Note sur la localisation de la firme " R.E. n° I, 1956, p. 99 à 116.
" Histoire des théories économiques spatiales " A. Colin, 1958, 202 p.
P. MORAN " L'analyse spatiale en sciences économiques " Cujas 1966, 294 p.
" Aperçus sur l'analyse économique spatiale " TEM Cahiers Villars n° 4, 1966 p. 61 à 72.
A.M. FERICELLI " Théorie de la localisation, la localisation indépendante de la firme " Thèse complémentaire, Rennes, 1966, 146 p.
- II : Voir en particulier :
C. PONSARD " Une application de la théorie des graphes à l'analyse de l'espace économique: un modèle de localisation optimale de l'unité de production dans une structure de concurrence " TEM, Gauthiers Villars n° 4, 1966 p. 2 à 21.
A. SCHARLIG " Localisation optimale et théorie des graphes " Cahiers de V. Pareto, n° 19, 1969, Droz Genève, 156 p.
" Où construire l'usine ? La localisation optimale d'une activité industrielle dans la pratique " Dunod 1973, 228 p.
C. DONOLO " Stratégies de décentralisation de localisation industrielle " Bordas 1972, 189 p.
- III : L.H. KLAASSEN " Standardized analysis of locational requirements of labor oriented growth industries " OCDE avril 1965. Cette approche de la localisation est présentée par J.R. BOUDEVILLE " Aménagement du territoire et polarisation " p. 133 à 140.
- IV : P. AYDALOT " Mobilité et croissance spatiale " TEM espace n° I, Gauthier Villars 1971, 147 p.
- V : Le coût du transport est l'élément déterminant pour la répartition des cultures. Un ensemble de cercles concentriques à partir d'un centre de consommation permet de connaître les cultures successives à entreprendre qui maximisent la rente foncière. Le modèle est basé sur l'uniformité des coûts de transport unitaires à partir du centre.

- VI : Cf C. PONSARD " Economie et espace " p. 355 à 362.
- VII : Cf P. MORAN " L'analyse spatiale en sciences économiques " p. 64.
- VIII : Voir C. PONSARD " Histoire des théories économiques spatiales " op. cit. p. 110.
- IX : Voir C. PONSARD " Economie et espace " p. 407 à 410.
- X : M. HOOVER " La localisation des activités économiques " Les éditions ouvrières 1955, 240 p.
- XI : L.N. MOSES " Location and the theory of production " Q.J.E. mai 1958.
- XII : W. ISARD " Location and space economy. A general theory relating to industrial location, Market, Areas, Land Use, Trade and Urban Structure " the M.I.T. Press Cambridge, 4ième édition, 1956, XIX 350 p. voir spécialement p. 24 à 54.
- XIII : Voir C. PONSARD " Une application de la théorie des graphes ... "
- XIV : Voir A. SCHARLIG " Localisation optimale ... " p. 60 et suiv.
- XV : Un exposé de cette méthode est aussi présenté par J. MAC NEIL " Notes sur les localisations industrielles " CISEA, série L, oct. 1966, p. 47 à 54.
- XVI : Voir supra Ch. I, sect. II, § 2, B.
- XVII : L'auteur a effectué une vérification des attractions exercées par la demande et l'offre pour 3 industries manufacturières des Etats Unis (composants électroniques, verre et verrerie, instruments de précision) Elle semble conforter cette théorie.
- XVIII : Voir P. AYDALOT " Mobilité et croissance spatiale " p. 72 et suiv.
- XIX : Voir P.Y. JOUFFROY " Réflexions sur les facteurs de localisation des entreprises " E.M. n° 71, 1970 p. I à 4.
- XX : Voir D. L'HUILLIER " Le coût du transport " Cujas 1965, p. 332 à 335.
- XXI : F. MARTOS " facteurs de localisation et activités économiques " E.M. n° 78, 1972, p. I à 12.

- XXII : Voir L.N. MOSES " Location and the theory ... ".
- XXIII : Voir F. MARTOS " Facteurs de localisation ... " p.5.
- XXIV : Voir supra ch. IV, sect. II, §2, A.
- XXV : P. AYDALOT " Mobilité et croissance spatiale " p. 16.
- XXVI : L. REBOUD " Progrès technique et décentralisation " R.E.P. n° 2,3 1964, op. cit. p. 5II.
- XXVII : En Italie, l'intervention avait été initialement programmée sur une dizaine d'années. La concession de certaines aides (essentiellement financières) devant s'arrêter à la fin de l'année 1960. Les demandes des entreprises pour l'obtention de ces aides ont été particulièrement concentrées dans les derniers mois de 1960. Voir " Atti del convegno di Studio voltosi à Torino e a Saint Vincent dal 4 al 7 settembre 1961 " (sous la direction de F. VITO) Lerici Ed. 1962, 973 p., p. 72 à 78.
- XXVIII : M.L. GREENHUT " Observations of motives to industrial location " Southern Economic Journal, 1951, cité par P. AYDALOT " Mobilité économique et croissance spatiale " p. 68.
- XXIX : Voir S. FLORENCE " The logic of british and american industry " Routledge and Kegan, 1953.
- XXX : Voir W. ISARD " Méthodes d'analyse régionale et introduction à la sciences régionale " Dunod 1972, tome I, 229 p. Tome II, 213 p.
- XXXI : Voir L. FUCHS " Change in the location in the manufacturing in the United Kingdom ".
- XXXII : F. CORONT DUCLOUZEAU " La formation de l'espace économique national " A. Colin, 1964, 252 p.
- XXXIII : Pour la démonstration mathématique de ces indices, voir P. AYDALOT " Mobilité et croissance spatiale " p. 82 à III.
- XXXIV : Voir sur ce point J. PAELINCK-C. JAUMOTTE " Les localisations industrielles sur les frontières belges-françaises " CISEA tome V. mars-avril 1971, p. 5II.
- XXXV : P. GIARDA " Incentivi fiscali e sviluppo economico regionale : i risultati di recenti indagini empiriche " RISS avril 1963 p. 223 à 241.

- XXXVI : J. SPINDLER " Fiscalité et espace économique " Cujas, 1976, 275 p., voir spécialement p. 85 à 92.
- XXXVII : M. GRAW HILL " Plant Site Survey " A study Among Business Week Subscribers-New York, janvier 1964 cité par J. SPINDLER " Fiscalité et espace économique " p. 91.
- XXXVIII : J. PAELINCK et C. JAUMOTTE " Les localisations industrielles sur les frontières belgo-françaises " CISEA mars-avril 1971 p. 485 à 513. L'enquête a porté sur 86 firmes, néanmoins 16 seulement ont fourni des réponses.
- IXL : M. FALISE et A. LEPAS " Les motivations de localisation des investissements internationaux dans l'Europe du Nord Ouest " R.E. n° 1, 1970, p. 103 à 109.
- XL : J. VAN GINDERATCHER " Les industries multinationales et la politique régionale de la CEE " P.E. n° 1345, 1973, p. 18 à 26.
- XLI : " Standart faktoren für die Industrieansiedlung " Österreich Inst. für Rauplanung Wien, 1968 n° 27, cité par P. AYDALOT " La Mobilité des activités économiques " p. 192.
- XLII : S. PASSEGGIERI " Aspetti della espansione industriali del Mezzogiorno " Centre Studi della Cassa per il Mezzogiorno quaderno n° 41, mai 1961, 56 p.
- XLIII : Voir à ce sujet N. LA MARCA " Considerazioni e proposte per una efficace azione di sviluppo del Mezzogiorno " RPE, octobre 1971, p. 1208 à 1262.
- XLIV : SOFDI " Localisation industrielle. Leçon de l'expérience " Les Presses réunies, 1970, 95 p.
- XLV : L'échantillon comprend :
37 petites entreprises (jusqu'à 200 salariés);
60 entreprises moyennes (de 200 à 1 500 salariés);
51 grandes entreprises nationales (plus de 1 000 salariés)
52 grandes entreprises étrangères (plus de 1 000 salariés).
- XLVI : Voir P. TEMPLE et M. HANNOUN " Une approche micro-économique du développement industriel régional : le mécanisme de création des grands établissements industriels " Communication au IIe colloque International d'Economie Appliquée Nice, 5.6.7. février 1975 ronéotypé, 29 p.

- XLVII : Le taux des réponses a été de 50 %.
- XLVIII : Afin de déterminer les éléments influents dans le choix de la localisation, les entrepreneurs devaient porter un jugement sur 16 motifs proposés (influence forte, influence moyenne, influence faible).
- II : J.P. JAEGER " Approche de la localisation industrielle en France à partir d'une analyse factorielle des structures régionales " RESO, 1972, n° 4, p. 633 à 687.
- I : Voir Supra ch. IV. sect. II, § 2, B.
- LI : L'analyse factorielle, dont on peut distinguer l'analyse en composantes principales, l'analyse en facteurs communs et spécifiques, l'analyse des correspondances de BENZECRI donne la possibilité d'ordonner plusieurs observations en fonction de certaines variables. Elle donne une explication de l'ordonnement des points dans le nuage et permet de vérifier la cohérence et l'exactitude des informations. L'étude se réfère à la méthode des correspondances.
- LII : Voir P. AYDALOT " La mobilité des activités économiques " p. 102.
- LIII : P. AYDALOT " La mobilité des activités économiques " op. cit. p. 103.
- LIV : C'est notamment vrai pour les petites et moyennes entreprises. Comme nous l'avons souligné, la détermination du site d'implantation constitue un choix de gestion important. Le fait qu'il ne fasse pas l'objet pour ces firmes d'une appréciation rigoureuse semble, d'une manière générale, correspondre au mode de gestion pratiqué au cours de l'exploitation. Ainsi, une enquête réalisée auprès de 519 chefs d'entreprises employant moins de 500 salariés donne à cet égard, des résultats révélateurs. En effet, 78 % des petites et moyennes entreprises ne font pas appel à des études de marché, 31 % ne testent jamais un produit neuf avant de le lancer, 27 % établissent les prix de façon empirique. Voir le Monde de l'Economie du 16.10.1973 p. 20
- LV : Voir sur ce point W.P. BAUMOL " Théorie économique et analyse opérationnelle " Dunod, 1963, 264 p. en particulier p. 10.
- LVI : Voir supra ch. III, sect. II, §2.
- LVII : L.H. KLAASSEN " Méthodes de sélection d'industries pour les régions en stagnation " OCDE, 1967, 168 p. op. cit. p. 49.

CHAPITRE VI : LES CONDITIONS PERMISSIVES DU DEVELOPPEMENT DES REGIONS SOUS-DEVELOPPEES.

Le problème théorique du développement des régions sous-développées peut se résumer en deux propositions : l'une émise dans une optique d'équilibre ; l'autre, dans une optique de développement optimum.

La première entraîne la correction directe et soutenue des disparités spatiales de développement.

La seconde implique de maximiser l'expansion des régions avancées, susceptible de provoquer la croissance optimum de l'économie nationale. Par contre-coup, le développement des espaces retardés serait assuré (I).

La formulation de l'optimum nécessite quelques remarques. Comme l'a écrit M. PONSARD, "l'optimum global n'est pas égal à la somme ou à une combinaison d'optima régionaux indépendants" (II). Le calcul économique doit intégrer certaines contraintes (qui expriment l'atténuation ou qui évitent l'accentuation des disparités).

On peut, soit maximiser l'agregat national avec une contrainte nationale, soit combiner linéairement les deux objectifs au sein d'une seule fonction objectif (III). Dans cette optique, M. BOUDEVILLE propose de maximiser l'ensemble des produits régionaux bruts sous réserve de l'obtention d'une croissance minimale des régions pauvres (IV). Or, il apparaît que l'optimum ainsi obtenu reste un optimum relatif à une répartition donnée des revenus et des activités. Pour P. MORAN il est marqué par les hypothèses formulées. L'étude des modèles proposés s'inspirant de ces principes permet à cet auteur de démontrer qu'ils sont surtout des optimisations d'efficacité dans un temps minimum. Leur structure amené à privilégier la croissance dans les régions les plus développées. Les autres sont, soit vouées à l'autarcie, soit chargées momentanément de contribuer à la réalisation de l'optimum (V). Ainsi, il est préférable de corriger directement et d'une manière soutenue des disparités. Il ne faut pas

bloquer uniquement les écarts régionaux mais, activer leur atténuation, sans pour autant rechercher l'égalisation absolue entre les niveaux de développement des régions. Pour répondre aux désirs des individus, il est souhaitable que la croissance soit orientée sur le plan national vers une certaine équité de répartition des activités et que sur le plan régional, les populations soient véritablement associées aux décisions concernant leur avenir.

Si l'équité est un élément fondamental qui permet dans la nation une bonne cohésion, l'efficacité ne peut-être négligée. Il s'agira d'organiser dans les régions retardées un développement autoproductif grâce à une politique d'aide réaménagée.

Notre première section sera consacrée à l'organisation du développement et la seconde au réaménagement de la politique d'aide.

Section I : L'organisation du développement.

Le développement des régions retardées implique de renforcer à partir de certains investissements leur armature économique en exploitant plus à fond certaines potentialités, ou bien, selon les cas, en stimulant l'expansion d'activités nouvelles. Cependant, chaque région ne doit pas être traitée d'une manière isolée mais, comme un élément faisant partie et dépendant d'un ensemble plus vaste : La Nation (VI). Autrement dit, l'organisation du développement nécessite de considérer les relations d'interdépendances et de complémentarité qui lient au sein de la région les différents secteurs productifs, et, les mêmes relations qui lient la région aux autres régions. Ainsi, il sera possible de tirer le meilleur profit des diversités régionales.

Cette manière d'approche du développement des régions retardées permettra parfois de valoriser certaines zones à partir du primaire ou du tertiaire, dans les autres cas, le support industriel est, plus que jamais opportun.

La référence aux tendances récentes du développement des pays avancés justifie bien ce choix. Dans ces pays, la contribution par le secteur industriel à la croissance du revenu national, a été invariablement plus élevée que sa part dans le produit national brut. Cela n'a pas été observé, tout au moins dans des proportions aussi marquées par les autres secteurs (VII).

C'est en effet l'industrie qui, par ses liaisons amont-aval crée directement ou indirectement le plus grand nombre d'emplois, à l'intérieur et à l'extérieur du secteur. Ainsi, M. KUZNETS a vérifié une relation étroite entre la croissance du secteur des services (notamment pour le commerce et les transports) et celle du secteur industriel (VIII). Le bien être que l'industrialisation apporte sur le plan national, elle peut le provoquer sur le plan des régions retardées. Cela exige une sélection préalable d'industries pouvant y prospérer correctement.

Nous recenserons d'abord diverses méthodes de sélection et ensuite, les choix qu'il convient de retenir.

§ I : Méthodes de sélections des industries.

La délimitation dans l'espace de diverses zones dont les structures présentent des ressemblances physiques et des ressemblances d'homogénéité économique constitue l'opération préalable à la sélection des industries (IX). Il sera alors possible de mener des analyses rétrospectives et prospectives qui permettront de connaître leurs forces et leurs faiblesses et de déceler la nature des activités nouvelles susceptibles de s'intégrer correctement aux structures existantes. A cet effet, à côté des indicateurs mesurant la localisation et la mobilité des activités, les responsables de l'aménagement peuvent utiliser d'autres instruments d'étude : les multiplicateurs (régional d'emploi, de commerce interrégional) ; les tableaux régionaux et interrégionaux des relations interindustrielles et la programmation linéaire interrégionale.

Il n'est pas dans notre intention d'indiquer l'intérêt et les limites de leur utilisation. Ces points ont fait l'objet de nombreux développements (X). Notons cependant que l'absence d'une comptabilité régionale conduit certains auteurs comme M. MARCZEWSKI à préconiser leur utilisation conjointe (XI) ou comme M. GENDARME d'effectuer parallèlement des approches prévisionnelles à l'aide de la conjoncture régionale (XII).

Les différentes méthodes de sélection des industries partent de l'hypothèse que le démarrage d'une région va surtout dépendre de l'implantation d'industries " nouvelles ". Cette hypothèse est logique puisque les régions sous-développées ont un caractère prépondérant agricole. Cependant, les choix seront différents en fonction des caractéristiques structurelles mises en évidence avec les outils d'analyse précédents, de l'importance et de l'évolution de la population, de sa concentration. Aussi, l'intérêt de ces méthodes réside plus dans leurs principes que dans leur application qu'il conviendra d'adapter selon chaque cas d'espèce. A l'instar de M. KLAASSEN, nous distinguerons les méthodes statiques des méthodes dynamiques (XIII).

A - Les méthodes statiques.

Il s'agit surtout des méthodes : liste de contrôle, prévisions locales et comparaison des coûts. Leur qualification de statique tient au fait qu'elles négligent les interdépendances industrielles.

I°) - La méthode de la liste de contrôle.

Cette méthode est couramment utilisée dans de nombreux pays à divers niveaux (régional, départemental, local). Des comités d'expansion ou des chambres de commerce publient des informations susceptibles de mettre en valeur les lieux d'implantation en regard de l'industriel.

Si parfois, la région indique les avantages dans divers domaines (coût des terrains, aides locales, main-d'oeuvre disponible, équipements) la plupart du temps, les renseignements sont limités.

Conçue sous une nouvelle forme et pratiquée par toutes les régions sous-développées, cette méthode permettrait à l'entrepreneur de découvrir de nouvelles possibilités de localisation. Par une information adéquate et détaillée, elle serait plus efficace.

Les responsables locaux doivent considérer l'espace du ressort de leur compétence comme un produit à vendre confronté à une concurrence, celle des autres espaces (XIV). Une publicité axée sur des slogans du type " installez votre usine dans la verdure " assortie de vagues renseignements sur la situation économique ne peut suffire pour motiver le chef d'entreprise.

L'industriel a besoin de connaître exactement quelles sont les aptitudes de l'espace, les activités qui peuvent y prospérer sans obstacles majeurs, les réalisations privées et publiques, les projets futurs, l'importance du marché, la situation des fournisseurs à qui il pourra faire appel. Une information statistique détaillée des structures de production, de la consommation, des revenus, de la population, de la main-d'oeuvre active ou disponible ainsi que les perspectives à moyen terme, est donc indispensable.

Au lieu d'attendre les réactions, une bonne promotion exige de contacter des industriels situés dans les zones développées ou à l'étranger. De passive, cette méthode deviendrait active (XV).

2°) - La méthode des prévisions locales.

Il s'agit, dans ce cas, d'établir des prévisions sur l'évolution des industries locales à partir des tendances observées au cours des années précédentes. Une extrapolation peut s'effectuer en utilisant, par exemple, l'élasticité de la demande des productions, les programmes d'expansion ultérieure, les indices de structure économique (XVI).

Cette méthode fait ressortir les activités ayant dans un proche avenir les meilleures perspectives de développement. Elle suppose implicitement que seules les entreprises appartenant aux branches d'expansion rapide viendront s'installer dans la région car, la structure de celle-ci est traduite par la croissance des industries existantes.

L'extrapolation étant réalisée pour chaque activité indépendamment des autres, les relations de complémentarité et d'interdépendance sont de ce fait négligées. Aussi, les évaluations risquent pour certaines productions d'être faussées.

De plus, la diversification des structures régionales n'est pas encouragée. En effet, puisque cette méthode se base surtout sur des faits antérieurs, elle ne fait pas ressortir des ressources ou des activités inexploitées ou insuffisamment mises en valeur. Cela revient à exclure d'office certaines possibilités de la région.

Pour M. KLAASSEN, la méthode des prévisions locales serait améliorée par la réalisation d'enquêtes semblables à celles faites dans des régions du Royaume-Uni et des Pays-Bas. Elles serviraient pour préparer un plan directeur d'aménagement, première étape dans la planification de l'industrialisation.

Cet auteur suggère de faire précéder tout aménagement industriel par des enquêtes systématiques portant sur les points suivants :

- 1 - étude générale de la structure économique industrielle de la région,
- 2 - répartition de la population active par emploi et par industrie,
- 3 - analyse démographique de la population,
- 4 - étude du réseau de transport et des déplacements,
- 5 - examen général des services publics,
- 6 - étude topographique des terres disponibles.

2°) - La méthode de la comparaison des coûts.

Elaborée par M. ISARD, cette méthode consiste à déterminer l'influence directe de la localisation sur les coûts de production de l'entreprise (XVII).

En fonction de sa dimension et de ses besoins (matières premières, énergie, main-d'oeuvre etc ...), il est possible, d'une part, d'approcher les coûts de production relatifs à une localisation fictive et, d'autre part, de les comparer à d'autres sites hypothétiques. Ainsi ressortira le lieu où les frais de transport et les coûts de production de l'entreprise seront minimisés.

Répétée dans toutes les régions et pour l'ensemble des industries, cette opération permettrait d'aboutir à leur répartition optimale dans l'espace. En même temps, seraient connues les activités attirées par telle ou telle autre région.

Toutefois, la méthode comporte des limites. L'auteur le reconnaît.

La structure des coûts pour une localisation déterminée et l'importance du marché de l'activité sont assimilées à des données stables. Or, l'implantation effective de toute industrie, n'est pas neutre, vis à vis du milieu économique local. Des modifications peuvent intervenir dans les données (par exemple dans les prix, les coûts, les revenus, la demande). Elles provoqueront par rapport aux hypothèses formulées des distorsions.

Le traitement isolé des activités aboutit à négliger les relations de dépendance et de complémentarité qui lient les industries entre elles. Pour favoriser le développement, il faut multiplier ces relations, traiter les activités comme devant s'intégrer entre elles.

Malgré ces inconvénients, la méthode de la comparaison des coûts peut s'avérer utile pour les industries dont les frais de transport sont relativement élevés (industries lourdes de base, pétro-chimie, industrie de l'aluminium).

Elle semble moins adaptée pour l'implantation d'activités où certains facteurs de localisation (du type communications, services divers pouvant être rendus par des entreprises locales) ont un impact plus important.

M. KLAASSEN cite à cet égard une étude basée sur ces principes pour un secteur de l'industrie légère. Elle met en relief les différences entre l'approche théorique et la réalité. Les résultats ont montré qu'il existait des avantages de coûts dans diverses régions où, en fait, l'industrie ne se localisait pas. Des facteurs de localisation d'importance secondaire expliquent peut-être ces effets (XVIII).

B - Les méthodes dynamiques.

Par rapport aux précédentes, les méthodes dynamiques (des accès de PERLOFF, des relations industrielles pondérées de KLAASSEN) reviennent à analyser simultanément les structures de l'espace de référence et les besoins des industries. Elles présentent donc l'avantage de déterminer les activités qui s'y intégreront le plus facilement (XIX).

I°) - La méthode des accès de PERLOFF.

M. PERLOFF propose d'abord d'examiner les régions en fonction de l'accès satisfaisant ou difficile aux inputs fondamentaux d'origine régionale et nationale et ensuite, de leur accès satisfaisant ou difficile aux marchés régionaux et nationaux extérieurs (c'est à dire sous l'angle des accès inputs-outputs) (XX).

L'idée directrice de cette analyse est de rechercher les potentialités de croissance d'une région. Pour cet auteur, elles sont reflétées par les caractéristiques des accès qu'il s'agit de rassembler sur un tableau. On pourra ainsi établir un classement entre les régions mettant en évidence les avantages et les inconvénients respectifs du point de vue de l'implantation d'unités.

Appliquée individuellement pour chaque industrie dans chaque région, la méthode permet de retenir les industries susceptibles de convenir correctement aux données régionales. Elle nécessite cependant de connaître les pondérations qui seront attribués par l'entrepreneur à chaque flux d'input et d'output.

2°) - La méthode des relations industrielles pondérées de KLAASSEN.

Cette méthode dérive du schéma d'explication de la localisation dépendante des activités industrielles (XXI). Pour son auteur, elle permet de concrétiser le choix d'industries selon les critères qui doivent inspirer une politique d'aménagement.

L'obtention d'un développement satisfaisant dans les régions attardées demande la prise en compte de leurs caractéristiques structurelles. Dans chacune d'elles, il s'agira de concilier la structure industrielle existante, les ressources humaines et naturelles, avec les besoins des activités que l'on veut attirer.

Le problème à résoudre consiste d'abord à atténuer le chômage actuel et potentiel (la demande d'emplois étant susceptible d'augmenter à cause de la réduction prévisible des effectifs dans un secteur primaire trop chargé). Il faudra ensuite rechercher des industries de croissance à forte intensité de main-d'oeuvre. Cette seconde condition est indispensable afin d'exercer un effet immédiat sur le marché régional de l'emploi.

Une classification des activités peut s'opérer à partir de l'augmentation en termes réels de leur valeur ajoutée par rapport à la valeur ajoutée obtenue par l'ensemble de l'industrie nationale. Elle permettra de connaître les activités en croissance, les activités stagnantes et les activités en déclin (XXII).

Cet axe de recherche n'est pas forcément compatible avec l'objectif recherché (sélection d'industries dont l'effet sur l'emploi local est important). En effet dans de nombreux cas, l'introduction de nouvelles technologies entraîne simultanément l'augmentation de la valeur ajoutée et une réduction des effectifs employés. C'est en particulier observable pour l'industrie du textile et pour certaines industries extractives.

Aussi l'auteur suggère de retenir uniquement les industries répondant aux conditions suivantes :

- 1 - perspectives intéressantes de développement de la demande sur le plan régional et national,
- 2 - possibilités de substitution entre capital et travail limitées,
- 3 - absorption de main d'oeuvre-importante.

Appliquant les critères précédents à des données relatives aux industries manufacturières des Etats-Unis de 1958, M. KLAASSEN, décèle les groupes d'industries suivants : imprimerie et édition, instruments de précision, produits en caoutchouc et en matière plastique, pierre, argile, verre. Par rapport à la période de référence, ces groupes ont connu un taux de croissance compris entre 8 % et 33 %. Le " quota des salaires " c'est à dire le rapport entre le salaire versé et la valeur ajoutée se trouve dans l'ensemble élevé (de 47 % à 56,5 %).

Ce sont des activités de cette nature (qui se sont caractérisées par un rapport du salaire versé à la valeur ajoutée élevée) qu'il faut retenir pour remédier à la situation des régions en stagnation.

M. KLAASSEN recherche alors de quelle manière s'effectue leur localisation dans l'espace.

C'est ici qu'intervient la méthode des accès qu'il complète en proposant pour les facteurs de la localisation des coefficients de pondération.

Les frais de transport par unité monétaire d'entrée et de sortie pourraient servir comme élément de pondération. Or, si certains produits simples sont sensibles à la "distance matérielle", pour d'autres, c'est la "distance économique et sociale" ou "somme des frais de transport et des dépenses de communication" qui est importante.

Aussi, "la seule méthode satisfaisante de sélection industrielle consiste-t-elle à déterminer l'importance des communications entre les diverses industries et l'influence de ce facteur sur leur répartition dans l'espace" (XXIII).

L'auteur débouche sur sa théorie de la localisation (les activités sont orientées soit vers le marché, soit vers l'offre d'approvisionnement) et sur la notion de région pertinente.

L'ampleur du commerce interrégional peut, en effet, refléter l'existence d'une orientation vers la demande pour telle ou telle industrie. Si l'orientation est totale, il est possible de vérifier que les produits vendus ne font l'objet ni d'une importation, ni d'une exportation au-delà des limites de la région pertinente (dans ce cas, la demande sera égale à la production de l'industrie).

La région pertinente représente donc une zone d'une dimension donnée minimum d'où provient la demande pour l'industrie. Elle forme de ce fait son propre marché. Son étendue dépend de la nature de l'industrie.

Selon les cas, elle ne s'identifie pas forcément avec la circonscription administrative de la région, elle peut franchir cette dimension voire celle du territoire national. A l'intérieur de la région pertinente, l'industrie est libre de s'implanter n'importe où. On pourra déterminer, en particulier, certaines industries trouvant des régions pertinentes parmi les espaces retardés. Toutefois, elles ne pourront assurer seules le développement. Il s'agira donc de retenir aussi des activités faisant appel à un marché plus étendu c'est à dire dans la région pertinente comprendra des territoires autres que les sous-développés.

La méthode des relations industrielles pondérées est plus intéressante pour les responsables de l'aménagement car elle peut les aider à déterminer l'industrie optimale pour telle ou telle région.

La répartition des activités qu'elle entraîne dépend de l'influence exercée dans le passé par certains facteurs susceptibles de connaître dans l'avenir des modifications.

Cependant, des analyses de son auteur, une idée est à retenir : la sélection d'activités de croissance pour lesquelles la valeur ajoutée des productions incorpore un pourcentage élevé de salaires.

Tout projet d'industrialisation demande la connaissance approfondie des structures de l'espace où il va s'appliquer.

Par rapport aux méthodes statiques, les méthodes dynamiques de sélection des industries présentent l'avantage d'une solution intégrée (elles considèrent simultanément les structures régionales et les structures des industries). Toutefois, elles conduisent plutôt à une expansion qui résulterait de l'implantation d'industries séparées. Or, dans certains cas, il serait peut-être plus efficace pour le développement des régions sous-développées d'introduire en même temps des industries groupées.

§ 2 : Les choix à retenir.

Un élément nouveau précède tout choix de développement concerne le désir des populations de participer plus directement à la préparation de leur avenir.

L'hostilité en regard du centre pour qui la région est depuis longtemps chasse gardée semble d'une manière plus ou moins ouverte faire tâche d'huile dans plusieurs pays développés.

Ce phénomène, est particulièrement sensible en France. Seuls paraissent y échapper deux pays : les Etats-Unis et l'Allemagne (et à un moindre degré la Suisse) où une décentralisation des décisions, résultat des institutions que se sont données leurs habitants entraîne un plus haut degré de consensus (XXIV).

L'obtention de ce consensus est indispensable, notamment dans les régions sous-développées, afin de modifier les comportements à tous les niveaux.

Ainsi, la manière dont il convient de valoriser ces territoires nécessite préalablement de reconsidérer le partage des responsabilités entre l'Etat et les régions, relatives aux décisions qui vont concerner l'amélioration du bien-être des habitants. Nos développements tant sur le partage des responsabilités que sur les possibilités de la valorisation des régions sous-développées se situent plus sur le plan des principes que sur le plan d'une méthode rigoureuse.

A - Le partage des décisions entre l'Etat et la région.

Sans aborder le débat sur la décentralisation qui a fait l'objet d'une nombreuse littérature où des maximalistes et des minimalistes s'affrontent (XXV), nous montrerons à partir de l'exemple français comment on peut concevoir le partage des décisions entre l'Etat et la région.

I°) - La décision en matière d'équipements.

Dans le cadre de la régionalisation du VI^e plan a été effectuée une classification des équipements en quatre grandes catégories fixant les dotations régionales d'autorisation de programme. Elle se présente de la manière suivante :

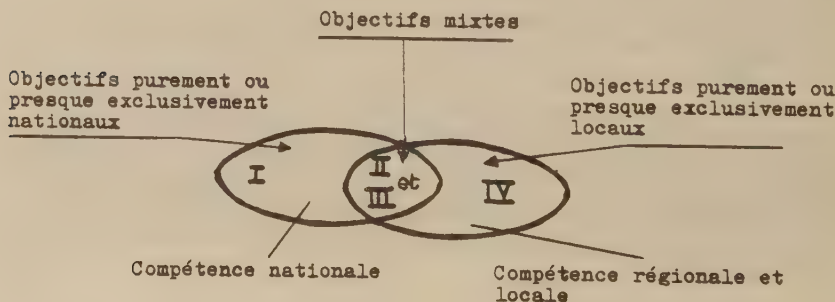
La catégorie I concerne les équipements d'intérêt national (aménagement de rivières et bassins, barrages, ports autonomes, autoroutes de dégagements urbains et voies express, nationales, grands aménagements régionaux et touristiques, centres hospitaliers, centres universitaires, etc ...). Les décisions sont du ressort des administrations centrales.

La catégorie II est formée par les équipements qui sont à la fois d'intérêt national, régional et local (ports de plaisance, routes nationales secondaires, Z.A.C., S.A.P.E.R. (XXVI) lycées, C.E.S., stations d'épuration, établissements hospitaliers, maisons de la culture ...). C'est entre le niveau régional et national que la planification est partagée.

La catégorie III représente les équipements d'intérêt départemental (écoles primaires, crèches, réseau départemental de voirie, services de protection contre l'incendie ...). Les départements et les communes sont responsables de la programmation ; la coordination étant assurée par la région.

La catégorie IV regroupe les équipements d'intérêt communal (voirie locale, jardins publics, bibliothèque municipale ...) qui ne mettent pas en cause les politiques nationales et régionales. Les collectivités locales sont responsables des investissements.

Le schéma qui suit synthétise les compétences respectives (XXVII) :



Cette classification met en évidence les différentes catégories d'équipements pour l'aménagement en fonction de leur portée spatiale et l'attribution des responsabilités. Elle est donc utile pour notre réflexion. Certes, sur le plan des principes, depuis la loi de 1972 instituant les régions on constate une modification par rapport à la situation antérieure(XXVIII). Néanmoins, doit-on considérer que sur le plan pratique, toutes les décisions lourdes engageant d'une manière irrévocable l'avenir doivent appartenir aux compétences nationales ?

L'Etat doit déterminer les schémas directeurs de l'aménagement. Cela nous semble logique et indispensable.

Dans cet ordre d'idées, la plupart des équipements de la catégorie I, notamment les grands axes routiers, les voies ferrées express, les grands ports, les autoroutes, les grands aménagements agricoles, touristiques industriels, et la construction de centrales nucléaires lui reviennent.

Ce dernier point est épineux. Le développement du nucléaire est indispensable pour pallier le déficit énergétique. Or, pour diverses raisons, les centrales font l'objet d'un rejet de la part des régions. Nous ne voyons pas comment sans l'autorité étatique ce problème pourrait être résolu.

Par contre, on peut concevoir pour l'Etat, un rôle d'orientation, d'impulsion et de coordination entre les diverses régions en ce qui concerne les équipements de la catégorie II ou III. Dans ces cas, la décision devrait être du ressort des régions (XXIX).

2°) - La décision en matière d'industrialisation.

Actuellement, la décision en matière d'industrialisation échappe en très grande partie à la périphérie. Les priorités sectorielles et spatiales sont prises en compte dans le Plan. Elles sont fixées par le centre. C'est encore lui qui détermine les aides pour l'aménagement industriel et qui les répartit entre les territoires dont il convient de stimuler la croissance. Il s'agit ici encore de décisions qui lient l'avenir.

Il ne nous semble pas opportun que l'Etat, dans ces domaines, puisse abandonner totalement ses prérogatives. Deux raisons principales militent en faveur de l'inopportunité d'un transfert de la décision au profit des régions.

La première résulte des risques non négligeables, de voir s'installer entre les régions une concurrence importante. Elle se trouverait particulièrement favorisée par le support décisif en matière d'équipements. Cette nouvelle concurrence pourrait aller à l'encontre de l'optimum économique. En effet, les complémentarités régionales risquent de n'être exploitées que d'une manière insuffisante. Dans cette situation, les régions avancées, se trouveront les mieux placées. Sur le plan national, les déséquilibres spatiaux seront accentués.

La seconde, découle des effets précédents. Elle est liée à l'harmonisation spatiale du développement qui implique une meilleure distribution des activités, des richesses et des populations dans le territoire national. Seul l'Etat, par son autorité peut y contribuer.

Toutefois, il nous semble que ce serait faire preuve de réalisme qu'une formule soit trouvée permettant aux instances régionales de participer plus activement à l'élaboration des choix.

Ainsi, par exemple, pour ceux relatifs aux activités qui serviront de support à la croissance des régions sous-développées il serait souhaitable d'associer certains élus à la prise de la décision. Ils pourraient donner des avis motivés par une meilleure connaissance des problèmes locaux et des désirs des populations. Les observations formulées permettraient d'approfondir la réflexion donc d'améliorer la portée de la décision (XXX). Pour les choix concernant la délimitation des aires de concentration industrielle (zones industrielles de grande et moyenne importance) l'Etat devrait intervenir pour éviter certaines incompatibilités avec les grands projets d'équipement nationaux ou régionaux.

Pour l'octroi des aides, le décret du 11 avril 1972 s'oriente vers une certaine déconcentration des décisions. Dans toutes les zones bénéficiaires de primes, l'instruction et la décision sont de compétence régionale (préfet de région) lorsque le montant de l'investissement ne dépasse pas 5 millions de francs. Ce seuil de déconcentration permet de faire traiter au niveau régional environ les 2/3 des primes de développement (XXXI). Ainsi, il est tenu compte de la critique unanime des entrepreneurs à l'égard d'une procédure jugée à la fois lourde et trop longue. On pourrait néanmoins prévoir le transfert de la décision aux instances représentatives de la populations dans les limites proches de celles sus-dites pour les différentes aides. L'Etat, par l'intermédiaire des préfets de région interviendrait pour assurer la cohérence avec les objectifs globaux. Les collectivités locales conserveraient la possibilité actuelle d'octroyer des aides complémentaires mais dans des conditions restrictives (XXXII).

3°) - Les conséquences d'un transfert des décisions.

Si le schéma de partage des décisions que nous avons esquissé comporte des avantages, il présente aussi certains inconvénients. Il convient de les préciser.

En accordant des compétences majeures aux régions, les équipements seront mieux adaptés aux besoins locaux dans l'espace et dans le temps. L'accélération des procédures d'étude des dossiers améliorerait l'utilisation des ressources. L'association des responsables régionaux aux choix industriels permettrait notamment de mieux résoudre le problème de l'environnement

(protection des sites) et des nuisances (pollution, bruit). Ces éléments sont loin d'être négligeables. Pendant trop longtemps le bien-être n'a été abordé qu'uniquement en termes économiques. Il convient de l'aborder aussi en termes psychologiques, afin d'obtenir une meilleure intégration de l'homme dans le milieu où il vit.

La participation des élus régionaux à la prise de décision, répond aux aspirations nouvelles. Elle susciterait par de nouvelles responsabilités une plus grande adhésion des populations et favoriserait l'évolution des comportements.

Les conditions préalables sont l'existence d'institutions réellement représentatives (election, comme en Italie, des conseillers régionaux au suffrage universel direct) (XXXIII) et surtout la mise à la disposition des régions des moyens financiers indispensables. En effet, sans pouvoir financier il ne peut y avoir de pouvoir de décision.

Les régions pourraient disposer de moyens financiers par le recours à des impôts spécifiques différents de ceux existants (taxes additionnelles sur le permis de conduire, sur les cartes grises, sur les droits de mutation). Cette solution comporte deux risques.

L'un, non négligeable, est de ralentir par l'augmentation de la pression fiscale l'activité économique.

L'autre est d'accentuer les disparités spatiales car, les régions riches disposeront de plus de moyens que celles qui sont pauvres et se trouveraient ainsi particulièrement avantagées.

Il est préférable que l'Etat intervienne directement pour l'affectation des moyens financiers à partir des ressources provenant des impôts nationaux actuels. Il lui appartiendra alors de fixer des clés de répartition permettant d'harmoniser spatialement le développement (XXXIV). Trois clés seraient à prévoir :

la première concernerait l'affectation entre les régions des crédits correspondants aux équipements des catégories II, III et IV (à mettre en place) (XXXV).

la seconde déterminerait la répartition des aides à l'industrialisation entre les régions sous-développées et les zones déprimées.

la troisième serait relative à la distribution de ces aides entre les régions sous-développées.

Les inconvénients d'un transfert de décisions de l'Etat à la région peuvent résulter de la manière dont celle ci répartira les fonds entre les départements. On risque de voir apparaître au niveau régional ce que nous avons constaté au niveau national : des affectations plus ou moins liées aux influences politiques, ou bien, une répartition plus équitable qui ne serait pas dictée par la rigueur d'une rationalité économique de portée régionale. Dans ce cas le saupoudrage qui en résulterait atténuerait l'efficacité des opérations.

Pour ces raisons M. PEYREFITTE a le sentiment que " la région est indispensable si elle crée un point de rencontre, où les départements, en la personne de leurs élus, apprennent à dépasser leurs rivalités. Ils ne le feront que si l'enjeu reste d'abord modeste, les pouvoirs limités (XXXVI). Ces inconvénients pourraient, en partie, s'éliminer en utilisant pour les départements des clés de répartition calquées sur celles des régions. Le risque du saupoudrage ne serait pas éliminé pour autant.

Malgré certains risques, la régionalisation des décisions en matière d'équipements et d'industrialisation nous paraît indispensable, tout au moins, pour celles qui concernent les régions sous développées. Un optimum resterait toutefois à fixer dans la décentralisation des décisions (XXXVII). Les nouvelles responsabilités permettraient de dynamiser les comportements. En même temps, la décentralisation de la décision publique pourra entraîner progressivement la décentralisation de la décision privée. Cette dernière permettrait un plus grand développement à l'échelon local des liens commerciaux entre les firmes importantes dont les sièges sont situés dans les régions riches et les entreprises autochtones.

B - La valorisation des régions sous-développées.

Par valorisation, nous entendons la manière dont l'Etat peut procéder pour accélérer le développement dans les régions retardées et, leur permettre de détenir dans l'économie nationale un rôle plus important. Cette valorisation doit commencer par ce qui représente, ou, qui est susceptible de représenter un atout naturel et, par les industries existantes. Cela ne sera pas toujours suffisant pour la création d'emplois. Aussi, l'introduction d'industries nouvelles s'avèrera, la plupart du temps, indispensable. Les caractéristiques (physiques, économiques, humaines) de chaque zone vont guider l'utilisation plus ou moins marquée de l'industrie comme moyen de développement.

I°) - L'utilisation des aptitudes naturelles et des industries locales.

L'exemple de certaines zones sous-développées italiennes et françaises est significatif pour les aptitudes qu'elles présentent sur le plan agricole et/ou touristique.

Dans certains cas, une spécialisation poussée et élargie à diverses productions du primaire, couplée avec des industries de conditionnement pourra assurer l'expansion locale. Il pourrait en être de même, dans d'autres cas, avec le développement du tourisme (XXXVIII).

Une politique de rénovation agricole qui permette d'augmenter les rendements et une politique d'adaptation des équipements publics et privés en matière touristique sont indispensables.

Avec la seconde solution (utilisation du tourisme), il serait préférable de prévoir la création d'emplois tertiaires (par les administrations de l'Etat, les assurances, les activités de recherche et d'informatique). Ces activités étant particulièrement dépendantes des moyens de communication, il s'agira de retenir pour leur emplacement des aires bien reliées avec l'extérieur ou, pouvant l'être à moindre coût (IXL).

Enfin, pour ce qui concerne les industries résidentielles il est souhaitable d'éviter de préserver au maximum celles physiologiquement soumises à des crises structurelles. La méthode des prévisions locales peut s'appliquer pour déceler les industries disposant de perspectives d'expansion de la demande régionale ou nationale intéressantes (XL). Dans un premier temps, l'Etat, par sa demande a la possibilité de favoriser des processus de modernisation qui amélioreront la productivité.

2°) - L'utilisation d'industries nouvelles.

C'est surtout dans l'utilisation d'industries nouvelles que réside la clé du développement des régions sous-développées d'un pays avancé. Leur choix est donc extrêmement important.

Pour assurer durablement l'industrialisation, la cible doit se porter sur les activités en expansion.

Un choix d'industries dont la demande est stagnante ou en déclin serait peu judicieux même lorsqu'elles permettent de créer rapidement un nombre élevé d'emplois. En effet, cette création se trouverait limitée dans un laps de temps très court. L'accent doit être mis sur le moyen et le long terme.

Il en serait de même pour des industries à technologie obsolète, demandant des investissements assez importants. Une incorporation rapide du progrès technique ne permet pas, dans certains cas, d'amortir dans des proportions satisfaisantes l'investissement. Les moyens financiers nécessaires pour maintenir les industries seront supérieurs aux prévisions initiales et ils feront défaut ailleurs.

Dans les secteurs en expansion, une sélection pourrait s'opérer dans la classe d'industries manufacturières caractérisées par de fortes " élasticités de croissance ", c'est à dire celles dans lesquelles la croissance de la production est plus que proportionnelle à l'augmentation de la valeur ajoutée par habitant. Semblent répondre à ces conditions (si l'on se base sur l'évolution récente des nations développées) la production de machines, du matériel de photo et médico-chirurgical, de matières

plastiques, de machines et d'appareils électriques, de matériel de transport, ainsi que les industries de la chimie, de la sidérurgie et de la transformation des métaux non ferreux. En effet, pour ces classes d'industries, l'élasticité de croissance a dépassé l'unité (XLI).

Toutefois, une simple extrapolation du passé n'est pas satisfaisante. Ainsi, les problèmes que connaît actuellement l'industrie de la sidérurgie dans certains pays n'encouragent pas à la retenir, tout au moins pour ses productions pondéreuses (XLIII). Pourtant, cette industrie a connu récemment une période faste. Aussi, pour chacune des industries citées précédemment, il faudra tenir compte d'une manière simultanée :

- 1 - des caractéristiques futures des échanges internationaux,
- 2 - du nombre et des caractéristiques des emplois créés,
- 3 - des liaisons interindustrielles.

Pour les échanges internationaux, il est à prévoir une concurrence plus accrue de la part de pays en voie de développement sur certains produits manufacturés. En effet, ils disposent d'un avantage considérable quant au coût de la main-d'oeuvre (XLIII).

Pour les nouveaux emplois créés, si leur nombre est un élément intéressant, leur nature (c'est à dire les types de qualification) l'est aussi. Des productions incorporant une part élevée de main-d'oeuvre qualifiée conserveront une bonne position concurrentielle. Par ailleurs, elles assureront véritablement l'élévation des revenus.

Ce dernier point est très important. Nous avons signalé que souvent les emplois créés dans les régions sous-développées ne demandent qu'une faible qualification (notamment dans l'appareillage électrique, les activités de montage de la mécanique). Le maintien de ces tendances superposerait au sous développement régional un sous développement salarial. Un développement basé sur la sous-qualification risque de perpétuer les inégalités (XLIV). Par contre, une part plus élevée d'emplois qualifiés s'accompagne automatiquement de rémunérations supérieures donc d'améliorations sociales.

Cela nous conduit à définir le profil des industries qu'il conviendra de retenir de préférence : ce sont des industries à output relativement riches en technique et en main-d'oeuvre qualifiée, visant un marché extra-régional. En même temps, on pourrait utiliser des industries qui, dans un proche avenir exerceront un rôle moteur sur la croissance (industries appartenant aux secteurs des télécommunications, de l'énergie, de la biochimie).

Enfin, l'analyse des relations interindustrielles permettrait de déceler les types d'investissements à effectuer d'une manière rapprochée dans le temps et dans l'espace.

On créerait ainsi les conditions d'une croissance régionale stimulée par les liaisons techniques des entreprises locales.

3°) - La programmation de l'industrialisation.

L'industrialisation des régions sous-développées pourrait se programmer pour la réalisation de certains investissements dans quelques zones.

Un nombre réduit de zones comprenant un certain noyau humain seraient appelées à jouer le rôle de pôle de croissance en y favorisant la création d'industries liées. On pourrait, par exemple, les situer près de quelques villes relativement importantes.

D'autres zones (comprenant, par exemple, des villes moyennes) exerceraient un rôle de relais dans la propagation du développement. Elles seraient destinées à devenir des centres de croissance par l'installation d'industries à output riches en main-d'oeuvre et en technique (XLV). Ce choix est possible, car, l'implantation de ces industries n'est pas toujours conditionnée par la présence d'autres activités, de plus, leurs contraintes de localisation sont moins sévères (XLVI).

Divers investissements resteraient néanmoins à prévoir pour créer des petites industries (notamment agrico-alimentaires) dans les zones rurales.

Ainsi, la population serait fixée dans l'espace d'une manière plus équilibrée. Ces objectifs pourront être atteints par des moyens appropriés, notamment, par un développement de la formation professionnelle, une politique d'aide qui favoriserait la concentration des investissements dans les zones mentionnées et qui privilégierait la création d'emplois qualifiés.

Cette politique exige des ressources financières importantes. Les modalités de sa réalisation vont dépendre de l'impact du sous-développement régional dans la nation (exprimé en termes de population et en termes d'écarts de la valeur ajoutée et du revenu des résidents, par rapport aux moyennes nationales).

Dans la meilleure des hypothèses, on pourrait prévoir une action simultanée. Néanmoins, la plupart du temps il s'agira de fixer des priorités parmi les différentes zones. Pour accélérer le développement il serait peut-être préférable de retenir celles qui présentent les meilleures dispositions structurelles et humaines.

Le développement des régions sous-développées d'un pays avancé ne peut s'organiser qu'à partir d'une analyse détaillée des structures faisant apparaître leurs forces et leurs faiblesses respectives.

On pourrait déceler ainsi, certains types d'industries susceptibles de s'y intégrer correctement. Leur revalorisation peut dans certains cas, résulter de l'exploitation d'industries existantes. Pour les zones touristiques ou celles qui ne figureraient pas parmi les prioritaires pour l'industrialisation, l'amélioration de la situation locale pourrait s'obtenir à partir de la création d'emplois tertiaires.

Des prévisions sur le plan régional resteraient à effectuer pour déterminer le nombre de postes de travail qui, à moyen terme, compenserait (avec des écarts satisfaisants) la demande. Une comparaison avec la situation initiale du marché de l'emploi mettrait en évidence les postes à créer (XLVII). Cependant leur nombre doit être supérieur à celui obtenu de la sorte. En effet, le développement risque d'agir d'une manière destructrice sur un certain nombre de petites entreprises (XLVIII).

Section II : Vers un réaménagement de la politique d'aide.

L'analyse des effets des principales aides directes nous a permis de vérifier certaines inadaptations. Ainsi, l'avantage est plus grand pour les activités fortement capitalistiques. Or, leur contribution à la création d'emplois est limitée. De plus, l'avantage n'est pas substantiel, pour toutes les localisations dans les régions sous-développées. Des corrections pourraient être faites aux systèmes d'aides utilisés, par exemple, en les modulant différemment entre les secteurs. Cela supposerait une grande homogénéité des entreprises de chaque secteur ce qui est rarement le cas dans une économie. En pratique, les inadéquations précédentes se retrouveraient dans cette hypothèse.

Pour peser suffisamment sur les décisions individuelles des entrepreneurs, l'aide doit agir sur les motivations fondamentales : assurer à la firme dans la localisation choisie, le profit et la croissance. Il faut donc alléger plus les charges d'exploitation de l'entreprise et favoriser la multiplication à l'échelon local des liens commerciaux. L'allègement peut s'obtenir en réduisant le coût de la main-d'oeuvre. Le choix de cette formule est d'autant plus séduisant qu'elle permet au chef d'entreprise d'en déterminer facilement son impact. Elle faciliterait la création d'activités dont le quota des salaires par rapport à la valeur ajoutée serait élevé. Nous préconisons d'utiliser l'allègement, parallèlement aux autres aides financières et fiscales encore en vigueur dans les pays étudiés.

Nous montrerons d'une part, de quelle manière la réduction du coût du travail peut s'envisager pour concilier à la fois les intérêts de l'entreprise et de l'aménagement de l'espace et, d'autre part, quelle doit être l'action que doit mener simultanément l'Etat.

§ 2 - L'allègement des charges d'exploitation de l'entreprise.

Pour M. le Professeur FONTANEAU, l'allègement d'un impôt sur l'investissement n'incitera réellement l'entrepreneur à investir qu'en franchissant un certain seuil (IL). Cette idée est intéressante à retenir pour l'aide au développement des espaces retardés. L'aide, doit se traduire par un avantage suffisant et perceptible. De plus, elle doit stimuler la création d'activités saines, tout en agissant dans deux directions: limiter les investissements dans les aires sur-développées, entraîner leur augmentation dans les espaces défavorisés.

L'application d'un système combinant des primes et des pénalités traitant différemment selon leur localisation la création d'emplois nouveaux répondrait à ces conditions. Les propositions et les essais d'aide s'inspirant de ces principes nous permettrons de proposer un stimulant basé sur la réduction des charges salariales valorisant les emplois créés.

A - L'orientation spatiale de l'investissement par une combinaison primes-pénalités.

L'objectif est d'atténuer les flux d'investissements vers les centres développés et de les augmenter en direction des zones sous-développées. Un levier d'action utilisant la fiscalité a été proposé ; un levier d'action axé sur la " détaxation " a été employé.

I°) - Le levier proposé : la fiscalité.

L'idée directrice est de moduler les aides et les pénalités basées sur un impôt, par des coefficients prenant en considération le degré de sous-développement ou de concentration industrielle de l'espace. C'est l'application pour le développement régional d'un schéma plus général d'incitation proposée par M. BAUMOL.

a) - Le schéma général d'incitation de M. BAUMOL

Pour M. BAUMOL les entreprises devraient être détaxées ou taxées selon que l'accroissement de leur valeur ajoutée par rapport à l'année précédente est supérieur ou inférieur à l'augmentation du revenu national ou de la valeur ajoutée globale pendant la même période (L).

Comme il résulte du tableau ci-dessous, en supposant un taux de croissance moyen de la valeur ajoutée de 5 %, toutes les firmes devraient payer un impôt additionnel sur la valeur ajoutée de 1 %. Les entreprises dont la valeur ajoutée a augmenté dans l'année par rapport à celles précédente de 5 % bénéficieraient d'une réduction de cet impôt de 1 % de manière à en être exemptées.

Ces réductions diminuent à mesure que la valeur ajoutée connaît un accroissement de plus en plus faible jusqu'à devenir nul lorsque la valeur ajoutée stagne. Un dégrèvement fiscal progressif est parallèlement accordé pour une valeur ajoutée supérieure à l'augmentation moyenne nationale (5 %).

Taxation et détaxation des variations de la valeur ajoutée.

Augmentation de la V.A.	Impôt additionnel sur la V.A.	Réduction de l'impôt sur la V.A.	Taxation (-) dégrèvement (+) en % de la V.A.
0	1	0,0	- 1,0
1	1	0,2	- 0,8
2	1	0,4	- 0,6
3	1	0,6	- 0,4
4	1	0,8	- 0,2
5	1	1,0	0
6	1	1,2	+ 0,2
7	1	1,4	+ 0,4
...	...	...	...
20	1	4,0	+ 3,0

Ce schéma d'incitation devrait, pour son auteur, faciliter le développement économique sans que l'Etat ait à utiliser des pratiques autoritaires. En stimulant, par la fiscalité, certaines firmes à augmenter leur production, des processus cumulatifs de croissance sont déclenchés. Ils toucheront notamment les entreprises qui produisent des biens d'équipement. La croissance de la production globale permettrait la distribution de revenus plus élevés qui alimenteront la demande, l'investissement, la production à des niveaux supérieurs etc... Autrement dit, l'effet recherché par ce schéma de taxation et de détaxation est d'inciter des entreprises à majorer leur production pour qu'elles exercent de proche en proche un effet général d'entraînement susceptible de profiter en même temps aux firmes peu sensibles à l'outil fiscal.

Bien que séduisant, ce système accentuerait les tendances aux concentrations horizontales et verticales. M. FORTE considère qu'elle faciliterait le développement déséquilibré car sur le plan spatial, le schéma tendrait à favoriser les régions à développement rapide donc celles avancées (LI).

b) - La transposition au développement des régions sous-développées de FUA et SYLOS-LABINI.

Un instrument d'orientation des localisations calqué sur les principes du schéma de BAUMOL est proposé par M.M. FUA et SYLOS LABINI (LII).

Pour ces auteurs, il s'agit de diversifier les taux d'après le niveau du développement des régions. Les entreprises qui choisiraient une implantation dans les zones les plus déshéritées obtiendraient l'aide la plus élevée. Par contre, celles qui s'installeraient dans les régions présentant des symptômes de saturation seraient pénalisées.

Dans leur système, l'aide ou la pénalité peut prendre la forme d'un dégrèvement ou d'une majoration du taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée et ce, pendant dix ans (LIII).

Les régions sont classées en fonction du degré d'industrialisation. Les taux des aides et des pénalités sont adaptés à l'échelle ainsi constituée. Préalablement fixés, ils s'appliqueraient à la nouvelle opération pendant dix années. Pour mieux adapter le processus de développement, les taux pourraient être modifiés à partir des résultats acquis à l'issue de chaque période biennale. Les modifications toucheraient les nouvelles opérations, les autres restant soumises aux taux précédemment en vigueur au moment de leur réalisation .

Ce système d'aide paraît particulièrement intéressant pour l'aménagement spatial.

Puisqu'à partir d'un certain seuil de concentration urbaine et industrielle, il en résulte des externalités négatives et des inconvénients sociaux, il est logique de pénaliser toute opération qui contribuerait à l'accentuation de l'encombrement (LIV).

La politique d'industrialisation des régions retardées est ainsi intégrée dans le cadre de la politique d'aménagement industriel de tout l'espace national.

Avec un tel système on agit directement dans les deux sens : les processus de concentration dans les centres d'appel traditionnels seront découragés par contrecoup, les localisations dans les régions défavorisées facilitées.

Le principe d'une révision périodique du taux de dégrèvement ou de la pénalité est judicieux. En effet, il serait possible de pallier telle déficience ou tel excès des processus d'industrialisation. La politique d'aménagement spatial serait alors techniquement et stratégiquement complète.

L'adoption d'un système semblable nous conduit, néanmoins à formuler quelques réserves.

Le classement du niveau d'industrialisation des régions implique le choix d'une région " moyenne " à partir de laquelle s'établirait l'échelle des dégrèvements et des pénalisations.

Cette simplification conduit à décourager des localisations dans des territoires qui ne connaîtront pas forcément un

surplus d'industrialisation. Elle ne tient pas compte de la discontinuité réelle de l'espace.

Si nous estimons que l'aménagement doit s'inspirer de l'équité, l'efficacité ne doit pas être négligée. De ce fait, il serait antiéconomique de traiter de la même manière tous les espaces des régions placées au dessus de la région " moyenne ". Mais plus que sur des régions, il serait préférable que les espaces fassent l'objet d'un classement par zones.

La pénalisation doit uniquement concerner celles qui sont saturées ou proches de la saturation. Le problème essentiel consiste à fixer un seuil optimal de concentration industrielle et urbaine désavantageux à faire franchir pour la collectivité. Nous avons montré, en particulier, que pour les concentrations urbaines, les rapports varient de 1 à 4 et, parfois plus (LV). Il faudrait lever l'indétermination entre ces bornes.

2°) - L'outil employé : la " détaxation " du travail.

a) - Les raisons de ce choix.

Il semblerait, que, pendant une grande partie de l'intervention, les Responsables de la politique d'aménagement n'aient pas envisagé, surtout en Italie, l'utilisation d'une aide spécifique et durable à la main-d'œuvre à cause de deux raisons principales.

Premièrement, le désir d'asseoir l'industrialisation dans les régions défavorisées sur des bases productives évoluées. Les activités à fort coefficient de capital nécessitant une technologie avancée ont été préférées aux activités à faible coefficient de capital supposées avoir des taux de productivités insuffisants et d'être, de ce fait, moins armées devant la concurrence internationale. L'exemple des choix industriels du Midi jusqu'en 1967-1968 est à cet égard significatif.

Deuxièmement, les différences entre les niveaux des salaires pratiqués dans les régions retardées et les autres régions rendaient superflue l'aide au travail. Les entreprises opérant dans les espaces sous-développés bénéficiaient automatiquement d'une réduction des coûts de la main-d'œuvre.

Ces raisons ne trouvent plus la même justification.

En effet, actuellement la pression syndicale est nettement supérieure à celle existant dans les régions sous-développées, il y a 5 ou 6 ans. Il en résulte, notamment dans les grandes entreprises, une certaine tendance vers l'égalisation des rémunérations dans tout l'espace national. Parfois cette tendance est stimulée par l'Etat (exemple de la suppression en Italie des grilles salariales).

A partir du moment où l'un des objectifs de l'aménagement du territoire est l'équité, l'Etat doit mettre tout en œuvre pour

aboutir à une meilleure égalisation des rémunérations dans l'espace national. Il ne serait pas moral de compter sur le maintien d'un stimulant permanent résultant automatiquement des niveaux des salaires inférieurs pratiqués dans les régions attardées.

En outre, comme le souligne M. MOMIGLIANO, l'évolution des technologies et des structures industrielles met en évidence une corrélation de moins en moins sûre (sauf dans quelques secteurs spécifiques) entre des coefficients de travail élevés (et de faibles coefficients de capital) et une productivité insuffisante. Ainsi, les grandes industries mécaniques à technologie avancée ont aujourd'hui des coefficients de travail plus forts et des coefficients de capital plus faibles que dans beaucoup de firmes appartenant à d'autres secteurs (par exemple textile, ciment, céramique) que l'on ne peut caractériser par des niveaux de progrès technique, de productivité et de compétitivité supérieurs (LVI).

Enfin, en primant le travail les surplus de main-d'oeuvre peuvent se résorber plus facilement.

b) Les applications.

C'est en Grande-Bretagne que nous trouvons un premier exemple d'orientation sectorielle et spatiale des investissements par un traitement différencié du coût du travail.

Afin de faciliter le transfert de main-d'oeuvre du secteur tertiaire encombré au secteur secondaire qui connaissait une pénurie de travailleurs, une taxe sur la main-d'oeuvre a été appliquée en 1966 (Selective Employment Tax) (LVII).

Les entrepreneurs étaient imposés sur l'effectif employé, les recettes faisant l'objet, en très grande partie, d'une redistribution. Plus précisément, la taxe frappait la construction, la distribution et les services. Les collectivités locales, les firmes nationalisées, les transports et l'agriculture se trouvaient remboursés. Les industries manufacturières bénéficiaient d'une prime. Par ailleurs, les établissements localisés dans une zone de développement obtenaient une surprime.

Si la Selective Employment Tax permettait de taxer les agglomérations particulièrement surchargées d'activités tertiaires, notamment celle de Londres, les régions déprimées (Ecosse, Pays de Galles) se trouvaient moins encouragées que les régions en expansion (Midlands).

La combinaison de la taxe avec la surprime semble avoir profité essentiellement aux firmes utilisant abondamment de la main-d'oeuvre mais aussi à celles qui l'employaient d'une manière inefficace (LVIII).

Nous avons vu que, peu après, (vers la fin de 1968, l'Italie s'est engagée vers une aide à la main-d'oeuvre sous la forme

d'une réduction directe des charges salariales pour les nouveaux emplois créés dans le Midi (LIX).

Cette disposition permettait de réduire les coûts de production dans des proportions de l'ordre de 3 % à 6 % selon les coefficients de travail de chaque entreprise.

Initialement conçue à des fins structurelles, cette exonération a rapidement glissé vers des préoccupations conjoncturelles.

En effet, la réduction a été étendue à toutes les firmes localisées dans cette zone. Actuellement l'exonération de cette charge est totale sur la part des contributions correspondant à l'accroissement des effectifs des entreprises. Il est à craindre que les économies permises de la sorte n'entraînent pas des substitutions suffisantes de la main-d'oeuvre par du capital. On risque de la sorte de faciliter la création d'un système productif particulièrement sensible devant la concurrence provenant de firmes situées dans les régions développées ou d'entreprises étrangères (bien que située sur un plan différent, l'exemple anglais de la Selective Employment Tax et de la surprime à l'industrie ne prêche pas pour une aide appliquée de cette manière) ; ou bien de voir la multiplication d'activités techniquement évoluées ayant besoin d'un personnel important, notamment féminin, (appareillage électrique, ateliers de montage mécanique, plastiques, céramiques etc ...) peu qualifié exécutant des tâches sommaires. Dans ce cas, on déboucherait sur une division régionale du travail, où les travaux nobles seraient en très grande partie exécutés dans les régions développées, les autres dans les espaces attardés. D'une situation de sous-développement régional on glisserait vers un état de sous-développement salarial permanent. Les progrès suscités ne seraient que partiels.

Un système d'aide combinant des primes et des pénalités permettrait une meilleure redistribution des activités dans l'espace (le nombre de concentrations à pénaliser étant limité).

Il pourrait être basé sur un impôt comme la valeur ajoutée ou sur une réduction du coût du travail. Il serait préférable que l'Etat s'oriente vers ce dernier domaine. Les effets des systèmes d'aide au travail utilisés, nous conduisent vers une application différente de cette aide.

B - Proposition d'une forme nouvelle d'aide axée sur la valorisation des emplois.

La création d'emplois dans les régions défavorisées rend indispensable une politique d'aide au travail différente de celle qui a été ou qui est appliquée.

Elle doit, d'une part, permettre une meilleure égalisation spatiale des rémunérations, et, d'autre part, asseoir l'industrialisation sur des bases solides. La création d'un nombre plus élevé de postes de travail qualifiés répond à ces conditions.

1°) - Les critères de l'aide au travail.

L'aide au travail doit être envisagée dans deux directions: les individus et les entreprises. Nous avons constaté, au niveau des personnes, le désir grandissant de trouver un emploi et de vivre dans le terroir d'origine. Ce phénomène est général quel que soit le niveau de formation et quel que soit l'espace d'appartenance. Il va à l'encontre de la mobilité géographique des travailleurs.

En favorisant l'expansion de l'emploi local, l'Etat va au devant de ces aspirations. Il est évident que les mécanismes du marché ne permettront que très rarement d'arriver à un équilibre local ou régional entre offre et demande de travail.

Il faudra toujours compter sur une certaine mobilité spatiale ou professionnelle pour réaliser les ajustements nécessaires. Son obtention implique de vaincre les nombreuses résistances au changement (LX).

On pourrait, peut être (et ce n'est qu'un exemple) atténuer les résistances des individus en doublant l'indemnité de déplacement versée actuellement en France et à laquelle s'ajouterait une prime d'installation forfaitaire par personne déplacée (salarié et membres de sa famille (LXI)).

On pourrait, aussi, exonérer ces personnes pendant plusieurs années de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour la part relative au travail salarié, ainsi que des impôts locaux.

Ces aides à la mobilité géographique seraient automatiquement accordées aux salariés qui suivraient leur entreprise dans une opération de décentralisation.

Les conditions d'octroi de ces avantages pour les salariés qui ont perdu leur emploi à l'issue d'une cessation d'activité de leur firme, d'une réorganisation ou d'une compression de personnel, doivent être plus strictes. Il s'agit, en effet, d'atténuer les charges de l'assurance chômage donc la durée de la période d'inactivité.

On pourrait prévoir une concession totale des aides à la mobilité pendant un délai de six mois au maximum, après la première communication par une agence nationale de l'emploi d'une offre de travail correspondante à la qualification de l'intéressé (ou des intéressés quand la femme travaille aussi) à la condition que le nouveau domicile du salarié soit séparé d'une certaine distance de l'ancien (LXII). Passé ce délai, seule serait accordée l'indemnité de déplacement.

Il nous semble que de cette manière on éviterait des phénomènes d'attentisme coûteux. Les économies réalisées de la sorte permettront de compenser, en partie, les charges que supportera la collectivité pour l'aide à la mobilité.

Au niveau des entreprises, une réduction des charges salariales pour les nouveaux emplois créés dans les régions sous-développées représenterait le stimulant complémentaire aux aides financières et fiscales. Elles pallieraient leurs inconvénients.

Le décalage qui existe la plupart du temps dans ces régions entre les besoins de la firme et les aptitudes immédiates de la main-d'oeuvre locale, est un handicap qu'il convient d'éliminer.

Souvent les unités de production sont obligées de former leur personnel. Ainsi, en France, 52 % des établissements l'ont fait pour plus de 50 % de leurs ouvriers spécialisés et 45 % des établissements pour plus de la moitié de leurs ouvriers professionnels (LXIII).

Certes, une aide est prévue dans ce domaine aussi bien en Italie qu'en France. Il est donc primordial de développer à fond la formation à tous les niveaux et de subventionner, dans l'attente, les entreprises qui l'assurent.

De toute manière, il faut tenir compte que pendant une certaine période suivant l'embauche le rendement du salarié est limité. Toutes les activités sont confrontées à ces problèmes. Néanmoins, cet inconvénient est majeur pour celles établies dans les régions attardées. La réduction des charges salariales compenserait aussi l'action de formation et les pertes initiales dans le rendement.

2°) - L'intérêt de la liaison des primes à la qualification.

Ce choix serait adapté à certaines activités dont nous avons préconisé l'implantation dans les espaces retardés.

En accordant des dégrèvements plus forts pour des niveaux de qualification supérieure, la promotion interne des salariés serait favorisée.

Selon sa dimension, l'entreprise aurait intérêt à mettre en place un système de formation continue qu'elle assurerait soit directement, soit par l'intermédiaire de l'État ou de la région. La promotion sociale qui en découlerait représenterait un véritable progrès pour la situation des travailleurs.

L'entrepreneur aurait la possibilité de déterminer d'une manière plus précise les économies réalisées sur le coût de la main-d'oeuvre. Déjà substantielle dans les régions sous-développées elle se trouverait majorée dans le cadre d'une comparaison entre localisation dans les zones de forte concentration industrielle et les zones à faible niveau d'industrialisation.

Cela irait dans le sens d'une meilleure concrétisation de l'aide.

En stimulant la création d'emplois qualifiés, l'entreprise se dynamise. Il lui sera plus facile d'innover et d'adapter rapidement ses processus de production à l'évolution des techniques donc de conserver une position concurrentielle correcte.

Par conséquent le système économique national serait basé sur des structures plus efficaces. Le choix des productions nécessitant de fortes qualifications de la main-d'oeuvre les mettrait à l'abri de la nouvelle concurrence provenant des nations en voie d'industrialisation.

Certes, on débouche à ce stade sur une vision générale de l'industrialisation, tenant compte des modifications futures dans les structures du commerce international (LXIV). Cela exige bien l'utilisation de l'avantage dont dispose un pays avancé par rapport aux pays en voie de développement une population active plus instruite dont il convient d'améliorer la qualification.

2°) - L'application d'un modèle de différenciation spatiale du coût de la main-d'oeuvre.

A la fin de l'année, une déclaration spécifique des salaires versés mettant en évidence la masse salariale par niveau de qualification et les effectifs correspondants serait effectuée par les firmes opérant dans les zones primables et les zones soumises à des pénalisations.

Pour la première catégorie de firmes afin de faciliter les contrôles, quatre grands groupes de niveau de qualification pourraient s'utiliser. Ils comprendraient par exemple, les ouvriers spécialisés, les ouvriers professionnels, les agents de maîtrise et les ingénieurs. De la même manière, une classification du personnel administratif nécessaire au fonctionnement normal de l'activité serait effectuée. Les salaires versés à ces catégories de salariés ainsi que leurs effectifs s'agrégeraient à la classification précédente.

Les dégrèvements seraient, par exemple, accordés dans la zone la plus défavorisée, pour chaque emploi transformé ou nouvellement créé comme suit (LXV).

Dégrèvements des charges salariales.

Niveau de qualification	Réduction des charges salariales en %	
	transformation intérieure d'emplois	création d'emplois
Niveau I : OS et assimilés	-	x
Niveau II : OP et assimilés	x + 2	x + 3
Niveau III: Agent de maîtrise et assimilés	x + 4	x + 5
Niveau IV : Ingénieurs et assimilés	x + 6	x + 7

Par transformation intérieure d'emplois, nous entendons l'augmentation du nombre de salariés de niveau II à IV sans que l'effectif total de l'entreprise ne soit modifié. Ou bien, un nombre de salariés de niveau II à IV supérieur au nombre précédent en cas de réorganisation interne entraînant globalement une réduction des effectifs.

Dans le premier cas (stagnation des effectifs), si le nombre à une date t_0 est de 50 se décomposant entre 25 emplois de niveau I, 15 emplois de niveau II, 5 emplois de niveau III et IV, et, si l'année suivante, t_1 , la répartition devient 20, 19, 6 et 5, l'entreprise pourrait obtenir une réduction des charges sur les salaires versés pour les 4 emplois supplémentaires de niveau II, et sur l'emploi supplémentaire de niveau III.

Dans le second cas (réduction des effectifs), si en t_1 le nombre d'emplois de niveau I, II, III, IV, est respectivement de 5, 20, 15 et 5 la réduction serait accordée pour les 5 emplois supplémentaires de niveau II.

Par exemple, une formule simplifiée permettrait d'appliquer facilement le dégrèvement (hypothèse de stagnation, de réduction, d'augmentation des effectifs résultant d'une extension).

Si S_0 et S_1 représentent les masses salariales versées pour le même niveau de qualification les années t_0 et t_1 , N_0 et N_1 les effectifs (avec $N_1 > N_0$), la différence $S_1 - S_0$ est égale aux rémunérations octroyées pour les emplois supplémentaires de la catégorie.

Avec un dégrèvement des charges salariales égal à $\frac{T}{100}$, la réduction (R) à effectuer pour chaque catégorie s'assimilerait à l'expression suivante :

$$R = (S_1 - S_0) \frac{T}{100} .$$

Pour la création d'emplois dérivant de l'installation d'un établissement nouveau on appliquerait directement les coefficients de la grille sur les salaires versés la première année.

Dans les zones comprises dans les régions développées serait appliquée, sur les nouveaux emplois créés dans le secteur industriel et tertiaire (activités d'informatique, d'assurance, bancaires, d'administration de l'Etat, activités d'études et de recherche) une majoration unique $\frac{m}{100}$ croissante selon le degré de concentration.

Si S'_0 représente la masse salariale versée en t_0 et S'_1 la masse salariale versée en t_1 , la majoration à verser par l'entreprise M deviendrait :

$$M = (S'_1 - S'_0) \frac{m}{100} .$$

Par rapport aux zones pénalisées, l'économie réalisée sur les coûts de la main-d'oeuvre dans celles primables devrait se situer dans une fourchette comprise entre 10 % et 15 %. La durée d'application de ce système devant être assez longue (16 ans), les taux pouvant faire l'objet d'un ajustement tous les 4 ans en fonction des résultats obtenus (LXVI). A l'issue de cette période, seule la majoration serait maintenue.

Il est souhaitable que la politique d'aide s'appuie aussi sur le travail. Une aide au travail permettant la création d'un nombre plus élevé d'emplois qualifiés et qui favoriserait en même temps la promotion du salarié serait compatible avec l'efficacité économique et l'équité sociale. Le système de dégrèvement de charges salariales proposé axé sur la qualification, couplé avec une majoration de ces mêmes charges dans quelques zones de fort développement va dans ce sens. Il pourrait s'appliquer aussi pour la création de certaines catégories nobles d'emplois du tertiaire (LXVII).

§ 2 - L'action parallèle de l'Etat.

L'analyse de la localisation des activités a montré que l'utilisation d'aides directes ne saurait assurer l'expansion des

régions sous-développées si les infrastructures n'y sont pas au moins aussi adaptées que dans le restant du territoire et si l'environnement économique n'est pas favorable. Il est indispensable que l'Etat prenne véritablement ces éléments en considération. Il doit équiper les régions, lancer et accompagner leur développement. Pour ces deux dernières fonctions, il dispose de leviers d'action qui, comparativement aux aides directes peuvent s'avérer moins coûteux.

A - L'affectation des crédits d'équipement.

Un problème important se pose à l'Etat, c'est celui du partage des crédits d'équipement entre les différentes parties de l'espace national (LXVIII). En effet, s'il doit atténuer dans des fortes proportions les écarts de développement par les équipements entre les régions pauvres et les régions riches, l'Etat reste tributaire d'une certaine localisation des populations dont il convient de satisfaire correctement les besoins collectifs.

Sans développer particulièrement ce point, nous montrerons à partir de l'affectation récente des crédits faite en France, la nécessité de trouver une meilleure clé de répartition.

1°) - Un essai de compromis : les affectations de crédits d'équipement pour le VI^e plan.

En France, un certain compromis entre le désir d'assurer l'expansion des régions sous-développées et des zones déprimées et celui de satisfaire les besoins des autres espaces a été réalisé pour la répartition des autorisations de programmes régionaux relatifs au VI^e plan (LXIX).

La méthode utilisée revient à affecter le volume total des autorisations de programme selon deux grandes séries de critères des critères à caractère égalitaires, des critères à caractère volontariste.

Les premiers ne font pas intervenir les grandes options de la politique régionale. La part égalitaire a pour but de satisfaire des besoins liés aux données démographiques et urbaines ; 80 % ($\frac{4}{5}$) des crédits lui sont affectés.

Les seconds privilégient certaines régions conformément aux orientations de l'aménagement du territoire. C'est ainsi que dans la part volontariste, quatre sous-parts sont destinées : à l'industrialisation, à la conversion, aux métropoles et au bassin parisien, et pour la dernière à l'Ouest, la Corse et le Massif Central (LXX).

En analysant les affectations d'autorisation de programme MM. PRUD'HOMME et ALLOUCHE mettent en doute le caractère volontariste de la répartition des crédits d'équipement (LXXI).

M. DUPUIS, compare les objectifs fixés dans le Plan et les investissements correspondants réalisés. Il dégage des liaisons

statistiques entre investissements publics et variables représentatives de la situation économique des régions. Ces liaisons statistiques sont ensuite comparées aux objectifs définis par le Plan pour juger la répartition régionale des crédits publics (LXXIII).

Ses principales constatations sont les suivantes :

- pour l'équipement scolaire, la répartition des dépenses semble liée à la population des régions (conformité avec le Plan)
- pour l'équipement sanitaire et social la répartition favorise à la marge, les régions dont le niveau de revenu est plus élevé (le plan avait prévu un effort de rattrapage en faveur des régions les plus défavorisées)
- pour l'équipement agricole, la répartition paraît conforme aux objectifs, (les travaux d'aménagement ont été effectués dans les grandes régions agricoles)
- pour l'équipement des postes et télécommunications, la répartition des investissements va dans le sens d'un renforcement des disparités régionales de croissance (le Plan mettait un accent prioritaire sur les télécommunications pour toutes les régions).

" Au total, la répartition régionale des investissements publics, apparaît assez peu aller dans le sens d'une correction des disparités régionales de développement ... la puissance publique atténue, mais sans les résorber, les processus de développement inégal des régions (LXXIII).

Ces constatations sont intéressantes. Elles montrent la nécessité d'utiliser des clés de répartition différentes si l'on veut réduire véritablement les disparités de développement.

2°) Pour un dépassement du compromis.

L'investissement public exerce des inductions immédiates sur les activités résidentielles (en particulier le bâtiment, les travaux publics et les services) et rend le milieu plus attractif vis à vis des industries. L'analyse de la localisation des activités a d'ailleurs permis de vérifier l'importance qu'attachent les entrepreneurs aux infrastructures. Il est donc indispensable qu'un effort particulier d'investissement soit fait en faveur des régions sous développées et surtout dans les espaces ou le sous-développement s'y trouve généralisé, notamment dans le domaine des communications et des télécommunications.

S'il est logique que sur le plan national, la répartition des crédits d'équipement dépende de la population régionale initiale, des variations prévues, du taux d'urbanisation, un coefficient de pondération de 4/5 paraît trop important. En effet, on favorise ainsi les régions développées et la concentration urbaine.

Par la même occasion, une part volontariste supérieure à $\frac{1}{5}$ de la dotation globale permettrait d'affecter aux sous-parts

relatives à l'industrialisation et à la conversion des moyens susceptibles de modifier plus rapidement les structures régionales.

Le partage des crédits doit avoir une plus grande fonction correctrice des disparités. Elle exige la prise en compte de données autres que les démographiques.

M. GENDARME propose, à juste titre, de retenir dans la part égalitaire, à côté de données démographiques des instruments comme le revenu régional par tête, ou bien, les écarts constatés entre les objectifs et les réalisations du Plan (LXXIV).

M. VOLPATO propose un modèle de répartition des aides de l'Etat pour harmoniser la croissance des régions. Il attribue le même poids à l'atténuation des disparités qu'à l'expansion globale de toutes les régions d'un pays. Malgré les limites du modèle (difficulté de déterminer d'une manière précise les bénéfices sociaux des opérations décidées par l'Etat), la méthode utilisée pourrait trouver une application intéressante dans l'affectation des crédits d'équipement (LXXV).

Depuis KEYNES, l'investissement public est devenu une arme anticyclique. Elle est aussi indispensable pour préparer le développement des régions retardées. Néanmoins, cela exige qu'au niveau national soit fixée une clé de répartition des crédits d'équipement réellement volontariste.

B - Les supports immédiats pour l'industrialisation.

Actuellement, l'une des caractéristiques des économies de plusieurs pays européens est la coexistence dans l'appareil productif d'un secteur privé avec des firmes nationalisées ou contrôlées par l'Etat. Les firmes dirigées par celui-ci tiennent une place non négligeable. Ainsi leur contribution à la valeur ajoutée de l'industrie est, par exemple proche de 14 % en Autriche, de 12 % en Italie et en Suède, de 11 % en France, de 10 % dans les Pays-Bas et la Grande Bretagne, de 9 % en Norvège.

En même temps, l'Etat détient dans ces pays d'une fonction consommatrice qui se traduit par la passation de marchés publics notables (de 6 % à 10 % de la Production Intérieure Brute). Avec les entreprises publiques, l'Etat dispose d'un moyen permettant de lancer l'industrialisation et, avec ses commandes, d'un instrument qui peut servir de support d'accompagnement à l'industrialisation.

I°) - Un support de lancement : les entreprises publiques.

a) - L'expérience italienne.

Les entreprises à participation étatique ont été utilisées en Italie comme support au développement du Midi. Ainsi, au début des années 1970, elles étaient responsables d'environ 40 % de tous les investissements industriels dans les régions méridionales (LXXVI). Malgré les moyens financiers engagés elles n'ont pas suscité suffisamment d'effets d'entraînement ni contribué dans des proportions importantes à l'augmentation de l'emploi. On ne peut tout de même pas conclure à l'inefficacité de leur action. D'une part, elles ont été amenées à produire dans des zones où, du point de vue industriel, pratiquement tout était à créer. D'autre part, l'éthique du système d'entreprise publique en Italie a reposé sur des choix productifs exigeant des quantités importantes de capital fixe et peu de main-d'oeuvre. Elles se sont fixées pour tâche d'élever l'Italie au premier rang des nations industrielles modernes et de l'y maintenir (LXXVII).

Leur intrusion dans un milieu peu propice a toutefois permis le développement de complexes pétrochimiques et sidérurgiques de taille internationale. Mais surtout, elles ont donné l'exemple et ouvert la voie à l'investissement privé. Cela a été, en particulier, le cas dans le pôle industriel des Pouilles. C'est après la décision de l'IRI (Istituto per la Ricostruzione Industriale) de créer l'Alfa-Sud, que FIAT a choisi d'implanter une usine dans le Midi (LXXVIII).

b) - L'expérience française.

La France a aussi utilisé les investissements des entreprises publiques, pour favoriser l'expansion de certaines régions sous-développées (en particulier dans le Sud-Ouest et la Bretagne). Si ce levier d'action a été utilisé d'une manière moins spectaculaire qu'en Italie, il a contribué, à la création d'un nombre d'emplois non négligeable et, provoqué certains processus de polarisation intéressants.

Il est opportun de noter ici le rôle moteur de la SNIAS (aire toulousaine) dans les activités de transformation et de production de produit, liés à l'industrie aéronautique. La présence dans l'Extrême Ouest de la proportion la plus importante des effectifs de la D.M.A. (Délégation Ministérielle pour l'Armement). Cela explique que l'industrie privée de l'armement s'y trouve, (mise à part la région Parisienne) implantée de préférence (LXXIX).

Par exemple, l'implantation du CNET (Centre National d'Etudes des Télécommunications) à Lannion avec la création de 1200 emplois (1972) a suscité, non seulement des effets d'entraînement sur les secteurs résidentiels comme le bâtiment, le

commerce et les services, mais aussi des effets de polarisation sur l'industrie des télécommunications. La présence du CNET a assuré l'implantation d'une usine à Lannion par le Matériel Téléphonique (filiale de I.T.T.).

" La Société Anonyme des Télécommunications (SAT), avant d'aller à Dian, avait d'abord implanté une usine à Lannion. La Société des Lignes téléphoniques et télégraphiques (LTT) concentre toutes ses activités de fabrication provinciales à Lannion, tandis que l'Association des Ouvriers en Instruments de Précision (AOIP) en a fait de même dans les villes voisines de Morlaix et de Guingamp " (LXXX).

Les effets sont encore plus nets pour la localisation de laboratoires privés d'études. Au total, dans la zone voisine du CNET, près de 2 500 emplois ont été créés.

Par contre, l'installation du Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) près de Cherbourg qui comportait une création d'emplois du même ordre de grandeur que le CNET, a eu une action polarisante presque nulle. Ce secteur de pointe nécessite l'emploi de techniques très perfectionnées mais ses achats de biens intermédiaires sont faibles.

c) - Leçons des expériences.

Ces expériences sont riches d'enseignements. Les investissements des entreprises contrôlées par l'Etat, ou nationalisées, n'ont pas, dans tous les cas, suscité des effets d'entraînement notables. On peut l'expliquer par des choix d'unités de production réalisant des montants d'achats intermédiaires faibles, ou provenant de firmes localisées en dehors des régions sous-développées. Il n'en demeure pas moins que les investissements publics ont suscité de la part des investissements privés des phénomènes d'imitation (exemple d'Alfa-Sud, du CNET). L'expérience du CNET est significative. Elle montre bien que la " metricité d'un investissement public " ne passe pas par les effets multiplicateurs ou polarisant des achats ou des ventes de produits intermédiaires " (LXXXI).

Une coordination permanente s'impose tant au niveau sectoriel qu'au niveau spatial avec les politiques d'investissement des grandes entreprises privées (LXXXII).

Il s'agira de favoriser la réalisation d'opérations groupées. En procédant de cette manière, les effets sur l'industrialisation et sur la création d'emplois sont maximisés. De plus, le contact entre ces deux secteurs, évitera que se dessine dans l'espace national une industrialisation dans les régions sous-développées uniquement due à l'action des entreprises publiques et, ailleurs à l'action des firmes privées. Nous pensons que ce serait peu dynamisant pour le système productif.

En regardant de près la situation de la France, il n'est même pas nécessaire que l'Etat prévoit pour ses entreprises publiques une obligation, d'investir un pourcentage minimum dans les régions sous-développées ou dans les zones de conversion du même ordre que celui prévu en Italie.

En effet, par l'intermédiaire de la Caisse des Dépôts et des Compagnies d'assurances nationalisées, l'Etat est le principal actionnaire de Pechiney-Ugine-Kuhlmann, de la CGE, de Thomson, de Ferodo, de Poliet et Chausson, de Lafarge, de Peugeot, de Poclain, avec respectivement 5 %, 8 %, 15 %, 11 %, 6 %, 5 % (pour les trois dernières entreprises) du capital. Avec les pouvoirs en blanc confiés par les petits actionnaires aux banques nationalisées, l'Etat dispose au sein de ces sociétés des moyens juridiques d'influencer fondamentalement leur politique d'investissement et d'organiser des réalisations groupées dans les zones d'intervention (LXXXIII).

2°) - Un support d'accompagnement : les commandes gouvernementales.

L'Etat dispose dans l'économie d'une fonction consommatrice importante. Il peut l'utiliser aux fins du développement des régions attardées et dans les zones connaissant des problèmes d'emploi. Cette politique a été utilisée, ou, l'est encore, par plusieurs pays.

Aux Etats Unis pour pallier la récession, due à l'arrêt de l'engagement militaire en Corée, le gouvernement fédéral a, par ses achats, favorisé les zones caractérisées par un sous-emploi important. Initialement limités au domaine de la défense (LXXXIV) les achats préférentiels dans ces zones ont par la suite été étendus au domaine de la recherche spatiale.

En Europe, la Suisse et l'Allemagne Fédérale orientent les commandes publiques vers les cantons ou les régions défavorisées. L'Italie s'est engagée dans cette voie en obligeant diverses administrations à traiter certains marchés de fournitures avec des firmes méridionales.

Pour la France, on ne peut nier, une utilisation semblable des commandes de l'Etat en faveur de l'Ouest (LXXXV), limitées néanmoins, à l'armement et en partie à l'aviation. Même dans ces cas, la demande adressée à l'Ouest résulte plus d'une répartition des activités, héritée de l'histoire, de la géographie ou inspirée par la stratégie militaire, que d'une volonté profonde d'atténuer les disparités régionales (LXXXVI).

A titre d'exemple, le poids des marchés publics dans ce dernier pays et leur nature montrent l'intérêt que peut revêtir leur utilisation plus poussée pour l'expansion régionale.

Ainsi, pour l'année 1970, la part des marchés publics dans la Production Intérieure Brute s'est élevée à 7,4 % (la

moyenne de 1965 à 1970 a été de 8,1 %). L'Etat a passé 44 % des commandes, les collectivités locales 21 %, les entreprises publiques 21 %. La structure d'achats a été la suivante :

Répartition sectorielle des marchés publics en France pour l'année 1970.

Machines et appareils mécaniques	8,6 %
Machines et appareils électriques et électroniques	14,4 %
Constructions aéronautiques et spatiales	9,6 %
Bâtiment	19,8 %
Génie Civil	17,8 %
Etudes et recherches	4,1 %

Source : J.M. DUPUIS " Les incidences spatiales des marchés publics " R.S.F. n°2, 1973 p. 481.

Mis à part le bâtiment et le génie civil, les autres secteurs ont, soit une vocation principale de maître-d'oeuvre (constructions aéronautiques et spatiales) soit une vocation mixte de maître-d'oeuvre et de sous-traitance (machines et appareils mécaniques, machines et appareils électriques et électroniques).

Une plus grande orientation des commandes gouvernementales vers les régions sous développées permettrait, grâce à la sous-traitance, la multiplication à l'échelon local des relations interindustrielles et la naissance et l'expansion de petites et moyennes unités spécialisées dans ce domaine (LXXXVII). Or, c'est l'existence de ces unités qui, en densifiant le tissu industriel peut le rendre auto-propulsif. Par ailleurs, les capacités d'entreprendre des autochtones seraient dynamisées par la sécurité initiale que les marchés de l'Etat représentent.

Cependant, une telle politique ne doit pas ignorer le prix de revient des marchés qui sont passés. En effet, elle aboutirait à accorder indirectement des subventions. Nous préconisons de l'appliquer tout au moins pendant une période limitée (5 ans maximum) tant que les coûts des entreprises préférées ne dépassent pas celui des autres firmes d'un très faible pourcentage.

La croissance des régions sous-développées implique que l'Etat agisse parallèlement aux aides directes. La condition préalable demeure une meilleure dotation d'équipements

dans ces régions notamment lorsque le sous-développement s'y trouve généralisé. L'Etat peut lancer l'industrialisation à partir de certaines entreprises sur lesquelles il exerce ou il a la possibilité d'exercer un contrôle. Avec les commandes gouvernementales, il dispose d'un moyen important pour créer un marché local et accompagner ainsi l'industrialisation.

*

* *

*

L'amélioration de la situation des régions sous-développées d'un pays avancé exige souvent une politique de rénovation agricole. Si dans certains cas, des progrès peuvent s'obtenir à partir d'activités liées avec le tertiaire, seule, l'industrie permettra, la plupart du temps, d'intensifier leur croissance.

Il s'agira d'organiser dans ces régions une industrialisation à la fois intensive et diffuse. Elle pourra s'appuyer sur des activités résidentielles répondant à certaines conditions et sur l'introduction d'industries " nouvelles ". Parmi ces dernières on effectuera une sélection permettant la multiplication à l'échelon local des liaisons interindustrielles. Cela demande une analyse préalable des structures régionales et de la structure des industries.

Nous avons souligné l'intérêt qu'il y avait de retenir, de préférence, des activités à output relativement riches en technique et en main-d'œuvre qualifiée ainsi que les industries appelées à jouer rapidement, dans un proche avenir un rôle moteur dans la croissance. Ces choix découlent d'un principe fondamental : asseoir l'industrialisation des régions sous-développées sur des bases solides.

Cet objectif nécessite de la part de l'Etat, un engagement volontariste important. Il doit préalablement se traduire par l'adaptation des équipements, des actions de formation de la main-d'œuvre, d'une politique d'aide qui, par ses effets, sur les charges d'exploitation procurera à l'entreprise, pendant un temps limité un avantage certain.

Il paraît difficile de réduire les disparités spatiales de développement et leurs coûts sans dissuader véritablement les investissements de continuer à se localiser dans les zones où la concentration des activités est élevée. On pourrait les orienter dans les zones de faible densité par l'utilisation conjointe avec les aides financières et fiscales (qui privilégient le recours au capital technique) d'un système d'aide suscitant la naissance d'un nombre plus élevé d'emplois. Nous avons souligné l'intérêt de le baser sur des majorations et sur des minorations des charges salariales en fonction du niveau de développement de la zone où les nouveaux emplois seraient créés, d'une part, et de lier les minorations à la qualification des emplois, d'autre part.

Ce système d'aide ne pourra suffire à accentuer rapidement les processus d'industrialisation. Il conviendra que l'Etat utilise à ces fins les investissements de certaines entreprises sur lesquelles il exerce un contrôle, qu'il coordonne dans l'espace et dans le temps, l'ensemble des opérations (publiques et privées), qu'il accompagne par sa demande le développement.

Certes, cette politique de développement régional nécessitera, par rapport à celles pratiquées en Italie ou en France, de dégager un surplus de ressources financières en faveur des régions sous développées. La pression fiscale sera donc alourdie dans la nation tout au moins pendant quelque temps. En l'absence de ce choix, elle risque de l'être par les coûts de déséquilibres. La vision d'avenir dans laquelle doit s'inscrire une politique d'aménagement du territoire préconise bien d'intensifier la croissance dans les régions sous-développées de pays avancés comme la France ou l'Italie.

✱

✱

✱

✱

REFERENCES CHAPITRE VI

- I : Voir P. MASSE " Le plan ou l'anti-hasard " Coll. Idées 1965, 250 p. en particulier p. 106 à 115.
- II : Voir C. PONSARD " Aménagement du territoire et programmation régionale " Revue de l'Economie du Centre Est, janv.juin 1963, op. cit. p. 101.
- III : Voir M. MOUGEOT " Optimum économique et analyse spatiale " Thèse Dijon 1972, p. 431-432, cité par P. MORAN " La politique régionale confrontée aux optima nationaux et européens " R.E.P. n° 2, 1974 p. 235.
- IV : Voir J.R. BOUDEVILLE " Problems of Regional Economic Planning " Edimbourgh University Press 1966.
- V : Voir P. MORAN " La politique régionale " p. 225 à 251, notamment p. 231 à 235.
- VI : Dans nos développements, la région est assimilée à l'espace tel qu'il a été délimité administrativement en Italie et en France.
- VII : Voir Nations-Unies " Etude du développement industriel " 1973, vol. IV, XIII-178 p. et vol. V, XIII-222 p.
- VIII : Voir " Etude du dév..... " tome IV p. 77 et H.B. CHENERY " Patterns of industrial growth " A.E.R. mai 1960.
- IX : Une analyse adaptée conduirait à délimiter un nombre de zones supérieur à celui des régions administratives Cf. G. TAGLIACARNE " 260 aree economiche in Italia. Contributo alla programmazione " Giuffrè Ed. 1966, 204 p.
- X : Voir en particulier W. ISARD " Méthodes d'analyse régionale et introduction à la science régionale " J. MARCZEWSKI " Cours de planification et d'aménagement du territoire 1968-1969 " Les cours du droit 1970, 269 p. ; R. GENDARME " L'analyse économique régionale " Cujas, 1976, 463 p. ; O. D'ALAURO " Il regionalismo e la teoria economica " R.P.E. mars 1971, p. 287 à 311.

- XI : Voir J. MARCZEWSKI " Cours de planification ... " p. 219.
- XII : Voir R. GENDARME " L'analyse économique régionale " p. 207 à 237.
- XIII : L.H. KLAASSEN " Méthodes de sélection des industries pour les régions en stagnation " O.C.D.E. 1967, 168 p. en particulier p. 52 à 71.
- XIV : Voir sur ce point A. NOY " Essai sur une séquence marketing d'industrialisation. Application au cas du Languedoc-Roussillon ". E.M. n° 78, 1972 p. 2 à 12.
- XV : L'exemple de la promotion des Pouilles est, à cet égard, intéressante. L'IASM ayant prospecté et réussi à attirer des industriels italiens et étrangers à s'installer dans la région. Plus récemment, en France, la DATAR s'est aussi orientée dans cette voie (ouverture d'une agence de renseignements et de prospection à New-York).
- XVI : Pour la détermination des indices de structure économique qui permettent de connaître le potentiel d'accroissement d'une région pour chacune de ses industries voir L.H. KLAASSEN " Etudes comparatives leur nécessité comme base à la politique d'aménagement régionale " in " L'espace et les pôles de croissance " Dunod 1968, p. 137 à 161.
- XVII : Voir W. ISARD " Méthodes d'analyse régionale et introduction à la science régionale " Dunod Tome I, 1972, p. II2 à II8.
- XVIII : Voir L.H. KLAASSEN " Méthodes de sélection ... " p. 60-61.
- XIX : Pour KLAASSEN, une autre méthode dite de la visite des experts pourrait sous certaines conditions figurer parmi les méthodes dynamiques.
- XX : H. PERLOFF et W.W. DODD " How a region grows " cité par L.H. KLAASSEN p. 53.
- XXI : Voir supra ch. V, sect. I, § I, B.
- XXII : Une industrie de croissance est caractérisée par une augmentation de sa valeur ajoutée supérieure à celle obtenue sur le plan national par toutes les industries.

- XXIII : L. H. KLAASSEN " Méthodes de sélection ... " op. cit. p. 67.
- XXIV : Les revendications qui se sont exprimées récemment dans le Jura suisse expliquent notre nuance.
- XXV : La position minimaliste peut se résumer par cette déclaration de M. DEBRE lors d'un passage en Bretagne en 1961 " La région, oui, mais à la condition que l'Etat y soit chez lui et sans condition " La position maximaliste aboutit à une décentralisation totale des pouvoirs de décision. La nation étant formée par un ensemble fédéré de régions. Voir notamment : R. LAFONT " La révolution régionaliste " Gallimard 1967, 250 p. " Décoloniser la France. Les régions face à l'Europe " Gallimard 1971, 319 p. Y. FOUERE " L'Europe aux cents drapeaux " Presses de l'Europe, 1968, 226 p. (l'auteur croit à une évolution régionaliste inéluctable des nations parallèle à l'évolution de la communauté Européenne.). J.J. SERVAN SCHREIBER " Le pouvoir régional " B. Grasset, 1971, 200 p. prend plutôt une position intermédiaire entre ces extrêmes.
- XXVI : Z.A.C. Zone d'Aménagement Concerté. SAFER Société d'Aménagement Foncier et d'Equipement Rural.
- XXVII : Source : M. ROUSSELOT " La régionalisation du VIe plan " in Aménagement du territoire et développement régional LDF vol. VI, 1973, p. 52.
- XXVIII : Loi n° 72 619 du 5.7.1972. La région n'est pas une collectivité territoriale comme le département ou la commune mais un établissement public. Sa mission est de contribuer au développement économique et social et de coordonner les décisions relatives aux investissements publics. Deux organes : le Comité Economique et Social et le Conseil Régional sont prévus. En fait, ils n'ont qu'un rôle consultatif. La région n'a que quelques bribes de pouvoirs concernant les parcs régionaux, les équipements scolaires du premier degré, les équipements sportifs et socio-éducatifs. Par rapport à la situation précédente, cela comporte surtout l'avantage de permettre la rencontre de la réflexion régionale et nationale.
- XXIX : Y compris les équipements relatifs à l'enseignement supérieur. La formation professionnelle et les Centres hospitaliers Universitaires. Pour le partage des décisions en matière d'équipements voir, en particulier J.C. DISCHAMPS " les problèmes de

- XXIX (suite) : décentralisation de l'organisation administrative et la politique de régionalisation " R.E. 1970 p. 177 à 198 ; Y. DURRIEU " Régionaliser la France. Capitalisme ou socialisme. " Mercure de France. 1969, 356 p.
- XXX : Cette solution s'apparenterait à la formule utilisée actuellement en Italie pour le développement du Midi (cf. supra ch. II, sect. I, § 2)..
- XXXI : Voir " Aménagement du territoire. Loi de finances pour 1973 " L.D.F. p. 17. Cette déconcentration existait néanmoins avant cette loi mais dans des conditions plus rigides (compétence locale limitée à 2 millions d'investissements, et aux seules zones de développement).
- XXXII : Uniquement pour les régions sous-développées et les aires où se posent des problèmes de conversion.
- XXXIII : Actuellement, en France, la composition des comités Economiques et Sociaux, repose sur une certaine représentativité d'organismes de la région à caractère économique, social, professionnel, familial, éducatif, scientifique, culturel et sportif. Les membres des Conseils régionaux sont composés de parlementaires, de représentants des collectivités locales élus par les Conseils Généraux des représentants de certaines agglomérations désignées par les Conseils Municipaux. Dans les deux cas, les responsables ne sont pas élus au suffrage universel direct (voir décret n° 73-854 du 5.9.73, J.O. du 6.9.73).
- XXXIV : Ceci est en particulier préconisé par le Parti Socialiste. Voir P. MAUROY " Le nouveau rôle des collectivités locales " in " Les Socialistes face aux patrons " Flammarion, 1977 p. 132 à 134.
- XXXV : Il est évident qu'une clé de répartition exige pour le développement des régions déshéritées qu'elle ne soit pas conforme, par exemple, à la contribution apportée par les régions au niveau national pour les impôts.
- XXXVI : A. PEYREFITTE " Le mal français " Plon, 1976, op. cit. p. 455-456.
- XXXVII : Voir sur ce point A. TSCHAEGLER " Vers une régionalisation de la décision économique " Thèse sciences économiques Nice, 1977, 691 p. en particulier p. 31 à 268.

- XXXVIII : A la condition que sur le plan national soit appliquée une véritable politique d'étalement des vacances.
- IXL : L'exemple dans les Alpes Maritimes de Sophia-Antipolis est intéressant : pour le choix du site (proche de l'axe autoroutier Nord-Sud et de l'aéroport international de Nice), la nature des activités tertiaires prévus et l'intégration à l'environnement.
- XL : L'étude faite sous la direction de M. SYLOS-LABINI pour sélectionner les industries résidentielles pouvant assurer le développement de l'industrie sicilienne peut servir d'exemple. Voir P. SYLOS-LABINI " Problemi dell'economia Siciliana " Feltrinelli, 1966, 1482 p., en particulier p. IOI5 à II50.
- XLI : Voir Nations-Unies " Etude du développement industriel " vol. V p. I5I.
- XLII : Nous pensons, en particulier, à la production de l'acier. Par contre, les productions d'alliages spéciaux à base d'acier sembleraient, à notre avis, convenir.
- XLIII : Dans certains pays, s'y ajoutent des avantages fiscaux notables.
- XLIV : Voir " Problématique d'une stratégie industrielle. Premières réflexions " Etudes de politique industrielle, Ministère de l'industrie et de la recherche, L.D.F. 1974, 85 p.
- XLV : Pour le rôle des centres de croissance voir " Pôles de développement et centres de croissance " sous la direction de J.R. BOUDEVILLE, Dunod, 1970, I26 p.
- XLVI : Voir J.H. PAELINCK " Problèmes économiques de la localisation régionale des industries modernes " Revue de la Société d'étude et d'expansion (Liège) n° 230, 1968 et H.C. BOS " Spatial Dispersion of Economic Activity. Rotterdam, 1964 cités par A. NOY " Essai sur une séquence marketing d'industrialisation " E.M. n° 78, 1972, p. 8.
- XLVII : Cette analyse doit s'effectuer sur un double niveau l'un quantitatif, l'autre qualitatif. Ce second aspect est important pour mettre en place les centres de formation indispensables.

- XLVIII : Ce sera, en grande partie le résultat de l'intensification des échanges (permise par des meilleurs moyens de communication), de l'augmentation des salaires (dûe à la demande des nouvelles industries) qui provoquera la disparition des firmes marginales. Ainsi, il a été estimé que pour avoir dans le Midi en 1980, 500 000 emplois manufacturiers de plus qu'en 1966, il faudrait en créer environ 800 000. Voir N. CACACE " Una politica di strutture settoriali per l'industrializzazione del Mezzogiorno " ASUR n° 9.10 déc. 1968.
- IL : P. FONTANEAU " Aspects psychologiques économiques et financiers de la détaxation des investissements " R.S.F. n° 2, 1957.
- L : W.J. BAUMOL " Business Behavior, Value and Growth " The Mac Millan Company, New-York, 1959, 164 p. en particulier p. 148 à 159 et W.J. BAUMOL-K.KNORR " What price economic growth " Aspectrum Book, Prentice Hall. Inc. Englewood Cliffs N.J. 1961, 174 p. en particulier p. 30 à 47.
- LI : Voir F. FORTE " Su di un nuovo schema di incentivi fiscali per lo sviluppo economico delle aree arretrate " Temi Tributari 1961 p. 455 à 468.
- LII : Voir G. FUA-P. SYLOS LABINI " Idee per la programmazione economica " Laterza, Bari, 1963, 187 p. en particulier p. 87 à 94.
- LIII : Pour les auteurs ce système peut aussi être basé sur la masse salariale distribuée.
- LIV : Voir J. SPINDLER " Fiscalité et espace économique " Gukas, 1976, 275 p. en particulier ch. VII p. 201 à 220.
- LV : Voir supra ch. I sect. II § I.
- LVI : F. MOMIGLIANO " Effetti degli incentivi diretti nelle convenienze all'insediamento delle industrie " Ministero del Bilancio e della Programmazione Economica 1968, 154 p. op. cit. p. 10
- LVII : Voir G. PERRIOT " La taxe sélective sur l'emploi en Grande-Bretagne " R.S.F. n° 3, 1967, p. 564 à 589.
J.P. PELLEGRIN " La selective employment Tax Britannique " Les Cahiers Fiscaux Européens, 1971, n° 2 p. 19 à 23.

- LVIII : Voir J. SPINDLER " Fiscalité et espace économique " p. 165.
- LIX : Voir supra ch. II sect. I
- LX : Voir supra ch. IV sect. II § I B.
- LXI : Elle est égale à près de 5 000 F pour les jeunes à la recherche du premier emploi (cas le plus favorable) quand il entraîne un déplacement par rapport au domicile supérieur à 30 km.
- LXII : Nous pensons au moins 100 Km.
- LXIII : Voir P. TEMPLE et M. HANNOUN " Une approche micro économique du développement industriel régional : le mécanisme de la création des grands établissements industriels ". Communication au IIe Colloque International d'Economie Appliquée Nice, 5.6.7. février 1975.
- LXIV : Voir sur ce point " Problématique d'une stratégie industrielle " Premières réflexions. Ministère de la Recherche et de l'Industrie, LDF 1974, 85 p. en particulier p. 37 à 55.
- LXV : Ces réductions seraient en relation avec l'importance dans la nation des déséquilibres régionaux (plus élevées en Italie qu'en France, par exemple).
- LXVI : Cet ajustement doit notamment prendre en considération les phénomènes d'urbanisation que connaîtront les agglomérations des régions sous-développées.
- LXVII : Emplois notamment liés à la recherche. Cela permettrait d'asseoir sur une base plus complète le développement régional. Voir N. VICHENEY " Les deux tiers des chercheurs scientifiques sont installés à Paris " (Rapport Datar) le Monde 27.7.1973, p. 19.
- LXVIII : Voir P. MORAN " La politique régionale confrontée aux optima régionaux et européens " RE n° 2, 1974, p. 236 à 241.
- LXIX : 1971-1975

- LXX : Pour l'exposé de la méthode, voir en particulier :
R. PRUD'HOMME-C. ALLOUCHE " La répartition entre
les régions des autorisations de programme pour
les équipements publics " Chronique d'actualité
SEDEIS t.VI n° 4, avril 1972;
R. GENDARME " L'analyse économique régionale "
Cujas 1976, p. 314 à 323.
- LXXI : R. PRUD'HOMME - C. ALLOUCHE " La répartition entre
les régions ... ".
- LXXII : Voir J.M. DUPUIS " Espace et économie financière :
le développement inégal des régions françaises et
l'action des pouvoirs publics " R.S.F. n° 3, 1973
p. 635 à 669.
- LXXIII : J.M. DUPUIS " Espace et économie financière ... "
op. cit. p. 651.
- LXXIV : Voir R. GENDARME " L'analyse économique régionale "
p. 328 et 329.
- LXXV : Voir M. VOLPATO " Schema per un modello di ripar-
tizione degli aiuti finanziari intesi a favorire
un armonico sviluppo economico sociale delle re-
gioni " Ren. Acc. Naz. Lincei fasc. 6 VIII vol,
dec. 1965 p. 438 à 445, F. GIANNESI " Su un am-
pliamento di un modello di ripartizione degli
aiuti finanziari dello stato intesi a favorire
un armonico sviluppo economico e sociale delle re-
gioni " G.E.A.E. sept. oct. 1966, p. 881 à 892.
- LXXVI : Voir supra ch. IV, Sect. II, § I, B, a.
- LXXVII : Voir A. SCHONFIELD " L'entreprise publique italien-
ne : modèle international ou spécialité locale ? "
Problèmes Economiques, n° 1451, 17.12.1975 p. 12
à 28.
- LXXVIII : La réduction des charges salariales et une main-
d'oeuvre peu syndicalisée ont aussi contribué à ce
choix.
- LXXIX : Voir J.M. DUPUIS " Les incidences spatiales des
marchés publics " R.S.F. n° 2, 1973, p. 496 et
497.
- LXXX : J.M. DUPUIS " Espace et économie financière ... "
op. cit. p. 654.
- LXXXI : J.M. DUPUIS " Espace et économie financière ... "
op. cit. p. 657.

- LXXXII : Voir N. NOVACCO " La localizzazione degli investimenti " N. et S. n° 113, mai 1969, p. 107 à 121.
- LXXXIII : Voir J. BOISSONNAT " Libres propos sur la gauche et les entreprises " in " Les socialistes face aux patrons " p. 38 à 41.
- LXXXIV : Defence Manpower Policy n° 4, 7.2.1952.
- LXXXV : Voir J.M. DUPUIS " Les incidences spatiales des marchés publics ".
- LXXXVI : Nous pensons aux divers établissements d'armement terrestre disséminés dans le Sud-Ouest et le Centre, aux arsenaux de Brest et de Lorient, à l'implantation dans la région de Toulouse de l'industrie aéronautique.
- LXXXVII : Voir sur ce point A. SALLEZ " Polarisation et sous traitance. Conditions du développement régional " Eyrolles, 1971, 273 p. en particulier p. 159 à 183.

C O N C L U S I O N

Au terme de cette recherche, il convient d'effectuer une brève synthèse de nos analyses.

Le rapprochement entre le Midi et l'Ouest tient à des ressemblances de situation exprimées en termes de disparités de développement en regard des autres espaces des nations respectives. Il s'agit de deux cas de sous-développement régional de pays avancés. Si les critères retenus pour délimiter ce phénomène font ressortir en Italie et en France des régions sous-développées à l'extérieur du Midi et de l'Ouest, ces derniers territoires en sont comparativement caractérisés par une plus grande continuité géographique. C'est la raison qui nous les a fait prendre pour référence.

L'étude : d'abord des causes de déséquilibres, ensuite des effets (dans les régions sous-développées et dans les aires de forte concentration des activités) ont permis de montrer la nécessité dans une économie libérale d'une intervention étatique pour corriger une discontinuité trop accentuée de l'espace économique national.

Ce n'est pas en fonction de l'efficacité économique (il semblerait, en effet, que de fortes concentrations s'accompagnent de productivités par travailleur plus élevées) mais surtout, en fonction de l'amélioration des conditions de vie de certains habitants, de l'équité, de la solidarité et de l'intégration nationale que l'intervention se justifie. Les politiques de développement régional qui ont été appliquées se sont inspirées, en partie, de ces principes.

Par rapport à l'Italie, qui dès les années 1950 s'est engagée vers une intervention extraordinaire en faveur des régions retardées du Midi, il n'y a pas eu en France, une politique analogue pour l'Ouest. Les différences de problèmes nationaux à résoudre (acuité du problème méridional proche par divers aspects du sous-développement national, présence en France de déséquilibres potentiels dans l'Ouest et de déséquilibres latents dûs à la conversion dans le Nord-Est) l'expliquent.

Toutefois, une certaine conformité s'est constatée dans la thérapeutique appliquée pour atténuer les déséquilibres régionaux. Elle s'observe dans les deux pays pour la préparation du développement (grands travaux d'aménagement, politique de rénovation agricole et d'amélioration des infrastructures) pour le support choisi (l'industrie) pour les priorités spatiales dégagées (pôles de développement choisis en fonction de leur peuplement en Italie ou de leur situation géographique et de leur population en France), pour les instruments utilisés (aides financières, aides fiscales, aides à la formation de la main-d'oeuvre). Cette thérapeutique s'est progressivement affinée par la coordination des projets du secteur public et du secteur privé, complétée par l'utilisation plus récente du secteur tertiaire.

Si les résultats obtenus ont permis de constater l'amélioration de certaines situations (Pouilles, aire Toulousaine, Bretagne, freinage de la Région Parisienne) les déséquilibres régionaux persistent, notamment en Italie, un caractère presque aussi marqué qu'au début des années 1950.

C'est dans les aides, les politiques d'aménagement spatial et, à un degré moindre, dans la continuité des relations commerciales des nouvelles firmes qui se sont établies dans les régions sous-développées que se situent les causes d'un médiocre succès des interventions, à situer à leur passif.

Canaliser un plus grand nombre d'investissements dans les régions sous-développées afin d'y permettre une augmentation importante de l'emploi industriel, tel était l'objectif assigné aux différents stimulants. En différenciant par les avantages accordés l'espace national, les responsables de l'aménagement se sont surtout référés à la théorie de la localisation basée sur les coûts comparés.

Les aides ont exercé des effets différents selon la structure des activités (plus importants pour les combinaisons productives fortement capitalistiques). L'utilisation du capital a donc été plus favorisée que l'emploi de main-d'oeuvre.

D'une manière générale, l'attraction exercée sur les entrepreneurs déjà installés dans un foyer industrialisé a été faible. Si, la lenteur et la complexité des procédures administratives, l'information insuffisante des chefs d'entreprise, l'atténuation par le jeu des règles d'attribution de l'économie promise peuvent, dans une certaine mesure l'expliquer, la principale raison tient à la compensation insuffisante par les aides des inconvénients que présente une localisation dans une zone sous-développée (de façon globale, inadéquation des infrastructures, qualification plus sommaire de la main-d'oeuvre, inexistence ou faiblesse d'économies externes). Or, ces inconvénients sont bien perçus par les entrepreneurs qui consentent difficilement à se délocaliser. La plupart du temps, quand ils le font, c'est plus à proximité des centres de développement traditionnels que dans les régions attardées. Les résultats de la décen-

tralisation en France l'illustrent bien : les unités se sont situées de préférence autour de la Région Parisienne et dans l'Est. Les inconvénients cités, ont représenté un handicap encore plus lourd pour le Midi que pour l'Ouest à cause de la gravité de son sous-développement. Malgré un système d'aide plus incitatif que le système français, il en est résulté dans le premier territoire, une carence des investissements privés. Aussi, il a fallu la compenser, par l'utilisation des investissements des entreprises contrôlées par l'Etat.

Les politiques d'aménagement spatial n'ont pas concerné uniquement les régions sous-développées (il ne s'agit pas ici, d'une critique). Nous l'avons relevé pour la France où on pourrait même penser, à la limite, (par l'examen de l'affectation des crédits d'équipement) qu'il n'y a pas eu un véritable engagement volontariste en faveur de l'Ouest. En Italie, des aides parfois aussi importantes que celles octroyées dans le Midi ont été utilisées dans les aires déprimées du Centre-Nord. Cela a contribué au ralentissement des flux d'investissement en direction des territoires déshérités.

Ce sont des entreprises originaires des espaces développés (mises à part celles contrôlées par l'Etat en Italie et en France) qui sont à la base de la plupart des opérations industrielles dans le Midi et dans l'Ouest. Les nouveaux établissements, soit pour des raisons de dépendance vis à vis du siège, soit, pour des raisons d'habitude (firmes décentralisées) n'ont fait que rarement appel à la sous-traitance locale, limitant ainsi le développement des petites et moyennes unités spécialisées dans ce domaine et donc, la croissance.

A l'actif des politiques d'aménagement industriel, nous avons d'abord porté le renversement de certains processus qui paraissent irréversibles. Leur mise en oeuvre est longue et demande de vaincre de nombreuses forces d'inertie : économiques, humaines.

En Italie, le handicap industriel du Midi à l'égard du Nord ne se comble que très lentement, mais ce résultat (compte tenu de la situation de départ) a dépassé les espérances placées initialement dans l'action interventionniste.

En France, le milieu plus propice au développement de l'Ouest a permis d'obtenir des résultats satisfaisants avec des ressources financières comparativement moins importantes que celles affectées par l'Italie au Midi. Le succès le plus spectaculaire est représenté par le freinage de la Région Parisienne. Si la décentralisation a contribué à ce freinage, les procédures d'agrément (se traduisant par des interdictions ou des pénalisations) auxquelles ont été soumises les nouvelles constructions industrielles ont joué un rôle important. Les contrôles et les interdictions sont dans certains cas indispensables (le principe du contrôle des nouveaux projets industriels dans les aires de congestion a, par ailleurs, été récemment retenu en Italie).

Le développement intense de l'aire Toulousaine, l'amorce de l'industrialisation en Bretagne, l'industrialisation des Pouilles, représentent les succès les plus notables des interventions.

L'expérience des Pouilles (transposition de la théorie des complexes de W. ISARD) est doublement intéressante pour la promotion d'une région sous-développée. En la décrivant, nous avons essayé de montrer que :

- même dans un cas plus favorable (présence d'industries locales et d'une population relativement formée et sensibilisée à la tradition industrielle), il ne pouvait y avoir de succès marquants dans une région sous-développée sans dégager en sa faveur un montant massif de ressources financières (pour adapter les infrastructures et stimuler les investissements) ;
- les aides ne peuvent être réellement efficaces que si, d'une part, elles ne procèdent pas d'un caractère sélectif (en favorisant la création d'activités dont les produits disposent de perspectives d'évolution de leur demande intéressante) et, que d'autre part, si elles ne s'inscrivent pas dans le cadre d'une organisation de localisations d'activités liées.

Toutefois, le contexte économique favorable (phase de croissance quasi ininterrompue dans les deux pays pendant la durée de notre étude) a facilité considérablement la tâche des politiques de développement régional, donc, les résultats sus-dits. Ce contexte a eu notamment pour effet d'aggraver les conditions de production dans les aires présentant des symptômes de saturation (par la rarefaction de certains facteurs : main-d'oeuvre, terrains ; par l'augmentation de la pression fiscale) et d'amener des entreprises à se délocaliser.

De ce fait, on ne peut imputer totalement aux politiques interventionnistes les atténuations des déséquilibres spatiaux observés. Il en est de même pour l'amélioration des situations internes du Midi et de l'Ouest.

Ces éléments correctifs sont importants. Ils prouvent qu'il ne peut y avoir dans l'avenir d'atténuation importante des disparités spatiales de développement en l'absence d'un engagement plus soutenu des Etats. Le désir légitime de " travailler et de vivre au pays ", l'évolution des idées, exigent de nos jours de créer à côté des conditions économiques pour l'intensification de la croissance des régions sous-développées, les conditions psychologiques permettant la modification des comportements.

A travers l'étude de la localisation des activités nous avons pu vérifier que le Midi et l'Ouest présentent (comparativement aux années antérieures) de meilleures convenances pour des réalisations industrielles nouvelles. Cela provient d'une influence différente des facteurs qui gouvernent le choix du site d'implantation, (disponibilité des terrains, environnement naturel). Par ailleurs, le progrès technique semble réduire dans certains cas l'infériorité de ces régions. Par exemple, c'est grâce aux nouveaux modes de trans-

port que des centres d'industrialisation dynamiques ont pu se créer dans des sites éloignés des sources de matières premières ou d'énergie (complexes pétrochimiques de Syracuse, Gela, Raguse, Porto Torrés, complexe sidérurgique de Tarente) ou sont en voie de création (complexe sidérurgique de Fos). Nous avons pensé que l'application d'un système d'aide plus approprié (à adapter aux priorités dégagées par les politiques de développement régional) pourrait exercer un véritable rôle de délocalisation et stimuler d'une manière décisive le développement de ces régions.

La politique de développement à mener serait établie selon les avantages naturels des régions, la densité de leur population et les industries existantes. Une modernisation des structures agricoles s'avère indispensable. Selon les cas, des dosages plus ou moins importants devront s'effectuer avec le tertiaire (les industries conditionnant les produits agricoles, les industries de transformation autres). Ils pourront s'opérer de manière à susciter entre les différentes zones le maximum de complémentarités. Selon leur densité humaine des pôles de développement et des centres secondaires assureraient la continuité spatiale de la croissance. Ces critères se retrouvent dans les politiques actuelles de développement régional. Nous leur en donnons acte. Toutefois, l'engagement volontariste doit être plus important. Nous avons essayé de dégager (avec pour toile de fond ce qui pouvait être envisagé notamment pour la France) des principes qui devraient inspirer pour les années à venir l'interventionnisme spatial.

De nos jours, il serait souhaitable que dans les régions à développer soit favorisée la création d'activités à output relativement riches en main-d'oeuvre qualifiée et/ou en technique, adaptées à la concurrence moderne. Certaines de ces industries seront choisies en fonction de leur incidence sur l'emploi, d'autres en fonction du rôle moteur qu'elles seront appelées à jouer à court ou moyen terme. En effet, il s'agira d'asseoir l'industrialisation sur des structures nouvelles solides.

L'aménagement industriel des régions à développer doit s'intégrer dans le cadre plus général de l'aménagement du territoire national et tenir compte particulièrement des phénomènes de concentration et d'urbanisation. Le système d'aide à appliquer ne peut pas être uniquement positif pour orienter les investissements dans les zones prioritaires. Des pénalisations sont à prévoir lorsque dans certaines situations les nouveaux investissements contribuent à l'accentuation de l'encombrement et deviennent générateurs d'accroissements importants de coûts collectifs. Le problème qu'il convient de résoudre consistera à déterminer la taille idéale d'une concentration humaine. A côté des stimulants existants, l'effet provoqué par les majorations des charges salariales (zones de fortes concentrations) et les minorations liées au degré de qualification des emplois créés (dans les zones à développer) augmenterait les convenances de localisation vers ces derniers territoires.

Cependant l'aménagement du territoire national exige aussi de prendre en considération d'une part, la situation précaire de certaines zones comprises dans la partie la plus avancée du pays, et d'autre part, les besoins des populations situées dans les concentrations actuelles. Il s'agira alors du point de vue des aides, de mettre sur le même plan les priorités dégagées pour ces zones et les priorités des régions à développer et, en ce qui concerne l'affectation des crédits d'équipement il faudra déterminer des clés optimales de répartition permettant d'atténuer les disparités spatiales de développement.

Dans nos analyses, nous avons essayé de concilier les intérêts privé et collectif. Cela nous a amené à accentuer les aides dans les régions à développer. Si dans le cadre de l'organisation spatiale du développement envisagée, les investissements continuaient malgré les pénalisations à affluer dans les zones développées il faudrait, peut-être, utiliser d'une manière générale des interdictions et, obliger certaines entreprises privées à investir un certain pourcentage minimum dans les zones prioritaires. Mais il se peut que cela ne soit plus compatible avec le système dans lequel nous nous sommes placés.

C'est dans le cadre d'une perspective d'intégration nationale que l'aménagement des régions retardées a été envisagé. L'appartenance de l'Italie et de la France à une Communauté (qui a notamment pour mission - article 2 de son traité - de promouvoir un développement harmonieux sur l'ensemble de son territoire), exige aussi de se placer dans le cadre d'une perspective d'intégration européenne.

Espérons, à la fin de cette thèse qu'une véritable prise de conscience se manifeste dans les faits, à tous les niveaux (nationaux et communautaires, publics et privés) afin d'atténuer véritablement les tensions qui compromettent le développement harmonieux de l'ensemble des territoires de la Communauté.

A N N E X E S

TABEAU I -1-

Impact des zones territoriales et population
(recensement du 4 Novembre 1951)

	POPULATION	SUPERFICIE (en ha.)	DENSITE	POPULATION	SUPERFICIE
NORD	29.725.208	17.816.609	167	63	59,5
MIDI	17.433.530	12.303.471	144	37	40,5
ITALIE	47.158.738	30.120.080	158	100	100

TABEAU I -2-

Structure de la population active en %
(8 mai 1954)

	Agriculture	Industrie	Autres activités
1. Italie septentrionale	32,4	40,2	27,4
2. Italie Centrale	33,8	30	36,2
3. Italie méridionale	51	25,2	23,8
4. Iles	45,5	27,4	27,1
NORD	32,6	38,2	29,2
MIDI	48,5	26	25,5
ITALIE	38,4	34	27,6

1. Piémont, Val d'Aoste, Lombardie, Trentin-Haut - Adige, Vénétie, Frioul, Vénétie-Julienne, Ligurie, Emilie-Romagne.

2. Toscane, Ombrie, Marches, Latium.

3. Abruzzes, Molise, Campanie, Pouilles, Basilicate, Calabre.

4. Sicile, Sardaigne.

Source : d'après : " Un secolo di statistiche italiane :
Nord e Sud 1861 - 1961" Svimez.

Tableau I -3-

Structure de la Valeur ajoutée en 1951

	NORD	MIDI	ITALIE	Part du Midi (%)
	en milliards de lires			
Primaire	1527	805,0	2332	34
Secondaire	3199,1	548,9	3748	14,6
Tertiaire	1626,6	469,4	2096	22,4
Total	6352,7	1823,3	8176	22,4

Tableau I -4-

Contribution de la population active du Midi à la
valeur ajoutée en 1951 (Italie = 100)

	Population active	Valeur ajoutée
Primaire	48,5	34
Secondaire	26	14,6
Tertiaire	25,5	22,4
Total Midi	32,2	22,4

Source : D'après " Un secolo di statistiche ".

Tableau I -5-

Caractéristiques des établissements industriels
(recensement industriel du 5 novembre 1951)

	NORD	MIDI	ITALIE	Part du MIDI (en %)
Nombre d'établissements	458.710	221.810	680.520	32,6
Personnel employé	3.428.114	721.798	4.149.917	17,4
Force motrice (H.P.)	10.705.972	1.539.417	12.245.389	12,6

Force motrice moyenne par établissement

NORD	MIDI	ITALIE
3,6	2,1	3

Tableau I -6-

Investissement fixe par secteur en 1951

	Agriculture	Industrie	Autres activités	Total
NORD	64,8	85	74	78
MIDI	35,2	15	26	22
ITALIE	100	100	100	100

Source : D'après " Un secolo statistico ".

Tableau I -7-

Poids de la Région Parisienne dans l'économie française (1954 France = 100)

	Primaire	Secondaire	Tertiaire
Population active	0,172	23,40	27,60
Valeur ajoutée	2,86	27,60	36,41

Population	Revenus	Dépenses
17,11	24,92	29,97

Tableau I -8-

Structure de la population active dans l'ouest en %
(1954)

	Primaire	Secondaire	Tertiaire
Basse Normandie	46,5	26,8	26,7
Bretagne	52,5	24	23,5
Pays de la Loire	44,5	29	26,5
Centre	40	32	28
Poitou - Charentes	47,7	26	26,3
Limousin	52	26,6	21,4
Auvergne	43,5	31,6	24,9
Aquitaine	43	28	29
Midi - Pyrénées	47,5	28,8	23,7
Languedoc	39	30,4	30,6
Ensemble Ouest	46	28,2	25,8
France	28	41	31

Source : D'après " L'espace économique français " n° spécial
d'études et conjoncture, INSEE 1955.

Tableau I -9- Caractéristiques régionales de l'Ouest en 1954
(France = 100)

	Population totale	Population active dans le secteur primaire	Valeur de la produc- tion du primaire	Population active dans le secteur secondaire	Valeur de la produc- tion du secondai- re	Revenus	Dépenses
Basse Normandie	2,70	4,80	4,13	1,90	1,55	2,19	1,72
Bretagne	5,50	10,90	8,07	3,54	1,84	3,75	2,63
Pays de la Loire	5,55	9,20	7,58	4,00	3,18	4,26	3,23
Centre	4,10	5,50	5,65	3,20	2,36	3,38	3,22
Poitou - Charentes	3,10	5,30	5,01	2,21	1,35	2,41	2,20
Limousin	1,73	3,58	2,65	1,25	0,81	1,31	1,18
Auvergne	2,90	4,65	4,12	2,30	2,12	2,49	2,27
Aquitaine	5,10	8,45	7,06	3,66	2,90	3,98	4,30
Midi - Pyrenées	4,60	7,90	4,76	3,24	3,26	3,58	3,70
Languedoc	3,40	4,00	5,26	2,14	2,18	2,86	3,31

Source : D'après " L'espace économique français ... ".

TABLEAU I -10- Population active totale et industrielle par zone en 1861

	Population active totale	Population active dans l'industrie	Part de la population active dans l'industrie
	(en millions)		en %
NORD	8,6	1,8	20,9
MIDI	5,8	1,6	27,6
ITALIE	14,4	14,4	23,6

TABLEAU I -11- Evolution de la population active totale et industrielle en Italie Septentrionale (1) et dans le Midi de 1881 à 1951

	Italie Septentrionale			Midi		
	Population active totale	Population active dans l'industrie	Part de la population active dans l'industrie	Population active totale	Population active dans l'industrie	Part de la population active dans l'industrie
	en milliers		en %	en milliers		en %
1881	7.197	1.838	25	6.362	1.956	30,7
1901	7.562	2.018	26,6	5.967	1.376	23,1
1911	7.843	2.404	30	5.779	1.268	21,9
1921	8.448	2.501	29,4	6.193	1.246	20,1
1931	8.295	2.972	36,1	5.374	1.246	23,2
1951	8.911	3.629	39,3	6.563	1.493	22,7

(1) Piémont, Ligurie, Lombardie, Val d'Aoste, Trentin-Haut-Adige, Vénétie, Frioul, Vénétie-Julienne.

Source : D'après " Un secolo di statistiche... ".

TABEAU I -12- Répartition des établissements industriels en 1903

(2 employés et plus)

	Nombre	Force motrice (H.P.)	Moyenne (H.P.)
Nord	68.001	412.404	6,0
Midi	49.340	101.588	2,1

Source : D'après " Un secolo di statistica italiana ... "

TABLEAU II - 1 -

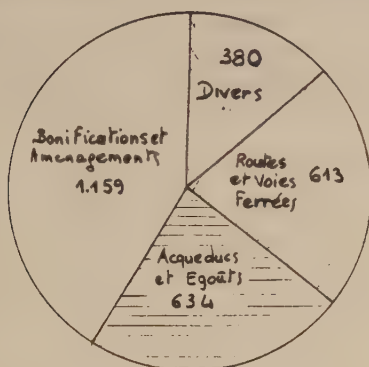
Interventions de la Caisse

Secteurs	Plan décennal (fonds de la loi n° 646 de 1950)		Plan de 12 ans (intégration des financements de la loi n° 949 de 1952)	
	Milliards de lires	%	Milliards de livres	%
Agriculture	770	77,0	888	69,1
Transports et com- munications	90	9,0	190	14,8
Aqueducs et égouts	110	11,0	177	13,8
Tourisme et crédit. hotelier	<u>30</u>	<u>3,0</u>	<u>25</u>	<u>2,3</u>
Total	1000	100,0	1280	100,0
Types d'intervention	Infrastructures			
Routes	90	9,0	115	9,0
Voies ferrées et ferry boat	-	-	75	5,9
Aqueducs et égouts	110	11,0	177	13,8
Bonifications et amé- nagements de zones de montagne	380	38,0	478	37,3
Réformes	280	28,0	280	21,9
Travaux touristiques	<u>30</u>	<u>3,0</u>	<u>25</u>	<u>1,9</u>
Total	890	89,0	1150	89,8

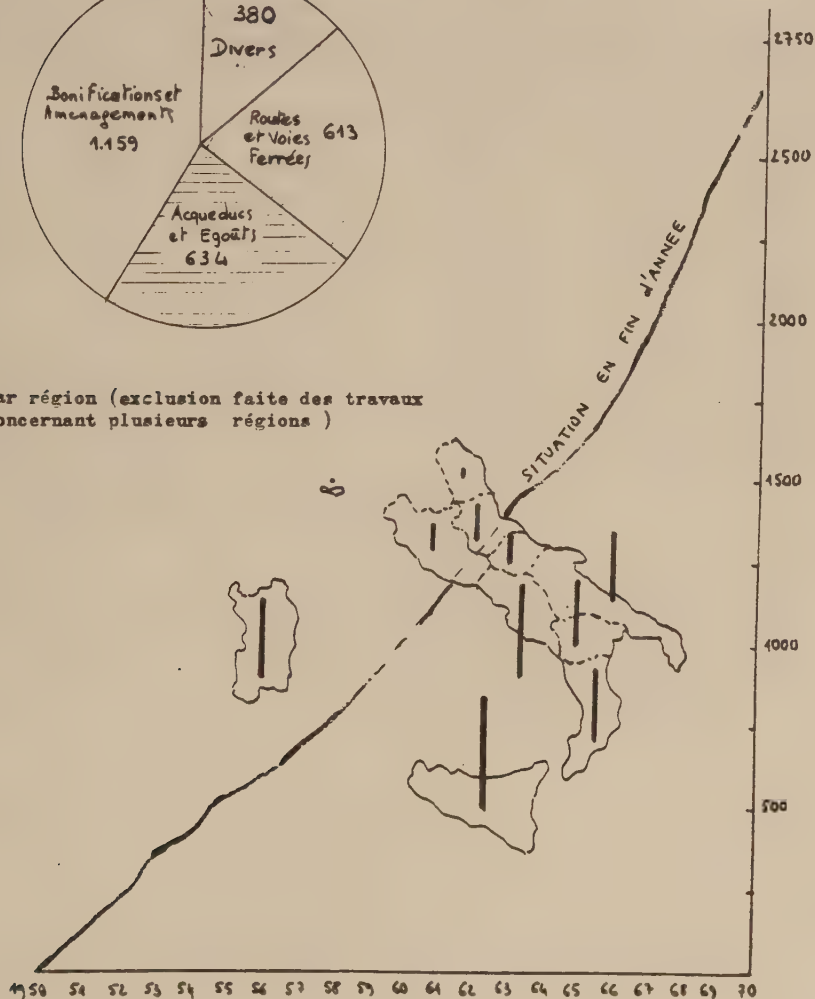
Source : Cassa per il Mezzogiorno .

Projets approuvés par la Caisse dans les secteurs d'intervention directe (en milliards de lires , situation au 31 - 12 - 1970)

Par secteur



Par région (exclusion faite des travaux concernant plusieurs régions)



Source : " Bilancio 1970 " (Bilan pour l'année 1970) de la Caisse pour le Midi .

TABLEAU II - 2 - Projets d'équipements par catégorie présentés par les " Consorzi " et approuvés au 31 - 12 - 1970
(en millions de lires)

	Projets présentés		Projets approuvés	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Routes	166	93.022	91	35.163
Voies ferrées	41	11.625	22	7.473
Aqueducs	116	61.588	68	36.054
Egoûts	59	14.568	34	6.909
Electricité	82	18.742	32	4.309
Aménagement des terrains	39	12.873	26	6.207
DIVERS	40	49.326	12	22.168
TOTAL	543	261.744	285	119.126

Source : D'après " Relazione sull' attuazione del Piano di Coordinamento degli interventi pubblici nel Mezzogiorno " p. 99 .

TABEAU III -1- Répartition régionale des prêts accordés pour le développement du Midi (situation au 31.12.1970 en millions de lires)

Régions	Prêts		Investissements prévus	Chiffre d'affaires prévisionnel annuel	Emploi prévisionnel (nombre)
	Nombre	Montant			
Toscane	21	2.624	5.303	5.762	758
Marches	263	27.116	55.887	71.130	8.414
Latium	1.439	299.615	634.277	1.074.591	83.587
Abruzzes	999	155.033	313.087	395.011	44.365
Molise	197	12.307	24.434	29.303	3.017
Campanie	4.185	764.774	1.857.032	2.621.165	228.185
Pouilles	1.677	470.046	1.384.604	1.176.537	123.288
Basilicate	339	119.908	225.895	222.696	18.091
Calabre	676	78.209	157.183	177.744	18.364
Sicile	2.057	709.729	1.599.924	1.408.779	92.933
Sardaigne	1.226	714.586	1.633.701	1.155.521	52.522
Total	13.079	3.353.947	7.891.327	8.338.239	673.524

Source : d'après " BILANCIO 1970 " Cassa per il Mezzogiorno .

TABEAU III -2- Répartition régionale des primes concédées
situation au 31 - 12 - 1970 (en millions de lire)

Régions	Nombre	Coût des initiatives	Primes concédées	Part régionale en %
Toscane	10	2.449	301	0,1
Marches	235	26.469	3.961	1,1
Latium	1.070	312.668	46.148	12,8
Abruzzes	1.023	147.287	22.038	6,1
Molise	178	17.486	2.643	0,7
Campanie	2.811	602.905	82.868	22,9
Pouilles	2.618	375.566	56.197	15,5
Basilicate	297	75.908	11.228	3,1
Calabre	685	69.190	10.183	2,8
Sicile	1.318	217.849	31.777	8,8
Sardaigne	707	442.775	94.519	26,1
Total	10 952	2.290.552	361.863	100,0

Source " Bilancio 1970 " Cassa per il Mezzogiorno
p. 73 et 77.

TABEAU III -3- Répartition des PRETS PAR TYPE d'OPERATION (de 1950 à 1970)

	Initiativesnouvelles 5622	Extensions 7457	Total 13.079
Financements (milliards de lire)	2035,5	1318,5	3.354
Chiffre d'affaire prévis- sionnel annuel (milliards de lire)	3681,5	4656,8	8.338,3
Nombre d'emplois prévus (en milliers)	340,9	332,7	673,6

Source : D'après " Bilancio 1970"
Cassa per il Mezzogiorno .

TABLEAU III -4- Evolution des PRETS pour le developpement du Midi
de 1950 à 1970 (en millions de liras)

Années	Investissements prévus	Financements		Investis- sement finan- cé (en %)	Emploi prévisionnel (nombre)
		Nombre	Montant		
1950	13;114	278	6.301	46,5	14.191
1951	27.146	336	11.008	40,5	12.627
1952	45.196	360	18.018	40,5	23.707
1953	45.524	363	18.720	41	13.496
1954	39;490	422	16.632	42	12.141
1955	97.620	595	37.311	39,4	20.038
1956	97.245	655	41.837	43	22.152
1957	90.955	346	35.564	39	12.839
1958	104.112	443	43.662	42	16.844
1959	78.612	326	32.190	40,2	14.509
1960	204.446	627	90.076	44	30.328
1961	392.236	730	188.799	48	36.995
1962	674.834	1.230	314.634	46,5	64.231
1963	721.506	1.301	309.822	43	74.567
1964	371.732	603	89.599	24	38.613
1965	624.261	982	283.297	45,5	43.483
1966	735.444	768	352.681	48	26.463
1967	471.134	593	228.534	48	24.726
1968	1.311.775	777	489.064	38	47.984
1969	850.118	734	347.482	41	59.137
1970	894.827	610	398.716	44,5	64.353
Total	7.891.327	13.079	3.353.947	41,5	673.524

Source : D'après " Bilancio 1970 " Cassa per
il Mezzogiorno p.178 .

TABLEAU III-5 : Répartition des financements dans les diverses branches industrielles de 1951 à 1970 (en millions de lires)

Branches d'activités	Total à la fin de 1955	de 1956 à 1959	de 1960 à 1963	de 1964 à 1967	de 1968 à 1970	Total
Industries extractives	2.039	1.486	4.314	23.803	22.242	53.884
Transformation produits du sol	18.253	31.692	103.554	65.380	67.670	286.549
Tabac	631	2.654	1.001	1.047	1.185	6.518
Textiles	7.844	7.798	46.326	49.594	17.701	129.263
Habillement	849	3.669	10.910	7.322	5.852	28.602
Chaussures peaux cuirs	58	1.107	8.369	7.555	1.032	18.121
Fabrication de meubles, industries du bois	2.833	5.971	25.069	20.780	12.364	67.017
Métallurgie	4.992	6.545	31.075	133.909	257.595	434.116
Mécanique	9.502	22.999	97.299	87.559	132.804	350.163
Matériaux de cons- truction verre céramique	26.165	32.092	134.774	49.865	92.368	335.264
Chimie	33.645	107.990	299.543	294.578	531.473	1267.229
Caoutchouc	151	371	7.405	2.355	31.464	41.746
Cellulose fibres artificielles	---	---	16.613	8.474	33.208	58.295
Papeteries	8.746	9.267	83.471	31.796	15.301	148.581
Polygraphiques	686	1.094	5.892	11.932	4.411	24.015
Matières plastiques	222	1.633	12.553	4.211	17.064	35.683
Manufactures diverses photos articles de ci- néma phonographes	127	810	6.457	8.187	2.393	17.974
Eau électricité gaz	261	507	20.295	34.079	53.087	108.229
Transports	500	3.780	2.657	8.050	4.163	13.836
Divers	108	670	3.134	2.090	2.912	8.914
Total...	117.612	242.135	915.397	852.566	1306.289	3433.947

Sources : d'après " Il bilancio 1970 "
Cassa per il Mezzogiorno.

TABLEAU III -6- Quotients de localisation sectoriels (I) des secteurs ayant connu les taux d'expansion les plus forts (de 1951 à 1968)

	Chimie et activités connexes	Métallurgie	Mécanique
Abruzzes et Molise	0,22	0,07	1,05
Campanie	0,24	1,75	2,27
Pouilles	0,70	2,01	1,08
Basilicate	1,74	0,05	0,89
Calabre	0,57	0,38	0,93
Sicile	1,79	0,04	0,61
Sardaigne	1,76	0,06	0,12

Source : D'après " GLI INVESTIMENTI A -
GEVOLATI NEL MEZZOGIORNO"
Giuffrè Ed. 1971.

(1) Ces quotients sont obtenus par le rapport :

$$\frac{x_j / x}{X_j / X}$$

x_j = montant des investissements dans l'activité j effectués dans la région,

x = " " effectués dans la région pour toutes les activités industrielles,

X_j = montant des investissements de l'activité j effectué dans le Midi,

X = " " de toutes les activités industrielles effectués dans le Midi.

TABLEAU III -7- Répartition régionale des PRETS dans les secteurs ayant connu les taux d'expansion les plus forts de 1951 à 1968 (en milliards de lires)

	Chimie et activités connexes	Métallurgie	Mécanique
Abruzzes et Molise	12	2	14
Campanie	69	264	126
Pouilles	205	309	27
Basilicate	57	1	6
Calabre	15	5	11
Sicile	443	5	29
Sardaigne	319	6	4
Total Midi	4120	592	217

Source : D'après " Gli Investimenti agevolati nel Mezzogiorno " Giuffrè Ed. 1971.

III - 8 - a - Evolution des aides financières concédées de 1955 à 1971
(millions de francs) Tableaux III 8-a à III-8-d .

Années	PRIMES			PRETS *		
	Nombre	Montant	Prime moyenne	Nombre	Montant	Prêt moyen
1955		0	0,12		16	
1956	112	8		205	34	0,47
1957		5,4			46,1	
1958	52	5,7	0,11	79	37,7	0,41
1959	109	45,9	0,42	63	20,6	0,32
1960	191	88,4	0,46	93	49	0,52
1961	236	58	0,25	50	21	0,42
1962	283	58,4	0,21	6	15,4	2,50
1963	244	70,8	0,29	5	17,2	3,43
1964	253	80,2	0,32	2	3,4	1,70
1965	222	82,5	0,37	2	59,5	24,75
1966	206	90,4	0,44	2	1,77	0,88
1967	164	68,8	0,42	37	85,3	2,23
1968	196	108,8	0,56	111	248,2	2,25
1969	322	206,9	0,64	189	313	1,65
1970	446	439,5	0,98	20	144,9	7,24
1971	356	319,8	0,89	8	68	8,51
TOTAL	3392	1737,5	0,51	872	1165,9	1,34

* Prêts accordés ou titre de l'expansion régionale.

TABLEAU III-8-b

INCIDENCE REGIONALE des PRIMES de 69 à 71	Nombre			Montant			Emplois		
	1969	1970	1971	1969	1970	1971	1969	1970	1971
Aquitaine	40	38	33	17,5	16,9	15,9	3285	2786	5041
Auvergne	11	42	12	1	15,1	7,6	300	2172	893
Basse Nor- mandie	12	8	13	1,7	9,4	17,1	843	1285	492
Bretagne	61	64	67	18,2	25,8	29	3078	6339	5828
Centre	6	6	4	4,7	1,2	7,9	672	264	272
Languedoc- Roussillon	6	7	7	0,7	18,6	9	225	1804	1019
Limousin	23	19	23	8,4	8,3	8,4	1002	1059	1291
Midi-Pyrénées	22	42	47	30,5	21,3	22	2750	3700	3870
Pays de la Loire	29	60	36	12,3	65,5	39	1968	8526	5629
Poitou	29	47	30	8	42,6	50,5	1549	6463	5258
TOTAL OUEST	239	333	272	103	224,7	206,4	15672	34397	29593
TOTAL FRANCE	322	446	356	206,9	439,5	319,8	29317	61145	45837
% OUEST	74	74	76	49,8	51	64	53,4	56,2	64,5

TABLEAU III -8-c-

DECOMPOSITION AIDES (% total concédé 55-71)			
PRIMES		PRETS	
de 55 à 68	de 69 à 71	de 55 à 68	de 69 à 71
44,4	55,6	54,9	45,1

TABLEAU III-8-d-

Total primes 1969-1971	Nombre	Montant	Emplois
OUEST	842	534,2	79662
FRANCE	1124	966,1	136299
% OUEST	73,6	55,3	58

Sources : D.A.T.A.R.;
I.N.S.E.E.;
"Industries et régions".

TABLEAU III - 9- Répartition des PRIMES dans les Principales régions bénéficiaires (millions de F.)

	de 1955 à 1962		1964	1966	1968	1971
	Total	en % total nation				
Nord	33,3	9	0,6	2,1	8,5	62,5
Bretagne	60,4	16,3	19,8	23,4	18,2	29
Lorraine	20,1	5,4	3,8	5,2	4,9	24,5
Pays de la Loire	38,9	10,5	6,9	6,1	5,7	62
Aquitaine	11,8	3,2	22,3	8,2	6,2	16,1
Languedoc	14,2	3,8	3	0,9	2,9	8,9
Rhône-Alpes	9	2,4	2,8	0	9,2	30
Limousin	10,5	2,8	1,2	2,6	1,5	8,6
Poitou-Charentes	9,3	2,5	2,4	15,4	3,8	28,2
Auvergne	7,3	1,9	2,1	2,3	2,5	7,8
Total 10 régions (en % national)		79,6	80,9	73,2	58,2	86,8

TABLEAU III -10-

INCIDENCE des PROGRAMMES aidés pendant le Ve Plan

	1966	1967	1968	1969	1970
Solde net des emplois industriels (en milliers)	46,7	-111,1	-27	179,1	53,6
Emplois prévus par les programmes aidés (en milliers)	20	21	28,5	29,3	61,1

Sources : I.N.S.E.E; Industries et régions ; M.T.P. et B.

TABLEAU III-11 Interventions des Sociétés de Développement Régional
(de III-11-a à III-11-c)

TABLEAU III-11-a : Prêts sur emprunt

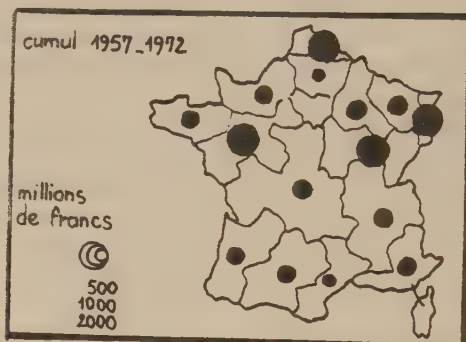


TABLEAU III-11-b : Investissements

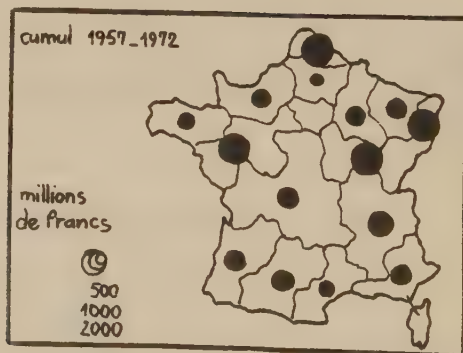


TABLEAU III - 11c -

OPERATIONS des S.D.R. (OUEST élargi)	Prêts sur fonds d'em- prunt	Entreprises bénéficiai- res	Investisse- ments corres- pondants
	Millions de F.	Nombre	Millions de F.
Société de développement régional de Normandie	292,2	194	1106
Société pour le développement économi- que du centre et Centre-Ouest	346,0	262	1384
Société de développement régional de l'Ouest (S.O.D.E.R.O.)	556,7	407	2000
Société de développement régional de la Bretagne	208,8	196	676
Société de développement régional du Sud- Ouest (E.X.P.A.N.S.O.)	248,1	233	1200
Société toulousaine et financière du Sud- Ouest (T.O.F.I.N.S.O.)	204,9	178	850
Société de développement régional du Languedoc-Roussillon	126,7	96	526
Total S.D.R. Ouest élargi	1983,4	1566	7742
Total S.D.R. France	4470,3	2961	18515
% Ouest élargi	44,4	52,9	41,8

Sources : les Collections de l'I.N.S.E.E. R 14 1973 .

TABEAU III -12- Incidence des PRIMES et des PRETS sur le financement des Investissements aidés

	financement des primes en %	financement des prêts en %	financement total en %
de 1955 à 1962	4,8	4,3	9,1
1966	5	1	6
1967	4	4,9	8,9
1968	4,8	10,9	15,7
1969	4,8	4,3	9,1

Sources : I.N.S.E.E.; M.T.P. et B.

TABEAU III -13- Exonérations fiscales accordées (depuis 1962)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
exonérations de patente	61	104	296	716	652	693	573	943	771	325
réduction des droits de mutation	407	455	582	735	716	817	300*	327	293	325
amortissement exceptionnel de 25 %	76	43	91	296	210	213	170	251	246	263

* diminution résultant de la réforme fiscale sur les droits d'enregistrement (droits de mutation remplacés par T.V.A. pour achat de terrains et immeubles récents).

TABEAU III -14- Comparaison entre exonérations obtenues (1) et exonérations demandées (2)

	1963		1964		1965		1966	
exonération de patente	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)
	104	347	296	410	716	960	652	901
réduction des droits de mutation	407	743	582	826	735	964	716	914
amortissement exceptionnel de 25%	43	311	91	117	296	397	210	298

Source : F.D.E.S.

III - 15 - Incidence des aides sur le Coût de l'investissement en France

Nature de l'aide ou des pénalités	Rapport moyen entre le montant de l'aide et le montant de l'investissement
A - EXONERATIONS FISCALES	
- réductions des droits de mutation	S'applique uniquement pour l'achat d'usines vacantes correspond à une subvention de 5,3%.
- exonération de patente	Une enquête sur 43 entreprises tend à montrer qu'une exonération totale pendant 5 années en 1964 correspondait à une économie égale à 5,7% du montant de l'investissement.
- amortissements exceptionnels	Dans le cas où le coût de la construction représente 50% de l'investissement et pour les entreprises soumises à l'I.S. avec un taux d'actualisation de 7% sur 20 ans, le différé d'imposition correspond à une subvention égale à 2,55% du montant de l'investissement.
- exonération des plus values foncières	Uniquement en cas de transfert d'activité, permet d'obtenir au maximum une subvention égale à 5% du montant de l'investissement.
B - FACILITES DE FINANCEMENT	
- prêts du F.D.E.S.	Financement de 1/3 de l'investissement dans les zones de conversion pour une durée de 12 ans. Par rapport aux taux pratiqués en 1968 sur le marché financier, le prêt à 6% réduit le coût de l'investissement de 1,6%.
- prime de développement	Par la fiscalisation de la prime, le montant réel est inférieur à celui concédé. Son obtention exige la création d'un nombre d'emplois minimum.
- prime au taux de 25%	Correspond une subvention nette de 16,4%
- " au taux de 15%	" " 9,8%
- " au taux de 12%	" " 7,9%
- prime d'adaptation	Représente de 0 à 16,4% de l'investissement.

- réduction du prix d'achat de terrains dans certaines zones industrielles de l'Ouest	Sur un coût d'achat de 6 F par m2 par rapport au prix moyen de vente en France de 9 F le m2 pour un investissement total, l'économie permise est égale à 1,6% de l'investissement total.
- prime et redevance pour la suppression de locaux dans la Région Parisienne	Variable, l'économie de redevance réalisée par une entreprise s'implantant en Province plutôt que dans une zone de la région Parisienne soumise à une pénalisation de 100 F par m2 correspond en moyenne à 12% de l'investissement.
- taxe de transport	Variable, calculée en fonction du nombre des personnes employées occupées est égale à 2% maximum du salaire de base pour une entreprise de la Région Parisienne.

Source : L.D.F. "Effet accumulé des aides financières...." juillet 1968 .

TABLEAU IV -1- Contribution de la Caisse à l'économie italienne
(comparaison entre les effets dûs à son action avec
les développements globaux de l'économie italienne
entre 1951 - 1955) valeurs en milliards de lire 1954.

	Répartition géographique	Effets économiques de la caisse	Developpements obtenus par l'économie italienne	$(\frac{1}{2}) \times 100$
		(1)	(2)	
I - Investissement brut				
- total	Italie	623	2556	24,4
	Midi	602	944	63,8
	Nord	21	1612	1,3
- Travaux publics	Italie	318	547	58,1
	Midi	218	321	99,1
	Nord	-	226	-
II - Consommation privée	Italie	517	5583	9,3
	Midi	390	1575	24,8
	Nord	127	4008	3,2
III - Produit net	Italie	785	7466	10,5
	Midi	592	2036	29,1
	Nord	193	5430	3,6
IV - Epargne nette	Italie	110	1143	9,6
V - Emploi (milliers de postes par an)				
- industrie et services		973	3875	25,1
- construction et travaux publics		537	925	58,1
- autres industries		436	2950	14,8

Source : F. PILLOTON " Effetti moltiplicativi ... " SVIMEZ .

TABLEAU IV -2- Indicateurs socio-économiques de l'espace italien en 1971, variations par rapport à 1951

MIDI	1971 Italie = 100	Variations Italie 1971 / 1951	Variations Midi 1971 / 1951
Population résidente	34,8	13,7	6,3
Population active	30,2	- 4,2	- 13,7
Population scolarisée	39,7	53,6	60,0
Revenu global	24,0	542,4	545,4
Consommation d'électricité	24,5	364,2	475,2
Abonnés TV - radio	26,2	220,0	306,3
Recettes fiscales (impôts de consommation)	22,3	661,0	774,3
Developpement du réseau routier	33,6	66,6	123,4
Emploi industriel	15,1	53,9	34,8

Source : " Mondo economico" n° 2 déc.1972.

TABLEAU IV -3- Décomposition de l'emploi par secteur en % (1951 et 1971)

	1951			1971		
	Midi	Italie	Midi Italie	Midi	Italie	Midi Italie
Agriculture	56,7	43,9	42,6	30,9	18,8	50,5
Industrie	20,1	29,4	22,5	31,9	42,1	23,3
Activités tertiaires	17,4	20,9	27,4	26,9	29,8	27,8
Administration publique	5,8	5,8	33,3	10,3	9,3	34,3
TOTAL	100,0	100,0	33,0	100,0	100,0	30,7

Sources : " Annuario statistico 1957",
"Notizie istat " juin 1972 .

TABLEAU IV -4- Décomposition de l'emploi industriel
en % (1951 et 1971)

	1951			1971		
	MIDI	ITALIE	$\frac{\text{MIDI}}{\text{ITALIE}}$	MIDI	ITALIE	$\frac{\text{MIDI}}{\text{ITALIE}}$
Extractives	0,9	0,7	40,4	0,8	0,6	39,0
Manufacturières	13,4	22,6	19,5	17,8	31,0	17,7
Electricité, gaz, eau	0,3	0,5	22,1	0,7	0,8	25,4
Construction	5,5	5,6	33,3	12,6	0,7	40,0
TOTAL	20,1	29,4	22,5	31,9	42,9	23,3

Sources : " Annuario statistico 1957,
" Notizie istat " juin 1972 .

TABLEAU IV -5- Elasticité de la consommation par rapport au revenu par tête.
(de 1951 à 1969)

	Nord-ouest	Midi
1) Alimentation,boissons	0,79997	0,81152
2) Tabac	0,55180	0,72918
3) Habillement,chaussures	0,76599	0,76630
4) Habitation,combustibles énergie	1,13018	1,06883
5) Mobilier	0,86206	1,04499
6) Hygiène et santé	1,12059	1,29452
7) Transports	1,36020	1,50101
8) Loisirs	0,98714	0,97743
9) Autres biens et services	1,14868	1,15636

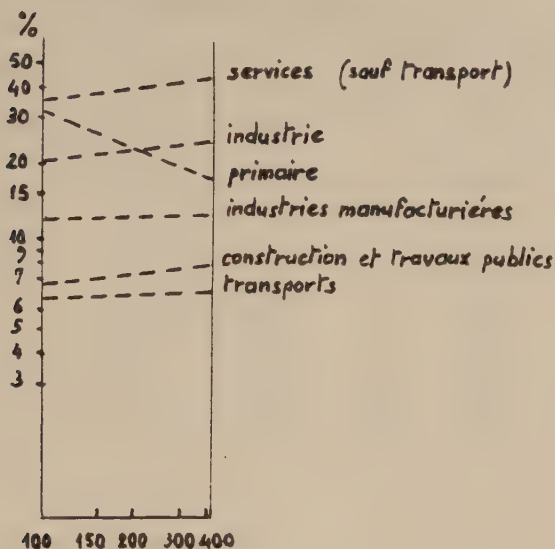
Source : ISTAT " Conti territoriali per gli
anni 1951 - 1969 ".

TABLEAU IV -6- Décomposition de la valeur ajoutée (1951 et 1971)

	1951			1971		
	Midi x 100 Italie	Italie	Structure du Midi	Midi x 100 Italie	Italie	Structure du Midi
Agriculture	35,8	22,9	34,0	44,0	9,7	17,9
Industrie	15,6	36,7	23,7	17,1	38,7	27,2
Activités tertiaires	22,9	31,1	29,5	23,6	39,6	38,3
Administration publique	33,0	9,3	12,8	33,5	12,0	16,6
TOTAL	24,1	100,0	100,0	24,3	100,0	100,0

Sources : " Annuario statistico 1957",
" Notizie istat" juin 1972.

IV -7- Evolution de la valeur ajoutée des industries manufacturières du Midi par rapport aux autres secteurs (de 1951 à 1969) double échelle logarithmique



Source : I.S.T.A.T. " I conti territoriali per gli Anni 1951 - 1969 ".

TABEAU IV -8-

Confrontation de quelques indicateurs de developpement (1951 et 1971)

	1951		1971	
	Midi x 100 Italie	Midi x 100 Nord-ouest*	Midi x 100 Italie	Midi x 100 Nord-ouest
Revenu net par habitant	62,7	40,7	64,3	46,8
Revenu net par actif	70,8	50,5	72,8	58,1
Consommation par habitant	73,2	55,0	75,0	61,1
Investissement brut par travailleur dans l'industrie	66,5	53,7	152,0	176,7

* Nord-ouest = Piémont, Val-d'Aoste, Lombardie, Ligurie

Sources: " Annuario statistico 1957",

" Notizie istat" juin 1972.

TABLEAU IV -9- Evolution de divers indicateurs par rapport à la moyenne nationale (de 1951 à 1971)

	Midi	Abruz- zes et Molise	Campanie	Pouilles	Basili- cate	Cala- bre	Sicile	Sar- daigne
Popu- lation résidente	--	--	+	--	--	--	+	--
Popu- lation active	--	--	--	--	--	--	--	--
Popu- lation scolari- sée	+	+	+	+	--	+	+	+
Revenu global	+	--	--	+	--	--	+	--
Consom- mation d' électricité	+	+	+	+	--	--	--	--
Abonnés TV radio	+	+	+	+	+	+	+	+
Recettes fiscales (impôts de consomma- tion)	+	+	--	+	+	--	+	+
Develop- pement du ré- seau routier	+	+	+	+	+	+	+	+

+ valeurs supérieures à la moyenne nationale .

-- valeurs inférieures à la moyenne nationale .

Source : "Mondo economico" n° 51,
dec. 1972 .

TABLEAU IV -10- Décomposition par région de l'emploi industriel
(1951 et 1971)

	Nombre 1951	de salariés 1971	Variation %
Abruzzes et Molise	71.042	103.639	+ 45,9
Campanie	207.467	285.385	+ 37,6
Pouilles	129.682	219.532	+ 69,3
Basilicate	22.639	29.398	+ 29,8
Calabre	68.940	60.395	- 12,4
Sicile	165.438	202.191	+ 22,2
Sardaigne	68.501	86.419	+ 26,2
Total Midi	733.719	986.939	+ 34,8
Total Italie	4.241.901	6.527.973	+ 53,9

Source : " Mondo economico "
n° 51, dec.1972 .

TABLEAU IV -11- Répartition des investissements industriels
(de 1951 à 1966 en milliards de lires 1963 = 100)

	Secteur Traditionnel	Secteur Moderne	Total	Secteur Traditionnel	Secteur Moderne
	milliards de lires			pourcentages	
1951	51,5	78,9	130,4	39,5	60,5
1954	63,6	97,3	160,9	39,5	60,5
1957	119,2	90,0	209,2	57	43
1960	71,6	223,2	294,8	24,3	75,7
1963	238,4	416,6	655,0	36,4	63,6
1966	120,7	264,8	385,5	31,3	68,7
Total 1951 - 66	1623,6	3327,3	4950,9	32,8	67,2
Taux de croissance annuel moyen	5,7	8,4	7,5	-	-

Source : L. CUOCO " Il processo di sviluppo ... " Svimez
1971, p.87.

TABLEAU IV -12-

Opérations de décentralisation (1954-1971)

Régions	Nombre	Emplois prévus	Emplois (%total ouest)	Emplois (%total France)
Basse Normandie	165	31.579	15,9	7,5
Centre	591	64.778	32,6	15,3
Bretagne	95	23.313	11,8	5,6
Pays de la Loire	178	35.880	18,0	8,6
Poitou-Charentes	63	12.729	6,4	3,3
Limousin	37	3.615	1,9	0,9
Auvergne	46	6.719	3,4	1,5
Aquitaine	71	8.560	4,4	1,9
Midi - Pyrénées	37	7.563	3,8	3,1
Languedoc - Roussillon	32	3.647	1,8	0,9
Total ouest	1.325	198.563	100,0	48,6
Total France	2.650	415.823		
% ouest	50	48,5		48,6

Source : D.A.T.A.R.

TABLEAU IV -13-

Concentration des emplois créés

a - dans un rayon de 100 km environ autour de PARIS		Nombre d'emplois	Total	Total (% nation)
	Eure et Loir	22.256	113.003	27,1
	Eure	19.467		
	Oise	15.443		
	Loiret	12.527		
	Yonne	9.487		
	Aube	5.735		
	Marne	13.442		
	Aisne	14.646		
b - dans un rayon de 200 km environ de PARIS				
	Somme	14.170	112.895	27
	Seine Maritime	28.773		
	Calvados	20.752		
	Orne	7.817		
	Mayenne	5.740		
	Sarthe	10.232		
	Indre et Loire	10.428		
	Loir et Cher	7.595		
	Cher	5.375		
	Ardenne	2.013		
TOTAL (200 km de PARIS)			225.898	54,1

Source : D.A.T.A.R.

TABLEAU IV - 14 - Evolution de l'emploi industriel dans les régions de l'Ouest, de l'Est et de la région Parisienne entre 1954 et 1968

Régions	1954	1962	1968	Variation en % entre 54 et 68
Basse Normandie	71.690	83.900	105.960	47,5
Centre	158.210	182.940	212.880	34,6
Bretagne	130.570	130.000	151.300	15 4
Pays de la Loire	202.310	215.700	245.820	20,2
Poitou	91.800	97.800	110.820	20,2
Auvergne	128.180	125.520	139.900	9,2
Aquitaine	195.400	190.820	202.140	8,6
Midi-Pyrénées	165.750	165.380	173.680	3,6
Languedoc-Roussillon	96.790	99.980	99.900	3,2
Total Ouest	1.299.560	1.351.700	1.508.120	16
Région Parisienne	1.371.530	1.453.160	1.379.980	0,61
Total Est	2.741.470	2.807.540	2.946.440	7,5
Total France	5.412.560	5.675.400	5.834.540	7,8

Source : I.N.S.E.E. " L'espace économique français"
 "Etudes de démographie régionale.Evolution de
 l'emploi de 1954 à 1968 " coll. R 4.

TABLEAU IV - 15 - Répartition de l'emploi industriel par zone (en %)

zones	1954	1968
Région Parisienne	25	23,6
Ouest	24	25,8
Est	51	50,6

Source : D'après " Industries et Régions".

TABLEAU IV - 16 - Répartition de l'emploi industriel entre 1954 et 1968 pour quelques secteurs significatifs (en %)

	1954		1968	
	Région Parisienne	Province	Région Parisienne	Province
Industries mécaniques	40	60	32	68
Construction électrique	57,5	42,5	43,5	56,5
Industries alimentaires	16,8	83,2	15	85
Habillement	45	55	22,6	77,4

Sources : INSEE " L'espace économique français "
 " Etudes de démographie régionale.
 Evolution de l'emploi de 1954 à 1968
 coll. R 4.

TABLEAU IV - 17 - Variation de l'emploi industriel entre 1954 et 1968 pour quelques secteurs significatifs.

	Région Parisienne	Province
Industries mécaniques	6,1 %	51,5 %
Construction électrique	33,8 %	128 %
Industries alimentaires	- 4,5 %	10,4 %
Habillement	- 43 %	- 12,5 %

Source : INSEE " Etudes de démographie régionale
 ... ".

TABLEAU IV - 18 - Répartition de la croissance des emplois industriels dans les branches en expansion (branches dont l'emploi a augmenté sur le plan national.)

Zones	De 1954 à 1962		De 1962 à 1968	
	Variation annuelle en nombre	Variation en %	Variation annuelle en nombre	Variation en %
Région Parisienne	21.241	27,37	- 7.129	- 13,53
Est	40.050	51,61	31.815	60,32
Ouest	16.307	21,02	28.006	53,15
Total France	77.598	100,00	52.692	100,00

Source : " Etudes de démographie régionale, l'emploi de 1954 à 1968." I.N.S.E.E. coll. R 4 p. 41.

TABLEAU IV - 19 - Evolution des effectifs dans les industries en régression (branches dont les effectifs ont diminué sur le plan national)

Zones	De 1954 à 1962			De 1962 à 1968		
	Taux annuel	Diminution annuelle	% de la diminution nationale	Taux annuel	Diminution annuelle	% de la diminution annuelle
Région Parisienne	- 3,0	- 8.150	20,7	- 3,7	- 9.130	23,7
Est	- 1,8	- 21.490	54,4	- 2,3	- 26.800	69,5
Ouest	- 1,9	- 9.820	24,9	- 0,5	- 2.610	6,8
France entière	- 2,0	- 39.460	100,00	- 2,0	- 38.540	100,00

Source : " Etude de démographie régionale, l'emploi de 1954 à 1968 " p. 43.

TABLEAU IV - 20 - CARACTERISTIQUES de l'EXPANSION REGIONALE de 1954 à 1968
(de IV 20 a à IV 20 d)

TABLEAU IV - 20 a - Evolution de la part des secteurs d'activité par rapport
à l'emploi sectoriel national global de 1954 à 1968 (en %)

	Part du Primaire		Part du secondaire		Part du Tertiaire	
	1954	1968	1954	1968	1954	1968
Région Parisienne	0,17	0,16	23,4	22,4	27,8	27,6
Ouest	64,5	65	27	29	32	34
Est	35	34,5	49,6	48,6	40,2	39,4

TABLEAU IV - 20 b - Evolution de l'emploi de la population active occupée

	Variation en %				Part de chaque région dans le total du pays en %	
	1954 - 1962		1962 - 1968			
	Totale	Annuelle	Totale	Annuelle	1954	1968
Région Parisienne	+ 11,99	+ 1,43	+ 6,63	+ 1,08	18,98	21,40
Ouest	- 5,11	- 0,71	+ 2,68	+ 0,44	39,06	35,93
Est	+ 1,97	+ 0,16	+ 5,63	+ 0,92	41,96	42,67

TABLEAU IV - 20 c - Répartition de la population entre 1954 et 1968 (en %)

	1954	1962	1968
Région Parisienne	17,1	18,2	18,6
Ouest	38,8	37,4	36,6
Est	44,1	44,4	44,8

TABLEAU IV - 20 d - Solde migratoire interrégional et international de la population totale

	1954 - 1962	1962 - 1968
Région parisienne	+ 710.300	+ 365.400
Ouest	- 23.700	+ 353.100
Est	+ 634.900	+ 615.100

Sources : D'après I.N.S.E.E. , DATAR " Statistiques et indicateurs des régions françaises. Edition 1970".

TABLEAU IV - 21 - Salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 1970

	salaire moyen annuel en F.	indice
Paris	21.573	134
Ouest	13.514	84,2
Sud Ouest	13.490	84,1
Est	14.464	90,1
Creuse	10.885	67,8
Lozere	11.239	70
France	16.044	100

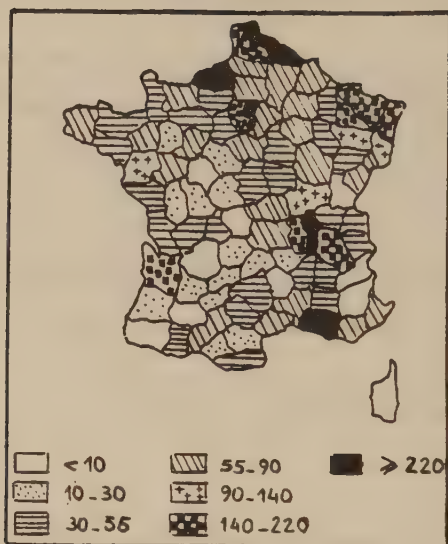
Sources:"D'après Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 1970 " I.N.S.E.E décembre 1973 .

TABLEAU IV - 22 - Evolution du revenu brut par habitant de 1962 à 1969

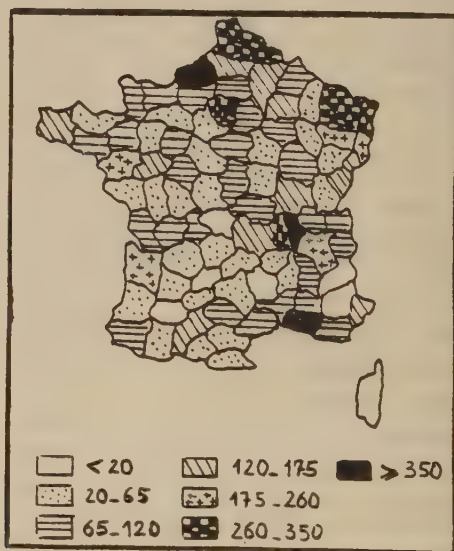
	1969 revenu en milliers de F.	Coefficient régional	
		1962	1969
Région Parisienne	15.307	144	139
Poitou-Charentes	9.456	79	86
Midi - Pyrenées	9.431	79	86
Bretagne	8.903	80	81
Limousin	9.534	83	86
France	11.022	100	100

Source : " Les comptes régionaux des ménages de 1968 et 1969 " I.N.S.E.E R 11 mai 73 p. 13 .

C A R T E S

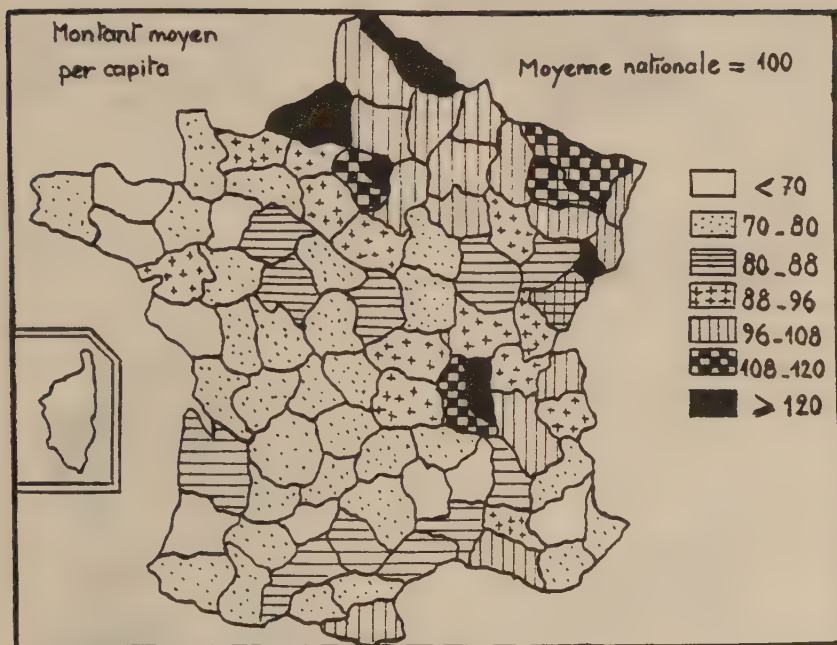


I-b : Chiffre d'affaires
en 1951 (milliards
de francs).

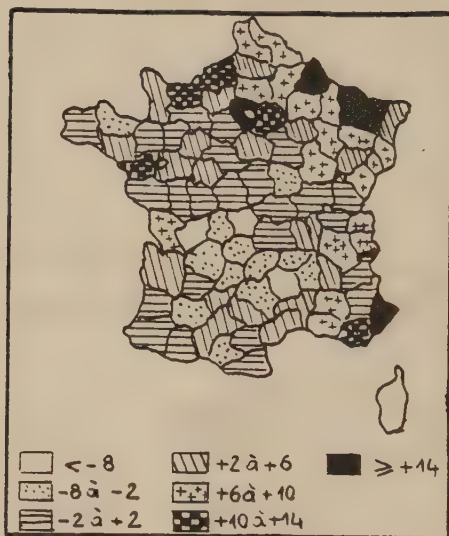


Source : INSEE " L'espace
économique français ".

I-c : Revenus des particuliers en 1951.



Source : INSEE " L'espace économique français ".



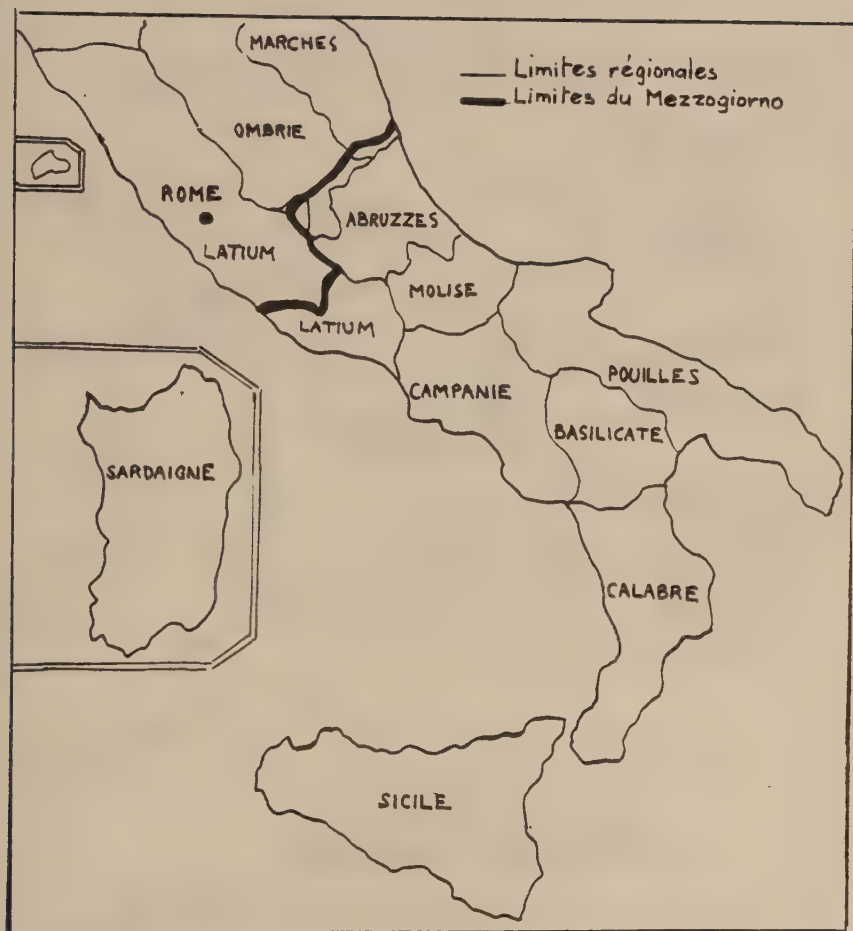
I-d : Variation de la population de 1946 à 1954 en (%) de la population de 1946.

I-e : Migrations dans les communes rurales de 1946 à 1954 en (%) de la population de 1946.

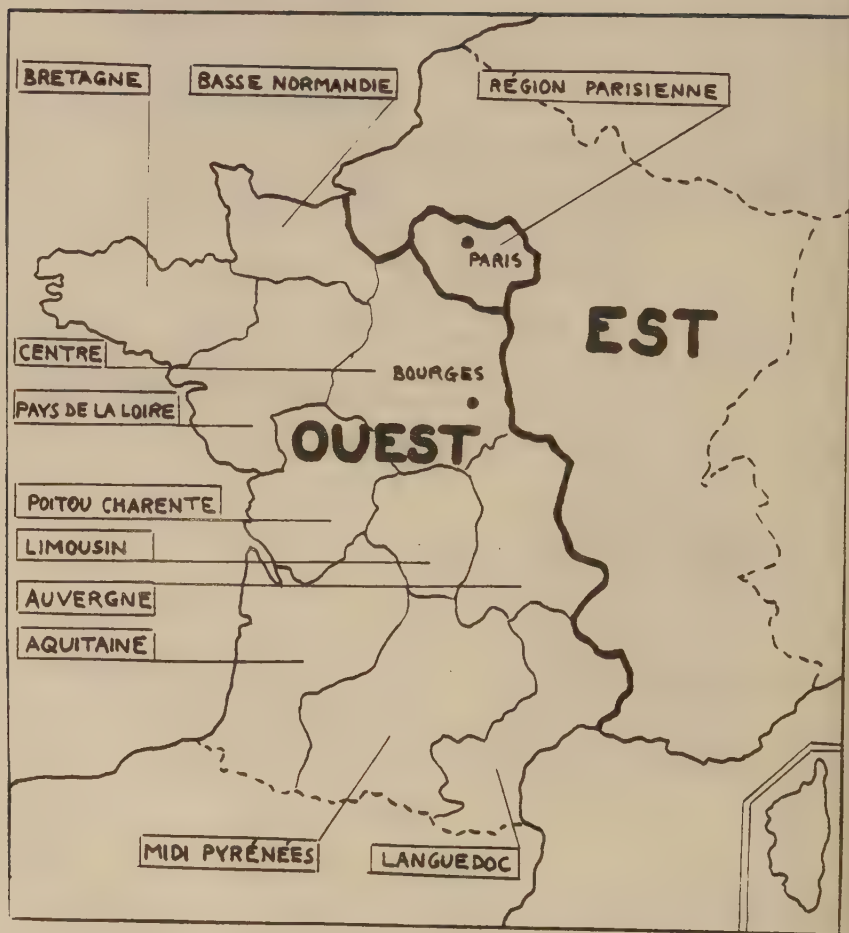


Sources : " L'espace économique français ".

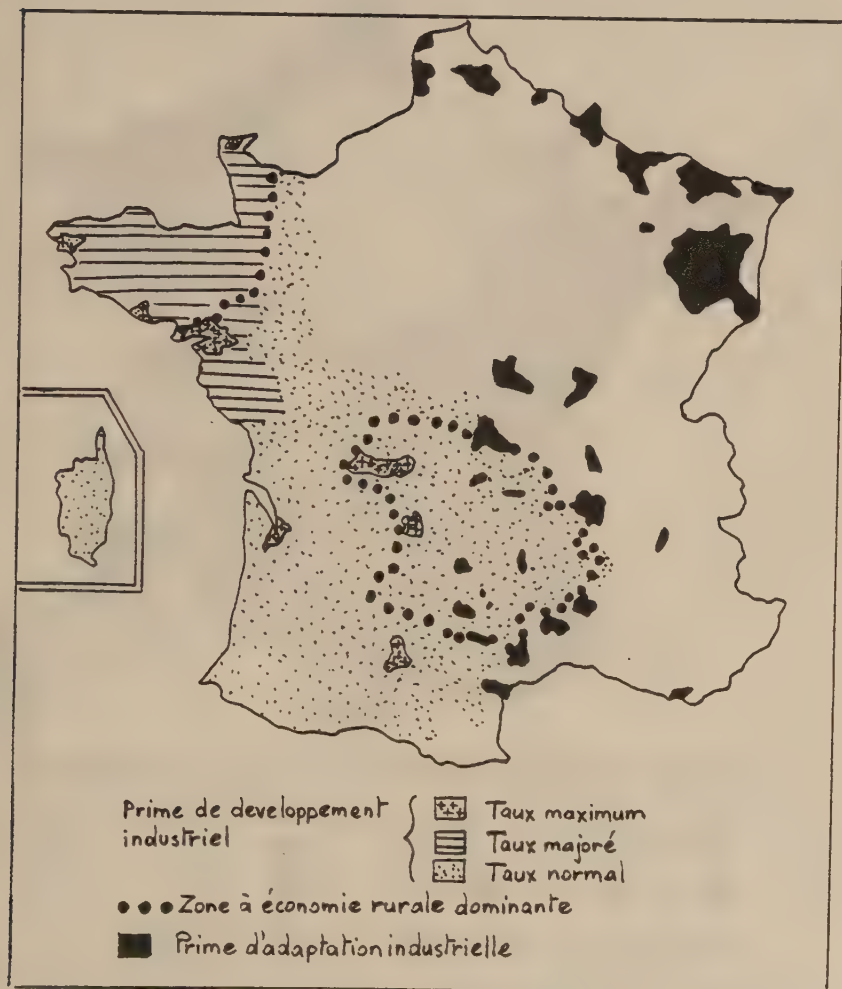
I-f : Le Midi italien.



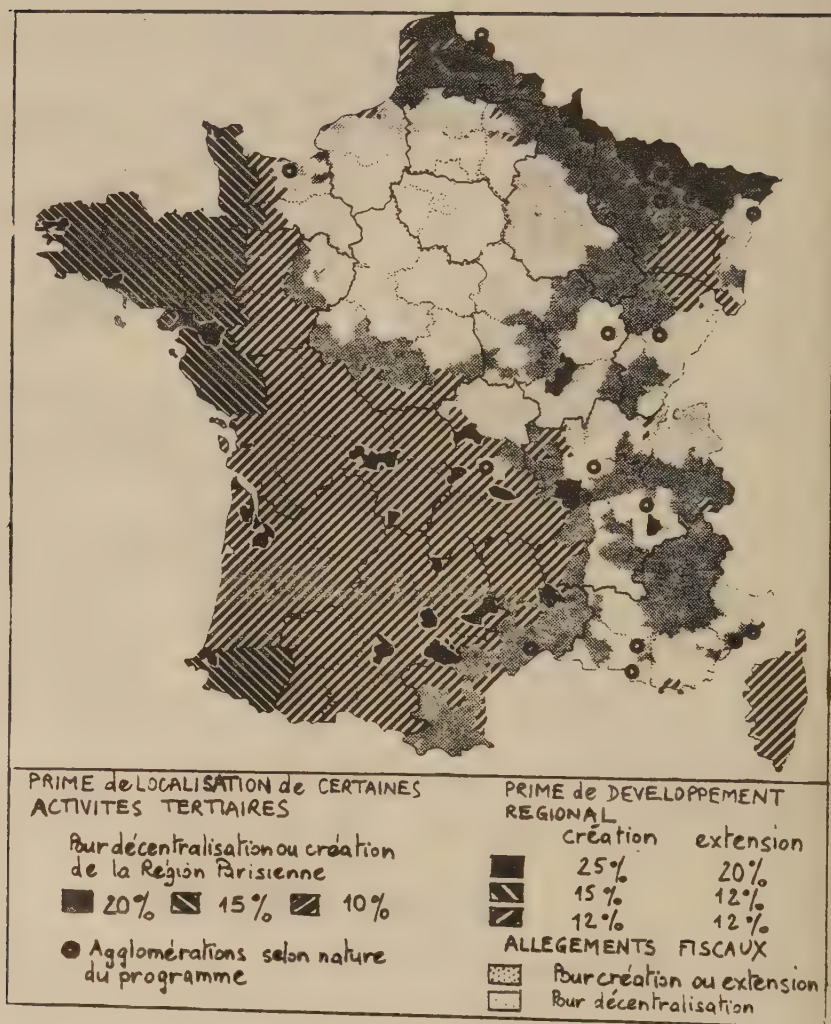
I-g : Limites de l'Ouest.



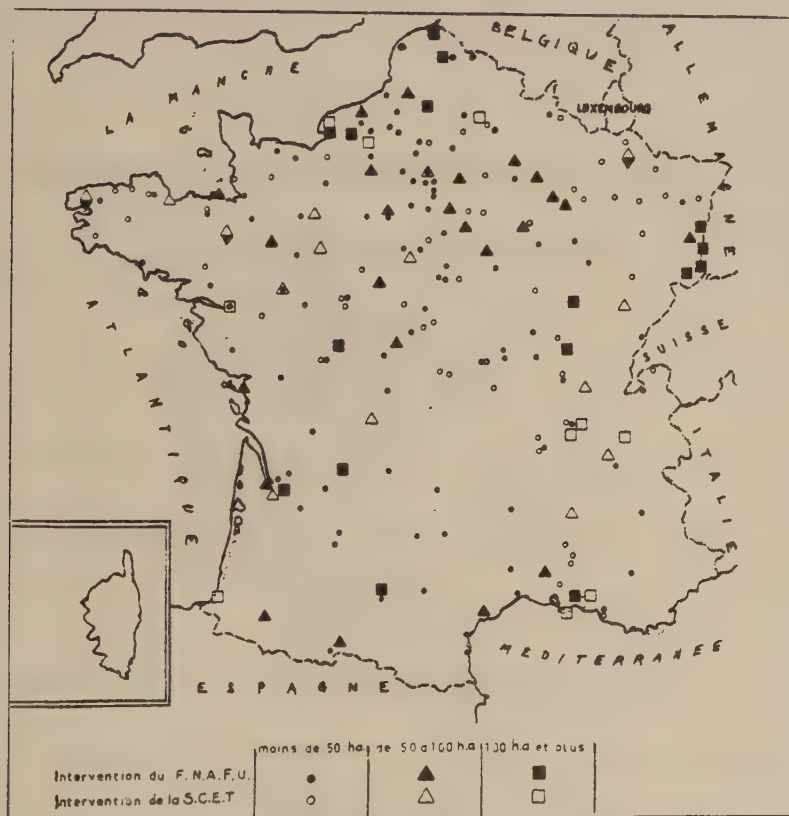
II-a : Aides au développement régional (régime de 1964).



II-b : Aides au développement régional (régime de 1972).

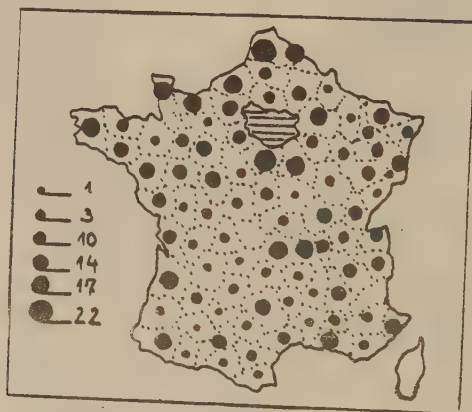


II-c : Zones industrielles réalisées ou en cours de réalisation
au 31-7-1963 par la FNAUF et la SCET.



Source : CECA " Localisation et aménagement de terrains industriels
en France ".

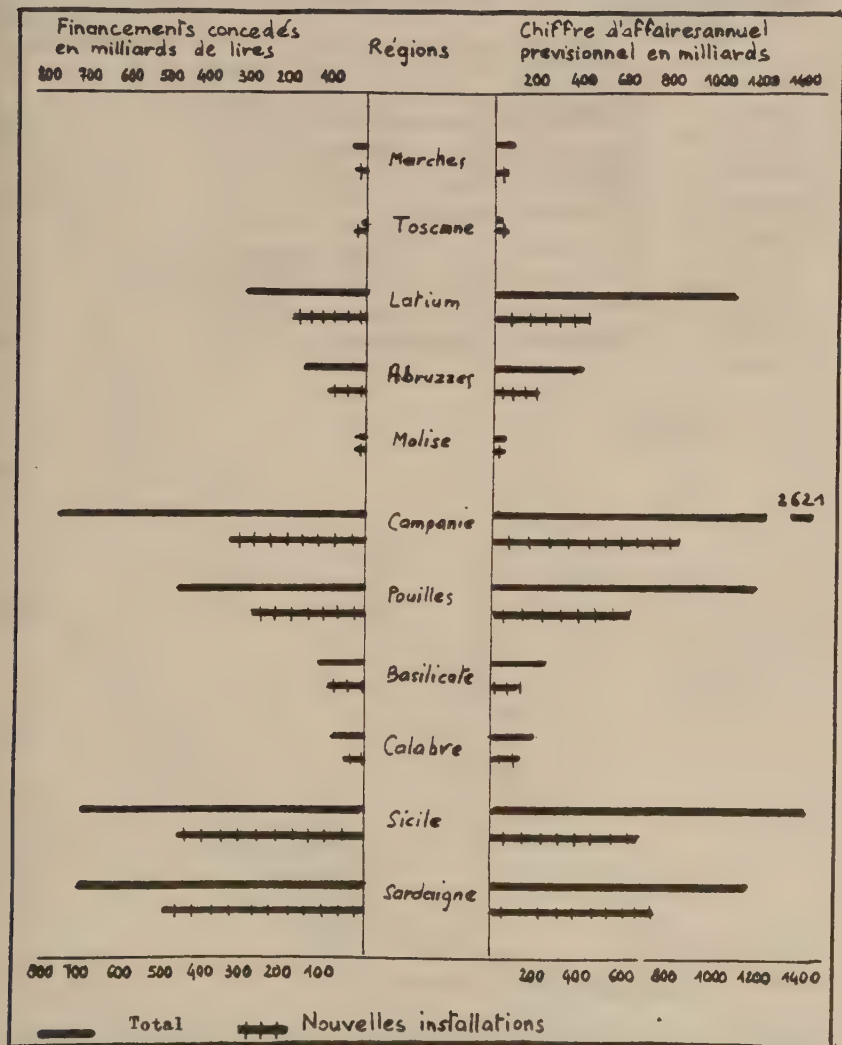
II-d : Zones industrielles aménagées ou prévues par département en 1967.



Source : INSEE " Statistiques et Indicateurs des régions françaises. R I4. déc. 1973 .

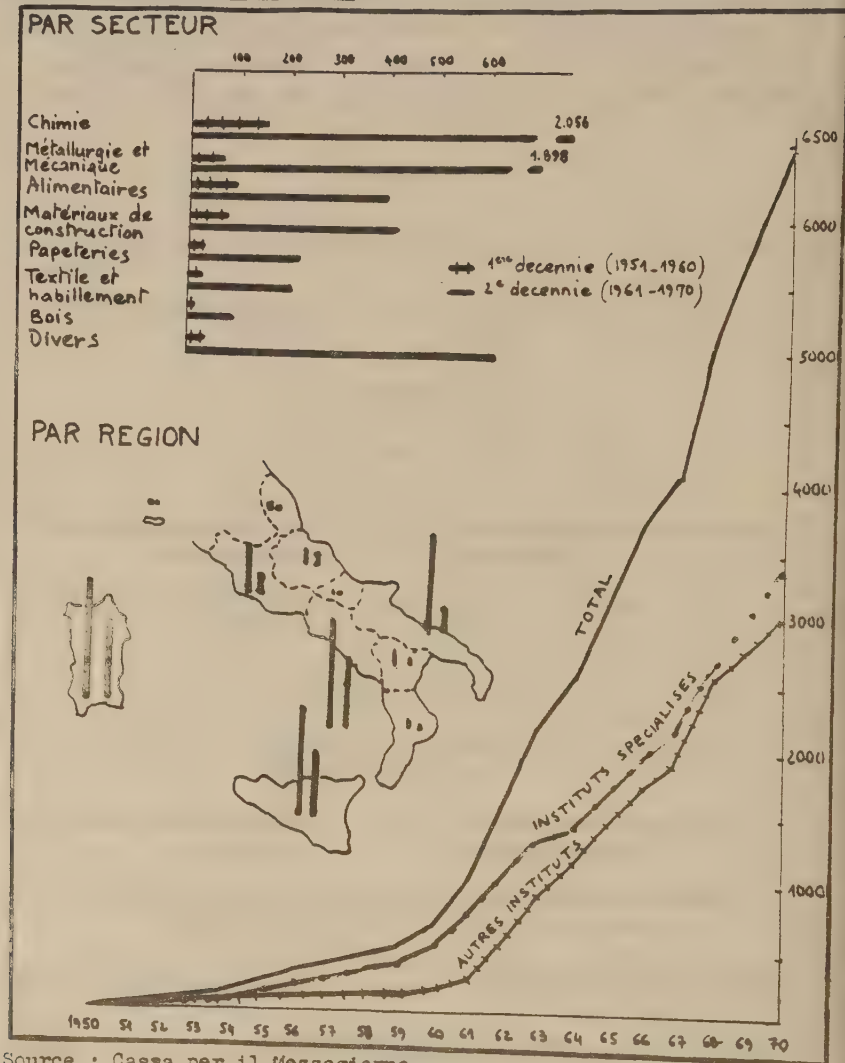
GRAPHIQUES

III-I : Interventions financières par régions et chiffre d'affaires prévisionnel correspondant (tous Instituts Spécialisés de Crédit).



Source : Cassa per il Mezzogiorno.

III-2 : Caractéristiques des interventions financières (tous Instituts Spécialisés de Crédit)



Source : Cassa per il Mezzogiorno.

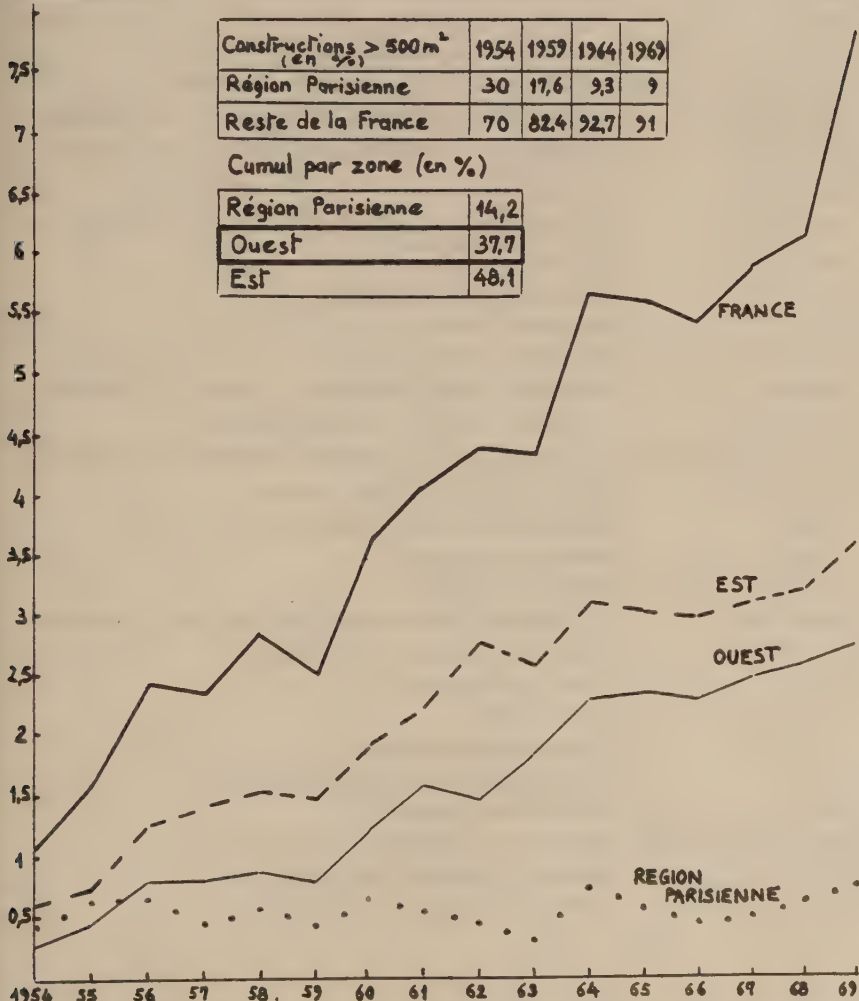
IV-I : Permis de construire industriels de 1954 à 1969
(pour des surfaces supérieures à 500 m²)

Surfaces
(millions de m²)

Constructions > 500 m ² (en %)	1954	1959	1964	1969
Région Parisienne	30	17,6	9,3	9
Reste de la France	70	82,4	92,7	91

Cumul par zone (en %)

Région Parisienne	14,2
Ouest	37,7
Est	48,1



Sources : D.A.T.A.R. " Localisation et aménagement
de terrains industriels en France ".

LISTE DES ABREVIATIONS

A.E.R.	: American Economic Review .
A.F.	: Archivio Finanziario .
A.M.	: Annali del Mezzogiorno .
A. et P.	: Analyse et Prévision .
A.S.U.R.	: Archivio di Studi Urbanie Regionali .
C.E.R.I.S.	: Centro di Ricerche sull'Impresa e lo Sviluppo .
C.I.S.E.A.	: Cahiers de l'Institut de Science Economique Appliquée .
C.R.I.	: Cahiers de Reconversion Industrielle .
D.A.T.A.R.	: Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale .
E.A.	: Economie Appliquée .
E.I.	: Economia Internazionale .
E.J.	: Economic Journal .
E.M.	: Economie Méridionale .
G.E.A.E.	: Giornale degli Economisti e Annali di Economia .
I.S.T.A.T.	: Istituto Centrale di Statistica .
J.O.C.E.S A.et R.	: Journal Officiel Conseil Economique et Social, Avis et Rapports .
J. of P.E.	: Journal of Political Economy .
I.D.F.	: La Documentation Française .
M. et C.	: Moneta e Credito .
M.E.	: Mondo Economico .
M.T.P. et B.	: Le Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment .
N. et E.D.	: Notes et Etudes Documentaires .
N.M.	: Nuovo Mezzogiorno .
N. et S.	: Nord e Sud .
P.E.	: Problèmes Economiques .
Q.J.E.	: Quaterly Journal of Economics .
R.E.	: Revue Economique .
Ren. Acc. Naz.Lin.	: Rendiconti Accademia Nazionale Lincei .
R.E.P.	: Revue d'Economie Politique .
R.E.S.O.	: Revue Economique du Sud-Ouest .

R.J. et E. du S.O: Revue Juridique et Economique du Sud-Ouest .
 R.I.S.E.C. : Rivista Internazionale di Scienze Economiche
 e Commerciali .
 R.I.S.S. : Rivista Internazionale di Scienze Sociali .
 R.M. : Realtà del Mezzogiorno .
 R.P.E. : Rivista di Politica Economica .
 R.S.F. : Revue de Sciences Financières .
 S.O.F.D.I. : Société pour favoriser le développement et la
 décentralisation industriels .
 S.V.I.M.E.Z. : Associazione per lo Sviluppo del Mezzogiorno .
 T.E.M. : Techniques Economiques Modernes .

- BIBLIOGRAPHIE -

I - OUVRAGES :

- M. ANNESI : " Le leggi sul Mezzogiorno "
(Svimez Roma 1969, 1033 p.).
- " L'intervento straordinario nel Mezzogiorno nel quinquennio 1971-1975 "
(Svimez Roma 1972, 583 p.).
- M. ASTORG : " Politiques régionales en Europe Septentrionale "
(Commissariat Général au Plan, ronéotypé 1971, 134 p.).
- J. AUSTRUY : " Le scandale du développement "
(Ed. M. Rivière 1964, 535 p.).
- P. AYDALOT : " Essai sur la théorie du développement "
(Cujas 1971, 283 p.).
- " Mobilité et croissance spatiale "
(T.E.M. espace, Gauthier-Villars 1971, 141 p.).
- P. AYDALOT, M. NOEL : " La mobilité des activités économiques "
et C. FOTTIER (T.E.M. espace, Gauthier-Villars 1971, 252 p.).
- A. BARRERE : " Théorie économique et impulsion keynésienne "
(Dalloz 1952, 762 p.).
- P. BAUCHET : " Les tableaux économiques : analyse de la région Lorraine "
(Ed. Genin 1955, 393 p.).
- W. P. BAUMOL : " Théorie économique et analyse opérationnelle "
(Traduction de l'anglais " Economic theory and operations analysis " Dunod 1963, XIV, 473 p.).
- W. P. BAUMOL et K. KNORR : " What price economic growth ? "
(Aspectrum Book, Prentice Hall. Inc. Englewood cliffs N.J. 1961, 174 p.).

- M. BESUZZO : " L'incentivazione dell'industria meridionale " (Cassa per il Mezzogiorno, Roma 1962, 124 p.).
- J. R. BOUDEVILLE : " Etudes de politique et d'économie régionale " (Sirey 1959, 144 p.).
- " L'espace et les pôles de croissance. Recherches et textes fondamentaux " (sous la direction de J.R. BOUDEVILLE, P.U.F. 1968, VIII-232 p.).
- " Pôles de développement et centres de croissance " (Dunod, 1970, 126 p.).
- " Les espaces économiques " (Coll. Q.S.J., P.U.F. 3eme édition 1970, 128 p.).
- " Aménagement du territoire et polarisation " (Ed. Genin 1972, 279 p.).
- H. BROCHIER et P. TABATONI : " Economie financière " (P.U.F. 2eme édition 1963, 701 p.).
- L. BRUNI : "Aspetti della dinamica strutturale delle industria manifatturiere nelle regioni italiane " (Svimez Roma, Collana F. Giordani, Giuffrè Ed. 1970, 166 p.).
- A. CALOIA : " Forme di mercato e modelli di localizzazione " (Saggi di teoria e politica economica, Giuffrè Ed. 1967, 154 p.).
- L. CARTELIER : " Intégration européenne et aménagement de l'espace " (These Paris 1968, 377 p.).
- P. de CASTELBAJAC et J. MONOD : " L'aménagement du territoire " (Collection Q.S.J. P.U.F. 1971, 128 p.).
- C.E.R.I.S. : " Lo sviluppo industriale delle aree depresse del Piemonte. Efficacia e limiti dell'incentivo fiscale " (Franco Angeli Ed. Torino 1966, 329 p.).
- J. CHARDONNET : " L'économie Française " (Dalloz tome I, 2eme édition 1970, 550 p. tome II, 1971, 467 p.).

- H. B. CHENERY : " La politiche di sviluppo per l'Italia Meridionale " (Svimez Roma 1962, 77 p.).
- F. COMPAGNA : " La questione meridionale " (Garganti Ed. 1963, 148 p.).
- F. CORONT-DUCLUZEAU : " La formation de l'espace économique national (A. Colin 1964, 252 p.).
- L. CUOCO : " Il processo di sviluppo di un'area sovra-popolata : il Mezzogiorno d'Italia " (Svimez Roma, Collana F. Giordani, Giuffrè Ed. 1971, 181 p.).
- F. DAMETTE : " Le territoire français, son aménagement " (Editions sociales 1969, 146 p.).
- L.E. DAVIN : " Economie régionale et croissance " (Ed. Genin 1964, 300 p.).
- L. DECHESNE : " La localisation des diverses productions " (Les Editions Comptables Commerciales et Financières, Bruxelles 1945, 329 p.).
- P. H. DERYCKE : " L'économie urbaine " (Coll. SUP. P.U.F. 1970, 261 p.).
- J. DESROUSSEAUX : " L'évolution économique et le comportement industriel " (Dunod 1965, 678 p.).
- D. DOLCI : " Gaspillage " (Traduction de l'italien " Spreco " par R. PARIS, Ed. Maspero, 345 p.).
- C. DONOLO : " Stratégie de décentralisation et de localisation industrielle " (Bordas 1972, 189 p.).
- P. DURAND : " Industries et régions. L'aménagement industriel de la France " (L.D.F. 1972, 124 p.).
- Y. DURRIEU : " Régionaliser la France, capitalisme ou socialisme ? " (Ed. Mercure de France 1969, 356 p.).
- " L'impossible régionalisation capitaliste. Témoignage de Fos et du Languedoc " (Ed. Anthropos 1973, 268 p.).

- ECOLE SUPERIEURE DES: " Pour un bilan de la décentralisation.
SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUEES Prospectives "
(Paris 1971, 175 p.).
- J. FAUCHEUX : " La décentralisation industrielle "
(Ed. Berger-Levrault 1959, 258 p.).
- A. M. PERICELLI : " Théorie de la localisation, la localisation
indépendante de la firme "
(Thèse complémentaire Rennes 1966, 146 p.).
- P. FONTANEAU : " Fiscalité Européenne "
(Tome I et II, les Cahiers Fiscaux Européens,
Paris 1968/69 - 1970/71).
" Fiscalité et investissement "
(Dossiers Thémis P.U.F. 1972, 97 p.)
- J. FREYSSINET : " Le concept du sous-développement "
(Ed. Mouton 1966, 367 p.).
- C. FURTADO : " Théorie du développement économique "
(P.U.F 1970, 264 p.).
- J. GARELLO : " Diffusion du développement et demande ef-
fective "
(Thèse Aix-en-Provence 1964, 423 p.).
- A. GARRIGOU-LAGRANGE: "Systèmes et structures, politique du déve-
et R. PASSET lopement "
(Dalloz 1965, 896 p.).
- R. GONNARD : " Histoire des doctrines économiques. De
Platon à Quesnay "
(Nouvelle Librairie Nationale 1921, 292 p.).
- J. J. GRANELLE : " Espace urbain et prix du sol "
(Sirey 1970, 296 p.).
- J.F. GRAVIER : " Paris et le désert français "
(Flammarion 2eme édition 1948, 317 p.).
" Mise en valeur de la France "
(Le Portulan 1949, 378 p.).
" L'aménagement du territoire et l'avenir des
régions françaises "
(Flammarion 1964, 336 p.).
" Economie et organisation régionale "
(Masson 1971, 211 p.).

- R. GENDARME : " La région du Nord, essai d'analyse économique " (A. Colin 1954, 305 p.).
- " La pauvreté des nations " (2eme édition Cujas 1973, 933 p.).
- O. GUICHARD : " Aménager la France " (Ed. Laffont-Gauthier 1965, 246 p.).
- A. O. HIRSCHMAN : " La stratégie du développement économique " (Traduction de l'anglais " the strategy of economic development " par F. Pons. Ed. Ouvrières 1968, 246 p.).
- E. M. HOOVER : " La localisation des activités économiques " (Traduction de l'anglais " The location of economic activity " par J. ALLAURENT. Ed. Ouvrières 1955, 240 p.).
- INSTITUT d'ETUDES POLITIQUES DE GRENOBLE : " Aménagement du territoire et développement régional " (L.D.F. Vol. I 1968, 689 p. Vol. II 1969, 753 p. Vol. III 1970, 876 p. Vol. IV 1971, 764 p. Vol. IV 1972, 770 p.).
- Y. LACOSTE : " Les pays sous-développés " (Collection Q.S.J. 1959, 125 p.).
- D. L'HUILLIER : " Le coût du transport. L'analyse économique et l'entreprise face aux mouvements des marchandises " (Cujas 1965, 469 p.).
- W. ISARD : "Méthodes d'analyse régionale et introduction à la science régionale " (Traduction de l'anglais " Methods of regional analysis, an introduction to regional science " par A. SALLEZ et E. STRAWCZYNSKY, Dunod tome I Equilibre économique 1972, X, 229 p. ; tome II " Optimisation " 1972, VIII 213 p.).
- B. JALON : " Primes et zones industrielles " (Ed. Berger-Levrault 1967, 195 p.).
- J. M. JEANNENEY : " Les économies régionales et l'aménagement du territoire " (Cours de doctorat 1955-56, les cours du droit Paris 1956, 311 p.).

- J. M. JEANNENEY : " Forces et faiblesses de l'économie française " (A. COLIN 1956, 344 p.).
- L. V. KANTOROVITCH : " Calcul économique et utilisation des ressources " (Traduit du russe par C. SARTHOU, Dunod 1962, XXXII - 307 p.).
- L. H. KLAASSEN : " Aménagement économique et social du territoire. Directives pour les programmes " (O.C.D.E. Paris 1965, 123 p.).
- " Méthodes de sélection des industries pour les régions en stagnation " (O.C.D.E. Paris 1967, 168 p.).
- " L'équipement social dans la croissance économique régionale " (O.C.D.E. Paris 1968, 178 p.).
- J. LABASSE : " L'organisation de l'espace, éléments de géographie volontaire " (Hermann 1966, 604 p.).
- M. LAURÉ : " Traité de politique fiscale " (P.U.F. 1957, 425 p.).
- G. LEDUC : " Les pays sous-développés et leurs problèmes. " (Les cours du droit, Paris 1960-1961, 405 p.).
- C. LEVI : " Cristo si e fermato a Eboli " (Einaudi Ed. 1963, 235 p.).
- W. A. LEWIS : " La théorie de la croissance économique " (Traduction de l'anglais " The theory of economic growth " par F. PONS, Payot 1968, 455 p.).
- " Développement économique et planification. Les aspects essentiels de la politique économique " (Traduit de l'anglais par E. GILLE, Payot 1968, 306 p.).
- M. LE LANNOU : " Le démenagement du territoire, rêveries d'un géographe " (Seuil 1967, 247 p.).
- J. MARCZEWSKI : " Comptabilité nationale " (Dalloz 2ème édition 1966, 661 p.).
- " Cours de planification et d'aménagement du territoire " (Les cours du droit 1968-1969 Paris, 269 p.).

- V. MARRAMA : " Saggio sullo sviluppo economico dei paesi arretrati " (Einaudi Ed. 1958, 392 p.).
- P. MASSE : " Le choix des investissements. Critères et méthodes " (Dunod 2ème édition 1964, 501 p.).
 " Le plan ou l'anti-hasard " (Coll. Idées 1965, 250 p.).
- G. MIRABELLA : " Caratteri positivi e negativi della partizione territoriale delle industrie nell'unità dell'economia italiana " (Osservatorio Economico del Banco di Sicilia 1951, 73 p.).
- F. MOMIGLIANO : " Effetti degli incentivi diretti nelle convenienze all'insediamento delle industrie " (Istituto Lombardo per gli studi economici e sociali. Collana di studi e ricerche 1968, 754 p.).
- R. MONIER : " Régions et économie régionale " (Ed. Berger-Levrault 1965, 316 p.).
- J. MONTEIL : "Optimum économique et aménagement du territoire " (Ronéotypé 1963, 45 p.).
- P. MORAN : " L'analyse spatiale en sciences économiques " (Cujas 1966, 294 p.).
- G. MYRDAL : " Théorie économique et pays sous développés " (Traduction de l'anglais : " Economic theory and under developed regions " par J. CHAZELLE Ed. Présence Africaine 1959, 191 p.).
 " Planifier pour développer " (Traduction de l'anglais " Beyond the Welfare state " Les éditions ouvrières 1963, 261 p.).
- R. NURKSE : " Les problèmes de la formation du capital dans les pays sous-développés ; structures du commerce international et développement économique " (Cujas 1968, 218 p.).
- F. PARILLO : " Lo sviluppo economico italiano " (Giuffrè Ed. 1968, 347 p.).

- M. PENOUIL : " L'évolution récente des structures économiques de l'Aquitaine, 1965-1968 " (Ed. Bieri 1969, 76 p.).
- " Economie du développement " (Dalloz 1972, 118 p.).
- F. FERROUX : " L'Europe sans rivages " (P.U.F. 1954, 663 p.).
- " L'économie du 20 ème siècle " (P.U.F. 1961, 598 p.).
- " Les techniques quantitatives de la planification " (P.U.F. 1965, 315 p.).
- G. PESCATORE : " L'intervento straordinario nel Mezzogiorno " (Giuffrè Ed. 1961, 256 p.).
- M. PHILIPPONEAU : " Le problème breton et le programme d'action régionale. Un problème type de la politique de développement des économies régionales " (A. Colin 1957, 179 p.).
- A. PIETTRE : " Pensée économique et théories contemporaines " (Dalloz 4ème édition 1966, 558 p.).
- A. C. PIGOU : " Traduction, introduction et notes " (par G. H. BOUSQUET Dalloz 1958, 415 p.).
- F. PILLOTON : " Effetti moltiplicativi degli investimenti della Cassa per il Mezzogiorno " (Svimez Roma 1960, 150 p.).
- E. PISANI : " La région ... pour quoi faire ? Ou le triomphe des Jacondins " (Ed. Calmann-Levy 1969, 228 p.).
- C. PONSARD : " Histoire des théories économiques et spatiales " (A. Colin 1958, 202 p.).
- P. L. REYNAUD : " Economie généralisée et seuils de croissance " (Ed. Genin 1962, 272 p.).
- H. W. RICHARDSON : " Regional economies. Location, urban structures and regional change " (London, Weidenfeld and Nicolson 1969, XIV - 475 p.).

- H. W. RICHARDSON : " Elements of regional economics " (Penguin Books 1970, 166 p.).
- M. ROCHEFORT - : "Aménager le territoire"
C. BIDAULT et (Seuil 1970, 143 p.).
M. PETIT
- W. ROSTOW : " Les étapes de la croissance économique " (Traduction de l'anglais : " The stages of economic growth " par M. J. du ROURET, Seuil 1963, 207 p.).
- A. SALLEZ : " Polarisation et sous-traitance. Conditions du développement régional " (Ed. Eyrolles 1971, 237 p.).
- A. SCHARLIG : " Localisation optimale et théorie des graphes " (Droz Genève 1969, 156 p.).
- " Où construire l'usine ? La localisation optimale d'une activité industrielle dans la pratique " (Dunod 1973, 228 p.).
- S. SCIARELLI : " L'industria metallurgica e meccanica nel Mezzogiorno " (Giannini Ed. 1971, 288 p.).
- S.O.F.D.I. : " Localisation industrielle. Leçon de l'expérience " (Les Presses Réunies 1970, 95 p.).
- J. SPINDLER : " Variations spatiales de la fiscalité et effets externes des localisations économiques " (Thèse Nice 1972, 308 p.).
- L. STOLERU : " L'impératif industriel " (Seuil 1969, 294 p.).
- P. SYLOS-LABINI et : " Idee per la programmazione economica "
G. FUA (Laterza Bari 1963, 187 p.).
- P. SYLOS-LABINI : " Problemi dello sviluppo economico " (Laterza Bari 1970, 196 p.).
- G. TAGLIACARNE : " 260 aree economiche in italia. Contributo alla programmazione " (Giuffrè Ed. 1966, 204 p.).
- R. TELLER : " Amortissement fiscal et croissance des entreprises dans la C.E.E. (F. Lancier Ed. Bruxelles 1974, 289 p.).

- J. TENEUR et
L. DI QUAL : " Economie régionale et aménagement du territoire " (P.U.F. 1972, 94 p.).
- J. TINBERGEN : " Politique économique et optimum social " (Traduction de l'anglais et de l'allemand par D. DUFOURT Economica 1972, XIII - 272 p.).
- " Techniques modernes de la politique économique " (Traduction de l'anglais " economic policy principles and design " par L. de AZCARATE, Dunod 1961, XXVIII - 250 p.).
- Y. TROTIGNON : " La France au XXème siècle " (Bordas, tome I jusqu'en 1968, 1975, 447 p. tome II depuis 1968, 1975, 226 p.).
- F. VITO : " Atti del convegno di Studio voltosi à Torino e a Saint Vincent dal 3 al 7 settembre 1961 " (sous la direction de F. VITO, Lerici Ed. 1962, 973 p.).
- E. WEIBEL : " La création des régions autonomes à statut spécial en Italie " (Droz Genève 1971, 467 p.).
- S. WICKHAM : " L'espace industriel européen. Perspectives économiques " (Ed. Calmann-Lévy 1969, 268 p.).

II - ARTICLES :

- G. ACKLEY et L. DINI : " Agevolazioni fiscali e creditizie per lo sviluppo industriale dell'Italia Meridionale " (M.e C.n° 49, 1960).
- V. APPICELLA : " Ammordamento della politica di localizzazione dell'industria " (R.M. n° 7-8, 1963).
- M. ASTORG : " Evolution des politiques d'aide régionale dans quatre pays du Marché Commun " (M.T.P. et B. n°I, 1974).
- H. AUJAC : " La hiérarchie des industries dans un tableau des échanges interindustriels et ses conséquences sur la mise en oeuvre d'un plan régional décentralisé " (R.E. n° 3, 1960).
- P. AYDALOT : " Note sur les économies externes et quelques notions connexes " (R.E. n° 6, 1963).
- " Le rôle économique des autoroutes " (R.E.P. n°2, 1965).
- "Etude sur le processus de polarisation et sur les réactions des industries anciennes à la lumière de l'expérience de Lacq " (C.I.S.E.A. série L.I5 n° 159, 1965).
- W. P. BAUMOL : " Macro economies of unbalanced growth : the anatomy of urban crisis " (A.E.R. n° 3, 1967).
- G. BALANDIER : " Sociologie des régions sous-développées " (Traité de sociologie publié sous la direction de G. GURVITCH Paris 1958, Tome I).
- P. BAUCHET : " Sous-développement, notion équivoque " (Revue de l'Action Populaire, Janvier 1956).
- M. BEAUD : " Une analyse des disparités régionales de croissance " (R.E. n° I, Janvier 1966).
- "Analyse régionale structurale et planification régionale " (R.E. n° 2, 1966).

- P. BELTRAME : " La fiscalité de l'aménagement du territoire, ses modalités, ses incidences politiques " (R.S.F. n° 2, 1967).
- C. BENEDETTI : " Sugli indici della produttività sociale degli investimenti " (Metron Roma, Istituto di Statistica, vol. XXIII n° I-4, 1964).
- P. J. BERNARD : " Un modèle de croissance régionale " (C.I.S.E.A. série L I3 oct. 1963).
" Structures urbaines et prix des sols " (R.E. n° I, 1972).
- A. BIENAYME : " Le rôle du plan dans la restructuration de l'appareil productif " (R.E.P. n° 4, 1974).
- F. BLOCH-LAINE : " Les moyens d'une politique de développement régional " (R.E. n° 6, 1956).
- J. J. BONNAUD : " Le Ve Plan et l'évolution de la planification en France " (R.S.F. n° I, 1966).
" Les instruments d'exécution du plan utilisé par l'Etat à l'égard des entreprises. A la recherche des instruments d'une nouvelle politique industrielle " (R.E. n° 4, 1970).
- J. R. BOUDEVILLE : " Note sur l'implantation des industries clefs dans la région Rhône-Alpes (esquisse d'une méthode d'étude) " (annales de l'Université de Lyon, 3e série fascicule I9, 1959).
" Un modèle de mouvements commerciaux inter-régionaux en France " (C.I.S.E.A. série L. n° II8, oct. 1961).
" Croissance régionale et localisation " (R.E.F. n° I, 1963).
" Note sur l'intégration des espaces économiques " (C.I.S.E.A. série L I4, n° I53, 1964).
" Intégration européenne, régions urbaines et villes moyennes " (R.E.P. n° 2, 1974).

- H. BOURGUINAT : " Les instruments de la région programme "
(C.I.S.E.A. série L I4 n° 153, 1964).
- : " Economies et déséconomies externes "
(R.E. n° 4, 1964).
- L. CAFAGNA : " Intorno alle origini del dualismo economico
italiano "
(in Problemi storici dell'industrializzazione
e dello sviluppo. Argaxia Urbino 1965).
- M. CANINO : " Mezzogiorno alla ribalta "
(Studio Sud n° I, 1971).
- C. CAPONI : " Indicatori territoriali dello sviluppo in-
dustriale italiano. Una indagine Nord e Sud."
(R.P.E. oct. 1970).
- R. CAPPELLIN : " La struttura dei modelli econometrici re-
gionali "
" G.E.A.E. n° 7-8, 1975).
- P. de CASTELBAJAC : " Entre deux politiques de décentralisation "
et N. RAMBAUD (R.J. et E. du S. O. n° I, 1969).
- C. CASTELLANO : " Dualité et dualisme. Le cas italien "
(E.A. tome XXIV n° I-2, 1971).
- A. CHAINEAU : " Un modèle d'analyse de l'espace économique
français. Essai de quantification des concepts
d'effets d'agglomération et d'effets de jonc-
tion "
(R.E.P. n° I, 1965).
- H. B. CHENERY : " Development policy in underdeveloped coun-
tries. The role of industrialisation in deve-
lopment programs "
(A.E.R. papers and proc. n° 45, 1955).
- N. COPPOLA D'ANNA : " Incentivi per lo sviluppo industriale nel
Mezzogiorno "
(M.et C. n° 52, 1960).
- D. C. CORNER et : " The sensivity of business to initial and
A. D. WILLIAMS investment allowances "
(Economica n° 135, 1965).
- L. C. COSCIANI : " L'attivit  finanziaria dello stato nel qua-
dro del sviluppo economico nazionale con par-
ticolare riguardo al sistema tributario "
(Atti dell'XI  convegno di studi di economia
e politica industriale R.P.E. mars-avril 1964).

- P. COSTA : " Il sottosviluppo del Mezzogiorno tra efficienza aggregata ed equita interregionale " (R.I.S.E.C. n° II, 1972).
- R. COURBIS : " Le modèle REGINA. Modèle de développement national régional et urbain de l'économie française " (Communication au IIème Colloque International d'Econométrie Appliquée, Nice 6-7 février 1975).
- " Rééquilibrer le développement régional pour préserver le développement national " (Le Monde de l'économie 16-4-1975).
- R. COURBIS et J. C. PRAGER : " Analyse régionale et planification nationale : le projet de modèle REGINA " (Les Coll. de l'INSEE R 12 mai 1973).
- O. D'ALAURO : " Il regionalismo e la teoria economica " (R.P.E. mars 1971).
- L. DAL PANE : " Les transformations des structures économiques de l'Italie unifiée " (R.E. n° 3 et 5, 1963).
- L. E. DAVIN : " Les facteurs de localisation des industries nouvelles " (R.E. n° 5, 1969).
- A. DEL MONTE : " Un'interpretazione dello sviluppo industriale del Mezzogiorno " (A.M. Università di Catania, Istituto di Storia Economica vol. X, 1970).
- G. DELLA PORTA : " La planification nationale et régionale en Italie " (E.A. n° 2, 1960).
- " Considerazioni sulla politica dello sviluppo economico " (R.P.E. mars 1960).
- P. H. DERYCKE : " Les coûts de la croissance urbaine " (R.E.P. n° I, 1973).
- G. DESTANNE de BERNIS : " Industries industrialisantes et contenu d'une politique d'intégration régionale " (E. A. n° 3, 1966).
- " Les industries industrialisantes et l'intégration économique régionale " (E.A. tome XXI, 1968).

- G. Di NARDI : " L'esperienza de la Cassa per il Mezzogiorno " (E.A. n° 2, 1961).
- " I mezzi di intervento per la creazione di nuove attivita " (R.P.E. février 1961).
- " Quelques réflexions sur la méthode des plans pour le développement régional " (C.I.S.E.A. série B A I n° 127, 1962).
- " Action régionale dans le cadre du développement économique général " (E.A. n° 3, 1966).
- " Le politiche monetarie e creditizie in un sistema duale " (R.P.E. juillet 1970).
- J. C. DISCHAMPS : " Les problèmes de décentralisation de l'organisation administrative et la politique de régionalisation " (R.E. n° 2, 1970).
- " Rôle et moyens d'action des pouvoirs publics semi-publics et des institutions privées dans l'aménagement du territoire en France " (R.E.P. n° 3 et n° 4, 1972).
- U. DRAGONE : " La politica di intervento nel Mezzogiorno e i desicentivi nelle aree settentrionali " (Communication au Convegno Turati Fondazione Olivetti " Nord-Sud " Rome, 5/6 mars 1971).
- " Il sistema degli incentivi " (N. et S. n° 58, 1972).
- A. DUMOULINS : " Le support doctrinal et théorique des subventions publiques aux investissements des entreprises " (R.S.F. n° 3, 1967).
- E. S. DUNN : " Une technique statistique et analytique d'analyse régionale : description et projection " (E.A. n° 4, 1959).
- J. M. DUPUIS : " Les incidences spatiales des marchés publics " (R.S.F. n° 2, 1973).
- " Espace et économie financière : le développement inégal des régions françaises et l'action des pouvoirs publics " (R.S.F. n° 3, 1973).

- R. ERBES : " Espaces économiques et théorie de l'intégration "
(E. A. n° 3, 1966).
- M. FALISE et
A. LEPAS : " Les motivations de localisation des investissements internationaux dans l'Europe du Nord-Ouest "
(R.E. n° 1, 1970).
- M. FLAMANT : " Concept et usage des économies externes "
(R.E. n° 1, 1964).
- M. FLEMING : " External Economies and the Doctrine of Balanced growth "
(E. J. juin 1955).
- P. FONTANEAU : " Aspects psychologiques économiques et financiers de la détaxation des investissements "
(R.S.F. n° 2, 1957).
- " Economie fiscale "
(Les Cahiers Fiscaux Européens n° 1, 1970).
- " L'implantation d'un investissement supplémentaire "
(Les Cahiers Fiscaux Européens n° 3, 1970).
- P. FONTANEAU et
E. VESSILIER : " Fiscalité et espace économique "
(Etudes économiques, Avril 1966).
- J. L. FORCINA : " Note sur les coûts d'infrastructures urbaines "
(R.E. n° 2, 1974).
- F. FORTE : " Su di un nuovo schema di incentivi fiscali per lo sviluppo economico delle aree arretrate "
(Temi Tributari, Juin 1961).
- G. FRISELLA-VELLA : " Puntualizzazioni sulla politica meridionalista "
(G.E.A.E. avril 1961).
- " Vocazioni regionali ed economie duali e dualistiche "
(Economia e Credito n° 2, 1965).
- " Origines et réalité de la dépression en Italie méridionale "
(E.A. n° 1-2, 1971).
- R. FRUIT : " Les effets de la croissance d'un pôle sur l'environnement : analyse du développement du Centre et du Sud du département du Nord "
(R.E. n° 3, 1960).

- R. FUGA : " Sviluppo tecnologico e organizzazione dello spazio " (R.P.E. mars 1968).
- R. GENDARME : " Les problèmes actuels du développement régional dans le Nord " (R.E. n° 6, 1956).
- P. GIARDA : " Incentivi fiscali e sviluppo economico regionale i risultati di recenti indagine empiriche " (R.I.S.S. janvier-avril 1963).
- F. GIANNESSI : " Su un ampliamento di un modello di ripartizione degli aiuti finanziari dello Stato intesi a favorire un armonico sviluppo delle regioni " (G.E.A.E., septembre-octobre 1966).
- R. GIRY : " La méthode de promotion des pôles industriels du développement et l'étude de Bari Tarente " (Revue du Marché Commun, février 1966).
- P. GIUSTINIANI : " Come accelerare lo sviluppo economico " (R.P.E., juillet 1961).
- J. J. GRANELLE : " La formation des prix du sol dans l'espace urbain " (R.E.P. n° I, 1968).
- J.F. GRAVIER : " Problèmes de la région parisienne " (R.E. n° 6, 1956).
- " L'action économique et régionale " (Revue des travaux de l'Académie des Sciences Morales et Politiques, 4ème série, 1er trimestre 1956).
- A. GRAZIANI : " Nuovi investimenti per il Mezzogiorno " (A.M. Università di Catania, Istituto di Storia Economica, vol. X, 1970).
- " Dualismo e sviluppo economico " (Rassegna Economica n° 2, 1963).
- H. GUILLAUME : " L'analyse coûts -avantages et la préparation des décisions publiques " (R.E. n° 3, 1972).
- N. HANSEN : " Croissance déséquilibrée et développement régional " (C.I.S.E.A. série L, octobre 1966).

- G. HINTERHUBER : " Gli effetti delle imposte sulla politica degli impianti nelle imprese industriali " (G.E.A.E. n° 9 et 10, 1966).
- J. HOUSSIAUX : " Le concept de quasi-intégration et le rôle des sous-traitants de l'industrie " (R.E. n° 2, 1957).
- J. P. JAEGER : " Approche de la localisation industrielle en France à partir d'une analyse factorielle des structures régionales " (R.E.S.O. n° 4, 1972).
- C. JAUMOTTE et J. SIMAL : " L'implantation des industries de croissance en Belgique " (R.E.S.O. n° 4, 1972).
- J. M. JEANNENEY : " A la recherche de principes pour une politique nationale de développement des économies régionales " (R.E. n° 6, 1956).
- R. JOUANDET - BERNADAT : " Le tableau industriel régional " (R.E. n° 3, 1967).
" Les expériences d'analyse interindustrielle régionale " (R.E.S.O. n° I, 1972).
- P. Y. JOUFFROY : " Réflexions sur les facteurs de localisation des entreprises " (E.M. n° 71, 1970).
- H. KRIER : " Le développement économique de la Bretagne " (R.E. n° 6, 1956).
- G. LABALLE : " Bilan de l'aide à l'expansion régionale " (M.T.P. et B. n° 31, 1962).
- J. LABASSE : " Aménagement de l'espace et géographie volontaire " (E.A. n° 3, 1966).
- J. LAJUIE : " Les conditions d'une politique de développement régional pour les pays du Marché Commun " (R.E.P. n° 2, 1959).
" Aménagement du territoire et développement économique régional en France (1945-1964) (R.E.P. n° I, 1964).

- J. LAJULIE : " La politique de développement régional et d'aménagement du territoire dans le VIème plan "
(R.E.S.O. n° 2, 1974).
- " Le coût de la croissance urbaine "
(P.E. janvier 1974).
- N. LA MARCA : " Considerazioni e proposte per una efficace azione di sviluppo del Mezzogiorno "
(R.P.E. Octobre 1971).
- P. LAMOUR : " Note relative à l'évolution des implantations industrielles en France "
(Commissariat Général au Plan, CNAT/742).
- N. LEBEL : " Mise en oeuvre des méthodes de rationalisation des choix pour la programmation de l'aménagement régional "
(E.M. n° 7I, 1970).
- C. LECLERCQ : " Le financement public de l'aménagement du territoire "
(R.S.F. n° I, 1964).
- G. LEDUC : " Le sous-développement et ses problèmes "
(R.E.P. n° 2, 1952).
- " A propos d'une économie de développement "
(R.E.P. n° 2, 1963).
- E. LEVY : " Contribution au problème des aires déprimées : l'exemple du Mezzogiorno "
(R.E. n° 2, 1956).
- J. LHERT : " Un modèle théorique de régionalisation d'un tableau d'échanges interindustriel "
(R.E.S.O. n° I, 1972).
- D. L'HUILLIER : " Transport et structuration de l'espace "
(R.E. n° 2, 1974).
- J. LIEUTAUD : " Le complexe sidérurgique de Tarente "
(Hommes et terres du Nord, 1972).
- M. LIPTON : " Balanced and unbalanced growth in underdeveloped countries "
(E.J. septembre 1962).
- S. LOMBARDINI : " L'entreprise motrice et la distribution spatiale des activités économiques "
(E.A. 1965 n° 3).

- S. LOMBARDINI : " Les analyses économiques pour la préparation d'un plan régional " (R.E.P. n° 1, 1964).
- V. LUTZ : " Il processo di sviluppo in un sistema economico dualistico " (M. et C. n° 42, 1958).
- J. MAC NEIL : " Notes sur les localisations industrielles " (C.I.S.E.A. série L, Octobre 1966).
- D. MARNET LEYMARIE : " Les relations interindustrielles des industries de croissance en France " (R.E.S.O. n° 1, 1974).
- V. MARRAMA : " Développement, Croissance, Progrès " (C.I.S.E.A. série M n° 9, 1961).
- F. MARTOS : " Régions et rationalité géographique des implantations industrielles " (E.M. n° 78, 1972).
- " Facteurs de localisation et activités économiques " (E.M. n° 78, 1972).
- P. MASSE : " L'aménagement du territoire, projection géographique de la société d'avenir " (R.E.P. n° 1, 1964).
- G. MAZZOCCHI : " Dualisme et disparités régionales " (R.E. n° 5, 1963).
- G. MERCADAL : " Peut-on tirer un enseignement des essais français de modélisation du développement spatial urbain ? " (R.E. n° 6, 1972).
- R. MERCIER : " Présentation à partir d'un modèle simple de quelques réflexions sur l'équilibre régional " (E.A. n° 2, 1963).
- R. MERCIER et P. ECHARD : " Recherche de schémas d'analyse globale des problèmes de développement régional " (R.E. n° 6, 1963).
- J. MILHAU : " La théorie de la croissance et l'expansion régionale " (E.A. n° 3, 1956).
- " Le financement de l'expansion régionale " (R.E.P. n° 1, 1964).

- A. MAXIMIN : " Problèmes méthodologique des coûts de la croissance urbaine " (R.E.S.O. n° 4, 1973).
- P. MORAN : " L'analyse spatiale en sciences économiques " (Cahiers Villars n° 4, 1966).
 " La politique régionale confrontée aux optima nationaux et européens " (R.E.P. n° 2, 1974).
- M. NOVACCO : " Un cas global : le Mezzogiorno " (Actes du VIIe Colloque annuel de l'Association de Sciences Régionales de Langue Française. Nemur 9/10 1966, Ceruna 1967).
 " Tre pareri sugli aspetti di sviluppo globale del Mezzogiorno " (M.E. n° 51, 1972).
 " Un Mezzogiorno contro la crisi " (N.S. janvier 1973, n° 137).
 " Rapporto sulla realizzazione del polo industriale pugliese " (M.E. n° 29-30, Juillet 1965).
- A. NOY : " Essai sur une séquence marketing d'industrialisation. Application au cas du Languedoc Roussillon " (E.M. n° 78, 1972).
- R. NURKSE : " Balanced growth on Static Assuptions " (E.J. juin 1956).
- J. PAELINCK : " Possibilisme et pôles de croissance. Phénomènes de prestige et de propagation dans le cadre de l'industrialisation néerlandaise " (E.A. n° 1, 2, 1959).
 " La théorie du développement régional polarisé " (C.I.S.E.A. série L, n° 15, 1965).
- J. PAELINCK et C. JAUMOTTE : " Les localisations industrielles sur les frontières belgo-françaises " (C.I.S.E.A. tome V, Mars-Avril 1971).
- G. PALOMBA : " Conditionnement culturel et pauvreté : le cas de l'Italie méridionale " (E.A. n° 1, 2, 1971).

- G. U. PAPI : " Quale pianificazione e necessaria per promuovere lo sviluppo equilibrato di un paese " (R.P.E. novembre 1963).
- " Les problèmes de l'agriculture dans la croissance économique " (C.I.S.E.A. série BAI n° 127, 1962).
- " La politica di sviluppo del reddito agricolo e la politica di stabilizzazione dei mercati " (Atti del X convegno di studi di economia e politica industriale 7.8.9. avril, Bologna, juin 1961, R.P.E.).
- " Du schéma Vanoni aux amorces d'une planification active " (R.E. n° 2, 1963).
- R. PARENTEAU : " Les problèmes de développement régional dans un Etat Fédératif, l'expérience canadienne " (R.E.P. mars-avril n°3, 1963).
- F. PARILLO : " Teoria della politica economica e pianificazione " (R.P.E. avril 1961).
- S. PARINELLO : " L'ottimizzazione della produzione e degli scambi in un sistema pluregionali. Un approccio dinamico " (E.I. novembre 1965).
- S. PASSEGGIERI : " Aspetti della espansione industriale del Mezzogiorno " (Centro Studi della Cassa per il Mezzogiorno quaderno n° 41, mai 1961).
- R. PASSET : " Phases de développement et seuils de mutation " (R.J. et E. du S.O. n° 2, 1965).
- D. PEARCE et S. G. STURMEY : " Les effets externes et l'antagonisme entre bien être individuel et bien-être collectif " (A.et P. IV, 1967).
- M. PENOUIL : " Notes sur quelques aspects de la politique d'aménagement du territoire " (C.I.S.E.A. n° 4, 1958).
- M. PERROT : " Détermination des conditions économiques pouvant justifier l'attribution de la prime spéciale d'équipement " (R.E. n° 2, 1962).

- F. PERROUX : " Les espaces économiques "
(E.A. n° I, 1950).
- " Matériaux pour une analyse de croissance économique "
(C.I.S.E.A. série D n°8, 1955).
- " Les industries motrices et la croissance d'une économie nationale "
(E.A. n°2, 1963).
- A. PIZZORNO : " Una applicazione della teoria dei grafi per l'analisi territoriale "
(A.S.U.R. Ière année, n° 2, 1968).
- C. PONSARD : " Notes sur la localisation de la firme "
(R.E. n° I, 1956).
- " Le rôle de la technique dans le processus de formation des inégalités régionales en Europe "
(Revue de l'Economie du Centre-Est n° 17, juillet-septembre 1962).
- " Aménagement du territoire et programmation régionale "
(Revue de l'économie du Centre-Est, janvier-juin 1963).
- " Une application de la théorie des graphes à l'analyse de l'espace économique : un modèle de localisation optimale de l'unité de production dans une structure de concurrence ".
(T.E.M. Gauthier Villars n° 4, 1966).
- P. POTTIER : " Axes de communication et théorie du développement "
(R.E. n° I, 1963).
- " Fiscalité et croissance dans le IVe plan "
(R.S.F. n° 2, 1964).
- R. POTZSCH et F. VOIGT : " Le développement régional et les secteurs économiques "
(Résultats de la recherche comparative européenne in " Les régions en retard des pays industrialisés, Ed. Mouton, 1972).
- R. PRUD'HOMME : " Critique de la politique d'aménagement du territoire "
(R.E.P. 1974 n°6).

- V. Del PUNTA : " Sur une application particulière de la programmation linéaire au problème de la programmation régionale " (E.A. 1961 n° 1).
- A. RAHMAN : " Regional allocation of investment. Continuous version " (Q.J.E. fevr. 1966)
- G. RANIS et G.H. FEI : " A theory of economic development " (A.E.R. septembre 1961).
- " Capital accumulation and economic development " (A.E.R. juin 1963).
- C. RAPKIN : " Some effects of economic growth on the character of cities " (A.E.R. papers and proc. mai 1956).
- L. REBOUD : " Progrès, technique, décentralisation " R.E.P. n°2 et 3, 1964).
- J. REMY : " Economies externes et croissance urbaine " (R.E. n° 6, 1972).
- E. NOLS
- F. ROSENFELD : " L'industrie motrice dans la région et dans l'espace économique intégré. L'exemple de l'industrie mécanique dans la province de Turin " (E.A. n° 3, 1966).
- P. ROSENSTEIN - RODAN : " Problems of industrialization of eastern and south eastern Europe " (E.J. juin-septembre 1943. Reproduit in A. ARGAWALA et P. SINGH " The economics of underdevelopment " Oxford University Press 1958).
- P. RUGGIERO : " Note sul dualismo economico territoriale : cenni critici ad una politica d'investimenti in Italia " (R.P.E. juin 1972).
- P. SARACENO : " Il processo di industrializzazione di un'area sovrappopolata nell'esperienza italiana " (Informazioni SVIMEZ 15.9.1970).
- " Il Mezzogiorno tra congiuntura e riforme relazione alla giornata del Mezzogiorno, Bari 1972 " (M.E. n° 38, 1972).

- P. SARACENO : " Risultati e nuovi obiettivi dell'intervento straordinario nel Mezzogiorno " (M.E. n° 37, 1970).
- " Il Sud nel sistema economico italiano ed Europeo " (N.S. XIXe année, nouvelle série).
- " La giustificazione economica degli incentivi ad investire in area sottosviluppata " (in " Scritti di Economia e Statistica in memoria di A. MOLINARI " Giuffrè Ed. 1963).
- G. SCHACHTER et F. N. SCHACHTER : " Politiche per lo sviluppo regionale nelle economie aperte : il caso italiano " (G.E.A.E. n° 9-10, 1968).
- T. SCITOVSKY : " Croissance balancée ou non balancée " (E.A. n° 1-2, 1959).
- " Two concepts of external economy " (J. of P.E. vol. 62, avril 1954).
- V. SELAN : " Nota per un'analisi degli effetti economici delle esonerazioni fiscali " (A.F. vol. V, 1956).
- J. SHEAHAN : " International Specialization and the Concept of Balanced Growth " (Q.J.E. n° 2, 1958).
- G. SILVIA - D'AIETTI : " Analyse des effets interrégionaux de certaines facilités fiscales " (A.F. vol. X, 1961).
- M. R. SIMONNET : " Les incitations fiscales et le plan " (R.S.F. n° 1, 1968).
- G. STEFANI : " L'industrializzazione in Sicilia considerata nel quadro della legislazione fiscale in relazione all'obiettivo dello sviluppo economico " (A.F. vol. X, 1961).
- R. B. SUTCLIFFE : " Balanced and Unbalanced Growth " (Q.J.E. nov. 1964).
- P. P. STREETEN : " Déséquilibre et croissance " (C.I.S.E.A. hors série, juillet 1959).
- " Unbalanced growth " (Oxford Economic Papers, Juin 1959).

- G. TAGLIACARNE : " Calcolo del reddito prodotto dal settore privato e dalla pubblica amministrazione e degli investimenti nelle province e regioni d'Italia nel 1964 e confronto con gli anni precedenti sino al 1951 " (M. et C. settembre 1965).
- " Le regioni più forti e le regioni più deboli della Comunità Europea in base ai redditi prodotti per abitante " (Note economiche, Monte dei Paschi di Siena n° 2, 1972).
- " Che cosa c'è di nuovo nella dinamica economica del Mezzogiorno " (N.M. n° 1 et 2, 1972).
- I. TALIA : " L'industrializzazione contestata " (N. et S. XIXe année, Janvier 1972, n° 145).
- " L'occupazione industriale tra due censimenti " (N. et S. XIX è année décembre 1972, n° 156)
- " Industrie : tra nani e giganti " (N. et S. XXe année janvier 1973, n° 157)
- P. TEMPLE et M. HANNOUN : " Une approche micro-economique du développement industriel régional : le mécanisme de création des grands établissements industriels " (Communication au IIe Colloque International d'Econometrie Appliquée. Nice 5.6.7. février 1975.) .
- G. TERNY : " Techniques modernes de calcul économique, choix des programmes et projets d'investissements publics " (A. et P. 1967).
- " D'une rationalisation des décisions économiques de l'Etat à la fonction de préférence étatique " (A. et P. 1970).
- A. TESTI : " Una legge da rivedere " (N. et S. n° 135, 1971).
- " Fiscalizzazione e Mezzogiorno " (N. et S. 1971 n° 137).

- J. TINBERGEN : " Sur un modèle de la dispersion géographique de l'activité économique " (R.E.P. n° I, 1964).
- P. TRAIMOND : " Le renouvellement de la théorie du rôle des industries motrices dans le développement " (R.E. n°2 mars 1968).
- R. VAN GINDERATCHER : " Les entreprises multinationales et la politique régionale de la C.E.E. " (P.E. n° 1345, 7.II.1973).
- F. VITO : " Le disparità economiche regionali alla luce del pensiero e dell'esperienza meridionalistica " (A.M. vol. I, 1961).
- " Osservazioni preliminari sul problema delle aree arretrate e delle aree depresse " (R.I.S.S. mai-juin 1954).
- " La théorie économique spatiale et les principes de la politique régionale " (R.E.P. 1959).
- " Investimenti nelle aree depresse e sottosviluppate " (Atti del Convegno Nazionale sugli investimenti industriali nelle aree depresse e sottosviluppate. Camera di Commercio, Industria e agricoltura di Milano, 1961).
- M. VOLPATO : " Schema per un modello (non lineare) di ripartizione degli aiuti finanziari statali intesi a favorire un armonico sviluppo economico sociale delle regioni " (Rendiconti Accademia Nazionale Lincei Roma, 6eme serie, fasc.VIII, vol. XXXIX, dec.1965).
- F. VOTCHING : " Considerazioni sull'industrializzazione del Mezzogiorno " (M. et C. n° 42, 1958).
- S. WICKHAM : " Le Centre-Midi " (R.E. n° 6, 1956).
- J. ZLATIEV : " Enquêtes sur les éléments moteurs et les éléments freins de la décentralisation industrielle " (R.E. n° 5, 1968).

III - RAPPORTS, DOCUMENTS OFFICIELS et PUBLICATIONS DIVERSES

- Cassa per il Mezzogiorno : " Bilancio 1970, ventunesimo esercizio, relazione " (1971, XIII-349 p.).
- C.E.C.A. : " Localisation et aménagement de terrains industriels en France " (Cahiers de Reconversion Industrielle n° 4, mars 1965, 87 p.).
- " Dispositions pour faciliter la création d'activités nouvelles " (1962, mise à jour 1965).
- " Localisation et aménagement de terrains industriels en Italie " (Cahiers de Reconversion Industrielle n° 12, décembre 1966, 141 p.).
- Commissariat Général: " Rapport du groupe de travail CNAT/Développement au Plan industriel " (C.N.A.T. n° 789).
- " Localisations industrielles et foyers d'activité " (Extrait des débats à l'Assemblée Nationale précédant le vote sur les options du VI^e plan, CNAT janvier 1971).
- Comitato dei Ministri: " Piano di coordinamento degli interventi pubblici per il Mezzogiorno " (Roma, 1968, 520 p.).
- " Relazione previsionale e programmatica sugli interventi pubblici nel Mezzogiorno per l'anno 1971 " (Roma, 1970, 40 p.).
- " Relazione sull'attuazione del piano di coordinamento degli interventi pubblici nel Mezzogiorno " (Roma, 1971, 237 p.).
- Commission des com- : " L'évolution régionale dans la Communauté. munautés Européennes Bilan analytique " (1971, 316 p.).
- C.E.E. : " Etude pour la création d'un pôle industriel de développement en Italie Méridionale " (1966, tome I, 249 p. tome II, 596 p.).

D.A.T.A.R.

: Aménagement du Territoire. Loi de Finances pour 1973. Imprimerie Nationale I23 p.

" Effet cumulé des aides financières accordées pour une implantation industrielle en Province "
(L.D.F. juillet 1968).

" Aides au développement régional "
(Imprimerie Chaix-Desfossés 1969, 347 p.)

D.A.T.A.R. et Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

: " Aides au développement régional "
{ Juillet 1969, 47 p. }
{ Juin 1972 , 50 p. }
{ Juin 1976 , 47 p. }.

I.N.S.E.E.

: " Annuaire statistique de la France, 1954 "
(Edition 1955).

" L'espace économique français "
(n° spécial Etudes et conjonctures 1955).

" La démographie des très grands établissements industriels, 1961-1970 "
(Les Collections de l'I.N.S.E.E. E 19, mai 1973).

" Statistiques et indicateurs des régions françaises "
(Les Collections de l'I.N.S.E.E. R9 décembre 1972, R5 décembre 1970, RI4 décembre 1973).

" Les comptes régionaux des ménages de 1968 et 1969 "
(Les collections de l'I.N.S.E.E. RII, mai 1973).

" Etude de démographie régionale. L'emploi de 1954 à 1968. Projection de la population totale "
(Les Collections de l'I.N.S.E.E. R4 septembre 1973).

" Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 1970. Les salaires dans les grandes agglomérations françaises "
(Les Collections de l'I.N.S.E.E. M29, décembre 1973).

I.S.T.A.T.

: " Conti economici territoriali per gli anni 1951-1969 "
(Supplemento straordinario al bollettino mensile di statistica, n° 9, 1970).

- I.A.S.M. : " Disciplina dell'intervento straordinario nel Mezzogiorno nel quinquennio 1976-1980 " Documenti sul Mezzogiorno n° 5, 1976, 48 p.
- Journal Officiel : " Programmes d'action régionale " (Région Poitou-Charentes n° I93, 1957 ;) (Midi-Pyrénées n°II28, 1959 ;) (Languedoc n°II36, 1959 ;) (Auvergne n°II95, 1961 ;) .
- Journal Officiel : " Les objectifs et les principes d'une politique des économies régionales " (Rapport présenté par J. MILHAU, J.O.C.E. et Social A et R I.2. 1957) .
- Conseil Economique : " Les moyens d'une politique des économies régionales " (Rapport présenté par M. BYE, J.O.C.E. et Social A et R I6.5.1957) .
- Conseil Economique : " Problèmes de financement du développement économique régional " (Rapport présenté par R. MILLOT, J.O.C.E.S et Social A et R 24.2.1962) .
- et Social : " Extensions géographiques et modalités des actions d'entraînement prévues par le IVe plan " (Rapport présenté par J.F. GRAVIER, J.O.C.E.S. et Social A et R. 6.8.1963) .
- Conseil Economique : " Les problèmes des zones industrielles " (Rapport présenté par M.B. de MAUDHUY, J.O.C.E.S. A. et R. 23.3.1968) .
- Ministero del : " Programma economico nazionale (bozza non Bilancio e della corretta) " Programmazione (Rome, 1972, 232 p.) . Economica
- Ministère de l'In- : " Problématique d'une stratégie industrielle, premières réflexions " dustrie et de la (L.D.F. 1974, 85 p.) . Recherche
- Ministère de l'In- : " L'industrie en milieu rural " dustrie et de la (L.D.F. 1975, 211 p.) . Recherche
- Nations Unies : " Etude sur la situation économique de l'Europe depuis la guerre. Etat des problèmes et nouvel examen des perspectives " (Genève, 1953, 431 p.) .
- Nations Unies : " Etudes sur la situation économique de l'Europe en 1954 " (Genève 1955, 463 p.) .

- Nations Unies : " Etude du développement industriel "
 { vol. IV XIII-178 p. et }
 { vol. V XIII-222 p. 1973 } .
- Notes et Etudes Documentaires : " Inégalités des ressources locales "
 (n° 3543, 1968) .
- " Le plan économique italien 1966-1970 "
 (n° 3537, 3538) .
- " Industrialisation et aménagement du territoire "
 (n° 3508, 1968) .
- " Les aides à l'expansion industrielle régionale dans les pays du Marché Commun et en Grande-Bretagne "
 (n° 3626, 1969) .
- " Fos Europort du Sud "
 (n° 3769, 1971) .
- " Les aides à l'expansion industrielle régionale dans les pays du Marché Commun "
 (n° 3917, 1972) .
- O.C.D.E. : " Le facteur régional dans le développement économique "
 (1970, 141 p.) .
- " Salient features of regional development policy in Italy "
 (1970, 208 p.) .
- " Caractéristiques de la politique de développement régional en France "
 (ronéotypé 1973, 131 p.) .
- " Les politiques industrielles de 14 pays membres "
 (1971, 419 p.) .
- S.V.I.M.E.Z. : " Provvedimenti per il Mezzogiorno "
 (Roma 1958, 208 p.) .
- " Un secolo di statistiche italiane. Nord e Sud, 1861-1961 "
 (Roma 1962, 1089 p.) .
- " Sintesi delle agevolazioni per lo sviluppo economico "
 (Roma 1969, 226 p.) .
- " Gli investimenti industriali agevolati nel Mezzogiorno "
 (Giuffrè Ed. 1971, 204 p.) .

A D D I T I F

I - OUVRAGES

- J. BOISSONAT : " Les socialistes face aux patrons "
(présentation de) (L'expansion Flammarion, 1977, 220 p.).
- R. GENDARME : " L'analyse économique régionale "
(Cujas 1976, 463 p.).
- R. LAFONT : " La révolution régionaliste "
(Gallimard, 1967, 250 p.).
- ." " Décoloniser la France. Les régions face à l'Europe "
(Gallimard 1971, 319 p.)
- A. MARCHAL : " L'Europe solidaire " Tome 2 " Les problèmes "
(Cujas 1970, 487 p.)
- A. PEYREFITTE : " Le mal français "
(Plon, 1976, 451 p.).
- J.J. SERVAN-SCHREIBER: " Le pouvoir régional "
(Grasset, 1971, 200 p.).
- J. SPINDLER : " Fiscalité et espace économique "
(Cujas, 1976, 275 p.).
- P. SYLOS-LABINI : " Problemi dell'economia Siciliana "
(Feltrinelli Milano, 1966, 1482 p.).
- ." Problemi dello sviluppo economico "
(3ième Ed. Laterza Bari, 1974, 263 p.).
- A. TSCHAEGLÉ : " Vers une régionalisation de la décision économique "
(Thèse Nice, 1977, 691 p.).

II - ARTICLES

- L. GIRAUD : " L'attraction commerciale et la loi de Reilly "
(CISEA série L n° 7, 1960).
- N. NOVACCO : " La localizzazione degli investimenti "
N et S n° 113, Mai 1969).
- J.P. PELLEGRIN : " La selective Employment Tax Britannique "
(Les Cahiers Fiscaux Européens, n° 2, 1971).
- G. PERRIOT : " La tare sélective sur l'emploi en Grande-Bretagne "
(RSF n° 3, 1967).
- R. PEUD'HOMME : " La répartition entre les régions des autorisations de programme pour les équipements publics "
C. ALLOUCHE Chronique d'actualité SEDIS t.VI n° 4, avril 1972.
- A. SCHONFIELD : " L'entreprise publique italienne : modèle international ou spécialisation locale ?
(P.E. n° 1451, 1975).

T A B L E D E S M A T I E R E S

	PAGES.
INTRODUCTION	7
<u>P R E M I E R E P A R T I E</u>	
VERS L'HARMONISATION SPATIALE DU DEVELOPPEMENT : L'INTERVENTION DE L'ETAT POUR L'INDUSTRIALISATION DES REGIONS SOUS-DEVELOPPEES.	17
CHAPITRE PREMIER - LA DISCONTINUITÉ ECONOMIQUE DE L'ESPACE ...	19
SECTION I - Analyse des déséquilibres économiques ..	20
§ I - Le concept de sous-développement régional ...	21
A - L'adaptation du concept de sous-développement dans un pays avancé	21
1°) - Les interprétations	21
2°) - La spécificité du sous-développement ré- gional	23
B - Critères d'individualisation des aires sous- développées	24
§ 2 - Les disparités en Italie et en France	27
A - L'importance	28
1°) - L'Italie : le sous-développement du Mez- zogiorno	28
2°) - La France : un double déséquilibre	30
a) - La prépondérance de la Région Parisienne	30
b) - Le sous-développement de l'Ouest	31

B - Les causes	33
1°) - La dépression du Mezzogiorno	33
a) - Les distorsions du marché de l'emploi.	33
b) - L'échec de l'unification	35
2°) - Les retards de l'Ouest	36
SECTION II - Les nécessités d'un aménagement	39
§ I - Les coûts des déséquilibres	39
A - Les coûts directs	40
1°) - Les coûts du sous-développement	40
2°) - Les coûts de la concentration	42
a) - Les coûts d'urbanisation	42
b) - Les coûts de la congestion	43
B - Les coûts indirects	45
1°) - Les coûts sociaux	45
2°) - Les coûts politiques	46
§ 2 - Les modèles d'aménagement industriel	48
A - L'équi-répartition des activités	48
1°) - Schématisation de la croissance balancée	48
a) - Les processus de transmission	48
b) - La croissance régionalement balancée .	50
2°) - Les limites de la croissance équi-ré-	
partie	51
B - L'aménagement par polarisation	52
1°) - Les mécanismes de la polarisation	53
a) - L'effet d'agglomération	53
b) - L'effet d'entraînement	55
2°) - Le complexe industriel	56
3°) - Les limites de l'aménagement polarisé .	57

Références Chapitre I	60
CHAPITRE II - LES DISPOSITIONS RELATIVES AU DEVELOPPEMENT REGIONAL	73
SECTION I - L'interventionnisme spatial italien	74
§ I - Les étapes de l'intervention	75
A - L'intervention dissociée	75
1°) - La préparation du développement (1947-1957)	75
2°) - La priorité industrielle (1957-1965)..	76
B - L'intervention coordonnée	78
1°) - L'action concertée avec le programme national de développement (1965-1970)....	78
2°) - La relance de l'industrialisation	79
§ 2 - Typologie des aides	84
A - Les aides directes	84
1°) - Les aides financières	84
2°) - Les facilités fiscales	86
B - Les aides indirectes	87
1°) - Le " zoning industriel "	87
2°) - Les aides d'accompagnement	89
SECTION II - L'interventionnisme spatial français	91
§ I - Les étapes de l'intervention	91
A - L'intervention dissociée	91
1°) - De l'aménagement créateur à la décentralisation (1950-1957)	92
2°) - L'expansion décentralisée (1957-1960)	94
3°) - La politique du coup par coup (1960-64)	95
B - La coordination de l'aménagement	97

1°) - La réadaptation des régimes d'aides (1964-1971)	97
a) - La prime de développement industriel ..	98
b) - La prime d'adaptation industrielle	99
c) - Le traitement de la Région Parisienne..	100
2°) - La nouvelle orientation : le support in- dustriel et tertiaire	100
§ 2 - Typologie des aides	102
A - Les aides directes	102
1°) - Les aides financières	102
2°) - Les facilités fiscales	102
B - Les aides indirectes	104
1°) - Le zoning industriel	104
2°) - Les aides d'accompagnement	105
Références Chapitre II.	109
CONCLUSION Iere PARTIE	118

DEUXIEME PARTIE

L'EFFICACITE DES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT REGIONAL.	119
CHAPITRE III - EFFETS GLOBAUX DES AIDES	121
SECTION I - Importance et application des politiques d'aide	122
§ I - Nécessité des aides pour la promotion des ac- tivités	122
A - Justification des aides dans la pensée écono- mique	123

1°) - Les généralisations sur le territoire national	I23
2°) - L'utilisation pour le développement des régions défavorisées	I26
B - Les conditions d'adaptabilité	I28
§ 2 - L'application des politiques d'aide	I30
A - Les choix opérés par les interventions	I30
1°) - Le pari italien	I30
2°) - Les affectations en France	I33
B - Spécificité d'une aide organisée : la création d'une aire industrialisée dans les Pouilles...	I35
SECTION II - L'incidence des principales aides directes sur la gestion des entreprises	I40
§ I.- L'évaluation partielle	I41
A - Les effets des aides financières	I41
1°) - Les bonifications d'intérêts	I41
2°) - Les primes	I43
B - Les effets des facilités fiscales	I45
§ 2 - Les essais d'appréciation cumulée	I49
A - Les évaluations pour des localisations indifférenciées	I49
1°) - La méthode d'extrapolation	I49
2°) - Les limites	I53
B - La différenciation par des aires de référence	I55
1°) - Localisations dans la Péninsule	I55
2°) - Localisations en France	I57
Références Chapitre III	I62

CHAPITRE IV - EFFETS DES POLITIQUES D'INDUSTRIALISATION SUR MUTATIONS SPATIALES.	169
SECTION I - Les entraves au développement des territoi- res défavorisés	170
§ I - Les distorsions de l'interventionnisme	171
A - Les contradictions à la cause régionale	171
1°) - Les anomalies d'affectation de l'aide ..	171
a) - Les influences locales et politiques ..	171
b) - La répartition des dépenses publiques .	172
2°) - Les extensions imprévues	176
B - L'atténuation des effets d'induction	179
§ 2 - Les limites de l'initiative privée	182
A - L'installation dans une région sous-développée	182
1°) - Les aspects répulsifs	182
2°) - Les motivations	182
B - La désorientation des entrepreneurs	187
1°) - Des promesses incertaines	187
2°) - Une conception changeante de l'aide	189
SECTION II - Les résultats des interventions	190
§ I - L'évolution du Mezzogiorno	190
A - Analyse globale du développement	191
B - Le processus d'industrialisation	194
1°) - Les composantes d'action	194
a) - Le soutien des entreprises contrôlées par l'Etat	194
b) - Rôles du secteur traditionnel et du sec- teur moderne	196
2°) - Une greffe industrielle réussie : la ré- gion des Pouilles	198

§ 2 - L'expansion régionale en France	201
A - Le bilan de la décentralisation	201
1°) - L'apport au développement régional	201
2°) - Caractéristiques des opérations	203
B - Les modifications des déséquilibres territoriaux	205
1°) Un frein au développement de la région Parisienne	205
2°) - Le désenclavement économique de l'extrême nord-ouest	207
Références Chapitre IV	214
CONCLUSION 2ième PARTIE ...	221

TROISIEME PARTIE

CRITERES DE REDUCTION DES DISPARITES SPATIALES DE DEVELOPPEMENT.	223
--	-----

CHAPITRE V - LES PROCESSUS DE LA LOCALISATION DES ACTIVITES INDUSTRIELLES	225
SECTION I - Aspects théoriques de la localisation	226
§ I - L'optimisation statique du site d'implantation	227
A - La localisation indépendante	227
1°) - Les principales contributions théoriques	227
2°) - L'application de la théorie des graphes au domaine de la localisation	230
B - La localisation dépendante	232
§ 2 - La dynamique des localisations	234
A - Les composantes de la mobilité	234

1°) - Le rôle des facteurs classiques.....	234
a) Le transport	234
b) - La demande	235
2°) - Autres types d'influences	236
B - Instruments de mesure de la localisation ...	237
1°) - Les indicateurs de concentration spatiale	237
2°) - Les indicateurs de mobilité	240
SECTION II - Les vérifications empiriques	242
§ I - Les motifs de l'entrepreneur pour le choix de la localisation	243
A - Les enquêtes " étrangères "	243
1°) - Aux Etats-Unis	243
2°) - En Europe	244
B - Les enquêtes " nationales "	245
1°) - En Italie	245
2°) - En France	247
§ 2 - Exemple de mobilité des activités industrielles	249
A - Les relations d'attraction	250
1°) - Le cas des industries en expansion	250
2°) - Le cas des industries en régression et les transformations spatiales	251
B - La vérification des hypothèses de mobilité..	252
Références Chapitre V	258
CHAPITRE VI - LES CONDITIONS PERMISSIVES DU DEVELOPPEMENT DES REGIONS SOUS-DEVELOPPEES.	263
SECTION I - L'organisation du développement	264
§ I - Méthodes de sélection des industries	265

A - Les méthodes statiques	265
1°) - La méthode de la liste de contrôle.....	265
2°) - La méthode des prévisions locales	266
3°) - La méthode de la comparaison des coûts	267
B - Les méthodes dynamiques	268
1°) - La méthode des accès de PERLOFF.....	268
2°) - La méthode des relations industrielles pondérées de KLAASSEN	269
§ 2 - Les choix à retenir	271
A - Le partage des décisions entre l'Etat et la région	272
1°) - La décision en matière d'équipement ..	272
2°) - La décision en matière d'industrialisa- tion	273
3°) - Les conséquences d'un transfert de dé- cisions	274
B - La valorisation des régions sous-développées	276
1°) - L'utilisation des aptitudes naturelles et des industries locales	276
2°) - L'utilisation d'industries nouvelles..	277
3°) - La programmation de l'industrialisation	279
SECTION II - Vers un réaménagement de la politique d' aide	290
§ I - L'allègement des charges d'exploitation de l'entreprise	281
A - L'orientation spatiale de l'investissement par une combinaison primes-pénalités	281
1°) - Un levier proposé : La fiscalité	281
a) - Le schéma général d'incitation de BAUMOL	281
b) - La transposition au développement des régions sous-développées de FUA et SYLOS-LABINI	282

2°) - L'outil employé : la détaxation du travail	284
a) - Les raisons de ce choix	284
b) - Les applications	285
B - Proposition d'une forme nouvelle d'aide axée sur la valorisation des emplois	286
1°) - Les critères de l'aide au travail	287
2°) - L'intérêt de la liaison des primes à la qualification	288
3°) - L'application d'un modèle de différenciation spatiale du coût de la main-d'oeuvre.	289
§ 2 - L'action parallèle de l'Etat	291
A - L'affectation des crédits d'équipement.....	292
1°) - Un essai de compromis : les affectations de crédits d'équipement pour le VI ^e plan..	292
2°) - Pour un dépassement du compromis.....	293
B - Les supports immédiats pour l'industrialisation	294
1°) - Un support de lancement : les entreprises publiques	295
a) - L'expérience italienne	295
b) - L'expérience française	295
c) - Leçon des expériences	296
2°) - Un support d'accompagnement : les commandes gouvernementales	297
Références Chapitre VI	301
CONCLUSION	311

ANNEXES.

Tableaux

Chapitre I	.....	317
Chapitre II	.....	324
Chapitre III	.....	327
Chapitre IV	.....	341

Cartes

Chapitre I	.....	356
Chapitre II	.....	361

Graphiques

Chapitre III	.....	365
Chapitre IV	.....	367

Liste des abréviations	.....	368
Bibliographie	.....	370
Table des matières	.....	403

